

# WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

## COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2008 — 205

[2007/203635]

### Extrait de l'arrêt n° 154/2007 du 19 décembre 2007

Numéros du rôle : 4032, 4040, 4052, 4087, 4088, 4089 et 4091

*En cause* : les recours en annulation totale ou partielle de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, introduits par la SPRL « Midarms » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989, du président émérite A. Arts, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 20 juillet 2006 et parvenue au greffe le 24 juillet 2006, la SPRL « Midarms », dont le siège est établi à 4602 Cheratte, rue J. Lhoest 17, et Armand Hommers, demeurant à 3800 Saint-Trond, Zerkingen 33, ont introduit un recours en annulation des articles 3, § 1<sup>er</sup>, 16<sup>o</sup> et 17<sup>o</sup>, et § 3, 2<sup>o</sup>, 32, 34, 35, 44, § 2, alinéa 2, et 48, alinéa 2, de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes (publiée au *Moniteur belge* du 9 juin 2006, troisième édition).

La demande de suspension des mêmes dispositions légales, introduite par les mêmes parties requérantes, a été rejetée par l'arrêt n° 169/2006 du 8 novembre 2006, publié au *Moniteur belge* du 22 janvier 2007.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 6 septembre 2006 et parvenue au greffe le 7 septembre 2006, Jean Debucquoy, demeurant à 7800 Ath, chaussée de Mons 290, a introduit un recours en annulation des articles 3, § 1<sup>er</sup>, 16<sup>o</sup>, 11, § 1<sup>er</sup> et § 3, 8<sup>o</sup>, 24, alinéa 2, 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, et 45, § 3, de la même loi.

La demande de suspension des mêmes dispositions légales, introduite par la même partie requérante, a été rejetée par l'arrêt n° 170/2006 du 8 novembre 2006, publié au *Moniteur belge* du 22 janvier 2007.

c. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 2 octobre 2006 et parvenue au greffe le 4 octobre 2006, Willy Furnémont, demeurant à 1200 Bruxelles, avenue des Constellations 51, et l'ASBL « Ligue des Amateurs d'Armes », dont le siège est établi à 1200 Bruxelles, avenue des Constellations 51, ont introduit un recours en annulation totale ou partielle (articles 5, 6, 11, 14, 15, 16, 21, 30, 32, 35, 2<sup>o</sup>, 44 et 45) de la même loi.

d. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 7 décembre 2006 et parvenue au greffe le 8 décembre 2006, l'ASBL « Union Nationale de l'Armurerie, de la Chasse et du Tir », dont le siège est établi à 2650 Edegem, Baeckelandstraat 3, a introduit un recours en annulation des articles 11, § 1<sup>er</sup> et § 3, 9<sup>o</sup>, 17, 18, 23, 45 et 48, alinéa 2, de la même loi.

e. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 6 décembre 2006 et parvenue au greffe le 8 décembre 2006, un recours en annulation totale ou partielle (articles 2, 9<sup>o</sup>, 9, 27, § 3, alinéa 2, 37 et 44, § 2, alinéa 2) de la même loi a été introduit par Willy Furnémont, demeurant à 1200 Bruxelles, avenue des Constellations 51, et l'ASBL « Ligue des Amateurs d'Armes », dont le siège est établi à 1200 Bruxelles, avenue des Constellations 51.

f. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 8 décembre 2006 et parvenue au greffe le 11 décembre 2006, Serge Moureaux, demeurant à 1050 Bruxelles, rue Lesbroussart 89, a introduit un recours en annulation des articles 3, § 3, 1<sup>o</sup>, 10, 11, 44, § 2, et 49, alinéa 2, de la même loi.

g. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 11 décembre 2006 et parvenue au greffe le 12 décembre 2006, un recours en annulation de la même loi a été introduit par Jean-Marie Happart, demeurant à 3792 Fouron-Saint-Pierre, Top Loe 72, et Emile Trefois, demeurant à 5020 Namur, rue Carrière Garot 19.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 4032, 4040, 4052, 4087, 4088, 4089 et 4091 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

#### II. *En droit*

(...)

#### *Quant aux dispositions attaquées*

B.1. Les présents recours tendent à l'annulation totale ou partielle de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes (ci-après : la loi sur les armes).

Sont attaquées les dispositions qui concernent :

- la définition de l'arme factice (article 2, 9<sup>o</sup>), des armes prohibées, des armes en vente libre et des armes soumises à autorisation (article 3, § 1<sup>er</sup>, 16<sup>o</sup> et 17<sup>o</sup>, § 2, 2<sup>o</sup>, et § 3);
- l'agrément des armuriers et intermédiaires (article 5) et des collectionneurs et musées (article 6);
- le port d'une arme en vente libre (article 9) et d'une arme soumise à autorisation (articles 14 et 15);
- la cession d'armes soumises à autorisation (article 10);
- les conditions d'obtention d'une autorisation de détention d'une arme soumise à autorisation (article 11);
- le stockage d'armes à feu (article 16);
- les conséquences de la classification par arrêté royal comme armes soumises à autorisation (article 17, alinéa 1<sup>er</sup>) et de l'acquisition d'une arme soumise à autorisation dans des conditions particulières (article 17, alinéa 2);
- les conséquences du refus, de la suspension ou du retrait d'une autorisation de détention (article 18);
- le transport d'armes à feu (article 21);
- les conséquences pénales des infractions à la loi (article 23), la constatation des infractions (article 29, § 1<sup>er</sup>) et la possibilité de ne pas faire détruire les armes confisquées (article 24, alinéa 2);
- les dérogations prévues pour certaines catégories d'armes (article 27, § 3);
- les possibilités de recours (article 30);
- la durée des agréments et autorisations (article 32);

- les délégations au Roi (articles 34 et 35);
- la composition du Conseil consultatif des armes (article 37);
- les dispositions transitoires et l'entrée en vigueur de la loi sur les armes (articles 44, 45, 48, alinéa 2, et 49).

B.2.1. Les parties requérantes dans les affaires n<sup>os</sup> 4052 et 4088 précisent qu'en poursuivant l'annulation de dispositions particulières, elles visent en ordre principal à obtenir l'annulation totale de la loi.

B.2.2. Lorsque la Cour est saisie d'un recours en annulation, elle doit examiner si les moyens dirigés contre les dispositions attaquées sont ou non fondés. C'est sur la base du contenu de la requête que la Cour détermine l'étendue du recours.

Lorsqu'elle décide que les moyens sont fondés, la Cour ne peut annuler que les dispositions contre lesquelles les moyens déclarés fondés sont dirigés, ainsi que les dispositions qui sont indissolublement liées aux dispositions annulées.

B.2.3. La Cour ne pourrait dès lors prononcer l'annulation totale de la loi que pour autant qu'il existe un lien indissociable entre les dispositions qu'elle décide d'annuler et l'ensemble des autres dispositions de la loi attaquée.

B.3.1. L'article 39 de la loi du 20 juillet 2006 portant des dispositions diverses (1) a remplacé dans l'article 27, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi sur les armes les mots « et 16<sup>o</sup> » par les mots « et 15<sup>o</sup> ».

Cette modification, qui est entrée en vigueur au jour de l'entrée en vigueur de l'article 27 de la loi sur les armes, n'a fait l'objet d'aucun recours en annulation, mais n'a toutefois pas d'incidence sur l'examen des présents recours.

B.3.2.1. Les articles 351 à 360 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 (*Moniteur belge* du 28 décembre 2006) ont inséré dans la loi sur les armes un chapitre XX, « Droits et redevances », comprenant les articles 50 à 58.

B.3.2.2. Les dispositions de ce chapitre XX ont fait l'objet d'un recours en annulation des parties requérantes dans l'affaire n<sup>o</sup> 4040.

Ce recours est toutefois sans incidence sur l'examen des présents recours.

B.3.3.1. La loi du 9 janvier 2007 « modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes » (*Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> février 2007) a complété et modifié le texte des dispositions attaquées.

B.3.3.2. La loi du 9 janvier 2007 n'a fait l'objet d'aucun recours en annulation.

B.4.1. Dans l'arrêt n<sup>o</sup> 169/2006 du 8 novembre 2006 relatif à la demande de suspension introduite dans l'affaire n<sup>o</sup> 4032, la Cour a estimé que le moyen dirigé contre l'article 48, alinéa 2, de la loi sur les armes devait être considéré comme sérieux au sens de l'article 20, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, mais a toutefois rejeté la demande de suspension, en l'absence de préjudice grave difficilement réparable.

B.4.2. Le texte de l'article 48, alinéa 2, de la loi sur les armes a été remplacé par l'article 5 de la loi du 9 janvier 2007 précitée, et cette modification est entrée en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la loi sur les armes, soit le 9 juin 2006.

Le délai légal de recours en annulation contre la loi du 9 janvier 2007, publiée au *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> février 2007, a expiré le 31 juillet 2007.

La modification rétroactive de l'article 48, alinéa 2, de la loi attaquée a donc pour conséquence que les recours dans les affaires n<sup>os</sup> 4032 et 4087, en ce qu'ils sont dirigés contre l'article 48, alinéa 2, de la loi sur les armes, sont définitivement devenus sans objet.

#### *Quant à la recevabilité*

B.5. Les parties requérantes dans l'affaire n<sup>o</sup> 4032 prétendent justifier d'un intérêt à poursuivre l'annulation de certaines des dispositions attaquées par leur qualité de société exerçant des activités d'armurier, d'une part, et de tireur sportif, d'autre part.

Le requérant dans l'affaire n<sup>o</sup> 4040 invoque à l'appui de son intérêt à agir ses qualités de collectionneur d'armes et de munitions et d'initiateur au tir.

Les requérants dans les affaires n<sup>os</sup> 4052 et 4088 justifient leur intérêt à agir par leur qualité, d'une part, de titulaire d'autorisations pour la détention de différentes armes à feu, et, d'autre part, d'association sans but lucratif dont l'objet social concerne la promotion des droits des citoyens amateurs et détenteurs d'armes à feu.

La partie requérante dans l'affaire n<sup>o</sup> 4087, également partie intervenante dans l'affaire n<sup>o</sup> 4032, justifie son intérêt à agir en annulation par sa qualité d'association sans but lucratif dont l'objet social est la défense et la gestion de la détention d'armes à titre privé en général ainsi que la défense des intérêts des secteurs économiques liés à la fabrication, l'importation, l'exportation et le commerce d'armes et de munitions.

Le requérant dans l'affaire n<sup>o</sup> 4089 justifie son intérêt à agir par sa qualité de détenteur, de façon régulière et ininterrompue, de deux fusils de chasse de grande valeur et d'intérêt historique.

Les requérants dans l'affaire n<sup>o</sup> 4091 justifient leur intérêt à agir par leur qualité de chasseurs, propriétaires d'armes dont certaines sont des œuvres d'art.

B.6. La loi attaquée régleme, notamment, la vente, le stockage, le transport, la détention et le port d'armes. Elle instaure également une procédure d'identification des armes et soumet l'exercice de la profession d'armurier à l'obtention d'un agrément et la détention de certaines armes à l'obtention d'une autorisation. La contravention à ses dispositions est, en outre, sanctionnée pénalement.

B.7. En leurs qualités de sociétés exerçant des activités d'armurier, d'associations ayant pour objet social la défense des intérêts des détenteurs d'armes, ou de particuliers détenteurs d'armes à titre privé, les parties requérantes risquent d'être affectées directement et défavorablement par la loi attaquée et justifient dès lors de l'intérêt à agir en annulation.

B.8.1. Le Conseil des ministres conteste toutefois l'intérêt de la partie requérante dans l'affaire n<sup>o</sup> 4040 à poursuivre l'annulation de l'article 3, 16<sup>o</sup>, de la loi attaquée. En effet, contrairement à ce que cette partie laisserait entendre, cette disposition, lue en combinaison avec l'article 27, § 3, de la même loi, ne lui interdirait pas de détenir des armes prohibées.

Le requérant dans cette affaire prétend justifier de l'intérêt à agir en raison de sa qualité de collectionneur d'armes et d'initiateur au tir sportif.

B.8.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

A supposer même que l'article 27, § 3, de la loi attaquée autorise tout collectionneur à posséder des armes prohibées, ce n'est toutefois qu'à la condition de neutraliser ce type d'armes. En outre, la Cour relève que dans son activité d'initiateur au tir sportif, le requérant dans l'affaire n<sup>o</sup> 4040 peut être appelé à manipuler, en dehors des conditions dans lesquelles une collection d'armes est autorisée, des armes qui, en vertu de l'article 3, 16<sup>o</sup>, de la loi attaquée, pourraient devenir des armes prohibées.

Il s'ensuit que, contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, le requérant dans cette affaire justifie d'un intérêt à poursuivre l'annulation d'une disposition qui, comme l'article 3, 16°, de la loi attaquée, peut aboutir à limiter ses activités, voire à l'exposer à des poursuites pénales, conformément à l'article 23 de la même loi.

B.8.3. L'exception est rejetée.

B.9.1. Le Conseil des ministres estime encore que le recours en annulation dirigé, dans l'affaire n° 4032, contre l'article 34 de la loi attaquée est irrecevable *ratione temporis*. Cette disposition se limiterait en effet à maintenir un dispositif inséré, dans la loi du 3 janvier 1933 « relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions », par l'article 20 de la loi du 30 janvier 1991.

S'il résulte d'une comparaison de l'article 34 de la loi attaquée avec l'article 26 de la loi du 3 janvier 1933 que le législateur a reproduit une partie de cette disposition, il n'en demeure pas moins qu'il se l'est réappropriée et qu'elle peut donc être attaquée devant la Cour dans le délai légal.

B.9.2. L'exception est rejetée.

B.10.1. Le Conseil des ministres conteste enfin l'intérêt des parties requérantes dans les affaires n°s 4052 et 4088 à demander l'annulation des articles 9 et 16 de la loi attaquée.

Les requérants interpréteraient en effet à tort ces dispositions comme imposant une autorisation pour le port d'une arme en vente libre ainsi que pour le stockage d'armes à feu ou de munitions.

B.10.2. Lorsqu'une exception de non-recevabilité prise de l'absence d'intérêt concerne également la portée à donner aux dispositions attaquées, l'examen de la recevabilité se confond avec l'examen du fond de l'affaire.

*Quant au fond*

*En ce qui concerne le contexte de la loi attaquée*

B.11. La loi attaquée a notamment pour objectif de transposer partiellement la Directive 91/477/CEE du Conseil du 18 juin 1991 « relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes » et de permettre à la Belgique de participer à la lutte contre le trafic d'armes en assurant la traçabilité de toutes les armes et en sécurisant le marché des armes (*Doc. parl., Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 9*).

A cette fin, le législateur entend « recentrer l'ensemble de la problématique des armes [en Belgique], à l'exclusion du problème des licences d'importation et d'exportation, dans les mains du ministre de la Justice » et « mener une politique cohérente de restriction de risque à l'intérieur du pays », ce qui implique, entre autres, de remédier à l'incohérence née de la diversité des initiatives prises par des autorités locales, de soumettre à autorisation la détention de toute arme à feu et d'interdire la vente d'armes dans certaines circonstances (*ibid.*, pp. 7 à 10 et 15 à 16).

Enfin, le législateur entend mieux encadrer et contrôler la profession d'armurier et réglementer le courtage en matière d'armes, qui s'exerce parfois en dehors de toute obligation spécifique et de tout contrôle, spécialement en ce qui concerne la circulation d'armes « en provenance de l'ex-Europe de l'Est » (*ibid.*, p. 9).

B.12. La Cour procédera à l'examen des moyens dans l'ordre suivant :

1. le respect des règles répartitrices de compétence (B.13 à B.19);
2. le principe de légalité en matière pénale (B.20 à B.33);
3. le principe d'égalité et de non-discrimination (B.34 à B.74);
4. l'inviolabilité du domicile (B.75 à B.77);
5. le respect de la vie privée et familiale (B.78 et B.79);
6. le respect du droit de propriété (B.80 à B.105);
7. la composition du Conseil consultatif des armes (B.106 et B.107).

*Quant aux règles répartitrices de compétence*

B.13. Le requérant dans l'affaire n° 4089 développe un premier moyen, pris de la violation de l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution et de l'article 4, 9°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Selon le requérant, en réputant armes soumises à autorisation les armes de chasse et de sport, l'article 3, § 3, 1°, de la loi attaquée viole la compétence des communautés en ce qui concerne les sports et la vie en plein air.

B.14.1. L'article 128, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution dispose :

« Les Parlements de la Communauté française et de la Communauté flamande règlent par décret, chacun en ce qui le concerne, les matières personnalisables, de même qu'en ces matières, la coopération entre les communautés et la coopération internationale, y compris la conclusion de traités.

Une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, arrête ces matières personnalisables, ainsi que les formes de coopération et les modalités de conclusion de traités ».

B.14.2. L'article 4, 9°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles énonce :

« Les matières culturelles visées à l'article [127, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°] de la Constitution sont :

[...]

9° L'éducation physique, les sports et la vie en plein air;

[...] ».

B.14.3. La compétence des communautés en matière de sports et de vie en plein air prévue à l'article 4, 9°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles relève des matières culturelles visées à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution, et non des matières personnalisables visées à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution, de sorte que le moyen est irrecevable en ce qu'il invoque cette dernière disposition.

B.15. En vertu des articles 127, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution et 4, 9°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles, il appartient au législateur décentralisé de réglementer la pratique du sport ou d'une discipline sportive déterminée, en soumettant notamment à des conditions et à des restrictions la pratique du sport en général ou celle de certains sports en particulier.

B.16. Le Constituant et le législateur spécial, dans la mesure où ils ne disposent pas autrement, ont attribué aux communautés et aux régions toute la compétence d'édicter les règles propres aux matières qui leur ont été transférées. Sauf dispositions contraires, le législateur spécial a transféré aux communautés et aux régions l'ensemble de la politique relative aux matières qu'il a attribuées.

B.17. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose que les matières visées à l'article 39 de la Constitution sont, notamment :

« III. En ce qui concerne la rénovation rurale et la conservation de la nature :

[...]

5° La chasse, à l'exception de la fabrication, du commerce et de la détention d'armes de chasse, et la tenderie; ».

Bien que la disposition précitée prévoie une exception à la compétence des régions en réservant au législateur fédéral la compétence concernant « la fabrication, le commerce et la détention d'armes de chasse », il ressort des travaux préparatoires de cette disposition que cette exception s'applique à toutes les armes, y compris les armes sportives, pour lesquelles les communautés peuvent imposer, ainsi que la Cour l'a jugé dans son arrêt n<sup>o</sup> 42/2005, des conditions complémentaires concernant la conservation d'armes et de munitions pour le tir sportif, dans le cadre de leur compétence fondée sur l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution et sur l'article 4, 9<sup>o</sup>, de la loi précitée du 8 août 1980.

En effet, lors de l'examen de la loi du 8 août 1980, un membre de l'assemblée a objecté que l'exception ne valait qu'à l'égard de la compétence régionale en matière de chasse, mais non à l'égard de la compétence communautaire en matière de sport, bien qu'une seule et même loi réglementât la détention d'armes de chasse et d'armes sportives (était visée la loi du 3 janvier 1933). Le ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles a toutefois répondu ce qui suit :

« Je voudrais, par ailleurs, rappeler que le gouvernement considère prévoir une exception qui prouve que les pouvoirs implicites ne jouent pas, parce qu'il considère qu'il s'agit d'un problème de sûreté publique qui doit rester du domaine national. Pour le gouvernement, la détention des armes de chasse, qui est régie par l'article 13 de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes, doit rester nationale. Cela vaut aussi bien à l'égard des pouvoirs régionaux qu'à l'égard des pouvoirs communautaires » (*Ann.*, Sénat, 22 juillet 1980, p. 2386).

Il découle de ceci que le législateur fédéral est compétent pour réglementer la détention d'armes, quelle que soit leur nature, à la condition que les dispositions adoptées en la matière par lui n'empêchent pas l'exercice de la compétence des communautés et des régions en matière de tir sportif et de chasse.

B.18.1. En ce qui concerne la disposition critiquée, les travaux préparatoires exposent :

« Dans le présent article, les anciennes notions d'armes [...] de chasse et de sport [...] disparaissent, ce qui simplifie de manière considérable la législation sur le plan technique. La règle qui s'applique dorénavant est que toutes les armes à feu, à l'exception des armes en vente libre, sont en principe interdites, sauf si une autorisation a été obtenue.

De la sorte, elles sont toutes soumises au même régime d'autorisations, comme cela est déjà le cas dans la plupart des états-membres de l'UE. Les dérogations à ce principe ne sont plus en fonction du type de l'arme, mais en fonction du détenteur qui, en partie, pourra échapper à l'obligation d'autorisation s'il est titulaire d'un permis de chasse ou d'une licence de tireur sportif (article 11) » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, pp. 20-21).

B.18.2. En imposant une autorisation préalable de principe à la détention d'armes à feu, y compris des armes de chasse et de sport, le législateur fédéral a exercé sa compétence en matière de réglementation de la détention d'armes.

Les travaux préparatoires relatifs aux articles 16 et 36 de la loi attaquée précisent :

« L'avis du Conseil d'Etat estimant qu'il y a lieu d'exclure les tireurs sportifs de la réglementation fédérale relative aux conditions de sécurité à respecter pour le stockage d'armes n'a pas été suivi dans la mesure où la compétence des communautés en matière de sport est relative à l'organisation de la pratique du sport et notamment la détermination des conditions de reconnaissance et d'exercice de celui-ci.

Le législateur fédéral reste compétent pour fixer les règles de sécurité à observer pour tout détenteur d'arme à feu sans distinction » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, pp. 29 et 35).

B.19.1. La qualité de chasseur ou de tireur sportif a par ailleurs été prise en considération par le législateur fédéral, puisque, en vertu de l'article 11, § 3, 9<sup>o</sup>, a) et b), de la loi sur les armes, la chasse et le tir sportif constituent un motif légitime pour l'obtention d'une autorisation de détention de l'arme concernée et des munitions.

B.19.2. Le législateur fédéral a en outre pris en compte la compétence des régions en matière de chasse ainsi que la compétence des communautés en matière de sport, puisqu'il ressort de l'article 12 de la loi sur les armes que les permis de chasse délivrés par les régions ou les licences de tireur sportif délivrées par les communautés dispensent leur titulaire de devoir solliciter l'autorisation préalable de détention prévue par l'article 11 de la loi sur les armes, pour autant que leurs antécédents pénaux, leur connaissance de la législation sur les armes et leur aptitude à manipuler une arme à feu en sécurité aient été vérifiés au préalable.

L'article 15 de la loi sur les armes dispense également d'un permis de port d'armes les personnes qui sont chasseurs et tireurs sportifs, « à condition qu'elles aient un motif légitime à cet effet et que le port se fasse exclusivement dans le cadre de la pratique des activités qui y sont visées ».

B.19.3. Enfin, en réglementant pour l'ensemble des citoyens la détention de toutes les armes à feu, y compris les armes de chasse et de sport, le législateur fédéral n'a pas rendu impossible ou exagérément difficile l'exercice par les communautés de leur compétence en matière de sport et de vie en plein air, dès lors que celles-ci demeurent notamment compétentes pour imposer aux tireurs sportifs des conditions secondaires relatives à la détention ou au stockage des armes utilisées dans la pratique du tir sportif.

B.19.4. Le moyen n'est pas fondé.

*Quant au principe de légalité en matière pénale*

B.20.1. Plusieurs moyens sont pris de la violation, par diverses dispositions de la loi attaquée, des articles 12 et 14 de la Constitution, lus ou non en combinaison avec l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

B.20.2. L'article 12 de la Constitution dispose :

« La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi, et dans la forme qu'elle prescrit.

[...] ».

L'article 14 de la Constitution dispose :

« Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi ».

L'article 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 15.1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques disposent :

« Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou international. [...] ».

B.20.3. En attribuant au pouvoir législatif la compétence, d'une part, de déterminer dans quels cas et dans quelle forme des poursuites pénales sont possibles, d'autre part, d'adopter une loi en vertu de laquelle une peine peut être établie et appliquée, les articles 12, alinéa 2, et 14 de la Constitution garantissent à tout citoyen qu'aucun comportement ne sera punissable et qu'aucune peine ne sera infligée que sur la base de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue.

B.20.4. Il découle également des articles 12 et 14 de la Constitution, ainsi que de l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme et de l'article 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, que la loi pénale doit être formulée en des termes qui permettent à chacun de savoir, au moment où il adopte un comportement, si celui-ci est punissable et de connaître la peine qu'il risque d'encourir.

*En ce qui concerne la recevabilité de certains moyens liés au principe de légalité en matière pénale*

B.21.1. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 4052 et le premier moyen dans l'affaire n° 4087 sont dirigés contre les articles 6, 11, 14, 15, 16, 21, 35, 2°, 44 et 45 de la loi attaquée. Selon les parties requérantes, ces dispositions violeraient, notamment, le principe de légalité des peines consacré à l'article 14 de la Constitution.

L'article 23 de la loi attaquée punit les contrevenants aux dispositions de ladite loi ou de ses arrêtés d'exécution d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 1 000 euros à 25 000 euros, ou d'une de ces peines seulement. L'article 24 de la même loi porte sur le régime des armes confisquées en vertu de l'article 42 du Code pénal alors que l'article 25 prévoit qu'en cas de récidive, les personnes agréées conformément à l'article 5 de la loi attaquée pourront être condamnées à la fermeture temporaire ou définitive de leur entreprise.

Ces articles, qui sont les seuls à établir des peines, ne font toutefois pas l'objet des deux recours en annulation précités.

Il s'ensuit que l'article 14 de la Constitution est étranger aux dispositions attaquées par le deuxième moyen dans l'affaire n° 4052 et le premier moyen dans l'affaire n° 4087.

En ce qu'ils invoquent l'article 14 de la Constitution, ces moyens sont irrecevables.

B.21.2.1. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 4052 fait encore grief aux articles 6, § 2, 11, § 3, 9°, b) et e), et 35, 2°, de la loi attaquée de violer l'article 12 de la Constitution en ce qu'ils comporteraient des délégations de compétence excessives au profit du Roi.

L'article 6, § 2, de la loi attaquée charge le Roi de déterminer les conditions « sous lesquelles le gouverneur compétent pour le lieu d'établissement peut délivrer des agréments spéciaux à des personnes exerçant des activités professionnelles de nature scientifique, culturelle ou non-commerciale avec des armes à feu ».

L'article 11, § 3, 9°, de la loi attaquée énumère une liste de motifs qui, dans les conditions à déterminer par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, peuvent être considérés comme légitimes pour l'acquisition d'une arme soumise à autorisation et des munitions y afférentes. L'existence d'un tel motif est une des conditions mises à l'obtention de l'autorisation délivrée par le gouverneur compétent.

L'article 35, 2°, de la loi attaquée habilite le Roi à déterminer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions de délivrance et la forme des documents prévus par la loi attaquée.

Ces dispositions ont donc pour objet de fixer les conditions auxquelles, et les modalités selon lesquelles, les agréments et autorisations prévus par le législateur seront délivrés.

B.21.2.2. L'article 5 de la loi attaquée interdit à quiconque d'exercer une activité d'armurier ou d'intermédiaire s'il n'a pas été préalablement agréé par le gouverneur compétent pour le lieu d'établissement. L'article 10 de la même loi prescrit que nul ne peut vendre ou céder une arme à feu soumise à autorisation qu'aux personnes agréées et aux personnes munies d'une autorisation. Quant à l'article 11 de la même loi, il interdit aux particuliers de détenir une arme à feu soumise à autorisation ou des munitions y afférentes sans autorisation préalable délivrée par le gouverneur compétent pour la résidence du requérant. Enfin, en vertu de l'article 14 de la loi attaquée, le port d'une arme soumise à autorisation est, en principe, conditionné par l'obtention d'un permis de port d'arme.

La contravention à de telles obligations est punie pénalement, conformément aux articles 23 et suivants de la loi.

B.21.2.3. Il s'ensuit que les délégations consenties au Roi par les dispositions attaquées ne Lui permettent ni de créer de nouvelles incriminations, ni de préciser le contenu des incriminations visées en B.21.2.2, celles-ci découlant, au contraire, exclusivement, des dispositions législatives interdisant certains comportements aux personnes qui ne sont pas munies d'un agrément ou d'une autorisation préalable.

En ce qu'il porte sur la violation de l'article 12 de la Constitution, le moyen est irrecevable.

B.21.3.1. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 4032 est, notamment, pris de la violation, par l'article 35 de la loi attaquée, de l'article 12, alinéa 2, de la Constitution, de l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme et du « principe d'exercice des compétences par le législateur, sous réserve d'une habilitation précise donnée au pouvoir exécutif ».

Les parties requérantes dans cette affaire se contentent toutefois de critiquer les délégations vagues et excessives que contiendrait cet article 35.

B.21.3.2. Pour satisfaire aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, les moyens de la requête doivent faire connaître, parmi les règles dont la Cour garantit le respect, celles qui seraient violées ainsi que les dispositions qui violeraient ces règles et exposer en quoi ces règles auraient été transgressées par ces dispositions.

Faute de préciser quelles délégations il vise en particulier et en quoi celles-ci seraient irrégulières, le moyen ne permet ni aux parties ni à la Cour de déterminer avec précision l'objet du grief.

En ce qu'il porte sur l'article 35 de la loi attaquée, le moyen est irrecevable.

*En ce qui concerne la classification des armes*

B.22.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 4032 (quatrième moyen) et dans l'affaire n° 4040 (premier et deuxième moyens) font grief à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 16°, de la loi attaquée de violer les articles 10, 11 et 12, alinéa 2, de la Constitution, ainsi que l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.22.2. La disposition attaquée énonce :

« Sont réputées armes prohibées :

[...]

16° les engins, armes et munitions désignés par les ministres de la Justice et de l'Intérieur qui peuvent constituer un grave danger pour la sécurité publique et les armes et munitions que, pour cette raison, seuls les services visés à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3, peuvent détenir;

[...] ».

Quant à l'article 8 de la même loi, il dispose :

« Nul ne peut fabriquer, réparer, exposer en vente, vendre, céder ou transporter des armes prohibées, en tenir en dépôt, en détenir ou en être porteur.

En cas d'infraction à l'alinéa précédent, les armes seront saisies, confisquées et détruites, même si elles n'appartiennent pas au condamné ».

B.22.3. Dans les travaux préparatoires de la disposition attaquée, le législateur a précisé que l'habilitation conférée aux Ministres de la Justice et de l'Intérieur visait à « faire face à la possibilité permanente de voir soudainement apparaître sur le marché de nouveaux modèles qui comportent un trop grand risque », ajoutant :

« En outre, la possibilité est offerte de prohiber des armes et des munitions qui, en vue de la sécurité, ne peuvent être détenues que par les services de police et par l'armée et qui ne sont pas nécessaires pour la pratique d'une activité privée » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 20).

B.22.4. Le principe de légalité en matière pénale ne va pas jusqu'à obliger le législateur à régler lui-même chaque aspect de l'infraction. Une délégation conférée à un autre pouvoir n'est pas contraire à ce principe pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur.

B.22.5. La disposition attaquée vise à permettre que la liste des armes prohibées soit rapidement actualisée lors de l'apparition de nouveaux modèles, susceptibles de constituer un grave danger pour la sécurité publique et qui, par définition, ne pouvaient être appréhendés par le législateur au moment de l'adoption de la loi sur les armes.

Le législateur a fixé lui-même, à l'article 8 de la loi attaquée, les actes pénalement répréhensibles lorsqu'ils sont relatifs à des armes prohibées. En outre, les articles 23 à 25 de la même loi déterminent les peines applicables en cas d'infraction à cette disposition.

B.22.6. Dès lors que le législateur a précisé, lui-même, l'objectif et les limites dans lesquels l'habilitation attaquée a été accordée, ainsi que les comportements jugés infractionnels, les composantes essentielles de l'incrimination ont été fixées par la loi et il est, de ce fait, satisfait au principe de légalité contenu à l'article 12, alinéa 2, de la Constitution.

B.22.7. Pour le surplus, il appartiendra aux Ministres de la Justice et de l'Intérieur de justifier adéquatement la classification de nouveaux engins, armes ou munitions, dans la catégorie des « armes prohibées » et au juge compétent de déterminer s'ils ont respecté les limites de l'habilitation qui leur a été conférée par le législateur.

B.22.8. Sous réserve de ce qui a été dit en B.22.5, le quatrième moyen dans l'affaire n° 4032, en ce qu'il porte sur l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 16°, de la loi attaquée, et les premier et deuxième moyens dans l'affaire n° 4040 ne sont pas fondés.

B.23.1. Dans leur quatrième moyen, les parties requérantes dans l'affaire n° 4032 reprochent encore à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 17°, de la loi attaquée de violer le principe de légalité en matière pénale.

B.23.2. La disposition attaquée énonce :

« Sont réputées armes prohibées :

[...]

17° les objets et les substances qui ne sont pas conçus comme arme, mais dont il apparaît clairement, étant donné les circonstances concrètes, que celui qui les détient, porte ou transporte entend manifestement les utiliser aux fins de menacer ou de blesser physiquement des personnes ».

B.23.3. Au cours des travaux préparatoires, il a été souligné à cet égard :

« Le point 11 confirme la jurisprudence de la Cour de cassation qui autorise dans certaines circonstances de considérer comme armes prohibées des objets ordinaires qui n'ont pas été conçus comme armes. Tel est par exemple le cas pour une batte de base-ball qui est utilisée pour menacer des personnes ou pour commettre des actes de vandalisme. L'objectif n'est pas de poursuivre arbitrairement des personnes qui portent inoffensivement de tels objets ou qui les utilisent dans leur contexte normal, mais bien de pouvoir agir à titre préventif contre les porteurs d'armes potentielles qui ont clairement l'intention de les utiliser comme telles. Dans de tels cas, l'article 135 du Code pénal ne suffit pas : en droit pénal commun, il faut qu'il y ait un début d'exécution avant qu'il ne soit question d'un délit.

Afin de rencontrer la nécessité actuelle de pouvoir réprimer l'abus de certaines substances chimiques, biologiques ou même inoffensives pour menacer des personnes, cette disposition n'est plus limitée à des objets et elle s'appliquera aussi aux substances » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, n° 51-2263/001, p. 20).

B.23.4. Le principe de légalité en matière pénale exige que le législateur indique, en des termes suffisamment précis, clairs et offrant la sécurité juridique, quels faits sont sanctionnés, afin, d'une part, que celui qui adopte un comportement puisse évaluer préalablement, de manière satisfaisante, quelle sera la conséquence pénale de ce comportement et afin, d'autre part, que ne soit pas laissé au juge un trop grand pouvoir d'appréciation.

Toutefois, le principe de légalité en matière pénale n'empêche pas que la loi attribue un pouvoir d'appréciation au juge. Il faut en effet tenir compte du caractère de généralité des lois, de la diversité des situations auxquelles elles s'appliquent et de l'évolution des comportements qu'elles répriment.

La condition qu'une infraction doit être clairement définie par la loi se trouve remplie lorsque le justiciable peut savoir, à partir du libellé de la disposition pertinente et, en principe, le cas échéant, à l'aide de son interprétation par les juridictions, quels actes et omissions engagent sa responsabilité pénale.

B.23.5. Ce n'est qu'en examinant une disposition pénale spécifique qu'il est possible, en tenant compte des éléments propres aux comportements qu'elle entend réprimer, de déterminer si les termes généraux utilisés par le législateur sont à ce point vagues qu'ils méconnaîtraient le principe de légalité garanti par l'article 12, alinéa 2, de la Constitution.

B.23.6. Il ressort de l'exposé des motifs de la loi attaquée, cité en B.23.3, que le législateur s'est inspiré de la jurisprudence de la Cour de cassation en sanctionnant pénalement l'individu qui détient, porte ou transporte un objet ou une substance qui n'est pas conçu comme une arme, dans l'intention de menacer ou de porter atteinte à autrui.

La Cour de cassation a en effet jugé :

« Sont réputées armes prohibées : les armes offensives cachées ou secrètes, dans la mesure où elles ne doivent pas être considérées comme des armes de défense ou des armes de guerre et dans la mesure où, soit, elles constituent des armes sans en présenter l'aspect extérieur, soit, il s'agit d'engins, d'outils ou d'objets qui ne sont pas normalement utilisés en tant qu'armes, sauf par accident, mais qui, ainsi qu'il ressort des circonstances concrètes de la cause, sont destinés à l'offensive » (*Cass.*, 30 juin 1998, *Pas.*, 1998, I, pp. 838-839).

B.23.7. Il ne peut être fait grief à un texte de portée générale de ne pas donner une définition plus précise du dol exigé en la matière. Le juge, comme il lui appartient de le faire lorsqu'il doit mesurer la gravité des faits qui lui sont soumis, devra apprécier l'existence de ce dol, non pas en fonction de conceptions subjectives qui rendraient imprévisible l'application de la disposition en cause, mais en considération d'éléments objectifs, en tenant compte des circonstances propres à chaque affaire et de l'interprétation restrictive qui prévaut en droit pénal.

Il lui reviendra, plus particulièrement, d'avoir égard aux éléments objectifs issus des « circonstances concrètes » afin d'établir l'intention de blesser ou de menacer autrui, qui devra, de surcroît, être manifeste et résulter « clairement » de telles circonstances.

Il s'ensuit que, même si elle laisse au juge un pouvoir d'appréciation, la disposition attaquée ne lui confère pas un pouvoir autonome d'incrimination qui empiéterait sur les compétences du législateur.

B.23.8. Le moyen, en ce qu'il porte sur l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 17°, de la loi attaquée, n'est pas fondé.

B.24.1. Dans leur quatrième moyen, les parties requérantes dans l'affaire n° 4032 demandent l'annulation des articles 3, § 3, 2°, et 34 de la loi sur les armes.

B.24.2. L'article 3, § 3, de cette loi dispose :

« Sont réputées armes soumises à autorisation :

1° toutes les autres armes à feu;

2° d'autres armes classées dans cette catégorie par le Roi ».

L'article 34 de cette loi dispose :

« Le Roi peut étendre en tout ou en partie aux armes autres que les armes à feu, les dispositions des articles 5 à 7, 10 à 22 et 33 ».

B.24.3. L'habilitation accordée au Roi par l'article 3, *in fine*, de la loi est justifiée comme suit par les travaux préparatoires :

« Le Roi garde la possibilité de classer des armes de type douteux dans une des catégories parce qu'il est impossible de prévoir à ce moment quels nouveaux types d'armes seront mis sur le marché dans l'avenir » (*Doc. parl., Chambre, 2005-2006, n° 51-2263/001, p. 22*).

En ce qui concerne l'article 34 de la loi, il est précisé :

« Cette disposition existante est élargie à toutes les dispositions de la loi qui peuvent être utiles pour le contrôle d'activités avec des armes non à feu comme des carabines à air, des paintballs,..., ce qui ne signifie pas qu'elle sera immédiatement exécutée de manière complète. La pratique démontre cependant parfois que des abus se produisent, contre lesquels il faut pouvoir intervenir rapidement » (*ibid.*, p. 34).

B.24.4. Les habilitations attaquées et la justification qui leur est donnée doivent s'apprécier à la lumière de l'objectif général de la loi, qui est de lutter contre la prolifération des armes dans un souci de sécurité publique (*ibid.*, pp. 14 à 17).

Dans cette matière, il convient d'abord de tenir compte des évolutions technologiques qui peuvent permettre de mettre sur le marché de nouveaux types d'armes susceptibles de présenter des caractéristiques ou des risques comparables aux armes soumises à autorisation définies dans la loi ou pour lesquelles il peut être indiqué de leur appliquer totalement ou partiellement les articles 5 à 7, 10 à 22 ou 23 de la loi afin de limiter les risques liés à leur utilisation. On ne peut davantage exclure que des armes précédemment inconnues en Belgique aboutissent dans le circuit ou que des objets non conçus en tant qu'armes remplissent cette fonction. De telles évolutions exigent une réglementation détaillée qui doit de surcroît être adaptée de manière souple aux circonstances. Les habilitations données dans les dispositions litigieuses ne portent donc pas atteinte aux dispositions citées dans le moyen.

B.24.5. En ce qu'il porte sur les articles 3, § 3, 2°, et 34 de la loi attaquée, le moyen n'est pas fondé.

B.25.1. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 4088 est dirigé, notamment, contre l'article 2, 9°, de la loi attaquée.

B.25.2. La disposition attaquée énonce :

« Pour l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

[...]

9° 'arme factice' : 'imitation fidèle, réplique ou copie, inerte ou pas, d'une arme à feu' ».

B.25.3. L'article 3, § 2, de la loi sur les armes dispose :

« Sont réputées armes en vente libre :

1° les armes blanches, les armes non à feu et les armes factices non soumises à une réglementation spéciale;

[...] ».

B.25.4. Les requérants dans l'affaire n° 4088 n'aperçoivent pas comment une arme factice pourrait être en vente libre alors qu'elle ne serait pas « inerte ». En disposant le contraire, le législateur méconnaîtrait le principe de clarté et de prévisibilité de la loi pénale.

B.25.5. Les travaux préparatoires de la loi attaquée précisent que le terme « inerte » « signifie ne tirant aucun projectile » (*Doc. parl., Chambre, 2005-2006, n° 51-2263/001, p. 18*).

Selon l'article 2, 12°, de la loi attaquée, une arme non à feu doit s'entendre de « toute arme tirant un ou plusieurs projectiles dont la propulsion ne résulte pas de la combustion de poudre ou d'une amorce ».

B.25.6. L'article 3 de l'arrêté royal du 30 mars 1995 « relatif au classement de certaines armes à air ou à gaz et modifiant l'arrêté royal du 20 septembre 1991 relatif aux armes de panoplie et à l'arrêté royal du 11 janvier 1995 classant certaines armes d'alarme dans la catégorie des armes de défense », tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 2006, dispose :

« Sont rangés dans la catégorie des armes soumises à autorisation, les armes factices courtes à répétition, semi-automatiques ou automatiques, et les armes courtes de jet lorsqu'elles peuvent tirer des projectiles par un autre mode de propulsion que la combustion de la poudre lorsque l'énergie cinétique du projectile mesurée à 2,5 mètres de la bouche du canon est supérieure à 7, 5 Joules.

[...] ».

B.25.7. Sans doute la disposition attaquée ne précise-t-elle pas elle-même le mode de propulsion du projectile, susceptible d'être tiré par une arme factice en vente libre. Compte tenu, toutefois, des précisions apportées par l'article 3 de l'arrêté royal du 30 mars 1995, il est possible de distinguer les armes factices qui, bien qu'elles ne soient pas inertes, sont en vente libre, des armes factices qui doivent, en réalité, s'assimiler à des armes à feu et qui, pour cette raison, sont soumises à autorisation, conformément à l'article 3, § 3, 2°, de la loi attaquée.

B.25.8. En ce qu'il porte sur l'article 2, 9°, de la loi attaquée, le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne les conditions de régularité d'une collection d'armes*

B.26.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 4052 contestent, dans leur deuxième moyen, l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la loi attaquée. Selon elles, cette disposition habiliterait le Roi à fixer les conditions de fond auxquelles est soumise une collection d'armes alors que le principe de légalité prévalant en matière pénale imposerait que ces conditions soient fixées par la loi.

B.26.2. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la loi attaquée dispose :

« Les personnes physiques et les personnes morales de droit privé souhaitant tenir un musée ou une collection de plus de dix armes à feu soumises à autorisation ou de munitions, sans devoir obtenir pour chaque arme supplémentaire une autorisation conformément à l'article 11, doivent, conformément à l'article 5, §§ 3 et 4, être agréées par le gouverneur compétent pour le lieu d'établissement. Le Roi détermine les conditions sur le plan du contenu auxquelles est soumise la collection et les précautions techniques spéciales à prendre si les armes ont été développées après 1945 ».

B.26.3. Selon les travaux préparatoires, la disposition attaquée a pour but d'améliorer le statut de collectionneur qui avait été inscrit dans la loi du 30 janvier 1991 « *in extremis*, et à un endroit particulièrement mal choisi, sans donner de précisions et sans habiliter le Roi à le faire. Il était dès lors nécessaire de remédier à cette lacune en inscrivant une disposition plus claire à un endroit plus logique, à savoir immédiatement après les articles relatifs à l'agrément des armuriers » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, n° 51-2263/001, p. 23).

Il fut encore précisé :

« L'intention demeure de limiter ce système aux collections 'historiques', mais il est préférable, compte tenu des différentes interprétations qui peuvent être données à ce terme, d'habiliter le Roi à élaborer des critères plus concrets sur le plan du contenu. Le cadre est cependant déjà esquissé par la loi : les armes les plus anciennes (en gros, les modèles du dix-neuvième siècle utilisant de la poudre noire ainsi que quelques modèles utilisant la poudre vive) relèvent de la catégorie des armes de panoplie et ne requièrent dès lors aucun agrément; les armes 'modernes, mais déjà historiques' jusque 1945 inclus resteront soumises au système d'agrément existant et les armes plus récentes seront soumises à une réglementation plus sévère (limitation du nombre et du type d'armes qui peuvent être acquises, mesures de sécurité plus sévères) » (*ibid.*).

B.26.4. Il ressort tant du texte de la disposition attaquée que des travaux préparatoires de celle-ci que le législateur a déterminé les conditions essentielles encadrant la tenue d'une collection d'armes soumises à autorisation et qu'il n'a accordé au Roi qu'une délégation limitée, portant essentiellement sur les conditions de sécurité à respecter par les collectionneurs. La fixation de pareilles conditions requiert une réglementation détaillée qui doit, en outre, pouvoir être adaptée de manière souple aux nécessités pratiques.

B.26.5. En ce qu'il a trait à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la loi attaquée, le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne la définition de la notion de « détention »*

B.27.1. Le premier moyen dans l'affaire n° 4087 porte sur la violation, par l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi attaquée, du principe de légalité en matière pénale en ce que cette disposition ne définirait pas, de manière suffisamment précise, la notion de « détention » d'armes soumises à autorisation.

B.27.2. L'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi attaquée dispose :

« La détention d'une arme à feu soumise à autorisation ou des munitions y afférentes est interdite aux particuliers, sans autorisation préalable délivrée par le gouverneur compétent pour la résidence du requérant. Cette autorisation ne peut être délivrée qu'après avis, dans les trois mois de la demande, du chef de corps de la police locale de la résidence du requérant. La décision doit être motivée. L'autorisation peut être limitée à la détention de l'arme à l'exclusion des munitions et elle n'est valable que pour une seule arme.

S'il apparaît que la détention de l'arme peut porter atteinte à l'ordre public ou que le motif légitime invoqué pour obtenir l'autorisation n'existe plus, le gouverneur compétent pour la résidence de l'intéressé peut limiter, suspendre ou retirer l'autorisation par décision motivée selon une procédure définie par le Roi et après avoir pris l'avis du procureur du Roi compétent pour cette résidence ».

B.27.3. Le terme « détention » n'est pas défini à l'article 2 de la loi attaquée. Il convient, dès lors, de l'interpréter dans son sens courant, ce que confirment d'ailleurs les travaux préparatoires (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, n° 51-2263/001, p. 18).

En outre, la loi du 3 janvier 1933 avait déjà recours à la notion de « détention » d'armes et la Directive 91/477/CEE précitée utilise, elle aussi, un tel concept.

B.27.4. Conformément à l'article 11 de la loi du 3 janvier 1933, avant sa modification par la loi du 30 janvier 1991, la détention d'armes à feu de guerre était interdite aux particuliers, sauf autorisation du gouverneur de province. Quant à l'article 14 de cette loi, tel qu'il avait été inséré par la loi du 4 mai 1936, il subordonnait la détention d'une arme à feu de défense à son immatriculation ou à l'obtention préalable d'une autorisation d'acquisition. En revanche, la détention d'une arme prohibée n'était pas considérée comme illégale.

Au cours des travaux préparatoires de la loi du 3 janvier 1933, la notion de « détention » d'armes fut explicitée de la manière suivante :

« Tout citoyen peut avoir chez lui toutes sortes d'armes, en vue d'en user comme il l'entend, pour la défense de sa personne ou la sauvegarde de sa propriété » (*Doc. parl.*, Chambre, 1920-1921, n° 12, p. 6).

B.27.5. La loi du 30 janvier 1991 modifia la loi du 3 janvier 1933 afin de soumettre la détention tant d'une arme à feu de guerre que d'une arme à feu de défense à une autorisation préalable.

L'exposé des motifs justifie cette modification de la manière suivante :

« La procédure d'autorisation préalable à l'acquisition d'armes de défense est [partiellement] revue et la structure des articles 5 et 6 est adaptée. L'autorisation d'acquisition est remplacée par une autorisation de détention. Cette modification a pour objet d'éviter toute ambiguïté sur la validité d'une autorisation d'acquisition comme autorisation de détention » (*Doc. parl.*, Chambre, 1989-1990, n° 978/1, p. 5).

Au cours des travaux préparatoires de la loi du 30 janvier 1991, il fut encore précisé que le terme « acquérir » fut « toujours interprété au sens le plus large, notamment par la doctrine » et qu'« il vise non seulement l'entrée en possession, mais aussi la prise de possession » de telle manière que l'utilisation de ce terme, à l'article 14, alinéa 2, de la loi du 3 janvier 1933, tel qu'il avait été modifié par la loi du 30 janvier 1991, était conciliable avec la notion de détention utilisée par ailleurs dans la même loi (*Doc. parl.*, Sénat, 1989-1990, n° 972-2, pp. 35-36).

B.27.6. Rien n'indique, dans les travaux préparatoires de la loi attaquée, que le législateur ait entendu se départir du sens donné au terme « détention » par les législations antérieures en la matière. Par ailleurs, l'objectif de traçabilité que poursuit la loi attaquée confirme la volonté du législateur de permettre aux autorités en charge du maintien de la sécurité publique de connaître la localisation effective de toute arme à feu sur le territoire.

B.27.7. Il s'ensuit que le terme « détention » doit s'entendre dans son sens usuel, et désigne dès lors la possession effective, quel que soit le titre juridique qui la fonde. La détention d'une arme se distingue par ailleurs de son port en ce que le port d'une arme suppose la capacité de s'en saisir immédiatement et sans déplacement.



B.27.8. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne le « stockage » d'armes à feu ou de munitions*

B.28.1. Dans leur deuxième moyen, les parties requérantes dans l'affaire n° 4032 contestent la constitutionnalité de l'article 16 de la loi attaquée en ce qu'il ne définirait ni la notion de « stockage » ni la procédure permettant d'aboutir à l'obtention d'une autorisation de stocker des armes à feu ou des munitions.

B.28.2. L'article 16 de la loi sur les armes dispose :

« Le stockage d'armes à feu ou de munitions soumises à autorisation ne peut avoir lieu que si, pour la quantité concernée, il existe un des motifs légitimes suivants :

1° la détention légitime de plusieurs armes à feu et d'une quantité nécessaire de munitions pour ces armes par leurs propriétaires cohabitant à la même adresse qui stockent leurs armes à cet endroit;

2° les activités légitimes de personnes agréées ».

B.28.3. Etant donné que le législateur ne soumet pas le stockage d'armes à feu à une autorisation spécifique, le deuxième moyen dans l'affaire n° 4052, dans la mesure où il présuppose l'existence d'une telle autorisation, part d'une prémisse erronée.

B.28.4. La Cour doit cependant se pencher sur la notion de « stockage » d'armes et de munitions, laquelle n'est pas explicitée par l'article 2 de la loi attaquée.

La disposition attaquée a été justifiée comme suit par les travaux préparatoires :

« Le gouverneur devenant compétent pour toutes les autorisations et tous les agréments dans le cadre de la législation sur les armes et ayant dès lors une bonne vue d'ensemble de la détention d'armes de chaque individu, et une évaluation séparée ayant lieu pour chaque arme à feu soumise à autorisation sur la base de critères clairs, il n'est plus nécessaire de maintenir une autorisation séparée pour les dépôts de ces armes. D'autres lieux de stockage, où sont stockées des armes qui n'appartiennent pas à une seule et même personne, sont soumis à une forme d'agrément (commerce, collection, stand de tir), si bien qu'ici aussi, une autorisation séparée perd son sens. C'est la raison pour laquelle le présent article exige dans sa nouvelle version uniquement un motif légitime pour stocker d'importantes quantités d'armes à feu et de munitions soumises à autorisation.

La loi énumère les motifs légitimes possibles. Ainsi, le chasseur aura clairement un motif légitime d'entreposer dans un endroit déterminé un certain nombre d'armes qui correspond au nombre d'armes dont il a besoin pour la chasse de différents types de gibier et pour la gestion de la faune. Ainsi également, un tireur sportif aura un motif légitime de rassembler des armes pour les différentes disciplines qu'il pratique, éventuellement avec quelques armes de réserve. Pour ce qui est des munitions, il doit être tenu compte du fait que celles-ci sont parfois achetées en grande quantité en vue de pouvoir bénéficier d'un prix avantageux ou parce qu'il s'agit de munitions spécifiques que l'on trouve difficilement.

Par contre, il n'est pas question d'un motif légitime lorsqu'un simple particulier offre à des tiers sa maison comme lieu de stockage pour leurs armes ou lorsqu'il stocke un nombre d'armes anormalement élevé pour son activité. En effet, on comptabilise désormais également les armes de chasse et de sport qu'il est encore relativement facile de se procurer. Le stockage de quantités exagérées de munitions n'est pas non plus autorisé pour éviter trop de risque pour les alentours » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, n° 51-2263/001, pp. 28-29).

B.28.5. L'article 16 de la loi du 3 janvier 1933, avant sa modification par la loi du 30 janvier 1991, disposait :

« Sauf le cas prévu à l'article 12, il est interdit à toute personne n'étant ni fabricant ni marchand d'armes de posséder un dépôt d'armes de défense ou de guerre sans l'autorisation toujours révocable du Procureur du Roi [...] ».

Par un arrêt du 20 août 1984, la Cour de cassation décida :

« ladite loi du 3 janvier 1933, et spécialement son article 16, ne définissent pas les termes ' posséder un dépôt ' et ' dépôt ' : que, partant, il y a lieu d'entendre ces termes dans leur sens usuel, c'est-à-dire, en ce qui concerne le terme ' posséder un dépôt ', ' stocker ', et, en ce qui concerne le terme ' dépôt ', ' lieu ou terrain où des matériaux ou des biens peuvent être déposés ' ; qu'il s'ensuit que ' posséder un dépôt ' ne doit pas avoir lieu dans un immeuble et qu'un ' dépôt ' n'est pas nécessairement un immeuble » (*Cass.*, 20 août 1984, *Pas.*, 1984, I, pp. 1334-1335).

B.28.6. Après sa modification par la loi du 30 janvier 1991, l'article 16 de la loi du 3 janvier 1933 disposait :

« Sauf le cas prévu à l'article 12, il est interdit à toute personne non agréée conformément à l'article 1<sup>er</sup> de posséder un dépôt d'armes de défense ou de guerre sans une autorisation délivrée par le gouverneur de la province du lieu du dépôt, après avis du procureur du Roi de l'arrondissement du lieu du dépôt. Cette autorisation mentionne les conditions auxquelles est subordonnée la possession du dépôt.

L'autorité qui a délivré une autorisation peut la suspendre ou la retirer par une décision motivée s'il apparaît que l'existence du dépôt peut porter atteinte à l'ordre public, que les conditions auxquelles est subordonnée la possession du dépôt ne sont pas respectées ou que les motifs invoqués pour obtenir l'autorisation n'existent plus.

Ces dispositions s'appliquent également aux dépôts de munitions destinées aux armes visées ci-dessus.

Le Roi détermine le nombre et le type d'armes et de munitions dont la réunion en un même lieu constitue un dépôt ».

Au cours des travaux préparatoires de la loi du 3 janvier 1991, il fut précisé :

« En fin de compte, il s'agit de savoir ce qu'il faut entendre par ' posséder un dépôt '.

On fait observer que cette notion est définie à l'article 14 du projet. L'autorisation dont il y est question n'est accordée que si une série de conditions de sécurité sont respectées; en effet, la concentration d'armes peut impliquer un danger pour la sécurité publique; c'est dans ce sens que le deuxième alinéa de cette disposition doit être interprété. L'autorisation pourra ainsi être retirée si l'on y retrouve des types d'armes pour lesquels aucune autorisation n'a été donnée » (*Doc. parl.*, Sénat, 1989-1990, n° 972-2, p. 10).

B.28.7. Enfin, l'article 21 de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 « exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions » précisait, en ce qui concerne les armes de défense et de guerre :

« Constitue un dépôt d'armes la réunion en un même lieu :

1° de plus de cinq armes de guerre;

2° ou de plus de cinq armes de défense de même calibre ou tirant la même munition;

3° ou de plus de dix armes de défense et de guerre.

Ne sont pas prises en compte pour l'application du présent article, les armes à feu de défense visées à l'article 5, alinéa 3, de la loi ».

Cet article a toutefois été abrogé par l'arrêté royal du 29 décembre 2006 « exécutant certaines dispositions de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port d'armes et au commerce des munitions et de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes ».

B.28.8. Pour les motifs exposés en B.28.5, la notion de « stockage », utilisée à l'article 16 de la loi attaquée, ne peut être interprétée que dans son sens courant. Il s'ensuit qu'elle vise la possession d'un dépôt d'armes ou de munitions à son domicile ou à sa résidence ou, plus généralement, la conservation de plusieurs armes ou munitions en un même lieu.

B.28.9. L'article 16 de la loi attaquée prohibe la conservation, en un même lieu, de plusieurs armes ou munitions soumises à autorisation qui ne serait pas justifiée par un des motifs légitimes visés par cette disposition ou qui s'avérerait disproportionnée par rapport à ces motifs. Le caractère répréhensible d'un stockage d'armes ou de munitions s'apprécie donc en tenant compte de la quantité raisonnable d'armes et de munitions qu'une personne peut avoir en dépôt, en raison des activités qu'elle exerce.

La loi nouvelle reprend une notion de la législation ancienne qui a fait l'objet de précisions jurisprudentielles qui suffisent à éclairer le sujet de droit dans son comportement, de sorte qu'il est satisfait à l'exigence de prévisibilité de la loi pénale.

B.28.10. En ce qu'il porte sur l'article 16 de la loi attaquée, le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne le motif légitime et l'autorisation liés au port d'une arme en vente libre*

B.29.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 4088 (deuxième moyen) demandent l'annulation de l'article 9 de la loi sur les armes en ce qu'il soumet le port d'une arme en vente libre à un motif légitime et à une autorisation préalable, lesquels ne seraient pas définis avec suffisamment de précision par le législateur.

B.29.2. Cet article 9 dispose :

« Le port d'une arme en vente libre n'est permis qu'à celui qui peut justifier d'un motif légitime ».

B.29.3. Dès lors que le législateur ne soumet pas le port d'une arme en vente libre à une quelconque autorisation particulière, le moyen, dans la mesure où il repose sur l'exigence d'une telle autorisation, part d'une prémisse erronée.

La Cour doit néanmoins se prononcer sur la constitutionnalité du motif légitime exigé par le législateur pour le port d'une arme en vente libre.

B.29.4. Lors des travaux préparatoires de la loi attaquée, le ministre de la Justice a souligné que « la notion de motif légitime pour le port d'une arme en vente libre s'appréciera au cas par cas » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, n° 51-2263/001, p. 21).

En outre, le ministre estima que la notion de motif légitime, visée à l'article 9 de la loi, avait une signification différente du motif légitime exigé, par l'article 11 de la même loi, afin d'obtenir une autorisation de détention d'arme. Elle souligna encore que l'article 9 de la loi s'approprie « une formulation existante dans la législation actuelle en la matière » et qu'il « y a donc déjà une jurisprudence » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, n° 51-2263/003, pp. 23-24).

B.29.5. Sous l'empire de la législation antérieure, la Cour de cassation mit fin à une controverse relative à l'interprétation à donner au caractère légitime du motif exigé, en vertu de l'article 13 de la loi du 3 janvier 1933, pour le port d'une arme de chasse ou de sport.

Cet article disposait :

« Le port d'une arme de chasse ou de sport n'est permis qu'à celui qui peut justifier d'un motif légitime ».

Dans un arrêt du 23 mai 1972, la Cour de cassation a jugé que :

« en décidant que 'seule' la pratique de la chasse justifie le port d'une arme de chasse et que, partant, le port d'une arme peut être admis 'uniquement' pour se rendre à la chasse ou en revenir, l'arrêt donne une interprétation restrictive inconciliable avec la notion de motif légitime au sens dudit article 13 et ne justifie donc pas légalement sa décision » (*Cass.*, 23 mai 1972, *Pas.*, 1972, I, p. 868).

B.29.6. Conformément à la loi du 30 janvier 1991, le port d'une arme de panoplie devait également être justifié par un motif légitime. Au cours des travaux préparatoires de cette loi, la notion de motif légitime fut explicitée comme suit :

« Selon la jurisprudence, le port est légitime lorsque des éléments objectifs démontrent qu'il est nécessaire pour l'exercice d'une activité conforme aux lois, comme la participation à une manifestation à caractère historique ou folklorique. Tel ne serait pas le cas du port d'une arme factice pour commettre un délit ou dissuader l'auteur d'une éventuelle agression » (*Doc. parl.*, Chambre, 1989-1990, n° 978/1, p. 8).

B.29.7. La notion de « motif légitime » visée à l'article 9 de la loi attaquée ne permet pas d'en donner des interprétations incertaines et floues qui rendraient problématique le port d'une arme en vente libre.

Il résulte des travaux préparatoires que le législateur, s'appuyant sur la jurisprudence antérieure de la Cour de cassation, entendait donner à la notion de « motif légitime » une interprétation large, fondée sur des critères objectifs, et en vertu de laquelle le port d'une arme en vente libre est justifié par un motif légitime lorsqu'il est nécessaire à la pratique d'une activité licite.

B.29.8. En ce qu'il porte sur l'article 9 de la loi attaquée, le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne la notion de « motif légitime » liée au port d'une arme soumise à autorisation*

B.30.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 4052 (deuxième moyen) font grief aux articles 14 et 15 de la loi sur les armes de violer le principe de légalité en matière pénale. Elles reprochent au législateur d'y utiliser la notion de « motif légitime » sans la définir avec suffisamment de précision.

B.30.2. Les articles 14 et 15 de cette loi disposent :

« Art. 14. Nul ne peut porter une arme à feu soumise à autorisation si ce n'est pour un motif légitime et moyennant la possession de l'autorisation de détention de l'arme concernée ainsi que d'un permis de port d'arme, délivré par le gouverneur compétent pour la résidence du requérant, après avis du procureur du Roi de l'arrondissement de la résidence du requérant. Le requérant doit présenter une attestation d'un médecin reconnu à cet effet par le ministre de la Justice et qui atteste que l'intéressé ne présente pas de contre-indications physiques ou mentales pour le port d'une arme à feu.

Si le requérant n'a pas de résidence en Belgique, le permis de port d'arme est délivré par le ministre de la Justice, conformément à la procédure prévue par la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité.

Le permis de port d'arme est délivré pour une durée maximale de trois ans, mentionne les conditions auxquelles est subordonné le port d'arme et doit être porté en même temps que l'arme.

L'autorité qui a délivré un permis de port d'arme peut le limiter, le suspendre ou le retirer par une décision motivée selon une procédure définie par le Roi, s'il apparaît que le port de l'arme peut porter atteinte à l'ordre public, que les conditions auxquelles est subordonné le port de l'arme ne sont pas respectées ou que les motifs légitimes invoqués pour obtenir le permis n'existent plus.

Art. 15. Les personnes visées à l'article 12 peuvent porter les armes à feu qui y sont visées sans être en possession d'un permis de port d'arme, à condition qu'elles aient un motif légitime à cet effet et que le port se fasse exclusivement dans le cadre de la pratique des activités qui y sont visées ».

B.30.3. Eu égard à l'objectif de la loi, qui est d'éviter les utilisations impropres, par leurs détenteurs, des armes à feu soumises à autorisation, le port d'une arme soumise à autorisation ne peut être justifié par un motif légitime que lorsqu'il est nécessaire, compte tenu des circonstances de l'espèce, à la poursuite raisonnable de l'activité ou des objectifs pour lesquels le permis de port d'arme a été délivré ou pour lesquels les personnes visées à l'article 15 de la loi sont dispensées de l'obligation d'obtenir un tel permis.

Même si elle laisse au juge une marge d'appréciation, la disposition attaquée ne lui confère pas un pouvoir autonome d'incrimination qui empiéterait sur les compétences du législateur.

B.30.4. En ce qu'il porte sur les articles 14 et 15 de la loi attaquée, le moyen n'est pas fondé.

*Quant au principe de légalité en général*

*En ce qui concerne la compétence de la Cour*

B.31.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 4032 allèguent, notamment, à l'appui de leur troisième moyen, la violation, par l'article 32 de la loi sur les armes, d'un « principe d'exercice des compétences par le législateur sous réserve d'une habilitation précise donnée au pouvoir exécutif ».

B.31.2. Aucune disposition n'habilite la Cour à annuler une norme pour la seule raison qu'elle serait contraire à un tel principe.

*En ce qui concerne les compétences déléguées au Roi*

B.32.1. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 4052 fait grief aux articles 6, § 2, 11, § 3, 9°, b) et e), et 35, 2°, de la loi sur les armes de violer les articles 10, 11, 12 et 14 de la Constitution, lus ou non en combinaison avec ses articles 33 et 105 et avec l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.32.2. Pour les raisons évoquées en B.21.1 et B.21.2, le moyen est irrecevable en ce qu'il allègue la violation des articles 12 et 14 de la Constitution.

B.32.3. En ce que le moyen critique les habilitations au Roi contenues dans les dispositions précitées, il faut constater que la Cour n'est pas compétente pour censurer une disposition qui violerait la répartition des compétences entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, sauf si cette violation méconnaît les règles répartitrices de compétences entre l'Etat, les communautés et les régions ou si le législateur, en chargeant le Roi de prendre une mesure qui ne relève pas de Sa compétence, prive ainsi une catégorie de personnes de l'intervention d'une assemblée démocratiquement élue, prévue explicitement par la Constitution.

B.32.4. En l'espèce, le moyen n'invoque pas de violation des règles qui répartissent les compétences entre l'Etat, les communautés et les régions. En ce qu'il invoque la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 33 et 105 de celle-ci et avec l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, il y a lieu de constater que la matière qui fait l'objet des articles 6, § 2, 11, § 3, 9°, b) et e), et 35, 2°, de la loi attaquée n'est pas de celles pour lesquelles la Constitution exige explicitement l'intervention d'une assemblée démocratiquement élue.

B.32.5. En ce qu'il porte sur les articles 6, § 2, 11, § 3, 9°, b) et e), et 35, 2°, de la loi attaquée, le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne les compétences déléguées au gouverneur*

B.33.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 4032 prennent un troisième moyen de la violation, par l'article 32 de la loi sur les armes, des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que cette disposition attribuerait au gouverneur de province le pouvoir de réduire la durée normale de sept ou cinq ans de l'agrément et de l'autorisation qu'il délivre.

B.33.2. L'article 32 de cette loi dispose :

« Les agréments visés à l'article 5 sont délivrés pour une durée maximale de sept ans.

Les agréments et autorisations visés aux articles 6, 11, 17, 20, 21 et 31 sont délivrés pour une durée maximale de cinq ans.

Les renouvellements des agréments et autorisations visés aux articles 5, 6, 20 et 21 ne feront l'objet que du contrôle du respect des conditions visées à l'article 5, § 4. Les renouvellements des autorisations et permis visés aux articles 11 et 17 ne feront l'objet que des formalités prévues à l'article 11, § 3, 2° à 9° ».

B.33.3. Sous la réserve qu'il ne peut prendre une mesure manifestement déraisonnable, le législateur peut vouloir fixer une durée maximale aux agréments et autorisations qu'il prévoit et permettre au gouverneur de province, compétent pour les délivrer, d'en réduire davantage la durée.

Il ressort des travaux préparatoires de la loi attaquée qu'en limitant dans le temps la validité des autorisations et des agréments, le législateur entendait permettre un contrôle effectif et réel sur leurs titulaires (*Doc. parl., Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 34*).

Compte tenu des objectifs généraux de la loi attaquée, tels qu'ils sont mentionnés en B.11, la compétence attribuée au gouverneur ne lui permet de délivrer un agrément ou une autorisation d'une durée moindre que la durée maximale fixée par le législateur que pour autant que cette restriction au droit de l'intéressé se justifie par un motif de sécurité publique.

B.33.4. C'est en vain que les parties requérantes affirment qu'un tel contrôle périodique serait inutile, compte tenu des autres mesures prévues par le législateur aux articles 7, § 2, 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 13, 28 et 29 de la loi attaquée. A supposer même que ces dernières aient un objectif et une portée similaires, il n'en demeure pas moins que, compte tenu de l'impératif de sécurité publique poursuivi par le législateur, il n'est pas injustifié de permettre au gouverneur de limiter dans le temps les autorisations et les agréments qu'il accorde.

Il ne saurait davantage être reproché au législateur de ne pas avoir déterminé plus précisément les conditions dans lesquelles le gouverneur peut décider de restreindre, en deçà de la limite maximale, la durée de validité des autorisations et des agréments qu'il accorde, dès lors que cette décision est justifiée par des considérations de sécurité publique qui doivent, par nature, être appréciées individuellement.

Par ailleurs, la compétence attribuée au gouverneur par cette disposition ne lui permet en aucune façon de déroger au principe selon lequel, lorsqu'une norme établit une différence de traitement entre certaines catégories de personnes, celle-ci doit se fonder sur une justification objective et raisonnable qui s'apprécie par rapport au but et aux effets de la norme en cause. De plus, contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, le gouverneur doit, malgré le silence de la loi, motiver formellement sa décision, conformément à la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

B.33.5. En ce qu'il porte sur l'article 32 de la loi attaquée, le moyen n'est pas fondé.

*Quant au principe d'égalité et de non-discrimination*

B.34. Plusieurs moyens estiment que la loi sur les armes créerait des différences de traitement injustifiées et disproportionnées entre les différents détenteurs d'armes qui entrent dans le champ d'application de la loi.

D'autres moyens allèguent que la loi sur les armes créerait également des discriminations en ce qui concerne la procédure d'octroi du port d'une arme soumise à autorisation, la procédure d'octroi des agréments ou des autorisations de détention, ou encore en ce qui concerne le régime transitoire.

*En ce qui concerne les catégories de détenteurs d'armes*

B.35. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 4091 allègue une discrimination entre les détenteurs de fusils de chasse traditionnels, soumis à autorisation de détention en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi attaquée, et les détenteurs d'armes à feu d'intérêt historique, folklorique ou décoratif qui sont en vente libre en vertu de l'article 3, § 2, 2°, de la loi attaquée et ne sont donc pas soumises à autorisation, alors que ces armes sont aussi dangereuses qu'une arme à feu longue à canon lisse.

B.36.1. L'article 2, 10°, de la loi attaquée définit l'« arme longue » comme l'« arme dont la longueur du canon est supérieure à 30 cm ou dont la longueur totale est supérieure à 60 cm ».

Les fusils de chasse traditionnels entrent donc dans cette catégorie d'armes soumises à autorisation, en vertu de l'article 3, § 3, 1°.

En soumettant en principe toutes les armes à feu à autorisation, le législateur a voulu prendre en considération le danger potentiel de ces armes, lié à leur fonction intrinsèque, qui est de tirer des projectiles dont la propulsion résulte de la combustion de poudre ou d'une amorce.

B.36.2. L'article 3, § 2, de la loi attaquée répute « armes en vente libre » :

« 2° les armes à feu d'intérêt historique, folklorique ou décoratif définies par le Roi. Si de telles armes à feu sont destinées au tir en dehors du cadre de manifestations historiques ou folkloriques, elles sont considérées comme des armes à feu soumises à autorisation ».

Les travaux préparatoires de l'article 3 précisent :

« On a voulu réserver un régime particulier pour le cadre de manifestations historiques en prévoyant la possibilité d'utiliser les armes destinées à ces manifestations en toute légalité » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, pp. 21-22).

B.36.3. Ce n'est que si leur utilisation est limitée aux manifestations historiques ou folkloriques que les armes visées à l'article 3, § 2, 2°, sont réputées en vente libre, puisque, si elles sont destinées au tir en dehors de ces manifestations, ces armes sont considérées comme des armes à feu soumises à autorisation.

Les armes d'intérêt historique, folklorique ou décoratif qui sont destinées au tir en dehors des manifestations historiques ou folkloriques sont donc soumises au même régime d'autorisation de détention que les fusils de chasse.

B.36.4. Le législateur a par conséquent adapté le régime de ces armes en fonction du danger potentiel qu'elles représentent.

Or, les armes d'intérêt historique, folklorique ou décoratif utilisées dans le seul cadre des manifestations historiques ou folkloriques ne peuvent être comparées aux fusils de chasse traditionnels, dès lors que le contexte particulier de leur utilisation et leur fonction principale - historique, folklorique ou décorative - restreignent objectivement le danger potentiel que représentent ces armes.

Le législateur a pu estimer qu'il ne s'imposait dès lors pas de soumettre ces armes à autorisation, lorsque leur utilisation est limitée à des manifestations historiques ou folkloriques.

B.36.5. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne les collectionneurs et les musées*

B.37. Les parties requérantes dans l'affaire n° 4052 estiment, dans leur deuxième moyen, que les collectionneurs et conservateurs de musées de moins de dix armes soumises à autorisation seraient discriminés en étant soumis à l'obligation d'obtenir pour chaque arme une autorisation de détention aux conditions prévues à l'article 11, qui ne seraient pas pertinentes et qui auraient des effets disproportionnés, puisque ces personnes n'entendent pas faire usage de ces armes.

B.38.1. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la loi sur les armes dispose :

« Les personnes physiques et les personnes morales de droit privé souhaitant tenir un musée ou une collection de plus de dix armes à feu soumises à autorisation ou de munitions, sans devoir obtenir pour chaque arme supplémentaire une autorisation conformément à l'article 11, doivent, conformément à l'article 5, §§ 3 et 4, être agréées par le gouverneur compétent pour le lieu d'établissement. Le Roi détermine les conditions sur le plan du contenu auxquelles est soumise la collection et les précautions techniques spéciales à prendre si les armes ont été développées après 1945 ».

Comme il a été rappelé en B.26.3, cette disposition a pour but d'améliorer le statut du collectionneur.

Les travaux préparatoires précisent :

« Comme c'est déjà le cas actuellement, l'obligation d'agrément se limite aux armes à feu soumises à autorisation, mais il est désormais indiqué de manière explicite au-delà de quel nombre l'agrément est requis. Jusqu'à présent, ce nombre figurait uniquement dans une circulaire » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 23).

Le nombre de dix armes constitue donc le seuil à partir duquel le statut de collectionneur ou musée privé agréé permet de déroger à l'obligation d'obtenir pour chaque arme supplémentaire une autorisation de détention conformément à l'article 11 de la loi sur les armes.

B.38.2. Les collectionneurs et musées qui ne souhaitent pas détenir plus de dix armes soumises à autorisation doivent par conséquent remplir les conditions d'obtention d'une autorisation de détention prévues à l'article 11 de la loi attaquée pour chaque arme prise individuellement.

L'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, *in fine*, de la loi attaquée prévoit en effet que l'autorisation de détention « n'est valable que pour une seule arme ».

B.38.3. En outre, il ressort du texte de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la loi attaquée ainsi que de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 1°, de l'arrêté royal du 29 décembre 2006 « exécutant certaines dispositions de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes » que, dans l'attente de l'agrément, les collectionneurs et musées qui souhaitent détenir plus de dix armes doivent également disposer d'une autorisation de détention pour chacune des dix premières armes de leur collection.

B.38.4. Indépendamment de la question de savoir s'ils souhaitent ou non détenir plus de dix armes et doivent ou non être agréés, les collectionneurs et musées doivent donc disposer d'une autorisation de détention pour un nombre maximal de dix armes soumises à autorisation.

Le législateur a pu considérer qu'en deçà de dix armes, la qualité de « collectionneur » ne pouvait être invoquée pour justifier d'être soumis à un régime différent des autres personnes qui doivent obtenir une autorisation de détention d'une arme soumise à autorisation.

B.39.1. Toutefois, contrairement à ce que les requérants allèguent, les conditions d'obtention d'une autorisation de détention prévues par l'article 11 de la loi attaquée ne méconnaissent pas la situation particulière des collectionneurs.

B.39.2. En effet, l'article 11, § 3, 9<sup>o</sup>, e), de la loi sur les armes prévoit que constitue un motif légitime pour l'acquisition de l'arme concernée et des munitions, « l'intention de constituer une collection d'armes historiques ».

Cette notion de « collection d'armes historiques » n'est pas dépourvue de précision dans la loi : puisque l'autorisation de détention constitue un préalable obligatoire à l'agrément des collections de plus de dix armes, le motif légitime prévu dans l'article 11, § 3, 9<sup>o</sup>, e), ne peut que se référer implicitement aux collectionneurs visés à l'article 6 de la loi.

Or, comme il a été rappelé en B.26.3, cette disposition limite le système d'agrément aux collections « historiques », qui devront être précisées par le Roi, mais dont le cadre est indiqué dans les travaux préparatoires de la loi :

« [...] les armes les plus anciennes (en gros, les modèles du dix-neuvième siècle utilisant de la poudre noire ainsi que quelques modèles utilisant la poudre vive) relèvent de la catégorie des armes de panoplie et ne requièrent dès lors aucun agrément; les armes 'modernes, mais déjà historiques' jusque 1945 inclus resteront soumises au système d'agrément existant et les armes plus récentes seront soumises à une réglementation plus sévère (limitation du nombre et du type d'armes qui peuvent être acquises, mesures de sécurité plus sévères) » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 23).

B.39.3. Il résulte de ce qui précède que la notion d'« armes historiques » vise, sous réserve des précisions qui pourraient être apportées par le Roi, les armes du vingtième siècle antérieures à 1946, ce qui correspond d'ailleurs à la classification des collectionneurs eux-mêmes (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 10).

B.39.4. Pour le surplus, dès lors que les collectionneurs et les responsables des musées doivent, pour les dix premières armes soumises à autorisation, obtenir une autorisation de détention, le législateur aurait créé une discrimination s'il avait prévu pour eux d'autres conditions d'obtention de cette autorisation.

La simple circonstance que les collectionneurs et les responsables de musées n'ont pas l'intention de faire usage des armes collectionnées ne constitue pas un critère pertinent pour les dispenser de l'attestation médicale exigée par l'article 11, § 3, 6<sup>o</sup>, puisque le législateur a pris en compte le danger potentiel que représente la détention d'une arme, indépendamment de l'intention de son détenteur de l'utiliser ou non.

Cette attestation médicale a pour objectif de démontrer, comme l'exigent d'ailleurs l'article 83, b), de la Convention d'application de l'Accord de Schengen et l'article 5, b), de la Directive 91/477/CEE précitée, que l'intéressé n'est pas inapte à manipuler une arme sans danger pour lui-même ou pour des tiers (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 26) en raison notamment d'une maladie mentale ou de toute autre incapacité mentale ou physique.

Pour le surplus, lorsque le danger est objectivement restreint par l'exclusion des munitions dans la demande d'autorisation de détention d'une arme, le demandeur de l'autorisation est exempté de l'épreuve pratique visée à l'article 11, § 3, 7<sup>o</sup>.

B.39.5. Enfin, lorsque ce sont des personnes morales qui souhaitent constituer une collection d'armes ou un musée d'armes, les conditions d'obtention d'une autorisation de détention devront être remplies par la personne physique habilitée, en vertu des statuts de la personne morale, à solliciter l'autorisation de détention.

B.39.6. Le moyen n'est pas fondé.

B.40. Dans leur troisième moyen, les requérants dans l'affaire n<sup>o</sup> 4091 estiment que la loi sur les armes ne prend pas en compte le fait que de nombreuses armes constituent des œuvres d'art et allèguent une discrimination entre les détenteurs et les collectionneurs privés d'armes, objets d'art ou de collection, et les musées publics qui ne sont pas soumis à la loi attaquée et ne doivent donc pas démilitariser les armes exposées.

B.41.1. Les articles 6 et 11 de cette loi disposent :

« Art. 6. § 1<sup>er</sup>. Les personnes physiques et les personnes morales de droit privé souhaitant tenir un musée ou une collection de plus de dix armes à feu soumises à autorisation ou de munitions, sans devoir obtenir pour chaque arme supplémentaire une autorisation conformément à l'article 11, doivent, conformément à l'article 5, §§ 3 et 4, être agréées par le gouverneur compétent pour le lieu d'établissement. Le Roi détermine les conditions sur le plan du contenu auxquelles est soumise la collection et les précautions techniques spéciales à prendre si les armes ont été développées après 1945.

§ 2. Le Roi détermine les conditions sous lesquelles le gouverneur compétent pour le lieu d'établissement peut délivrer des agréments spéciaux à des personnes exerçant des activités professionnelles de nature scientifique, culturelle ou non-commerciale avec des armes à feu ».

« Art. 11. § 1<sup>er</sup>. La détention d'une arme à feu soumise à autorisation ou des munitions y afférentes est interdite aux particuliers, sans autorisation préalable délivrée par le gouverneur compétent pour la résidence du requérant. Cette autorisation ne peut être délivrée qu'après avis, dans les trois mois de la demande, du chef de corps de la police locale de la résidence du requérant. La décision doit être motivée. L'autorisation peut être limitée à la détention de l'arme à l'exclusion des munitions et elle n'est valable que pour une seule arme.

S'il apparaît que la détention de l'arme peut porter atteinte à l'ordre public ou que le motif légitime invoqué pour obtenir l'autorisation n'existe plus, le gouverneur compétent pour la résidence de l'intéressé peut limiter, suspendre ou retirer l'autorisation par décision motivée selon une procédure définie par le Roi et après avoir pris l'avis du procureur du Roi compétent pour cette résidence.

§ 2. Si le requérant n'a pas de résidence en Belgique, l'autorisation est délivrée par le ministre de la Justice conformément à la procédure prévue par la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité et peut être limitée à la détention de l'arme à l'exclusion des munitions.

Si le requérant réside dans un autre état membre de l'Union européenne, l'autorisation ne peut être délivrée sans l'accord préalable de cet état. Si l'autorisation est délivrée, cet état en est informé.

S'il apparaît que la détention de l'arme est susceptible de troubler l'ordre public ou que le motif légitime invoqué pour obtenir l'autorisation n'existe plus, le ministre de la Justice peut limiter, suspendre ou retirer l'autorisation après avis de la Sûreté de l'Etat. Cette décision doit être motivée. L'Etat de résidence du détenteur de l'arme est informé de la décision.

§ 3. L'autorisation n'est accordée qu'aux personnes satisfaisant aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> être majeur;

2<sup>o</sup> ne pas être condamné comme auteur ou complice pour avoir commis une des infractions visées à l'article 5, § 4, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>;

3<sup>o</sup> ne pas avoir fait l'objet d'une décision ordonnant un traitement en milieu hospitalier telle que prévue par la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux;

4° ne pas avoir été internée en application de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels;

5° ne pas faire l'objet d'une suspension en cours et ne pas avoir fait l'objet d'un retrait dont les motifs sont encore actuels, d'une autorisation de détention ou d'un permis de port d'une arme;

6° présenter une attestation médicale confirmant que le demandeur est apte à la manipulation d'une arme sans danger pour lui-même ou pour autrui;

7° réussir une épreuve portant sur la connaissance de la réglementation applicable ainsi que sur la manipulation d'une arme à feu, dont les modalités sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres;

8° aucune personne majeure habitant avec le demandeur ne s'oppose à la demande;

9° justifier d'un motif légitime pour l'acquisition de l'arme concernée et des munitions. Le type de l'arme doit correspondre au motif pour lequel elle a été demandée. Ces motifs légitimes sont, dans des conditions à déterminer par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres :

a) la chasse et des activités de gestion de la faune;

b) le tir sportif et récréatif;

c) l'exercice d'une profession présentant des risques particuliers;

d) la défense personnelle de personnes qui courent un risque objectif et important et qui démontrent en outre que la détention d'une arme à feu diminue ce risque important dans une large mesure et peut les protéger;

e) l'intention de constituer une collection d'armes historiques;

f) la participation à des activités historiques, folkloriques, culturelles ou scientifiques.

§ 4. Le § 3, 3° à 6° et 8°, ne s'appliquent pas aux personnes morales souhaitant acquérir les armes à des fins professionnelles.

Sont exemptés de la partie théorique de l'épreuve visée au § 3, 7°, ceux qui l'ont déjà réussie au moment de la demande d'une autorisation antérieure. Ils doivent toutefois la subir à nouveau si un délai de deux ans s'est écoulé depuis leur première réussite.

Sont exemptés de la partie pratique de l'épreuve visée au § 3, 7° :

1° le demandeur qui a déjà une expérience déterminée par le Roi avec l'utilisation d'armes à feu;

2° le demandeur d'une autorisation de détention d'une arme à l'exclusion de munitions;

3° le demandeur d'une autorisation de détention d'une arme non à feu soumise à autorisation en vertu de la présente loi;

4° le demandeur ayant sa résidence à l'étranger ».

B.41.2. Contrairement à ce qu'allèguent les parties requérantes, les collectionneurs et musées de droit privé sont soumis à la loi sur les armes : ils doivent obtenir, conformément à l'article 11, une autorisation de détention pour les armes soumises à autorisation et ce n'est que s'ils souhaitent détenir plus de dix armes soumises à autorisation qu'ils doivent être agréés conformément à l'article 6 de la loi attaquée.

En ce qui concerne l'article 6, les travaux préparatoires ont précisé que « la réglementation n'est pas applicable aux musées qui relèvent du droit public dans la mesure où il s'agit généralement de très vastes collections situées dans des bâtiments historiques protégés où dans la pratique il n'est pas possible d'imposer les mesures habituelles de sécurité et où un agrément n'a pas de sens » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 23).

B.41.3. Il résulte de ces caractéristiques des collections d'armes détenues par les musées de droit public, ainsi que du droit de regard des autorités sur ces musées que ces musées publics ne peuvent, en ce qui concerne la détention des armes, être assimilés aux musées et collectionneurs de droit privé.

Compte tenu des objectifs, rappelés en B.11, poursuivis par la loi attaquée, le législateur a pu estimer qu'il ne se justifiait pas de soumettre les musées publics aux obligations prévues par la loi sur les armes.

B.42.1. Les travaux préparatoires démontrent par ailleurs que, dans plusieurs dispositions de la loi attaquée, le législateur s'est soucié de la situation particulière des collectionneurs et musées privés.

Ainsi, l'article 11, § 3, 9°, e), de la loi sur les armes prévoit que constitue un motif légitime pour l'acquisition de l'arme concernée et des munitions, « l'intention de constituer une collection d'armes historiques ».

Par ailleurs, en vertu de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 4°, de la même loi, le fait de ne pas avoir exercé pendant un an les activités visées par l'agrément ne constitue pas pour les collectionneurs un motif de retrait de l'agrément, dès lors qu'« on ne peut leur imposer l'obligation d'étendre sans cesse leur collection au risque de perdre leur agrément » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 24).

Les travaux préparatoires précisent en outre :

« Etant donné que certaines armes traditionnellement considérées comme interdites sont largement collectionnées, il a été tenu compte, lors de l'adaptation évoquée plus haut de la liste des armes prohibées par l'article 3 de la loi, du caractère relativement inoffensif de certains types d'armes. Ainsi, les poignards souvent collectionnés ont été retirés de la liste car il suffit, comme il a déjà été dit, de réglementer leur utilisation en soi. Pour les cannes à épée et les cannes-fusils, qui doivent être maintenues dans la liste en raison de l'invisibilité de ces armes, une exception a cependant été prévue à l'égard des anciens modèles qui sont considérés comme armes en vente libre (à déterminer par le Roi) » (*ibid.*).

B.42.2. Puisque le législateur a doté le collectionneur de plus de dix armes d'un statut spécifique et a pris en compte, dans l'élaboration des catégories d'armes, le fait que certaines armes sont des objets de collection, la circonstance, invoquée par les parties requérantes, « que certaines armes sont des œuvres d'art » ne constitue pas un critère pertinent qui justifie d'opérer une distinction supplémentaire entre les armes, d'autant que cette qualité d'œuvre d'art n'exclut pas leur dangerosité objective.

B.42.3. Enfin, contrairement à ce que les requérants allèguent, les détenteurs et collectionneurs privés d'armes ne sont pas tenus de neutraliser les armes lorsqu'ils possèdent une autorisation de détention d'armes soumises à autorisation conformément à l'article 11 de la loi sur les armes ou un agrément conformément à l'article 6 de la loi sur les armes.

B.42.4. Le moyen n'est pas fondé.

B.43.1. Le troisième moyen dans l'affaire n° 4088 est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution par l'article 27, § 3, alinéa 2, de la loi attaquée, en ce que cette disposition permet aux collectionneurs et musées agréés d'acheter, d'importer et de détenir des armes à feu automatiques à condition d'en retirer le percuteur et de les conserver aux conditions fixées par le Roi, sans que cette possibilité soit offerte aux détenteurs d'une autorisation de détention d'armes qui exclut les munitions.

B.43.2. L'article 27, § 3, alinéa 2, de la loi sur les armes dispose :

« Les collectionneurs et musées agréés peuvent les acheter, importer et détenir à condition qu'elles soient définitivement neutralisées. Des armes à feu automatiques en état original peuvent cependant être achetées, importées et détenues par les collectionneurs et musées agréés, qui doivent en retirer le percuteur et les conserver dans les conditions déterminées par le Roi ».

B.44.1. L'article 3 de la loi sur les armes classe les armes en trois catégories : les armes prohibées, les armes en vente libre et les armes soumises à autorisation.

La règle qui s'applique dorénavant est que « toutes les armes à feu, à l'exception des armes en vente libre, sont en principe interdites, sauf si une autorisation a été obtenue » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, pp. 20-21).

B.44.2. En vertu de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de la loi sur les armes, les armes à feu automatiques, telles qu'elles sont définies à l'article 2, 21<sup>o</sup>, sont réputées armes prohibées.

Cette disposition instaure donc une interdiction de détention d'armes à feu automatiques par des particuliers.

L'article 8 de la loi sur les armes dispose :

« Nul ne peut fabriquer, réparer, exposer en vente, vendre, céder, ou transporter des armes prohibées, en tenir en dépôt, en détenir ou en être porteur.

En cas d'infraction à l'alinéa précédent, les armes seront saisies, confisquées et détruites, même si elles n'appartiennent pas au condamné ».

B.44.3. En ce qui concerne les armes à feu automatiques devenues armes prohibées par l'article 3 de la loi attaquée, les travaux préparatoires précisent :

« Seules les personnes agréées (donc bien les collectionneurs et les musées) pourront encore détenir ces armes. Ainsi, notre législation sera en concordance avec la Directive précitée, qui classe de telles armes parmi les armes prohibées, mais qui autorise de faire des exceptions dans des cas individuels » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 19).

Les particuliers ne peuvent donc plus détenir des armes à feu automatiques, puisque ces armes sont prohibées.

Par ailleurs, l'article 45, § 2, de la loi attaquée prévoit un régime transitoire pour les particuliers détenant une arme à feu automatique lors de l'entrée en vigueur de la loi sur les armes.

B.44.4. L'article 27, § 3, alinéa 2, de la loi sur les armes prévoit toutefois un régime dérogatoire à l'interdiction de détention d'armes à feu automatiques en faveur des collectionneurs et des musées agréés, qui peuvent acheter, importer et détenir des armes à feu automatiques, pour autant qu'ils en retirent le percuteur et les conservent dans des conditions déterminées par le Roi.

Cette dérogation est apparue « nécessaire afin de garder la possibilité que du matériel militaire soit détenu au sein d'une collection agréée ou d'un musée agréé » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 32).

B.44.5. Les particuliers, même s'ils disposent d'une autorisation de détention d'arme à l'exclusion des munitions, ne peuvent donc détenir - outre les armes en vente libre qui ne sont pas soumises à autorisation - que des armes soumises à autorisation, et non des armes prohibées, telles que des armes à feu automatiques.

Les détenteurs d'une autorisation de détention d'une arme sans munitions ne sont donc pas assimilables aux collectionneurs et musées agréés : le législateur a en effet pu estimer que l'interdiction de détention d'armes prohibées telles que les armes à feu automatiques risquerait de porter atteinte à l'exercice de l'activité pour laquelle ces personnes ont été agréées, et qu'il se justifiait d'y déroger pour ces seules personnes.

B.44.6. Le moyen n'est pas fondé.

B.45.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 4052 critiquent, dans leur deuxième moyen, l'article 21 de la loi attaquée, qui limite le transport des armes à feu. Cette disposition restreindrait de manière disproportionnée les droits fondamentaux du « collectionneur », en limitant de manière discriminatoire sa liberté de se déplacer avec des armes, même sans munitions.

B.45.2. L'article 21 de la loi sur les armes dispose :

« Le transport d'armes à feu n'est autorisé qu'aux :

1<sup>o</sup> titulaires d'un agrément conformément à l'article 5 ou l'article 6, pour autant que les armes soient non chargées;

2<sup>o</sup> titulaires d'une autorisation de détention d'une arme à feu et aux personnes visées à l'article 12, pour autant que les armes soient transportées entre leur domicile et leur résidence, ou entre leur domicile ou résidence et le stand de tir ou le terrain de chasse, ou entre leur domicile ou résidence et une personne agréée. Au cours du transport, les armes à feu doivent être non chargées et placées dans un coffret fermé à clé ou avoir la détente verrouillée ou être équipées d'un dispositif de sécurité équivalent;

3<sup>o</sup> titulaires d'un permis de port d'arme;

4<sup>o</sup> personnes ayant obtenu exclusivement à cette fin un agrément conformément à l'article 5;

5<sup>o</sup> transporteurs internationaux professionnels, à condition que les armes ne soient pas déchargées ou transbordées sur le territoire belge.

Les personnes visées à l'alinéa premier, 4<sup>o</sup>, ne doivent pas prouver d'aptitude professionnelle, mais satisfaire à toutes les conditions légales pour pouvoir être considérées comme des transporteurs professionnels.

Des transporteurs internationaux qui ne satisfont pas à l'alinéa premier, 5<sup>o</sup>, et qui sont établis dans un autre Etat membre de l'Union européenne ne doivent pas être agréés, mais prouver qu'ils peuvent exercer leur activité dans l'état membre concerné ».

B.46.1. Les travaux préparatoires relatifs à l'article 21 exposent :

« Cet article soumet dorénavant le transport d'armes à feu à des règles particulières. Des personnes agréées peuvent transporter leurs armes elles-mêmes comme avant. Les titulaires d'autorisation et de permis le peuvent également, moyennant les conditions qui sont déjà déterminées dans un arrêté d'exécution et qui sont à présent partiellement décrites dans la loi » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 31).

B.46.2. Si le collectionneur est agréé conformément à l'article 6, l'article 21, 1<sup>o</sup>, de la loi attaquée autorise le transport d'armes à feu pour autant qu'elles ne soient pas chargées.

Si le « collectionneur » n'est pas agréé, mais dispose d'une ou de plusieurs autorisations de détention ou est une personne visée à l'article 12, l'article 21, 2<sup>o</sup>, de la même loi l'autorise à transporter des armes à feu non chargées, moyennant des conditions de sécurité, entre son domicile et sa résidence, entre son domicile ou sa résidence et le stand de tir ou le terrain de chasse, ou entre son domicile ou sa résidence et une personne agréée.

B.46.3. Compte tenu des objectifs poursuivis par la loi, rappelés en B.11, le législateur a pu décider de limiter les risques liés au transport d'armes, en entourant celui-ci de mesures de sécurité et en le limitant, lorsqu'il s'agit d'un particulier titulaire d'une autorisation de détention ou d'une personne visée à l'article 12, aux seuls lieux d'habitation ou d'exercice d'une activité impliquant l'usage de l'arme autorisée.

Si les personnes visées souhaitent transporter des armes dans des conditions moins strictes, il leur est par ailleurs loisible d'obtenir, pour autant qu'elles en démontrent la nécessité, un permis de port d'armes (article 21, 3<sup>o</sup>) ou un agrément obtenu exclusivement pour le transport d'armes, conformément à l'article 5 (article 21, 4<sup>o</sup>) de la loi sur les armes.

B.46.4. Pour le surplus, il n'existe pas de droit inconditionnel de se déplacer librement avec une arme, dès lors que celle-ci peut présenter un danger pour autrui.

On n'aperçoit d'ailleurs pas pour quelles raisons légitimes un « collectionneur » pourrait souhaiter transporter les armes qu'il détient dans d'autres conditions ou d'autres lieux que ceux visés à l'article 21, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, de la loi attaquée.

B.46.5. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne le motif légitime pour le port et la détention d'une arme soumise à autorisation*

B.47. Les parties requérantes dans l'affaire n<sup>o</sup> 4052 critiquent, dans leur deuxième moyen, les articles 14 et 15 de la loi sur les armes, en ce que ces dispositions prévoiraient pour le port d'une arme soumise à autorisation, un motif légitime qui ne se confond pas avec le motif légitime pour la détention d'une arme soumise à autorisation, et n'est pas défini par la loi, contrairement au motif légitime visé à l'article 11, § 3.

B.48.1. Comme il a été rappelé en B.27.7, la détention d'une arme se distingue de son port en ce que le port d'une arme suppose la capacité de s'en saisir immédiatement et sans déplacement.

Cette différence entre la détention et le port d'une arme soumise à autorisation implique que les conditions pour le port d'une arme soumise à autorisation peuvent différer des conditions pour la détention d'une arme soumise à autorisation, notamment en ce qui concerne le « motif légitime ».

B.48.2. Compte tenu de ce qui a été dit en B.30.3, le motif légitime pour le port d'une arme soumise à autorisation n'est pas, contrairement à ce qu'allèguent les parties requérantes, dépourvu de précision.

B.48.3. Compte tenu de la différence de nature entre le port d'une arme et sa détention, notamment en ce qui concerne les risques potentiels pour la sécurité des personnes, la différence entre le motif légitime pour le port d'une arme soumise à autorisation, interprété dans le sens indiqué en B.30.3, et les motifs légitimes pour la détention de cette arme, énumérés à l'article 11, § 3, 9<sup>o</sup>, de la loi attaquée, n'est pas discriminatoire.

B.48.4. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne la procédure d'octroi des autorisations de détention*

B.49. Le deuxième moyen dans l'affaire n<sup>o</sup> 4087 critique l'article 11, § 3, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup>, et § 4, de la loi sur les armes, en ce que cette disposition énumère les motifs légitimes de détention et impose la preuve d'une aptitude à manier les armes, même lorsque la demande d'autorisation concerne une arme sans munitions. Selon la partie requérante, le demandeur d'une autorisation de détention d'une arme sans munitions serait dès lors discriminé par rapport au demandeur d'une autorisation de détention d'une arme avec munitions, pour lequel les conditions prévues à l'article 11 sont pertinentes.

B.50.1. Les travaux préparatoires de l'article 11 précisent :

« Cet article modifie les compétences pour l'octroi des autorisations de détention d'une arme à feu. D'une part, il est mis fin au morcellement existant en attribuant cette compétence au gouverneur, qui agit toujours comme agent du gouvernement fédéral dans le cadre de la loi sur les armes, en d'autres termes comme une entité déconcentrée du gouvernement fédéral. [...] L'objectif de la modification est une uniformité et une égalité plus grande. [...] Un autre élément nouveau est que le gouverneur devra dans tous les cas, donc également quand il délivre une autorisation, motiver sa décision. Il est aussi rappelé au principe que pour chaque arme, ou chaque pièce soumise à l'épreuve une autorisation séparée est nécessaire.

[...]

En général, il est [...] expressément prévu que l'autorisation peut être limitée à la seule détention de l'arme en excluant la possibilité d'acquérir également des munitions.

Cette pratique était déjà courante. D'autre part, le nouveau paragraphe 3 fixe dans la loi les conditions pour l'obtention d'une autorisation de détention d'arme, ce qui n'était mentionné jusqu'à présent que dans des arrêtés d'exécution et des circulaires. Cette disposition est à nouveau dictée [...] par le souci d'éviter toute forme d'arbitraire et de subjectivité. Les conditions en soi ne sont pas nouvelles, mais certaines étaient encore insuffisamment (correctement) appliquées. [...] Un autre point qui était également encore trop méconnu est l'exigence prévue dans la Convention d'application de l'Accord de Schengen selon laquelle l'intéressé ne peut être inapte à manipuler une arme sans danger pour lui-même ou pour des tiers. L'attestation médicale qui est actuellement prescrite est comparable à celle qui est nécessaire pour l'obtention d'un permis de conduire. Pour l'épreuve pratique, les exemptions existantes sont dorénavant inscrites dans la loi.

L'exigence d'un motif légitime pour la détention d'une arme à feu soumise à autorisation répond à une prescription de la Directive européenne précitée [91/477/CEE]. Vu que le motif légitime est susceptible de varier selon la situation, le type d'arme et la qualité de la personne intéressée, les motifs acceptables énumérés dans la loi, seront précisés, avec toutes les nuances nécessaires, dans un arrêté d'exécution. Le gouverneur devra apprécier le motif invoqué en fonction de la loi. [...] » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, pp. 25-26).



B.50.2. Contrairement à ce que la partie requérante allègue, un demandeur d'autorisation de détention d'une arme soumise à autorisation à l'exclusion des munitions ne doit pas démontrer son aptitude à manier les armes, puisque l'article 11, § 4, alinéa 3, 2°, attaqué dispense de l'épreuve pratique visée au § 3, 7°, « le demandeur d'une autorisation de détention d'une arme à l'exclusion de munitions ».

Par ailleurs, la simple circonstance que la demande concerne une arme sans munitions ne constitue pas un critère pertinent pour dispenser les demandeurs de l'autorisation de présenter l'attestation médicale exigée par l'article 11, § 3, 6°, puisque cela correspond à une exigence de la directive 91/477/CEE et que le législateur a pu estimer nécessaire de ne permettre la détention de l'arme soumise à autorisation qu'à des personnes médicalement aptes à comprendre le danger potentiel que représente toute arme, indépendamment des munitions.

Dans la discussion générale relative à cette exigence, il a d'ailleurs été précisé :

« Sur l'utilité d'imposer une visite médicale préalablement à l'autorisation de posséder une arme, il est évident que celle-ci s'impose. Il serait par exemple aberrant de tolérer qu'une personne alcoolique puisse acquérir une arme. Cette condition est d'ailleurs déjà imposée aux tireurs sportifs » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/003, p. 17).

B.51.1. Il convient toutefois d'analyser si les motifs légitimes énumérés à l'article 11, § 3, 9°, attaqué permettent à celui qui souhaite détenir une arme non chargée de remplir les conditions pour obtenir une autorisation de détention.

Il apparaît que les quatre motifs énumérés à l'article 11, § 3, 9°, a) à d), ne peuvent concerner qu'une demande d'autorisation d'une arme avec munitions. Ces motifs sont justifiés par le fait que la détention d'une arme avec munitions n'est permise que s'il existe un motif en lien direct avec la fonction principale de l'arme qui est de tirer un projectile.

Celui qui sollicite une autorisation de détention d'une arme à l'exclusion des munitions n'est par contre susceptible de remplir que deux des six motifs légitimes énumérés, à savoir l'intention de constituer une collection d'armes historiques (article 11, § 3, 9°, e) ou la participation à des activités historiques, folkloriques, culturelles ou scientifique (article 11, § 3, 9°, f).

B.51.2. Si le législateur a pu, dans un objectif de sécurité publique, décider d'encadrer la détention d'armes à feu par des conditions strictes, compte tenu des dangers potentiels liés à la détention d'armes à feu avec munitions, la limitation des motifs légitimes justifiant la détention d'une arme sans munitions - et par conséquent, une arme dont le danger potentiel est objectivement réduit - qui découle de l'article 11, § 3, 9°, n'est pas pertinente et est disproportionnée aux objectifs poursuivis.

En effet, celui qui souhaite détenir une arme, sans l'utiliser ni dans sa fonction principale qui est de tirer un projectile, puisque la demande d'autorisation exclut les munitions, ni dans une autre fonction accessoire, telle que la collection ou une activité historique, folklorique, culturelle ou scientifique, ne peut justifier des motifs légitimes énumérés dans la loi pour la détention d'une arme sans munitions.

S'il est justifié par rapport aux objectifs poursuivis par la législation attaquée de ne prévoir que des motifs légitimes en lien direct avec une profession ou un loisir à l'égard de celui qui souhaite acquérir une arme soumise à autorisation, il est toutefois disproportionné de rendre la détention d'une arme sans munitions impossible lorsque celui qui sollicite l'autorisation de détention et qui satisfait pour le surplus à toutes les autres conditions prévues, souhaite non pas acquérir, mais conserver dans son patrimoine une arme qui était détenue légalement, soit parce qu'une autorisation de détention avait été délivrée, soit parce que cette autorisation n'était pas requise.

B.51.3. Le moyen est donc fondé en ce que l'article 11, § 3, 9°, ne mentionne pas comme motif légitime la conservation dans un patrimoine d'une arme qui était détenue légalement, lorsque la demande d'autorisation de détention concerne une arme soumise à autorisation à l'exclusion des munitions.

B.52. La première branche du premier moyen dans l'affaire n° 4052 est dirigée notamment contre l'article 11 de la loi attaquée. Les parties requérantes estiment que les motifs légitimes prévus par l'article 11 ne prennent pas en compte le commerce des armes, de sorte qu'un armurier agréé ne pourrait pas être autorisé à détenir les armes et munitions dont il peut, en vertu de son agrément, faire le commerce.

B.53.1. L'article 11 de la loi attaquée interdit aux particuliers de détenir une arme soumise à autorisation sans autorisation préalable délivrée par le gouverneur compétent.

L'article 5 de la loi sur les armes, même s'il n'est pas encore en vigueur, instaure quant à lui une procédure d'agrément des armuriers, en imposant notamment la preuve d'une aptitude professionnelle et la justification de l'origine des moyens financiers pour l'exercice de cette activité (article 5, § 2). En vertu de l'article 5, § 2, alinéa 3, « l'aptitude professionnelle requise se rapporte à la connaissance de la réglementation à respecter et de la déontologie professionnelle, et de la technique et l'utilisation des armes ».

B.53.2. Contrairement à ce que les parties requérantes allèguent, l'agrément délivré à un armurier pour le commerce d'armes suffit à autoriser la détention des armes qui entrent dans le cadre de son activité professionnelle, et il ne lui est pas imposé d'obtenir, en outre, conformément à l'article 11, les autorisations de détention pour les armes dont il fait le commerce.

B.53.3. Dès lors qu'il procède d'une interprétation erronée de l'article 11, le moyen n'est pas fondé.

B.54.1. Le troisième moyen dans l'affaire n° 4087, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, critique les articles 17 et 18 de la loi sur les armes, en ce que ces dispositions prévoient une procédure particulière d'autorisation en cas d'acquisition « involontaire » d'une arme soumise à autorisation, sans prévoir de procédure particulière lorsque cette acquisition involontaire résulte d'un héritage.

B.54.2. Les articles 17 et 18 de cette loi disposent :

« Art. 17. Lorsqu'un arrêté royal pris en exécution de l'article 3, § 3, 2°, classe des armes comme armes soumises à autorisation, les personnes qui détiennent de telles armes doivent les faire immatriculer selon une procédure définie par le Roi. Une autorisation de détention de telles armes leur est délivrée gratuitement.

Celui qui acquiert une arme soumise à autorisation dans des conditions autres que celles prévues aux articles 11 et 12 doit introduire une demande d'autorisation de détention de cette arme dans les trois mois de l'acquisition de l'arme. Il peut détenir provisoirement l'arme jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande, sauf s'il apparaît, par une décision motivée de l'autorité concernée, que cette détention peut porter atteinte à l'ordre public.

Art. 18. L'arme doit être, dans le délai prescrit par la décision de refus, de suspension ou de retrait, déposée chez une personne agréée ou cédée à une personne agréée ou à une personne autorisée à la détenir lorsque :

1° une décision d'interdiction de détention provisoire d'une telle arme est prise à l'égard d'une personne visée à l'article 17, alinéa 2;

2° une autorisation de détention d'une telle arme est refusée à une personne visée à l'article 17;

3° une autorisation ou le droit de détention d'une arme est suspendue ou retirée conformément aux articles 11, § 2, et 13, alinéa 1<sup>er</sup> ».

B.55.1. Selon les travaux préparatoires, les articles 17 et 18 reprennent, en grande partie, des dispositions existantes (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 29). Il s'agit de l'article 14 de la loi précitée du 3 janvier 1933.

B.55.2. L'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, attaqué vise les personnes qui détiennent des armes classées armes soumises à autorisation en vertu d'un arrêté royal pris en exécution de l'article 3, § 3, 2<sup>o</sup>. Cette disposition prévoit que ces personnes doivent faire immatriculer ces armes selon une procédure définie par le Roi et qu'« une autorisation de détention de telles armes leur est délivrée gratuitement ».

L'article 17, alinéa 2, attaqué vise la situation de personnes qui acquièrent une arme soumise à autorisation dans des conditions autres que celles prévues aux articles 11 et 12. Dans ce cas, la demande d'autorisation doit être introduite dans les trois mois de l'acquisition de l'arme, et celui qui sollicite l'autorisation peut la détenir provisoirement jusqu'à ce qu'il soit statué sur sa demande, sauf s'il apparaît que cette détention peut porter atteinte à l'ordre public.

B.55.3. L'article 18 attaque règle le sort de l'arme notamment lorsqu'une décision d'interdiction de détention provisoire d'une telle arme est prise à l'égard d'une personne visée à l'article 17, alinéa 2 (article 18, 1<sup>o</sup>), ou lorsqu'une autorisation de détention d'une telle arme est refusée à une personne visée à l'article 17 (article 18, 2<sup>o</sup>) : l'arme doit être, dans le délai prescrit par la décision de refus, de suspension ou de retrait, déposée chez une personne agréée ou cédée à une personne agréée ou à une personne autorisée à la détenir.

B.56.1. Contrairement à ce que les parties requérantes allèguent, l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, ne prévoit pas de délivrance « automatique » de l'autorisation de détention, mais en prévoit simplement la gratuité, comme le confirme l'article 18, 2<sup>o</sup>, de la loi attaquée, qui prévoit que l'autorisation de détention peut être refusée à une personne visée à l'article 17, y compris celles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 17, dont l'arme devient soumise à autorisation en vertu d'un arrêté royal pris en exécution de l'article 3, § 3, 2<sup>o</sup>.

Ces personnes visées à l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, devront donc, pour obtenir une autorisation de détention, démontrer qu'elles remplissent les conditions prévues à l'article 11 de la loi sur les armes.

B.56.2. Les personnes qui acquièrent une arme dans des conditions autres que celles visées aux articles 11 et 12 de la loi sur les armes, notamment à la suite d'un héritage, sont quant à elles visées par l'article 17, alinéa 2, de la loi attaquée, et pourront en principe disposer d'une autorisation provisoire de détention. Elles devront toutefois introduire leur demande d'autorisation définitive assez rapidement et devront remplir les conditions d'obtention de cette autorisation, sous réserve de ce qui a été dit en B.51.2 et B.51.3.

B.56.3. Il résulte de ce qui précède que les personnes visées à l'article 17, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, devront remplir de la même manière les conditions prévues à l'article 11 de la loi sur les armes, et, si ces conditions ne sont pas remplies, elles devront céder les armes, conformément à l'article 18 de la même loi.

La seule différence procédurale de la gratuité de l'autorisation prévue pour les personnes visées à l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, ne peut être considérée comme discriminatoire, dès lors qu'elle tend à prendre en considération une situation dans laquelle l'élément d'imprévisibilité se situe dans un changement de classification de l'arme, postérieur à son acquisition régulière, tandis que l'article 17, alinéa 2, vise une situation dans laquelle la classification de l'arme n'a pas changé, mais dans laquelle seule son acquisition s'est faite dans des circonstances différentes de celles prévues aux articles 11 et 12 de la loi sur les armes, et qui ne présentent pas nécessairement un élément d'imprévision justifiant la gratuité de l'autorisation.

B.56.4. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne la procédure d'octroi des agréments d'armuriers et intermédiaires*

B.57.1. Le premier moyen dans l'affaire n<sup>o</sup> 4052 critique les articles 5 et 30, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi sur les armes.

B.57.2. Les articles 5 et 30, alinéa 1<sup>er</sup>, de cette loi disposent :

« Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Nul ne peut exercer des activités d'armurier ou d'intermédiaire ou se faire connaître comme tel sur le territoire belge s'il n'y a été préalablement agréé par le gouverneur compétent pour le lieu d'établissement.

Si le demandeur est agréé comme armurier dans un autre Etat membre de l'Union européenne, le gouverneur tient compte, lors de l'appréciation de la demande d'agrément, des garanties apportées dans ce cadre.

Les personnes exerçant ces activités sous l'autorité, la direction et la surveillance d'un armurier agréé au lieu où il est établi ne doivent toutefois pas être agréées. Le gouverneur vérifie toutefois, lors de la demande d'agrément de leur employeur ou lors de leur entrée en service, si elles satisfont au § 4.

L'armurier agréé porte à la connaissance du gouverneur toute entrée en service d'une personne visée à l'alinéa 3 et ce dans le mois de celle-ci.

§ 2. Le demandeur doit prouver son aptitude professionnelle pour l'activité qu'il souhaite exercer et justifier l'origine des moyens financiers utilisés pour exercer son activité dans les conditions déterminées par le Roi.

Le gouverneur porte tout indice d'infraction à la connaissance du procureur du Roi compétent.

L'aptitude professionnelle requise se rapporte à la connaissance de la réglementation à respecter et de la déontologie professionnelle, et de la technique et l'utilisation des armes.

§ 3. Le gouverneur statue sur la demande d'agrément après avoir reçu l'avis motivé du procureur du Roi et du bourgmestre compétents pour le lieu d'établissement et pour le domicile du requérant.

L'agrément ne peut être refusé que pour des raisons tenant au maintien de l'ordre public. Toute décision de refus du gouverneur doit être motivée.

§ 4. Toutefois, les demandes introduites par les personnes suivantes sont irrecevables :

1<sup>o</sup> les personnes qui ont été condamnées à une peine criminelle ou internées par application de la loi 9 avril 1930 de défense sociale du à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels ou qui a fait l'objet d'une décision ordonnant un traitement en milieu hospitalier telle que prévue dans la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux;

2<sup>o</sup> les personnes qui ont été condamnées comme auteur ou complice pour avoir commis une des infractions prévues :

- a) par la présente loi et ses arrêtés d'exécution;
- b) par les articles 101 à 135quinquies, 193 à 214, 233 à 236, 269 à 274, 313, 322 à 331, 336, 337, 344, 345, 347bis, 392 à 415, 423 à 442, 461 à 488, 510 à 518 et 520 à 525 du Code pénal;
- c) par les articles 17, 18, 29 à 31 et 33 à 41 du Code pénal militaire;
- d) par les articles 33 à 37 et 67 à 70 du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime;
- e) par la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées;
- f) par la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosifs ou susceptibles de déflagrer et aux engins qui en sont chargés et ses arrêtés d'exécution;
- g) par la loi du 11 septembre 1962 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et de la technologie y afférente et ses arrêtés d'exécution;
- h) par les articles 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 10 avril 1990 réglant la sécurité privée et particulière;
- i) par l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé;

j) par la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation, au transit et à la lutte contre le trafic d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de technologie y afférente;

3° les personnes morales qui ont elles-mêmes été condamnées et les personnes morales dont un administrateur, gérant, commissaire ou préposé à l'administration ou à la gestion a été condamné ou a fait l'objet d'une mesure de sûreté dans les conditions prévues aux 1° et 2° ci-dessus;

4° les personnes qui, à l'étranger, ont :

a) été condamnées à une peine qui correspond à l'internement;

b) fait l'objet d'une mesure qui correspond à l'internement ou qui a fait l'objet d'une décision ordonnant un traitement en milieu hospitalier telle que prévue dans la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux;

c) été condamnées comme auteur ou complice pour avoir commis une des infractions prévues aux 1° et 2°;

5° les mineurs et les mineurs prolongés;

6° les ressortissants d'Etats non membres de l'Union européenne et les personnes n'ayant pas leur résidence principale dans un Etat membre de l'Union européenne.

§ 5. Le gouverneur peut stipuler qu'en cas de fusion, scission, incorporation d'une généralité ou d'une branche d'activités ou modification de la personnalité juridique, la nouvelle entité juridique peut, moyennant le respect des conditions fixées par lui, continuer les activités de l'entreprise bénéficiant de l'agrément initial durant la période qui précède la notification de la décision relative à la demande d'agrément ».

« Art. 30. Un recours est ouvert auprès du Ministre de la Justice ou de son délégué en cas d'absence de décision du gouverneur dans les délais visés à l'article 31 ou contre les décisions du gouverneur refusant, limitant, suspendant ou retirant un agrément, une autorisation, un permis ou un droit, à l'exception des décisions concernant des demandes irrecevables.

[...] ».

B.58.1. Dans la première branche du moyen, les parties requérantes estiment que les conditions prévues par l'article 5, §§ 2 et 3, sont contradictoires et non pertinentes. Dans la deuxième branche du moyen, les parties requérantes estiment qu'en interdisant d'agréer en qualité d'armurier ou d'intermédiaire un ressortissant d'un Etat non membre de l'Union européenne, l'article 5, § 4, 6°, crée une discrimination dans le droit au travail, fondée sur la nationalité du demandeur d'agrément, en méconnaissance des articles 10, 11, 12, 14, 23 et 191 de la Constitution. Cette discrimination serait par ailleurs accentuée par le fait que l'article 30, alinéa 1<sup>er</sup>, supprime la possibilité de recours auprès du Ministre de la Justice ou son délégué contre les décisions concernant des demandes irrecevables.

B.58.2. L'article 5 de la loi attaquée impose une obligation d'agrément des armuriers et intermédiaires par le gouverneur compétent pour le lieu d'établissement.

Les travaux préparatoires exposent que l'article 5 « permet de satisfaire à la réglementation européenne, en partant d'une disposition analogue dans la législation sur les entreprises de gardiennage (loi du 10 juin 2001 modifiant la loi du 10 avril 1990) » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 22).

Ainsi, l'article 5, § 2, introduit deux nouvelles conditions pour l'obtention de l'agrément des armuriers : la preuve de l'aptitude professionnelle et de l'origine des moyens financiers que l'armurier investit dans son activité.

Par ailleurs, l'article 5 « apporte quelques modifications aux critères d'agrément existants dans le but de réduire au minimum les risques pour l'ordre public » (*ibid.*).

B.58.3. La preuve de l'aptitude professionnelle et de l'origine des moyens financiers (article 5, § 2) n'a donc pas pour effet que l'agrément doive être automatiquement délivré. En effet, si ces deux conditions sont nécessaires, elles ne sont pas pour autant suffisantes, dès lors que l'agrément des armuriers s'inscrit dans un objectif de sécurité publique.

Dans ce contexte d'encadrement strict de l'activité d'armurier, le gouverneur peut, en vertu de l'article 5, § 3, refuser l'agrément en motivant sa décision, « pour des raisons tenant au maintien de l'ordre public ». Cette possibilité de refus de l'octroi de l'agrément n'est donc pas contradictoire avec l'article 5, § 2, mais tend au contraire à le compléter en conférant au gouverneur un pouvoir d'appréciation limité au maintien de l'ordre public.

B.58.4. L'article 7, § 2, 5°, de la loi sur les armes prévoit d'ailleurs la possibilité pour le Roi de suspendre, retirer ou limiter l'agrément, lorsque le titulaire « exerce des activités qui, par le fait qu'elles seront exercées concurremment avec les activités faisant l'objet de l'agrément, peuvent porter atteinte à l'ordre public ».

Cette disposition s'inspire directement de l'article 17, 1°, de la loi du 10 avril 1990 « sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage », législation qui poursuivait un objectif similaire à celui de la loi sur les armes, à savoir encadrer par une réglementation spécifique et restrictive certaines activités touchant à la sécurité publique, compte tenu de la responsabilité première de l'autorité publique dans le maintien de l'ordre public (*Doc. parl.*, Sénat, 1988-1989, n° 775/1, p. 1).

La notion de « maintien de l'ordre public » visée à l'article 5, § 3, pour le refus d'octroi de l'agrément doit donc être interprétée à la lumière de l'article 7, § 2, 5°, de la loi sur les armes, avec obligation de motivation du gouverneur, et possibilité de recours contre cette décision de refus, conformément à l'article 30 de la loi sur les armes.

Les conditions cumulatives prévues par l'article 5, §§ 2 et 3, sont par ailleurs pertinentes par rapport à l'objectif d'assurer la transparence du marché des armes et de renforcer la sécurité publique.

B.58.5. Le moyen, en sa première branche, n'est pas fondé.

B.59.1. L'article 5, § 4, de la loi sur les armes prévoit que sont irrecevables les demandes d'agrément introduites par des personnes condamnées comme auteur ou complice de certaines infractions (article 5, § 4, 1° à 4°), les mineurs et les mineurs prolongés (article 5, § 4, 5°) ainsi que les ressortissants d'Etats non membres de l'Union européenne et les personnes n'ayant pas leur résidence principale dans un Etat membre de l'Union européenne (article 5, § 4, 6°).

La deuxième branche du moyen ne critique l'article 5, § 4, 6°, qu'en ce qu'il vise les ressortissants d'Etats non membres de l'Union européenne.

B.59.2. Le fait de déclarer certaines demandes irrecevables s'inscrit dans l'objectif, rappelé en B.58.3, d'encadrer strictement l'exercice de certaines activités touchant à la sécurité publique.

Dans ce contexte, l'effectivité de la loi sur les armes doit être garantie par des possibilités concrètes de contrôle et de sanction, qui justifient que l'agrément d'armurier soit refusé à des personnes qui n'ont pas de lien suffisant avec la Belgique ou avec un autre Etat de l'Union européenne.

Il n'est donc pas manifestement déraisonnable de refuser, en principe, l'agrément à des ressortissants d'un Etat non membre de l'Union européenne.

B.60.1. L'article 30, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi sur les armes crée un recours administratif auprès du ministre de la Justice ou de son délégué contre les décisions du gouverneur refusant, limitant, suspendant ou retirant un agrément, une autorisation, un permis ou un droit, « à l'exception des décisions concernant des demandes irrecevables ».

B.60.2. C'est au législateur qu'il appartient d'apprécier l'opportunité de créer un recours administratif contre une décision administrative, sans préjudice du recours en annulation devant le Conseil d'Etat.

Lorsque le législateur estime nécessaire de créer un recours administratif, il ne peut toutefois en priver une catégorie de citoyens sans justification raisonnable.

B.60.3. En créant un recours auprès du ministre de la Justice ou de son délégué contre les décisions du gouverneur prises dans le cadre de la loi sur les armes, le législateur a permis aux personnes intéressées de faire contrôler par le ministre de la Justice les motifs du refus, du retrait, de la suspension ou de la limitation de leurs droits.

En décidant de ne pas soumettre au ministre les demandes irrecevables, le législateur a créé entre les personnes intéressées une différence de traitement qui est justifiée par le souci de ne pas submerger le ministre de la Justice par des recours contre des décisions qui se fondent sur les causes d'irrecevabilité prévues par la loi.

Cette mesure ne porte d'ailleurs pas atteinte aux droits des intéressés, qui peuvent introduire un recours en annulation devant le Conseil d'Etat contre la décision du gouverneur, sans devoir au préalable introduire un recours devant le ministre de la Justice.

B.60.4. Le moyen, en sa deuxième branche, n'est pas fondé.

*En ce qui concerne la durée de validité des permis de port d'armes, des autorisations de détention et des agréments*

B.61.1. Le troisième moyen dans l'affaire n° 4052 est dirigé contre les articles 14 et 32 de la loi sur les armes, en ce que ces dispositions prévoient des durées de validité différentes pour les permis de port d'armes soumises à autorisation, les autorisations de détention et les agréments. Par ailleurs, comme la loi s'exprime en délais maximums, les gouverneurs disposeraient d'un pouvoir d'appréciation qui ouvre la porte à des traitements discriminatoires.

B.61.2. L'article 14, alinéa 3, de cette loi prévoit que le permis de port d'arme soumise à autorisation est délivré « pour une durée maximale de trois ans ».

L'article 32, alinéa 1<sup>er</sup>, prévoit que les agréments visés à l'article 5, à savoir les agréments des armuriers et des intermédiaires, sont délivrés « pour une durée maximale de sept ans ».

L'article 32, alinéa 2, prévoit que « les agréments et autorisations visés aux articles 6, 11, 17, 20, 21 et 31 » sont délivrés « pour une durée maximale de cinq ans ». Cette disposition vise donc les agréments des collectionneurs et musées, les autorisations de détention d'armes, d'exploitation de stands de tirs et de transport d'armes.

Enfin, l'article 32, alinéa 3, prévoit une procédure simplifiée pour les renouvellements.

B.62.1. Les travaux préparatoires de l'article 14 précisent :

« Seules quelques modifications mineures sont apportées aux principes du permis de port d'une arme de défense.

[...]

Cependant, la principale modification consiste en l'introduction d'une condition supplémentaire pour l'obtention de ce permis. Les requérants devront désormais présenter également une attestation médicale constatant l'absence de contre-indication physique ou mentale pour le port d'une arme. C'est une exigence nécessaire vu les risques que comporte le port d'une arme. Ce document doit être établi par un médecin reconnu. Il est clair qu'une personne qui est traitée pour une dépression, qui a un problème d'alcool ou de drogue, qui est connue pour être agressive ou qui est très instable mentalement ne peut entrer en ligne de compte » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 28).

B.62.2. Les travaux préparatoires de l'article 32 exposent :

« En vue de permettre un contrôle effectif et réel, une durée maximale est prévue pour les agréments, autorisations et permis délivrés sur base des articles 5, 6, 11, 17, 21 et 31.

Une procédure simplifiée est toutefois prévue pour les renouvellements.

En outre, l'impact éventuel du projet sur l'augmentation des tâches administratives des gouverneurs sera évalué en vue d'une compensation.

Les redevances seront versées à un fonds budgétaire distinct créé par une loi distincte à la présente et les coûts supplémentaires pour les administrations provinciales seront supportés par ce fonds sans qu'il ne puisse dépasser le total des redevances » (*ibid.*, p. 34).

B.63.1. En limitant la durée de validité des permis, autorisations et agréments, visés dans les articles 14 et 32 de la loi sur les armes, le législateur a voulu assurer le respect des conditions qu'il a instaurées dans la législation attaquée, en garantissant un contrôle réel et effectif sur leurs titulaires (*ibid.*).

Afin d'assurer l'effectivité de son contrôle, le législateur a fixé des durées de validité différentes pour les permis, autorisations et agréments, afin de vérifier périodiquement que les conditions instaurées par la loi sont toujours remplies, en tenant compte de la nature de l'activité impliquant la détention ou le port d'une arme à feu.

Il n'est en effet pas déraisonnable de fixer en principe à cinq ans la durée des autorisations et agréments des collectionneurs, tout en prévoyant une durée de principe moindre - trois ans - pour le permis de port d'arme, puisque l'encadrement de la capacité de porter l'arme doit être plus strict que celui de sa détention, et tout en prévoyant une durée de principe supérieure - sept ans - pour l'activité professionnelle d'armurier et d'intermédiaire, puisque la preuve de la compétence professionnelle et de l'origine des fonds liés à cette activité est de nature à démontrer une certaine stabilité de la profession.

Les durées de validité différentes des permis, agréments et autorisation sont donc justifiées par la différence existant entre les activités de leurs titulaires.

B.63.2. Pour le surplus, le fait que le législateur s'exprime en délais maximaux n'est pas davantage de nature à créer une discrimination entre les titulaires des permis, autorisations et agréments.

En effet, si le gouverneur peut délivrer chaque permis, autorisation ou agrément pour une durée moindre que la durée de validité maximale fixée par les articles 14 et 32, ce n'est toutefois, pour les raisons énoncées en B.33.3 et B.33.4, que pour autant que cette restriction au droit de l'intéressé se justifie par des considérations de sécurité publique qui doivent, par nature, être appréciées individuellement et être motivées dans la décision du gouverneur.

Lorsque les conditions d'obtention des agréments, autorisations ou permis sont remplies, ces titres sont donc délivrés en principe pour leur durée maximale, afin d'assurer l'égalité entre les titulaires de ces agréments, autorisations et permis, qui ont acquitté les redevances prévues aux articles 50 à 58 de la loi sur les armes, insérés par les articles 351 à 360 de la loi-programme (I) précitée du 27 décembre 2006, et ce n'est que s'il existe un motif de sécurité publique que le gouverneur peut en limiter la durée.

B.63.3. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne l'entrée en vigueur des dispositions de la loi sur les armes et les dispositions transitoires*

B.64. Le premier moyen dans l'affaire n° 4032 critique l'article 48, alinéa 2, de la loi sur les armes.

*Compte tenu de ce qui a été dit en B.4.2, le moyen est devenu sans objet.*

B.65. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 4032 et le premier moyen dans l'affaire n° 4088 critiquent l'article 44, § 2, alinéa 2, de la loi sur les armes, en ce que cette disposition prend comme date de référence le 1<sup>er</sup> janvier 2006, instaurant ainsi une période « suspecte » pour l'acquisition d'armes.

B.66.1. L'article 44, § 2, prévoit une disposition transitoire pour les personnes qui détiennent une arme devenue soumise à autorisation.

L'article 44, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, non attaqué, de la loi laisse un délai pour demander l'autorisation nécessaire sans pouvoir être poursuivi pour le délit qui serait constitué par la détention d'une arme dorénavant soumise à autorisation, et prévoit que, si l'intéressé n'est pas titulaire d'un permis de chasse ou d'une licence de tireur sportif, l'autorisation lui est délivrée « à condition qu'il soit majeur et qu'il n'ait pas encouru de condamnations visées à l'article 5, § 4 ».

Cette disposition permet donc à la personne qui détient, à la date d'entrée en vigueur de la loi sur les armes, une arme devenue soumise à autorisation, d'obtenir une autorisation de détention, sans devoir remplir les conditions prévues par l'article 11 de la loi sur les armes.

B.66.2. L'article 44, § 2, alinéa 2, attaqué prévoit :

« Si l'arme à feu désormais soumise à autorisation a été acquise après le 1<sup>er</sup> janvier 2006, l'autorisation est délivrée à titre provisoire pour une période d'un an ».

B.67.1. En prenant le 1<sup>er</sup> janvier 2006 comme date de référence pour l'acquisition de l'arme devenue soumise à autorisation, la disposition attaquée crée une différence de traitement entre les personnes qui ont acquis une arme devenue soumise à autorisation avant la date de l'entrée en vigueur de la loi sur les armes : d'une part, les personnes qui ont acquis cette arme avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006 peuvent obtenir une autorisation de détention de cinq ans au maximum, et, d'autre part, celles qui ont acquis l'arme devenue soumise à autorisation entre le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et le 8 juin 2006 ne peuvent obtenir qu'une autorisation provisoire d'un an pour la détention de leur arme.

B.67.2. Si le choix d'une date peut en soi être considéré comme un critère objectif, la Cour doit examiner si la différence de traitement qui en résulte est raisonnablement justifiée.

B.68.1. Dans la discussion de l'amendement qui est devenu la disposition attaquée, les travaux préparatoires exposent :

« [Un membre] explique que les personnes qui ont acheté une arme avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006 pourront obtenir une autorisation d'une durée de cinq ans. On peut toutefois estimer qu'une personne qui a récemment fait l'acquisition d'une arme pouvait présager qu'une autorisation serait nécessaire. C'est pourquoi la priorité est mise sur les détenteurs d'armes achetées récemment, leur autorisation provisoire n'est valable qu'un an.

[Un autre membre] s'étonne de cet amendement. Il ne comprend pas pourquoi la date du 1<sup>er</sup> janvier 2006 est prise comme critère; cela lui paraît particulièrement arbitraire.

[...]

[La ministre] explique que la nouvelle loi est plus sévère que la législation actuelle. On peut supposer que l'imminence de cette législation plus sévère était connue et que nombre de personnes ont encore fait l'acquisition d'une arme au cours des 6 derniers mois. C'est pourquoi cette période est qualifiée de 'suspecte' » (*Doc. parl., Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/003, pp. 44-45*).

B.68.2. Le Conseil des ministres avance également que l'objectif du législateur, en adoptant la disposition attaquée, était de limiter l'augmentation de la vente d'armes début 2006, compte tenu de la publicité donnée au projet de loi dès avant le dépôt du projet à la Chambre, le 7 février 2006.

B.68.3. C'est au législateur qu'il appartient d'apprécier si un changement législatif doit s'accompagner de mesures transitoires afin de tenir compte des attentes légitimes des personnes concernées et c'est à lui qu'il revient de déterminer à quelles conditions et dans quels délais il pourra être dérogé aux dispositions nouvelles au bénéfice de ces personnes.

C'est également au législateur qu'il revient d'apprécier s'il convient d'instaurer une différence de traitement entre les personnes qui peuvent bénéficier du régime transitoire qui déroge à la nouvelle législation.

La Cour doit toutefois examiner si cette différence de traitement est justifiée.

B.68.4. La mesure attaquée est justifiée par l'instauration d'une période « suspecte », précédant l'entrée en vigueur de la loi attaquée et pendant laquelle on peut présumer que celui qui acquiert une arme connaît les projets de réforme de la législation sur les armes.

Compte tenu de l'objectif de sécurité publique poursuivi, cette période suspecte pouvait en effet constituer un risque que le législateur souhaite combattre, en vue d'éviter que des personnes mal intentionnées puissent bénéficier pleinement du régime transitoire prévu par la nouvelle législation.

Puisque ces personnes pouvaient être présumées connaître les projets en cours, le législateur n'a pas porté une atteinte disproportionnée à leurs attentes légitimes en limitant la durée de validité de leur autorisation transitoire de détention.

B.68.5. Le moyen n'est pas fondé.

B.69. Dans son troisième moyen, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, ainsi que des principes généraux de proportionnalité, de non-rétroactivité des lois et de droit à la sécurité juridique, le requérant dans l'affaire n° 4089 estime qu'en soumettant, de manière immédiate, la détention d'armes à une autorisation de détention limitée dans le temps, les articles 11, 32, alinéa 2, et 44, § 2, de la loi sur les armes créent un système particulièrement insécurisant nécessitant la preuve d'un motif légitime, sans viser le cas des tireurs sportifs et chasseurs qui ont mis fin à leurs activités, et portent ainsi atteinte aux droits définitivement acquis sous l'empire de l'ancienne législation.

B.70.1. Avant l'entrée en vigueur de la loi sur les armes, seules les armes dites « de défense et de guerre » (articles 5 et suivants de la loi du 3 janvier 1933) étaient soumises à autorisation, et, lorsque l'autorisation était délivrée, elle l'était en principe de manière illimitée.

La nouvelle législation sur les armes a choisi le principe de soumettre à autorisation de détention toutes les armes qui ne sont pas prohibées ou en vente libre et de limiter dans le temps cette autorisation de détention.

B.70.2. A peine de rendre impossible toute modification de la loi, il ne peut être considéré qu'une disposition nouvelle viole les articles 10 et 11 de la Constitution par cela seul qu'elle modifierait les conditions d'application de la législation ancienne et qu'elle déjouerait les calculs de ceux qui se sont fiés à la situation ancienne.

Il appartient au législateur de régler l'entrée en vigueur d'une loi nouvelle et de prévoir ou non des mesures transitoires. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont violés que si la date d'entrée en vigueur établit une différence de traitement insusceptible de justification raisonnable.

B.71.1. En optant pour le principe que la détention d'armes est soumise à autorisation et que cette autorisation est limitée dans le temps, le législateur a voulu, compte tenu des objectifs rappelés en B.11, encadrer la détention d'armes par des conditions permettant d'assurer la sécurité des citoyens.

Afin de garantir le respect de la loi, le législateur a voulu vérifier périodiquement le maintien de ces conditions, avant le renouvellement des autorisations, afin de permettre un contrôle effectif et réel sur leurs titulaires (*Doc. parl., Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 34*).

La limitation dans le temps des autorisations de détention est donc justifiée.

B.71.2. La détention d'une arme sous l'ancienne législation ne peut avoir pour effet de conférer un droit acquis à la détenir de manière inconditionnelle et illimitée, et ne peut donc empêcher le législateur d'instaurer, dans un objectif de sécurité publique, un système d'autorisation de détention limitée dans le temps qui s'applique, dans le respect du principe d'égalité, à tous les détenteurs d'armes.

En soumettant en principe, à partir du 9 juin 2006, la détention d'armes à une autorisation de détention limitée dans le temps, y compris pour ceux qui détenaient une arme au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle législation, le législateur n'a pas légiféré de manière rétroactive, puisqu'il s'est borné à réglementer, pour le futur, les conditions de la détention d'une arme, sans modifier avant l'entrée en vigueur de la loi attaquée les effets de cette détention.

B.72.1. Par ailleurs, si l'article 11 de la loi sur les armes est entré en vigueur le 9 juin 2006, en vertu de l'article 49, alinéa 2, de la même loi, c'est, par contre, conformément à l'article 49, alinéa 1<sup>er</sup>, en vertu de l'arrêté royal du 29 décembre 2006 « exécutant certaines dispositions de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes », que l'article 32, alinéa 2, est entré en vigueur le 9 janvier 2007.

Contrairement à ce que le requérant allègue, l'article 32, alinéa 2, n'est donc pas entré en vigueur « de manière immédiate ».

B.72.2. Toutefois, si l'article 11 de la loi sur les armes est entré en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, l'article 44, § 2, de la même loi laisse un délai pour demander l'autorisation nécessaire sans pouvoir être poursuivi pour le délit qui serait constitué par la détention d'une arme dorénavant soumise à autorisation.

Cette disposition prévoit, si l'intéressé est titulaire d'un permis de chasse ou d'une licence de tireur sportif, l'enregistrement de l'arme à son nom, ou, si ce n'est pas le cas, la délivrance d'une autorisation, à la condition que l'intéressé soit majeur et n'ait pas encouru les condamnations visées à l'article 5, § 4.

L'article 44, § 2, permet ainsi, comme il a été rappelé en B.66.1, à la personne qui détient, à la date d'entrée en vigueur de la loi sur les armes, une arme devenue soumise à autorisation, d'obtenir une autorisation de détention, sans devoir remplir les conditions prévues par l'article 11 de la loi sur les armes. Ce n'est donc que lors du renouvellement ultérieur de l'autorisation de détention que les conditions prévues par l'article 11 devront être remplies.

L'article 44, § 2, constitue donc une disposition transitoire qui tend à différer l'application des conditions prévues par l'article 11 de la loi attaquée à l'égard des personnes qui détiennent une arme devenue soumise à autorisation au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle législation sur les armes.

Dès lors que la situation des personnes qui détenaient une arme devenue soumise à autorisation avant l'entrée en vigueur de la loi attaquée a été prise en compte par la disposition transitoire contenue dans l'article 44, § 2, le législateur a pu estimer qu'il ne se justifiait pas, compte tenu des objectifs rappelés en B.71.1, de déroger davantage, au profit de ces personnes, au système d'autorisation de détention limitée dans le temps.

B.72.3. Pour le surplus, on n'aperçoit pas en quoi les chasseurs ou tireurs sportifs qui ont cessé leurs activités constitueraient une catégorie de détenteurs d'armes qui devrait être dispensée d'une autorisation de détention ou qui devrait obtenir cette autorisation de manière illimitée dans le temps.

En effet, lorsqu'elles exercent leurs activités, les personnes qui disposent d'un permis de chasse ou d'une licence de tireur sportif sont dispensées d'obtenir cette autorisation, en vertu de l'article 12 de la loi sur les armes. L'article 13, alinéa 2, de cette loi les autorise par ailleurs à conserver la détention de leur arme, sans munitions, pendant trois ans après l'expiration du permis de chasse, de la licence de tireur sportif ou du document assimilé visé à l'article 12.

B.72.4. Le régime transitoire de l'article 44, § 2, prévoit à l'égard des titulaires d'un permis de chasse ou d'une licence de tireur sportif l'enregistrement automatique des armes de chasse et de sport.

Lorsque ces personnes n'exercent plus leurs activités de chasseur ou de tireur sportif mais détiennent, au moment de l'entrée en vigueur de la loi attaquée, l'arme avec laquelle elles exerçaient leur activité de chasseur ou de tireur sportif, il ne se justifie pas de les traiter de manière différente des autres détenteurs d'armes soumises à une autorisation limitée dans le temps, qui, s'ils entrent dans le champ d'application de l'article 44, § 2, peuvent obtenir une autorisation de détention, valable en principe pour cinq ans au maximum, sans devoir démontrer qu'ils satisfont aux conditions de l'article 11.

Ce n'est par conséquent que lors du renouvellement de leur autorisation de détention qu'elles devront faire cette démonstration, sous réserve de ce qui a été dit en B.51.2 et B.51.3.

B.72.5. Le moyen n'est pas fondé.

B.73.1. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 4089, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, en combinaison avec les principes de liberté de commerce et d'industrie, de proportionnalité et de sécurité juridique, est dirigé contre les articles 10 et 49, alinéa 2, de la loi sur les armes, en ce que ces dispositions instaurent, de manière immédiate, une interdiction de vendre ou de céder une arme soumise à autorisation à une autre personne qu'à une personne agréée ou autorisée.

B.73.2. Les articles 10 et 49, alinéa 2, de cette loi disposent :

« Art. 10. Nul ne peut vendre ou céder une arme à feu soumise à autorisation qu'aux personnes agréées conformément aux articles 5 et 6 et aux personnes munies d'une autorisation visée à l'article 11.

Toute perte ou vol d'une arme soumise à autorisation doit être signalée sans délai à la police locale par le titulaire du titre de détention ».

« Art. 49. [...]

Tous les autres articles entrent en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge* ».

B.74.1. Selon les travaux préparatoires, l'article 10 reprend une disposition analogue existante (*Doc. parl., Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 25*). Il s'agit de l'article 5 de la loi précitée du 3 janvier 1933.

Cette disposition est, en vertu de l'article 49, alinéa 2, de la loi sur les armes, entrée en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*, soit le 9 juin 2006.

B.74.2. Le système d'autorisation de détention et d'enregistrement des armes instauré par le législateur crée un circuit fermé pour le transfert des armes soumises à autorisation, afin d'assurer la traçabilité des armes à feu et de contrôler leur circulation à l'intérieur du pays.

Ce circuit fermé implique que l'autorisation de détention prévue par l'article 11 de la loi attaquée doit en principe être préalable à la cession de la détention ou au transfert de propriété de l'arme soumise à autorisation, et que l'agrément prévu par les articles 5 et 6 de la loi attaquée doit également être préalable à l'acquisition des armes dans le cadre de l'activité agréée.

Dès lors que le législateur soumet la détention de certaines armes à une autorisation préalable, il est justifié de soumettre également la cession de l'arme à la détention, par l'acquéreur, d'une autorisation ou d'un agrément.

B.74.3. L'interdiction de vendre ou de céder une arme soumise à autorisation à une autre personne qu'à une personne agréée ou autorisée, loin de créer l'insécurité juridique, constitue au contraire une mesure qui tend à assurer l'effectivité du système d'autorisation préalable de détention, et dont l'entrée en vigueur est indissociable de l'entrée en vigueur de l'article 11 de la loi sur les armes.

L'entrée en vigueur immédiate de l'interdiction prévue par l'article 10 de la loi attaquée n'est pas incompatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.74.4. Le moyen n'est pas fondé.

*Quant à l'inviolabilité du domicile*

B.75. Dans son sixième moyen, la partie requérante dans l'affaire n° 4040 estime qu'en autorisant les personnes chargées de rechercher et de constater les infractions à la loi attaquée à « pénétrer en tous temps et en tous lieux où les personnes agréées exercent leurs activités », l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, de la loi attaquée méconnaît l'inviolabilité du domicile garantie par l'article 15 de la Constitution.

B.76.1. L'article 15 de la Constitution dispose :

« Le domicile est inviolable; aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit ».

B.76.2. L'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi sur les armes énumère les fonctionnaires et agents chargés de rechercher et de constater les infractions à cette législation :

« 1<sup>o</sup> les membres de la police fédérale, de la police locale et des douanes;

2<sup>o</sup> le directeur du banc d'épreuves des armes à feu et les personnes désignées par le ministre ayant l'Economie dans ses attributions;

3<sup>o</sup> les inspecteurs et les contrôleurs des explosifs et les agents de l'administration de l'Inspection économique ».

L'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, énumère les pouvoirs de ces personnes pour l'accomplissement de leurs missions, notamment celui de « pénétrer en tous temps et en tous lieux où les personnes agréées exercent leurs activités ».

L'article 29, § 2, autorise, à la requête du gouverneur ou de leur propre initiative, « en respectant l'inviolabilité du domicile », des contrôles préventifs par les officiers de police judiciaire de l'activité des personnes agréées ou de la détention effective d'armes par les personnes autorisées à détenir des armes conformément à l'article 11, ou dispensées de cette autorisation conformément à l'article 12.

B.76.3. En ce qui concerne la disposition attaquée, la section de législation du Conseil d'Etat avait constaté :

« L'alinéa 2, 1<sup>o</sup>, permet aux fonctionnaires et agents chargés de rechercher et de constater les infractions à la loi en projet de pénétrer ' en tous temps ', pour l'accomplissement de leur mission, dans les lieux où les personnes agréées exercent leurs activités.

Ce faisant, il prévoit une exception au principe, consacré par la loi du 7 juin 1969 fixant le temps pendant lequel il ne peut être procédé à des perquisitions ou visites domiciliaires, selon lequel,

' [...] aucune perquisition ni visite domiciliaire ne peut être faite dans un lieu non ouvert au public avant 5 heures du matin et après 9 heures du soir '.

Une telle exception ne peut être admise que si elle est justifiée par des motifs admissibles au regard du principe constitutionnel d'égalité devant la loi » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 111).

B.77.1. La loi sur les armes prévoit, en vertu de son chapitre IV, l'agrément des armuriers, des intermédiaires, des collectionneurs d'armes et de toute personne exerçant certaines activités professionnelles impliquant la détention d'armes à feu.

La disposition attaquée concerne les pouvoirs des personnes chargées de la recherche et de la constatation des infractions qui seraient commises par des personnes agréées.

Cette mesure est justifiée par l'objectif de sécurité publique poursuivi par la loi attaquée et suppose, pour pénétrer dans les lieux d'activités des personnes agréées, l'existence d'indices qu'une infraction a été commise.

B.77.2. En prévoyant des perquisitions ou visites domiciliaires dans des locaux tant privés que professionnels, la disposition attaquée peut porter atteinte à l'inviolabilité du domicile garantie par l'article 15 de la Constitution, interprété à la lumière de l'article 8.1 de la Convention européenne des droits de l'homme : la notion de domicile doit en effet s'interpréter de manière large et vise également les locaux où sont exercées des activités professionnelles et commerciales (voy. les arrêts de la CEDH, 16 décembre 1992, *Niemietz c. Allemagne*, 25 février 1993, *Funke, Crémieux et Miaillhe c. France* et 15 juillet 2003, *Ernst e.a. c. Belgique*).

Il convient donc d'examiner si la disposition attaquée ne porte pas une atteinte disproportionnée au droit précité.

B.77.3. A cet égard, il y a lieu de rappeler que l'intervention d'un juge indépendant et impartial apparaît comme une garantie importante du respect des conditions auxquelles est subordonnée une atteinte à l'inviolabilité du domicile, garantie par l'article 15 de la Constitution et par l'article 8.1 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Dans certaines matières particulières, le législateur a cependant dérogé à la règle de droit commun qui soumet la perquisition à une autorisation judiciaire.

De telles dérogations ne peuvent être qu'exceptionnelles et elles doivent être justifiées par des raisons propres aux infractions qu'elles concernent. La privation de la garantie d'une intervention judiciaire préalable doit être limitée à ce qui est strictement nécessaire pour atteindre l'objectif légal et doit être compensée par d'autres garanties suffisantes afin de prévenir des abus.

B.77.4. Les travaux préparatoires de l'article 29 exposent :

« En outre, un fondement légal est donné à la pratique des contrôles préventifs [...] chez les personnes agréées et les détenteurs particuliers d'armes, réglée par voie de circulaires. Le but de ces contrôles est de vérifier si ces personnes, respectivement, exercent leurs activités de façon légale, ou détiennent toujours l'arme enregistrée à leur nom (elle peut avoir été perdue, volée ou vendue illégalement) et dans quelles circonstances elles le font (l'arme est-elle conservée dans des conditions raisonnables ?). Ces contrôles peuvent s'effectuer, tant à la requête du gouverneur (ou du ministre), que de l'initiative des services compétents eux-mêmes. A l'image de ce qui est prévu dans la lutte contre la drogue en vertu de l'article 6bis de la loi de 1921 telle que modifiée par la loi du 9 juillet 1975, les contrôles pourront s'exercer en tous temps. Il est cependant évident que, s'il s'agit de particuliers, il ne peut pas être porté atteinte à la protection constitutionnelle du domicile privé.

La police locale est chargée expressément des contrôles auprès des personnes agréées.

Il reste bien sûr loisible à la police fédérale, dans le respect de la répartition des compétences entre police locale et police fédérale, de procéder à des contrôles ciblés de personnes agréées » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, pp. 33-34).

Bien que ces considérations concernent les contrôles préventifs visés à l'article 29, § 2, non attaqué, elles peuvent toutefois éclairer la portée de la disposition attaquée.

B.77.5. Ainsi, si l'article 6*bis*, évoqué par les travaux préparatoires, de la loi du 24 février 1921 « concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques » déroge à la règle prévue par la loi du 7 juin 1969 « fixant le temps pendant lequel il ne peut être procédé à des perquisitions ou visites domiciliaires », selon laquelle les perquisitions ou visites domiciliaires ont lieu en principe entre cinq heures du matin et neuf heures du soir, cette disposition, insérée par la loi du 12 avril 2004 et modifiée par l'article 89 de la loi-programme du 9 juillet 2004, distingue toutefois les lieux de vente (dans lesquels on ne peut pénétrer qu'aux heures où ils sont accessibles au public), les lieux de fabrication et d'entrepôt (accessibles à toute heure) et les lieux où il est fait usage de substances en présence de mineurs (également accessibles à toute heure).

Les travaux préparatoires de l'article 89 de la loi-programme du 9 juillet 2004 insistent également sur le fait qu'une perquisition « présuppose l'existence d'indices sérieux qu'une infraction a été commise » (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, DOC 51-1138/001 et 51-1139/001, p. 52).

Par ailleurs, l'article 7 de la même loi, modifié par les lois-programmes du 31 décembre 2003 et du 9 juillet 2004, prévoit que les fonctionnaires chargés de veiller à l'application de la loi peuvent visiter librement, entre cinq heures du matin et neuf heures du soir, les lieux de vente et de fabrication, et qu'en dehors de ces heures, ils ne peuvent visiter ces lieux qu'avec l'autorisation préalable du président du tribunal de première instance.

Contrairement à ce qu'il est allégué dans les travaux préparatoires de la loi attaquée, la loi du 24 février 1921, qui poursuit un objectif de santé publique et de sécurité publique en luttant contre la drogue, ne permet pas de pénétrer en tous temps et en tous lieux où sont susceptibles d'être détenues des substances illicites.

B.77.6. Bien que, dans le contexte de la loi attaquée, la nature des infractions recherchées - qui concernent la détention illégale d'armes - peut justifier un système de dérogation au droit commun des perquisitions ou visites domiciliaires, l'absence de toute garantie - telles que l'intervention d'un juge, la distinction entre les locaux visés ou l'indication des heures de ces visites - pour les droits des personnes agréées est manifestement disproportionnée à l'objectif poursuivi.

B.77.7. Le moyen est fondé.

*Quant au droit au respect de la vie privée et familiale*

B.78. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 4040 critique l'article 11, § 3, 8°, de la loi sur les armes, en ce que cette disposition confère à la personne majeure habitant avec le demandeur d'une autorisation de détention le droit de s'opposer à la demande. Selon le requérant, ce droit absolu d'opposition, même sans aucun motif, porterait atteinte au droit au respect de la vie privée et familiale garanti par l'article 22 de la Constitution.

B.79.1. L'article 22 de la Constitution dispose :

« Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit ».

B.79.2. Les travaux préparatoires de l'article 11 attaqué précisent :

« Les conditions en soi ne sont pas nouvelles, mais certaines étaient encore insuffisamment (correctement) appliquées. Ainsi, il n'a pas toujours été tenu compte de l'opposition formulée par des personnes majeures cohabitantes avec l'intéressé vis-à-vis de l'acquisition d'une arme par celui-ci » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 26).

B.79.3. Le droit d'opposition conféré aux personnes qui cohabitent avec celui qui sollicite une autorisation de détention d'une arme soumise à autorisation vise à assurer la sécurité des personnes qui composent un ménage, compte tenu des dangers potentiels liés à la détention d'une arme à feu.

Cette mesure tend ainsi à instaurer un équilibre entre les droits de ceux qui composent la cellule familiale en conférant aux personnes directement intéressées par la détention de l'arme, puisque cette arme sera détenue dans leur habitation, le droit de donner leur avis et de s'y opposer.

B.79.4. Compte tenu de la nature des armes à feu et du danger inhérent à leur présence dans une habitation, il est compréhensible que celui qui cohabite avec le demandeur d'une autorisation de détention ne soit pas tenu de fournir de motif à son opposition et que cette opposition empêche l'octroi de l'autorisation.

B.79.5. Le moyen n'est pas fondé.

*Quant au respect du droit de propriété*

B.80. Différents moyens allèguent que la loi sur les armes porterait atteinte au droit de propriété des détenteurs d'armes, en violation de l'article 16 de la Constitution, éventuellement lu en combinaison avec les articles 10 et 11 de celle-ci et avec l'article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, ou instaurerait une confiscation des biens au sens de l'article 17 de la Constitution.

Cette dernière disposition, qui concerne la confiscation générale des biens, est étrangère à la matière réglée par la disposition attaquée.

B.81. L'article 16 de la Constitution dispose :

« Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité ».

L'article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international.

Les dispositions précédentes ne portent pas atteinte au droit que possèdent les Etats de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes ».

B.82. Il convient de distinguer les dispositions de la loi attaquée qui, de manière générale, instaurent de nouvelles règles en ce qui concerne la détention d'armes à feu, et les dispositions transitoires, qui ne concernent que les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi attaquée, détiennent des armes entrant dans le champ d'application de la nouvelle réglementation.

Il convient également de distinguer les armes soumises à autorisation et les armes prohibées.

*En ce qui concerne le régime général des armes soumises à autorisation*

B.83. Dans leur deuxième moyen, les parties requérantes dans l'affaire n° 4052 estiment qu'en ne prévoyant pas l'héritage comme motif légitime de détention d'une arme, l'article 11 rend les armes soumises à autorisation intransmissibles par voie de succession, ce qui constitue une atteinte à la substance du droit de propriété. Par ailleurs,



les personnes qui ont hérité d'une arme soumise à autorisation et qui n'en font aucun usage devront, pour conserver l'arme héritée, faire valoir un motif légitime d'autorisation : leur droit de ne pas s'associer serait dès lors méconnu, puisque la « seule alternative » à la violation de leur droit de propriété leur impose de s'affilier à une organisation de tir sportif pour exercer une activité qu'ils ne souhaitent pas pratiquer.

B.84.1. Lorsque les armes sont transmises par héritage, l'acquisition de l'arme est antérieure à la délivrance de l'autorisation de détention et la procédure établie par l'article 17 de la loi sur les armes trouvera à s'appliquer, sans qu'il soit toutefois dérogé, comme il a été rappelé en B.56.1, aux conditions générales établies par l'article 11 de la loi sur les armes.

En réglementant les conditions de la détention des armes soumises à autorisation et en imposant ces conditions à toute transmission de la détention d'armes, le législateur n'empêche aucunement la transmission des armes par voie de succession mais subordonne leur détention à une autorisation de détention, aux conditions prévues par l'article 11 de la loi sur les armes.

Si la détention des armes héritées n'était pas soumise à ces conditions, il en résulterait une discrimination entre les détenteurs d'armes selon le mode de transmission de l'arme et les objectifs de sécurité publique poursuivis par le législateur ne pourraient être pleinement atteints.

B.84.2. L'hypothèse visée par les requérants concerne la transmission par décès d'armes qui étaient détenues légalement au moment du décès de leurs détenteurs, ce qui suppose que ces personnes soit détenaient une autorisation de détention aux conditions prévues par l'article 11 de la loi sur les armes, soit étaient dispensées de cette autorisation de détention en raison de leur statut de chasseur ou de tireur sportif en vertu de l'article 12 de la loi sur les armes.

Lorsque les personnes qui ont hérité d'une arme qui était détenue légalement souhaitent conserver cette arme dans leur patrimoine, sans être ni chasseur, ni tireur sportif, ni collectionneur, elles peuvent solliciter une autorisation de détention de l'arme, à l'exclusion des munitions, puisqu'elles ne souhaitent aucunement utiliser l'arme.

En pareille hypothèse, comme il a été décidé en B.51.2 et B.51.3, le demandeur de l'autorisation de détention de l'arme sans munitions dispose d'un motif légitime, en ce qu'il souhaite conserver l'arme dans son patrimoine.

Il n'y a dès lors aucune atteinte au droit de propriété ni au droit de ne pas s'associer des personnes qui ont hérité d'une arme, dès lors que le régime d'autorisation de détention devra prendre en considération, compte tenu de ce qui a été dit en B.51.2 et B.51.3, la situation des personnes qui ont hérité d'une arme soumise à autorisation, qui ne souhaitent pas utiliser l'arme et qui sollicitent une autorisation de détention à l'exclusion des munitions, afin de conserver l'arme dans leur patrimoine.

B.84.3. Sous réserve de ce qui précède, le moyen n'est pas fondé.

B.85. Le troisième moyen dans l'affaire n° 4040 critique l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi attaquée; le premier moyen dans l'affaire n° 4091 critique les articles 11, §§ 1<sup>er</sup> et 3, 9<sup>o</sup>, et 18 de la loi sur les armes. Selon les parties requérantes, ces dispositions créent, lorsque les conditions pour obtenir une autorisation de détention, notamment un motif légitime, ne sont pas ou plus remplies, une expropriation de l'arme soumise à autorisation, sans juste et préalable indemnité, méconnaissant ainsi l'article 16 de la Constitution.

B.86.1. L'article 11 subordonne la détention d'armes soumises à autorisation à l'obtention d'une autorisation préalable de détention.

La situation de personnes qui détiennent une arme devenue soumise à autorisation lors de l'entrée en vigueur de la loi attaquée est régie par la disposition transitoire de l'article 44, § 2, de la loi attaquée, qui permet, comme il a été dit en B.66.1, de déroger aux conditions de l'article 11.

La Cour ne peut examiner le moyen qu'au regard des situations pour lesquelles le fait de ne pas ou de ne plus remplir les conditions prévues par l'article 11 concerne des armes acquises ou détenues dans le respect de la loi.

B.86.2. Lorsque les conditions prévues par l'article 11 s'appliquent aux personnes qui, après l'entrée en vigueur de la loi, souhaitent acquérir une arme soumise à autorisation, le système instauré par le législateur impose que cette autorisation soit préalable à l'acquisition.

L'article 11 doit en effet se lire en combinaison avec l'article 10 de la loi attaquée, qui prévoit que les armes à feu soumises à autorisation ne peuvent être vendues ou cédées qu'à des personnes agréées ou autorisées.

B.86.3. Le système ainsi instauré, qui vise à assurer la traçabilité des armes à feu, crée donc, comme il a été dit en B.74.2, un circuit fermé pour le transfert des armes soumises à autorisation, ce qui implique que les conditions fixées par l'article 11 visent l'obtention d'une autorisation de détention, qui doit être préalable à cette détention, et qu'en l'absence de cette autorisation préalable de détention, il ne peut y avoir de cession de la détention ou de transfert de propriété de l'arme soumise à autorisation.

B.86.4. Le fait de ne pas remplir les conditions prévues par l'article 11 ne peut donc pas en principe s'assimiler à une expropriation, dès lors que l'acquisition de l'arme ne peut, dans le système conçu par le législateur, qu'être postérieure à l'obtention d'une autorisation de détention.

B.87.1. Il existe cependant des hypothèses dans lesquelles l'acquisition ou la détention légale de l'arme est antérieure à la vérification des conditions de l'article 11.

Il en va ainsi des personnes qui détenaient légalement une arme déclarée sous l'ancienne législation, mais qui, à défaut de pouvoir entrer dans le champ d'application de l'article 48, alinéa 2, doivent solliciter une autorisation de détention aux conditions prévues par l'article 11. Il en va de même pour les personnes qui détiennent légalement une arme en vertu de la loi attaquée, soit lorsqu'une autorisation préalable de détention ou une autorisation « transitoire » de détention prévue par l'article 44, § 2, a été délivrée et doit être renouvelée, soit lorsque l'autorisation de détention n'était pas nécessaire en vertu de l'article 12 et le devient, après le délai de trois ans prévu par l'article 13, alinéa 2.

Dans ces différentes hypothèses, le fait de ne pas remplir les conditions d'obtention d'une autorisation de détention de l'arme est en effet postérieur à son acquisition et à sa détention.

B.87.2. Lorsque l'autorisation de détention est suspendue ou retirée, ou n'est pas renouvelée, parce que les conditions prévues par l'article 11 ne sont pas ou ne sont plus remplies, aucune disposition de la loi attaquée ne règle expressément le sort de l'arme soumise à autorisation.

L'article 18 attaqué par les requérants, qui prévoit le dépôt de l'arme chez une personne agréée ou sa cession à une personne agréée ou autorisée ne vise en effet que trois hypothèses spécifiques de refus, suspension ou retrait de l'autorisation de détention, sans prévoir de manière générale la situation où les conditions de l'article 11 ne sont plus remplies par celui qui détenait l'arme conformément à l'article 11 ou à l'article 12 de la loi sur les armes, ou encore à l'article 44, § 2, de cette loi.

Le premier moyen dans l'affaire n° 4091 n'est pas fondé en ce qu'il vise l'article 18 de cette loi, puisque cette disposition est étrangère à la critique des requérants.

B.87.3. Toutefois, bien que la loi ne règle pas expressément le sort de l'arme dans les hypothèses visées en B.87.1, lorsque l'autorisation de détention est retirée, suspendue ou n'est pas renouvelée, parce que, sous réserve de ce qui a été dit en ce qui concerne le motif légitime en B.51.2 et B.51.3, les conditions prévues par l'article 11 ne sont plus remplies, la détention de l'arme soumise à autorisation devient illégale, en l'absence d'autorisation de détention.

Cette détention devenue illégale a pour conséquence que le détenteur de l'arme soumise à autorisation ne peut plus continuer à détenir l'arme soumise à autorisation, sous peine de poursuites pénales en vertu de l'article 23 de la loi attaquée, éventuellement accompagnées de la confiscation de l'arme.

En pareille hypothèse, le détenteur de l'arme ne peut donc qu'en céder la détention ou en transférer la propriété aux personnes désignées dans l'article 10 de la loi attaquée, ou, si cela est possible pour ce type d'armes, choisir de rendre l'arme à feu définitivement inapte au tir selon les modalités arrêtées par le Roi, ce qui a pour conséquence de modifier la catégorie de l'arme, et de réputer ainsi l'arme en vente libre, en vertu de l'article 3, § 2, 3<sup>o</sup>, de la loi attaquée.

Cette alternative entre la cession de l'arme ou sa neutralisation est d'ailleurs confirmée par les travaux préparatoires relatifs à l'article 13, alinéa 2, qui prévoit que celui qui perd son statut de chasseur ou de tireur sportif peut conserver son arme pendant trois ans, sans toutefois pouvoir encore l'utiliser.

Les travaux préparatoires de cette disposition précisent en effet :

« Après la période de trois ans, l'arme concernée devient soumise à autorisation. Par conséquent, le propriétaire devra soit, obtenir une autorisation sur base d'un nouveau motif légitime, soit, faire neutraliser l'arme par le banc d'épreuves, ou s'en défaire » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, pp. 27-28).

B.88.1. Bien que la détention d'une arme ne coïncide pas nécessairement avec sa propriété, lorsque toutefois le détenteur de l'arme en est également le propriétaire - ce qui est habituellement le cas -, le retrait, la suspension, le non-renouvellement de l'autorisation ou la fin de la dispense de l'autorisation de détention de l'arme a pour conséquence d'empêcher le propriétaire d'en conserver la détention, qui était auparavant légale.

Si le propriétaire d'une arme qu'il ne peut plus détenir n'est pas obligé d'en transférer la propriété, et ne peut donc être considéré comme faisant l'objet d'une expropriation au sens de l'article 16 de la Constitution, il est toutefois atteint dans son droit de propriété, puisque la détention de l'arme lui est interdite.

En outre, si le propriétaire de l'arme décide de la rendre inapte au tir, quand cela est possible, afin de pouvoir continuer à la détenir, la valeur patrimoniale de l'arme diminue, puisque l'arme dont il est propriétaire ne sera définitivement plus apte à tirer.

B.88.2. Lorsque le détenteur de l'arme n'en est pas propriétaire, il ne peut certes être considéré comme faisant l'objet d'une expropriation au sens de l'article 16 de la Constitution, mais est toutefois atteint dans son droit de détention, droit que le propriétaire lui avait consenti, et qui était auparavant légal.

B.88.3. Il convient donc d'examiner si cette limitation de la jouissance du droit de propriété est raisonnablement justifiée.

B.89.1. Le droit au respect des biens n'empêche pas le législateur de réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général.

La réglementation de la détention des armes à feu poursuit un objectif légitime qui est d'assurer la sécurité des citoyens. Les conditions instaurées par l'article 11 de la loi attaquée sont donc justifiées par cet objectif général ainsi que par les objectifs rappelés en B.11.

B.89.2. Lorsque le détenteur de l'arme soumise à autorisation ne peut plus conserver dans son patrimoine l'arme qui était détenue légalement, il peut choisir de vendre ou céder son arme à une personne agréée ou autorisée : dans ce cas, il pourra choisir librement son cocontractant parmi les personnes disposant d'une autorisation de détention ou d'un agrément.

La cession de la détention de l'arme se fera moyennant un prix déterminé par les parties et ne peut donc engendrer en soi une atteinte disproportionnée au droit de propriété.

B.89.3. Si le détenteur de l'arme soumise à autorisation décide de rendre son arme définitivement inapte au tir, afin d'en modifier la classification et de pouvoir la détenir en tant qu'arme en vente libre, l'atteinte ainsi portée à la valeur patrimoniale de l'arme qui était auparavant détenue légalement n'est que la conséquence du choix du détenteur de l'arme de ne pas la céder.

La possibilité de rendre l'arme définitivement inapte au tir ne peut donc être considérée comme une atteinte disproportionnée au droit du détenteur d'une arme soumise à autorisation, qui peut ainsi choisir de conserver son arme, moyennant sa neutralisation.

B.89.4. Le moyen n'est pas fondé.

B.90. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 4089 est dirigé contre les articles 10 et 49, alinéa 2, de la loi attaquée, en ce que ces dispositions instaureraient, de manière immédiate, une interdiction de vendre ou de céder une arme soumise à autorisation à une autre personne qu'à une personne agréée ou autorisée, ce qui empêcherait le détenteur de l'arme de la vendre à qui il le souhaite.

B.91.1. Comme il a été rappelé en B.74.2 et B.74.3, le système instauré par le législateur crée un circuit fermé pour le transfert de la détention des armes soumises à autorisation, afin d'en assurer la traçabilité et de contrôler leur circulation à l'intérieur du pays.

Dès lors que le législateur soumet la détention de certaines armes à une autorisation préalable, il est justifié de soumettre également la cession de la détention à l'obtention d'une autorisation ou d'un agrément.

L'interdiction de vendre ou de céder une arme soumise à autorisation à une autre personne qu'à une personne agréée ou autorisée constitue donc une mesure qui tend à assurer l'effectivité du système d'autorisation préalable, et dont l'entrée en vigueur est indissociable de l'entrée en vigueur de l'article 11 de la loi sur les armes.

Cette application « immédiate » de la limitation des personnes auxquelles l'arme peut être cédée n'implique pas une atteinte au droit de propriété, dès lors que le propriétaire de l'arme qui choisit d'en céder la détention n'est pas tenu d'en céder également la propriété, et s'il le fait, il reste libre de choisir son cocontractant parmi les personnes autorisées ou agréées.

B.91.2. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne le régime transitoire des armes soumises à autorisation*

B.92. Le troisième moyen dans l'affaire n° 4089, pris de la violation de l'article 16 de la Constitution, est dirigé contre les articles 11, 32, alinéa 2, et 44, § 2, de la loi sur les armes. Le requérant estime que la confiscation qui pourrait résulter de l'application immédiate de la loi attaquée est assimilable à une expropriation injustifiée et sans juste et préalable indemnité fixée par une expertise contradictoire.

B.93.1. L'article 11 de cette loi subordonne la détention d'armes soumises à autorisation à l'obtention d'une autorisation préalable de détention.

L'article 32, alinéa 2, prévoit que les autorisations de détention visées notamment à l'article 11 sont délivrées pour une durée maximale de cinq ans.

L'article 44, § 2, prévoit une obligation de déclaration des armes devenues soumises à autorisation. La loi précitée du 9 janvier 2007 a remplacé le délai d'un an par l'obligation d'en faire la déclaration « au plus tard le 30 juin 2007 ».

B.93.2. La loi sur les armes a prévu des dispositions transitoires pour les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi, détiennent une arme soumise à autorisation.

Ainsi, l'article 48, alinéa 2, prévoit le maintien temporaire de la validité des autorisations délivrées en vertu du régime antérieur.

Par ailleurs, l'article 44, § 2, attaqué prévoit un régime transitoire pour les armes à feu devenues soumises à autorisation : cette disposition se limite à prévoir une obligation de déclaration des armes à feu devenues soumises à autorisation en vue de leur enregistrement et la délivrance d'une autorisation de détention, sans devoir remplir les conditions prévues par l'article 11 de la loi attaquée. Cette obligation de déclaration est étrangère au droit de propriété des armes concernées, et ne peut donc être considérée comme une atteinte portée à ce droit.

B.93.3. Pour le surplus, comme il a été considéré en B.86.1 à B.89.4, le fait de ne pas ou de ne plus remplir les conditions prévues par l'article 11 ne peut s'assimiler à une expropriation : l'application immédiate des conditions prévues par l'article 11 n'est donc pas susceptible d'entraîner une expropriation.

B.93.4. Le moyen n'est pas fondé.

B.94. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 4087 critique les articles 11, 45 et 48, alinéa 2, de la loi sur les armes, en alléguant que ces dispositions ne laissent à celui qui ne peut obtenir l'autorisation de détention d'une arme soumise à autorisation que le choix entre des poursuites pénales et une expropriation sans indemnité préalable.

B.95.1. Compte tenu de ce qui a été dit en B.4.2, le moyen n'est pas recevable en ce qu'il vise l'article 48, alinéa 2.

B.95.2. L'article 11 subordonne la détention d'armes soumises à une autorisation à l'obtention préalable de celle-ci. Les conditions prévues par cette disposition concernent donc la seule catégorie d'armes soumises à autorisation, telle qu'elle a été définie par l'article 3, § 3, de la loi attaquée.

L'article 11 entre en vigueur, en vertu de l'article 49, alinéa 2, le jour de sa publication au *Moniteur belge*, et s'applique donc à toutes les acquisitions postérieures au 8 juin 2006 d'armes soumises à autorisation.

B.95.3. L'article 45 prévoit un régime transitoire pour la catégorie d'armes prohibées, telle qu'elle a été définie par l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi sur les armes. L'article 45, § 1<sup>er</sup>, vise également, par la référence à l'article 44, § 1<sup>er</sup>, les armes qui étaient détenues illégalement en l'absence de l'autorisation requise par la loi précitée du 3 janvier 1933, telle qu'elle avait été modifiée par la loi de 1991, et pour lesquelles le détenteur choisit de ne pas bénéficier de la disposition transitoire prévue par l'article 44, § 1<sup>er</sup>, de la loi attaquée.

Dès lors que l'article 45 ne concerne aucunement la situation d'une personne qui ne peut remplir les conditions visées à l'article 11 pour l'obtention d'une autorisation de détention d'une arme soumise à autorisation, le moyen alléguant une atteinte au droit du propriétaire de ces armes procède d'une lecture erronée des dispositions attaquées.

B.95.4. Pour le surplus, il est renvoyé, en ce qui concerne l'article 11 de la loi attaquée, à ce qui a été dit en B.86.1 à B.89.4.

B.95.5. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne le régime transitoire prévu par les articles 44 et 45 de la loi attaquée*

B.96. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 4052 est dirigé contre les articles 44 et 45 de la loi sur les armes; le septième moyen dans l'affaire n° 4040 est dirigé contre l'article 45, § 3, de la loi attaquée. Selon les parties requérantes, le régime transitoire prévu par ces dispositions créerait une privation de propriété assimilable à une expropriation sans juste et préalable indemnité.

B.97. Les articles 44 et 45 de cette loi instaurent deux dispositions transitoires dont la portée et les effets sont toutefois nettement distincts.

B.98.1. L'article 44 de cette loi dispose :

« § 1<sup>er</sup>. Quiconque, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, détient sans titre une arme ou des munitions qui, conformément à la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions requerrait une autorisation de détention d'arme de défense ou d'arme de guerre, pourra, pendant un délai de six mois et selon une procédure à déterminer par le Roi, demander l'autorisation nécessaire sans pouvoir être poursuivi pour ce délit, pour autant que l'arme concernée ne soit pas recherchée ou signalée.

§ 2. Quiconque, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, détient une arme à feu devenue soumise à autorisation en vertu de la présente loi, doit, par le biais de la police locale, en faire la déclaration auprès du gouverneur compétent pour sa résidence dans les six mois. Si l'intéressé est titulaire d'un permis de chasse ou d'une licence de tireur sportif, l'arme est automatiquement enregistrée à son nom. Si tel n'est pas le cas, une autorisation lui est délivrée à condition qu'il soit majeur et qu'il n'ait pas encouru de condamnations visées à l'article 5, § 4.

Si l'arme à feu désormais soumise à autorisation a été acquise après le 1<sup>er</sup> janvier 2006, l'autorisation est délivrée à titre provisoire pour une période d'un an ».

B.98.2. L'article 44 de la loi sur les armes prévoit donc un régime transitoire pour les armes soumises à autorisation.

L'article 44, § 1<sup>er</sup>, prévoit une procédure de régularisation des armes soumises à autorisation sous l'empire de la législation antérieure qui étaient détenues illégalement.

L'article 44, § 2, prévoit, comme il a été rappelé en B.66.1, une procédure d'enregistrement des armes devenues soumises à autorisation en vertu de la loi attaquée et de délivrance d'une autorisation, sans que doivent être remplies les conditions prévues à l'article 11 de la loi attaquée.

B.98.3. Les travaux préparatoires de l'article 44 précité exposent :

« Cet article est une disposition transitoire qui règle deux situations distinctes où, dans l'intérêt de l'enregistrement complet de la détention d'armes, des particuliers peuvent demander soit une régularisation, soit un enregistrement.

Il s'agit d'abord des personnes qui détiennent illégalement une arme à feu déjà soumise à autorisation du fait qu'en 1991 elles n'ont pas profité de la période transitoire prévue dans le cadre de la précédente modification de la loi au cours de laquelle devaient être déclarées les armes achetées librement. Ils peuvent bénéficier de l'amnistie (cela signifie : ne pas être poursuivi pour détention illégale d'armes) et régulariser la détention de leur arme à condition de la déclarer dans les six mois et de demander une autorisation conformément à la procédure à définir par le Roi. Celle-ci prévoira l'octroi par le gouverneur aux personnes qui remplissent quelques conditions minimales. On vérifiera cependant si les armes en question ne sont pas recherchées parce qu'elles ont été utilisées pour commettre des faits criminels. Cette disposition a pour objet de 'faire remonter à la surface' le plus grand nombre possible de ces armes de sorte qu'elles puissent être connues des services de police et que l'usage et la conservation puissent en être contrôlés.

Le deuxième paragraphe prévoit l'enregistrement de toutes les armes de chasse et de sport actuelles qui ne sont pas encore connues, généralement parce qu'elles ont été achetées librement et en toute légalité avant 1991, soit avant l'apparition du système d'enregistrement en cas de cession. Il ne s'agit donc pas d'une régularisation mais d'un simple enregistrement de l'identité des propriétaires. Compte tenu du nombre important d'armes escompté et pour la facilité du citoyen, la déclaration au gouverneur pourra simplement se faire par le biais de la police locale. En outre, à cet égard,

le délai prévu pour faire la déclaration est plus long, à savoir un an à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi. L'enregistrement s'effectuera automatiquement pour les titulaires d'un permis de chasse ou d'une licence de tireur sportif, pour le reste, il ne sera refusé que si le déclarant n'est pas majeur ou s'il a encouru certaines condamnations. Il est important de signaler que par ce paragraphe on se conforme finalement à la Directive européenne 91/477/CEE qui impose l'enregistrement de toutes les armes de chasse et de sport » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 39).

B.98.4. En prévoyant une procédure de régularisation et une procédure d'enregistrement et de délivrance d'une autorisation de détention, l'article 44 vise, d'une part, à régulariser la détention d'armes qui étaient détenues illégalement en l'absence de l'autorisation (article 44, § 1<sup>er</sup>), et d'autre part, à préserver les droits des détenteurs d'armes devenues soumises à autorisation (article 44, § 2).

Cette disposition ne porte donc aucune atteinte au droit de propriété des détenteurs d'armes soumises à autorisation, puisqu'elle tend, au contraire, à légaliser la détention de certaines armes qui étaient déjà soumises à autorisation (article 44, § 1<sup>er</sup>) ou qui sont devenues soumises à autorisation (article 44, § 2).

B.98.5. Le moyen n'est pas fondé en ce qu'il vise l'article 44.

B.99.1. L'article 45 de la loi sur les armes dispose :

« § 1<sup>er</sup>. Quiconque, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, possédera une arme prohibée ou une arme ou des munitions visées à l'article 44, § 1<sup>er</sup>, pourra pendant une période de six mois en faire abandon auprès du service de police locale de son choix sous couvert de l'anonymat et sans s'exposer à des poursuites sur base de la présente loi, pour autant que l'arme concernée ne soit pas recherchée ou signalée. Le Roi règle cette procédure ainsi que le dépôt et la destruction de ces armes.

§ 2. Les particuliers détenant une arme à feu automatique à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont tenues, dans l'année qui suit, soit de faire transformer de manière irréversible cette arme en arme semi-automatique ou de la faire neutraliser par le banc d'épreuves des armes à feu, soit de la céder à un armurier agréé, un collectionneur agréé, un intermédiaire agréé ou une personne agréée visée à l'article 6, § 2, soit d'en faire abandon auprès de la police locale de leur résidence.

§ 3. Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont titulaires d'une autorisation de détention d'une arme devenue prohibée en vertu de la présente loi, sont tenues, dans l'année qui suit, soit de la faire transformer en arme non-prohibée ou de la faire neutraliser par le banc d'épreuves des armes à feu, soit de la céder à une personne autorisée à la détenir, soit d'en faire abandon auprès de la police locale de leur résidence contre une juste indemnité à établir par le Ministre de la Justice ».

B.99.2. L'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi sur les armes énumère les armes prohibées. Partant du constat que l'énumération des armes prohibées « était jusqu'à présent incomplète et peu claire » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 19), la loi attaquée a voulu, dans un souci de clarté, établir une liste aussi complète que possible d'armes prohibées.

L'article 8 de la même loi dispose :

« Nul ne peut fabriquer, réparer, exposer en vente, vendre, céder ou transporter des armes prohibées, en tenir en dépôt, en détenir ou en être porteur.

En cas d'infraction à l'alinéa précédent, les armes seront saisies, confisquées et détruites, même si elles n'appartiennent pas au condamné ».

Les travaux préparatoires de l'article 8 exposent :

« Jusqu'à présent, le régime d'arme prohibée était inadapté en raison de l'absence d'incrimination de la détention de celle-ci. Cela a conduit à la situation où une telle arme pouvait être achetée légalement ou non à l'étranger, être ensuite importée et transportée facilement et illégalement en raison de la disparition des contrôles aux frontières et où l'acquéreur, une fois de retour à la maison, ne devait plus craindre d'être poursuivi. Si pareille arme, par exemple un fusil équipé d'un silencieux, était découverte lors d'une perquisition, rien ne pouvait être entrepris. Le présent article prévoit donc que la détention d'armes prohibées est punissable de sorte que désormais les situations décrites ci-dessus ne puissent plus se présenter » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 24).

B.99.3. La loi sur les armes a instauré une interdiction de principe, sanctionnée pénalement, de toute opération, y compris la détention, impliquant des armes prohibées.

Auparavant, en effet, seules l'acquisition et l'importation d'armes prohibées étaient interdites et pénalement sanctionnées.

La catégorie d'armes prohibées vise ainsi des armes qui, intrinsèquement ou en raison de circonstances concrètes révélant clairement une intention de menacer ou blesser physiquement des personnes, constituent un grave danger pour la sécurité des personnes.

Les « armes prohibées », détenues au moment de l'entrée en vigueur de la loi attaquée, visées par l'article 45, sont les armes prohibées énumérées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 15<sup>o</sup>, de la loi attaquée, à savoir des armes qui constituent intrinsèquement un grave danger pour la sécurité des personnes.

B.100.1. L'article 45, § 1<sup>er</sup>, de la loi sur les armes concerne les armes prohibées ainsi que, par la référence à l'article 44, § 1<sup>er</sup>, les armes qui étaient détenues illégalement sous l'empire de la loi antérieure en l'absence de l'autorisation requise, et pour lesquelles le détenteur choisit de ne pas régulariser sa situation en sollicitant le bénéfice de la disposition transitoire prévue par l'article 44, § 1<sup>er</sup>, de la même loi.

Par ailleurs, puisque les régimes instaurés respectivement par chacun des paragraphes de l'article 45 sont différents, il faut considérer que la notion d'« arme prohibée » reprise à l'article 45, § 1<sup>er</sup>, vise les armes prohibées autres que celles visées à l'article 45, §§ 2 et 3.

L'article 45, § 1<sup>er</sup>, permet donc aux détenteurs des armes prohibées autres que celles visées aux paragraphes 2 et 3 et aux détenteurs d'armes qui étaient détenues illégalement sous l'empire de l'ancienne législation en l'absence d'autorisation d'en faire abandon auprès du service de police local de leur choix, sous le couvert de l'anonymat et sans s'exposer à des poursuites, pour autant que l'arme concernée ne soit pas recherchée ou signalée.

B.100.2. En ce qui concerne l'article 45, § 1<sup>er</sup>, les travaux préparatoires exposent :

« Une deuxième disposition transitoire prévoit une période d'un an au cours de laquelle les détenteurs d'armes prohibées peuvent en faire abandon puisqu'en application de la présente loi leur détention est devenue également punissable. Il est également souhaitable que l'abandon volontaire d'autres armes soit possible, par exemple des armes détenues illégalement dont les propriétaires veulent se défaire ou des armes dont ils ne souhaitent pas la régularisation ou l'enregistrement. Cet abandon pourra même se faire sous couvert de l'anonymat pour obtenir un aussi bon résultat que possible. Des précédents à l'étranger ont montré que l'anonymat est une condition pour garantir le succès de l'opération. Les modalités de cette amnistie seront également fixées par le Roi sur le plan de la procédure concrète, de la collecte et du stockage temporaire de ces armes ainsi que de leur destruction finale » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 40).

B.100.3. L'article 45, § 1<sup>er</sup>, concerne donc des situations qui étaient illicites sous l'empire de la législation antérieure en raison de l'illégalité de l'acquisition ou de la détention des armes concernées. En effet, cette disposition concerne des armes prohibées qui ont été acquises illégalement, et des armes soumises à autorisation détenues illégalement sous l'empire de la loi antérieure et que le détenteur choisit de ne pas régulariser.

Alors que l'illégalité de l'acquisition ou de la détention devrait en principe conduire à des sanctions pénales, dont la confiscation des armes, le législateur a prévu un système incitant à faire sortir du marché des armes illégales, en permettant leur abandon.

L'abandon prévu par l'article 45, § 1<sup>er</sup>, constitue donc une mesure de faveur qui permet d'éviter les poursuites pénales et la confiscation, et ne peut donc s'analyser comme une expropriation au sens de l'article 16 de la Constitution.

B.100.4. En ce qu'il vise l'article 45, § 1<sup>er</sup>, de la loi sur les armes, le moyen n'est pas fondé.

B.101.1. L'article 45, §§ 2 et 3, de la loi sur les armes instaure un régime transitoire pour les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi attaquée, possèdent une arme devenue prohibée.

L'article 45, § 2, concerne les armes à feu automatiques, devenues armes prohibées pour les particuliers, tandis que l'article 45, § 3, concerne les armes (autres qu'automatiques) devenues prohibées en vertu de la loi attaquée, et pour lesquelles leur détenteur était titulaire d'une autorisation de détention.

B.101.2. L'article 45, § 2, impose aux détenteurs d'armes automatiques, dans le délai prévu, soit de transformer l'arme de manière irréversible en arme semi-automatique ou de la faire neutraliser par le banc d'épreuve, s'ils souhaitent continuer à détenir cette arme, soit de la céder à un armurier agréé, un collectionneur agréé, un intermédiaire agréé ou une personne agréée visée à l'article 6, § 2, soit d'en faire abandon auprès de la police locale de leur résidence.

L'article 45, § 3, prévoit que les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi attaquée, sont titulaires d'une autorisation de détention d'une arme devenue prohibée doivent, dans le délai imposé, soit la transformer en arme non prohibée ou la faire neutraliser par le banc d'épreuves, soit la céder à une personne autorisée à la détenir, soit en faire abandon auprès de la police locale de leur résidence contre une juste indemnité à établir par le ministre de la Justice.

B.102.1. En ce qui concerne l'article 45, § 2, les travaux préparatoires exposent :

« Le paragraphe 2 contient la disposition transitoire pour les détenteurs d'armes à feu automatiques, qui sont réservées à des personnes agréées. Dans l'année, les particuliers détenteurs devront choisir entre la transformation de leur arme et sa cession. En ce qui concerne la transformation, seul le banc d'épreuves sera compétent afin de pouvoir offrir les garanties nécessaires. En effet, il est bien connu que la transformation d'une arme automatique en arme semi-automatique (qui ne peut donc plus tirer que coup par coup) peut généralement être réparée de manière simple en remettant une pièce. Il est un fait que le banc d'épreuves ne sera pas en mesure de faire le nécessaire pour tous les modèles d'armes et qu'alors, les autres options seront adéquates (neutralisation, vente, abandon) » (*Doc. parl., Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 40*).

En ce qui concerne l'article 45, § 3, les travaux préparatoires exposent :

« Le dernier paragraphe règle la situation des détenteurs d'une arme soumise à autorisation devenant une arme prohibée. Dans certains cas, ils pourraient être expropriés s'ils ne peuvent pas faire transformer leur arme. Si tel est le cas, ils ont droit à une juste indemnité préalable en vertu de la Constitution. Le montant devra en pratique être déterminé par le ministre de la Justice. Dans la pratique, il ne peut y avoir que quelques cas de particuliers titulaires d'une autorisation de détention de matériel militaire qui était considéré comme une arme de guerre, et qui n'a pas été neutralisé. L'on peut supposer que de tels engins puissent être neutralisés. Celui qui posséderait un char par exemple, doit seulement prendre soin qu'il soit rendu inapte au tir, afin d'éviter la nécessité d'expropriation » (*ibid.*).

B.102.2. L'entrée en vigueur de l'interdiction de détention des armes à feu automatiques pour les particuliers non agréés a pour conséquence que certaines personnes qui détenaient auparavant ces armes régulièrement peuvent être affectées dans un aspect - la détention - du droit de propriété.

B.102.3. Lorsque le détenteur de l'arme à feu automatique, visé à l'article 45, § 2, décide de céder son arme à une personne agréée, il peut choisir librement son cocontractant parmi les personnes disposant d'un agrément.

Il en va de même pour les personnes visées à l'article 45, § 3 : lorsque le titulaire d'une autorisation de détention d'une arme devenue prohibée décide de céder son arme à une personne autorisée à la détenir, il ne pourra certes la céder en principe qu'aux personnes qui peuvent bénéficier de la disposition dérogatoire contenue à l'article 27 de la loi attaquée, mais il pourra toutefois choisir librement, parmi ces personnes, son cocontractant.

La cession de la détention des armes visées à l'article 45, §§ 2 et 3, se fera donc moyennant un prix déterminé par les parties et ne peut engendrer en soi une atteinte au droit de propriété.

Rien, pour le surplus, ne permet de présupposer que ces armes ne trouveront pas un acquéreur sur le marché, même s'il est limité.

B.102.4. Lorsque le détenteur d'une arme à feu automatique ou d'une autre arme devenue prohibée décide de la transformer de manière irréversible en arme semi-automatique ou de la rendre définitivement inapte au tir, la diminution de sa valeur patrimoniale qui en résulte n'est que la conséquence du choix du détenteur de l'arme de ne pas la céder.

La possibilité de transformer ou de neutraliser l'arme ne peut donc être considérée comme une atteinte au droit du détenteur d'une arme devenue prohibée, qui peut ainsi choisir de conserver son arme.

B.102.5. Lorsque le détenteur d'une arme devenue prohibée décide d'en faire abandon à la police locale, cette manière de s'en débarrasser ne constitue qu'une des alternatives qui lui sont offertes, à côté de la conservation de l'arme neutralisée ou de sa cession contre un prix.

Elle ne peut donc pas s'analyser comme une privation de propriété ou comme une expropriation à laquelle devrait s'appliquer la garantie d'une juste et préalable indemnité prévue par l'article 16 de la Constitution.

B.102.6. En ce qu'ils visent l'article 45, §§ 2 et 3, de la loi sur les armes, les moyens ne sont pas fondés.

B.103. Le cinquième moyen dans l'affaire n° 4040 est dirigé contre l'article 24, alinéa 2, de la loi sur les armes. Selon le requérant, cette disposition crée une expropriation sans juste et préalable indemnité, en permettant au directeur du banc d'épreuves de décider, pour des raisons historiques, scientifiques ou didactiques, de ne pas détruire les armes confisquées en vertu de l'article 42 du Code pénal, et de verser les armes, rendues inaptes, à la collection d'un musée public, d'un établissement scientifique ou d'un service de police désigné par le ministre.

B.104.1. L'article 24 de cette loi dispose :

« Les armes confisquées en vertu de l'article 42 du Code pénal seront remises au directeur du banc d'épreuves ou à son délégué pour être détruites. Les frais afférents à la conservation, au transport des armes jusqu'à leur lieu de destruction et à la destruction de celles-ci sont à la charge de la personne condamnée.

Moyennant l'accord du ministre ayant la Justice dans ses attributions, le directeur du banc d'épreuves peut décider pour des raisons historiques, scientifiques ou didactiques, de ne pas faire détruire les armes à feu confisquées. Dans ce cas, les armes sont rendues inaptes au tir avant de rejoindre la collection d'un musée public, d'un établissement scientifique ou d'un service de police désigné par le ministre ».

Les travaux préparatoires relatifs à l'article 24 exposent :

« Les dispositions pénales sont complétées par ce nouvel article qui ordonne la destruction des armes qui ont été confisquées, ce aux frais du condamné. Cette disposition a pour but d'empêcher dorénavant que ces armes soient vendues aux enchères pour le compte des Domaines (et donc de l'Etat) et se retrouvent ainsi à nouveau sur le marché.

Une exception est toutefois prévue pour les armes présentant un caractère historique ou scientifique, lesquelles rejoindront un musée ou un établissement scientifique désigné par le ministre » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 32).

B.104.2. L'article 23, dernier alinéa, de la loi sur les armes, dispose :

« Sans préjudice de l'application de l'article 8, alinéa 2, la confiscation est prononcée conformément à l'article 42 du Code pénal ».

L'article 42 du Code pénal dispose :

« La confiscation spéciale s'applique :

1° Aux choses formant l'objet de l'infraction et à celles qui ont servi ou qui ont été destinées à la commettre, quand la propriété en appartient au condamné;

2° Aux choses qui ont été produites par l'infraction.

3° Aux avantages patrimoniaux tirés directement de l'infraction, aux biens et valeurs qui leur ont été substitués et aux revenus de ces avantages investis ».

L'article 8, alinéa 2, de la loi sur les armes prévoit qu'en cas d'infraction à l'interdiction de toute opération avec des armes prohibées, ces armes seront saisies, confisquées et détruites, même si elles n'appartiennent pas au condamné.

B.105.1. La critique du requérant porte sur la possibilité pour le directeur du banc d'épreuves de verser l'arme confisquée dans la collection d'un musée public, d'un établissement scientifique ou d'un service de police désigné par le ministre, qui ne constitue cependant qu'une « alternative » à la destruction de l'arme aux frais du condamné.

Dès lors que cette possibilité de verser l'arme confisquée dans une collection est postérieure à la confiscation qui a opéré le transfert de propriété, elle ne peut comme telle constituer une expropriation ou une privation de propriété. Cette possibilité permet, en outre, à la personne condamnée d'éviter de supporter, comme le prévoit l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, non attaqué, les frais afférents à la conservation, au transport des armes jusqu'à leur lieu de destruction et à la destruction de celles-ci.

B.105.2. Le moyen n'est pas fondé.

*Quant à la composition du Conseil consultatif des armes*

B.106. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 4088 est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution par l'article 37 de la loi sur les armes, en ce que cette disposition prévoit la composition du Conseil consultatif des armes, sans compter, d'une part, un représentant des citoyens amateurs d'armes qui ne soit ni collectionneur, ni tireur sportif, ni chasseur, et sans compter, d'autre part, un représentant des citoyens germanophones de Belgique, de sorte que ces personnes ne peuvent faire valoir leurs intérêts au sein du Conseil consultatif des armes.

B.107.1. L'article 37 de la loi sur les armes crée un Conseil consultatif « comprenant les autorités concernées et le secteur visé », « afin de donner des avis techniques sur certains points visés à l'article 35 » et, si le ministre de la Justice souhaite consulter le Conseil, « sur des modifications envisagées de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 37).

Le Conseil consultatif des armes est donc un organe dépourvu de pouvoir décisionnel, qui représente les intérêts du secteur des armes et qui a pour mission d'éclairer le législateur et l'exécutif sur les aspects techniques de la réglementation des armes.

B.107.2. La création par le législateur d'un organe purement consultatif n'implique pas que chaque personne pouvant entrer dans le champ d'application d'une loi doive bénéficier de la garantie d'y être représentée.

B.107.3. Le moyen n'est pas fondé.

*Quant à l'étendue de l'annulation*

B.108.1. La Cour a estimé les moyens fondés en ce qu'ils sont dirigés contre les articles 11, § 3, 9°, et 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, de la loi sur les armes.

Ces dispositions ne sont pas indissociables d'autres dispositions de la loi attaquée et leur annulation, dans les limites précisées dans le dispositif, n'est pas de nature à porter atteinte à sa cohérence globale.

B.108.2. Il y a donc lieu de rejeter la demande des parties requérantes dans les affaires n<sup>os</sup> 4032 et 4088 d'annuler la loi dans sa totalité.

B.109. Afin d'éviter les conséquences excessives qu'aurait l'effet rétroactif de l'arrêt d'annulation, il convient, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, de maintenir les effets de l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, annulé, ainsi qu'il est dit au dispositif.

Par ces motifs,

la Cour

1. annule, dans la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes :

- l'article 11, § 3, 9°, en ce qu'il ne mentionne pas comme motif légitime la conservation d'une arme dans un patrimoine, lorsque la demande d'autorisation de détention concerne une arme soumise à autorisation à l'exclusion des munitions, pour laquelle une autorisation de détention a été délivrée ou pour laquelle une autorisation de détention n'était pas requise;

- l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°;

2. sous réserve de ce qui est dit en B.22.5, B.30.3 et B.84.2, rejette les recours pour le surplus;

3. maintient les effets des mesures ordonnées en application de l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, jusqu'à la publication du présent arrêt au *Moniteur belge*.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 19 décembre 2007.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

## GRONDWETTELIJK HOF

N. 2008 — 205

[2007/203635]

## Uittreksel uit arrest nr. 154/2007 van 19 december 2007

Rolnummers 4032, 4040, 4052, 4087, 4088, 4089 en 4091

*In zake* : de beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, ingesteld door de BVBA « Midarms » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en M. Bossuyt, de rechters P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989, emeritus voorzitter A. Arts, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen en rechtspleging

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 20 juli 2006 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 24 juli 2006, hebben de BVBA « Midarms », met zetel te 4602 Cheratte, rue J. Lhoest 17, en Armand Hommers, wonende te 3800 Sint-Truiden, Zerkingen 33, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3, § 1, 16° en 17°, en § 3, 2°, 32, 34, 35, 44, § 2, tweede lid, en 48, tweede lid, van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 juni 2006, derde editie).

De vordering tot schorsing van dezelfde wetsbepalingen, ingediend door dezelfde verzoekende partijen, is verworpen bij het arrest nr. 169/2006 van 8 november 2006, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 22 januari 2007.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 6 september 2006 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 7 september 2006, heeft Jean Debucquoy, wonende te 7800 Aat, chaussée de Mons 290, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3, § 1, 16°, 11, § 1 en § 3, 8°, 24, tweede lid, 29, § 1, tweede lid, 1°, en 45, § 3, van dezelfde wet.

De vordering tot schorsing van dezelfde wetsbepalingen, ingediend door dezelfde verzoekende partij, is verworpen bij het arrest nr. 170/2006 van 8 november 2006, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 22 januari 2007.

c. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 2 oktober 2006 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 4 oktober 2006, hebben Willy Furnémont, wonende te 1200 Brussel, Sterrebeeldenlaan 51, en de VZW « Ligue des Amateurs d'Armes » met zetel te 1200 Brussel, Sterrebeeldenlaan 51, beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging (artikelen 5, 6, 11, 14, 15, 16, 21, 30, 32, 35, 2°, 44 en 45) ingesteld van dezelfde wet.

d. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 7 december 2006 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 8 december 2006, heeft de VZW « Union Nationale de l'Armurerie, de la Chasse et du Tir », met zetel te 2650 Edegem, Baeckelandstraat 3, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 11, § 1 en § 3, 9°, 17, 18, 23, 45 en 48, tweede lid, van dezelfde wet.

e. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 6 december 2006 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 8 december 2006, is beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging (artikelen 2, 9°, 9, 27, § 3, tweede lid, 37 en 44, § 2, tweede lid) ingesteld van dezelfde wet, door Willy Furnémont, wonende te 1200 Brussel, Sterrebeeldenlaan 51, en de VZW « Ligue des Amateurs d'Armes », met zetel te 1200 Brussel, Sterrebeeldenlaan 51.

f. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 8 december 2006 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 11 december 2006, heeft Serge Moureaux, wonende te 1050 Brussel, Lesbroussartstraat 89, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3, § 3, 1°, 10, 11, 44, § 2, en 49, tweede lid, van dezelfde wet.

g. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 11 december 2006 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 12 december 2006, is beroep tot vernietiging ingesteld van dezelfde wet, door Jean-Marie Happart, wonende te 3792 Sint-Pieters-Voeren, Top Loe 72, en Emile Trefois, wonende te 5020 Namen, rue Carrière Garot 19.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 4032, 4040, 4052, 4087, 4088, 4089 en 4091 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

*Ten aanzien van de bestreden bepalingen*

B.1. De onderhavige beroepen strekken tot de gehele of gedeeltelijke vernietiging van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens (hierna : wapenwet).

De aangevochten bepalingen hebben betrekking op :

- de definitie van namaakwapens (artikel 2, 9°), verboden wapens, vrij verkrijgbare wapens en vergunningsplichtige wapens (artikel 3, § 1, 16° en 17°, § 2, 2°, en § 3);
- de erkenning van de wapenhandelaars en tussenpersonen (artikel 5) en van de verzamelaars en musea (artikel 6);
- het dragen van een vrij verkrijgbaar wapen (artikel 9) en van een vergunningsplichtig wapen (artikelen 14 en 15);
- de overdracht van vergunningsplichtige wapens (artikel 10);
- de voorwaarden om een vergunning tot het voorhanden hebben van een vergunningsplichtig wapen te verkrijgen (artikel 11);
- het opslaan van vuurwapens (artikel 16);
- de gevolgen van de classificatie bij koninklijk besluit als vergunningsplichtige wapens (artikel 17, eerste lid) en van het verkrijgen van een vergunningsplichtig wapen onder bepaalde voorwaarden (artikel 17, tweede lid);
- de gevolgen van de weigering, de schorsing of de intrekking van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen (artikel 18);
- het vervoeren van vuurwapens (artikel 21);
- de strafrechtelijke gevolgen van de inbreuken op de wet (artikel 23), de vaststelling van de inbreuken (artikel 29, § 1) en de mogelijkheid om de verbeurdverklarde wapens niet te vernietigen (artikel 24, tweede lid);
- de afwijkingen voor bepaalde categorieën van wapens (artikel 27, § 3);
- de mogelijkheden van beroep (artikel 30);
- de duur van de erkenningen en de vergunningen (artikel 32);

- de delegaties aan de Koning (artikelen 34 en 35);
- de samenstelling van de Adviesraad voor wapens (artikel 37);
- de overgangsbepalingen en de inwerkingtreding van de wapenwet (artikelen 44, 45, 48, tweede lid, en 49).

B.2.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 4052 en 4088 preciseren dat zij, met hun vordering tot vernietiging van bijzondere bepalingen, in hoofddorde beogen de vernietiging van de wet in haar geheel te verkrijgen.

B.2.2. Wanneer bij het Hof een beroep tot vernietiging wordt ingesteld, dient het na te gaan of de tegen de bestreden bepalingen aangevoerde middelen al dan niet gegrond zijn. Het Hof legt de omvang van het beroep vast op basis van de inhoud van het verzoekschrift.

Wanneer het beslist dat de middelen gegrond zijn, kan het Hof alleen de bepalingen vernietigen waartegen de gegrond verklaarde middelen zijn gericht, alsook de bepalingen die onlosmakelijk met de vernietigde bepalingen zijn verbonden.

B.2.3. Het Hof zou de vernietiging van de wet in haar geheel bijgevolg alleen kunnen uitspreken wanneer een onlosmakelijk verband bestaat tussen de bepalingen die het beslist te vernietigen en alle andere bepalingen van de bestreden wet.

B.3.1. Artikel 39 van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen (1) heeft in artikel 27, § 3, eerste lid, van de wapenwet de woorden « en 16° » vervangen door de woorden « en 15° ».

Tegen die wijziging, die in werking is getreden op de datum van inwerkingtreding van artikel 27 van de wapenwet, is geen enkel beroep tot vernietiging ingesteld, maar zij heeft geen gevolgen voor het onderzoek van de onderhavige beroepen.

B.3.2.1. De artikelen 351 tot 360 van de programmawet (I) van 27 december 2006 (*Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006) hebben in de wapenwet een hoofdstuk XX « Rechten en retributies » ingevoegd, dat de artikelen 50 tot 58 omvat.

B.3.2.2. Tegen de bepalingen van dat hoofdstuk XX hebben de verzoekende partijen in de zaak nr. 4040 een beroep tot vernietiging ingesteld.

Dat beroep heeft evenwel geen gevolgen voor het onderzoek van de onderhavige beroepen.

B.3.3.1. De wet van 9 januari 2007 « tot wijziging van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens » (*Belgisch Staatsblad* van 1 februari 2007) heeft de tekst van de bestreden bepalingen aangevuld en gewijzigd.

B.3.3.2. Tegen de wet van 9 januari 2007 is geen enkel beroep tot vernietiging ingesteld.

B.4.1. In het arrest nr. 169/2006 van 8 november 2006 betreffende de vordering tot schorsing in de zaak nr. 4032 heeft het Hof gesteld dat het tegen artikel 48, tweede lid, van de wapenwet aangevoerde middel als ernstig diende te worden beschouwd in de zin van artikel 20, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, maar heeft het de vordering tot schorsing evenwel verworpen bij ontstentenis van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel.

B.4.2. De tekst van artikel 48, tweede lid, van de wapenwet is vervangen door artikel 5 van de voormelde wet van 9 januari 2007, waarbij die wijziging in werking is getreden op de datum van inwerkingtreding van de wapenwet, namelijk 9 juni 2006.

De wettelijke termijn om tegen de wet van 9 januari 2007, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 februari 2007, een beroep tot vernietiging in te stellen, is verstreken op 31 juli 2007.

Die retroactieve wijziging van artikel 48, tweede lid, van de bestreden wet heeft dus tot gevolg dat de beroepen in de zaken nrs. 4032 en 4087, in zoverre zij zijn gericht tegen artikel 48, tweede lid, van de wapenwet, definitief zonder voorwerp zijn geworden.

#### *Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

B.5. De verzoekende partijen in de zaak nr. 4032 beweren dat hun belang bij het vorderen van de vernietiging van sommige van de bestreden bepalingen is verantwoord door hun hoedanigheid van vennootschap die de activiteit van wapenhandelaar uitoefent, enerzijds, en van sportschutter, anderzijds.

De verzoeker in de zaak nr. 4040 voert ter ondersteuning van zijn belang om in rechte te treden, zijn hoedanigheden van verzamelaar van wapens en munitie en van initiator schieten aan.

De verzoekers in de zaken nrs. 4052 en 4088 verantwoorden hun belang om in rechte te treden door hun hoedanigheden van, enerzijds, houder van vergunningen tot het voorhanden hebben van verschillende vuurwapens en, anderzijds, vereniging zonder winstoogmerk waarvan het maatschappelijk doel betrekking heeft op het bevorderen van de rechten van de burgers die liefhebber van vuurwapens zijn en dergelijke wapens voorhanden hebben.

De verzoekende partij in de zaak nr. 4087, tevens tussenkomende partij in de zaak nr. 4032, verantwoordt haar belang bij het vorderen van de vernietiging door haar hoedanigheid van vereniging zonder winstoogmerk waarvan het maatschappelijk doel bestaat in de verdediging en het beheer van het voorhanden hebben van wapens door particulieren in het algemeen, alsmede de verdediging van de belangen van de economische sectoren verbonden aan het vervaardigen, invoeren, uitvoeren en verhandelen van wapens en munitie.

De verzoeker in de zaak nr. 4089 verantwoordt zijn belang om in rechte te treden door het feit dat hij twee jachtgeweren van grote waarde en groot historisch belang op regelmatige en ononderbroken wijze voorhanden heeft.

De verzoekers in de zaak nr. 4091 verantwoorden hun belang om in rechte te treden door hun hoedanigheden van jager en eigenaar van wapens, waarvan sommige kunstvoorwerpen zijn.

B.6. De bestreden wet regelt onder meer de verkoop, de opslag, het vervoer, het voorhanden hebben en het dragen van wapens. Zij voert ook een procedure in voor de identificatie van de wapens en stelt de uitoefening van het beroep van wapenhandelaar afhankelijk van het verkrijgen van een erkenning, en het voorhanden hebben van sommige wapens afhankelijk van het verkrijgen van een vergunning. De overtreding van die bepalingen wordt bovendien strafrechtelijk vervolgd.

B.7. In hun hoedanigheden van vennootschap die de activiteit van wapenhandelaar uitoefent, van vereniging waarvan het maatschappelijk doel bestaat in de verdediging van de belangen van de personen die wapens voorhanden hebben of van particulieren die wapens voor privédoeleinden voorhanden hebben, kunnen de verzoekende partijen rechtstreeks en ongunstig worden geraakt door de bestreden wet en doen zij derhalve blijken van een belang om de vernietiging te vorderen.

B.8.1. De Ministerraad betwist echter het belang van de verzoekende partij in de zaak nr. 4040 bij het vorderen van de vernietiging van artikel 3, 16°, van de bestreden wet. In tegenstelling tot wat die partij laat verstaan, zou die bepaling, in samenhang gelezen met artikel 27, § 3, van dezelfde wet, haar immers niet verbieden verboden wapens voorhanden te hebben.

De verzoeker in die zaak beweert te doen blijken van een belang om in rechte te treden wegens zijn hoedanigheden van wapenverzamelaar en initiator sportschieten.



B.8.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

Zelfs in de veronderstelling dat artikel 27, § 3, van de bestreden wet iedere verzamelaar toestaat verboden wapens te bezitten, dan nog is zulks evenwel alleen het geval wanneer dat type wapen wordt geneutraliseerd. Daarnaast merkt het Hof op dat de verzoeker in de zaak nr. 4040, in zijn activiteit van initiator sportschieten, ertoe kan worden gebracht om, buiten de voorwaarden waaronder een wapenverzameling is toegestaan, wapens te hanteren die, op grond van artikel 3, 16°, van de bestreden wet, verboden wapens zouden kunnen worden.

Hieruit volgt dat, in tegenstelling tot wat de Ministerraad aanvoert, de verzoeker in die zaak doet blijken van een belang bij het vorderen van de vernietiging van een bepaling die, zoals artikel 3, 16°, van de bestreden wet, ertoe kan leiden dat zijn activiteiten worden beperkt of zelfs dat hij wordt blootgesteld aan strafrechtelijke vervolgingen overeenkomstig artikel 23 van dezelfde wet.

B.8.3. De exceptie wordt verworpen.

B.9.1. De Ministerraad is voorts van mening dat het beroep, in de zaak nr. 4032, tot vernietiging van artikel 34 van de bestreden wet niet ontvankelijk is *ratione temporis*. Die bepaling zou zich immers ertoe beperken een regeling te handhaven die bij artikel 20 van de wet van 30 januari 1991 is ingevoegd in de wet van 3 januari 1933 « op de vervaardiging van den handel in en het dragen van wapenen en op den handel in munitie ».

Hoewel uit een vergelijking van artikel 34 van de bestreden wet met artikel 26 van de wet van 3 januari 1933 blijkt dat de wetgever een deel van die bepaling heeft overgenomen, heeft hij zich dat deel niettemin toegeëigend en kan het derhalve voor het Hof worden bestreden binnen de wettelijke termijn.

B.9.2. De exceptie wordt verworpen.

B.10.1. De Ministerraad betwist ten slotte het belang van de verzoekende partijen in de zaken nrs. 4052 en 4088 bij het vorderen van de vernietiging van de artikelen 9 en 16 van de bestreden wet.

De verzoekers zouden die bepalingen immers ten onrechte in die zin interpreteren dat zij voor het dragen van een vrij verkrijgbaar wapen, alsook voor het opslaan van vuurwapens of munitie een vergunning opleggen.

B.10.2. Wanneer een exceptie van niet-ontvankelijkheid die is afgeleid uit de ontstentenis van een belang, ook betrekking heeft op de draagwijdte die aan de bestreden bepalingen dient te worden gegeven, valt het onderzoek van de ontvankelijkheid samen met het onderzoek van de grond van de zaak.

*Ten gronde*

*Wat de context van de bestreden wet betreft*

B.11. De bestreden wet heeft onder meer tot doel de Richtlijn 91/477/EEG van de Raad van 18 juni 1991 « inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens » gedeeltelijk om te zetten en België in staat te stellen deel te nemen aan de strijd tegen de wapenhandel door de opspoorbaarheid van alle wapens te verzekeren en de wapenmarkt te beveiligen (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 9).

Daartoe wil de wetgever « de volledige wapenproblematiek [in België] met uitzondering van het probleem van de licenties voor in- en uitvoer [...] centraliseren bij de Minister van Justitie » en « een coherent beleid [...] voeren dat ertoe strekt de risico's in ons land te beperken », wat onder meer inhoudt dat de incoherentie dient te worden verholpen die is ontstaan uit de verschillende initiatieven die door lokale overheden zijn genomen, dat het voorhanden hebben van een vuurwapen vergunningsplichtig moet zijn en dat de verkoop van wapens in sommige omstandigheden moet worden verboden (*ibid.*, pp. 7 tot 10 en 15 tot 16).

Ten slotte wil de wetgever het beroep van wapenhandelaar beter regelen en controleren en de makelaarsactiviteiten met betrekking tot wapens regelen die soms buiten elke specifieke verplichting en buiten elke controle plaatsvinden, inzonderheid wat betreft de circulatie van wapens « afkomstig uit de ex-Oostbloklanden » (*ibid.*, p. 9).

B.12. Het Hof zal de middelen in de onderstaande volgorde onderzoeken :

1. de naleving van de bevoegdheidverdelende regels (B.13 tot B.19);
2. het wettigheidsbeginsel in strafzaken (B.20 tot B.33);
3. het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie (B.34 tot B.74);
4. de onschendbaarheid van de woning (B.75 tot B.77);
5. de eerbiediging van het privé- en gezinsleven (B.78 en B.79);
6. de eerbiediging van het eigendomsrecht (B.80 tot B.105);
7. de samenstelling van de Adviesraad voor wapens (B.106 en B.107).

*Ten aanzien van de bevoegdheidverdelende regels*

B.13. De verzoeker in de zaak nr. 4089 zet een eerste middel uiteen dat is afgeleid uit de schending van artikel 128, § 1, van de Grondwet en van artikel 4, 9°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Volgens de verzoeker schendt artikel 3, § 3, 1°, van de bestreden wet, door de jacht- en sportwapens als vergunningsplichtige wapens te beschouwen, de bevoegdheid van de gemeenschappen inzake de sport en het openluchtlevens.

B.14.1. Artikel 128, § 1, van de Grondwet bepaalt :

« De Parlementen van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap regelen, elk voor zich, bij decreet, de persoonsgebonden aangelegenheden, alsook, voor deze aangelegenheden, de samenwerking tussen de gemeenschappen en de internationale samenwerking, met inbegrip van het sluiten van verdragen.

Een wet aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, bepaalde meerderheid, stelt deze persoonsgebonden aangelegenheden vast, alsook de vormen van samenwerking en de nadere regelen voor het sluiten van verdragen ».

B.14.2. Artikel 4, 9°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt :

« De culturele aangelegenheden bedoeld in artikel [127, § 1, eerste lid, 1°] van de Grondwet zijn :

[...]

9° De lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens;

[...] ».

B.14.3. De bevoegdheid van de gemeenschappen inzake de sport en het openluchtlevens bedoeld in artikel 4, 9°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ressorteert onder de culturele aangelegenheden bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet, en niet onder de persoonsgebonden aangelegenheden bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet, zodat het middel niet ontvankelijk is in zoverre het die laatste bepaling aanvoert.

B.15. Op grond van artikel 127, § 1, van de Grondwet en artikel 4, 9°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen komt het de decreetgever toe de beoefening van de sport of van een bepaalde sporttak te reglementeren, door met name de sportbeoefening in het algemeen of de beoefening van sommige sporten in het bijzonder aan voorwaarden en beperkingen te onderwerpen.

B.16. Voor zover zij er niet anders over hebben beschikt, hebben de Grondwetgever en de bijzondere wetgever aan de gemeenschappen en de gewesten de volledige bevoegdheid toegekend tot het uitvaardigen van regels die eigen zijn aan de hun toegewezen aangelegenheden. Behoudens andersluidende bepalingen heeft de bijzondere wetgever het gehele beleid inzake de door hem toegewezen aangelegenheden aan de gemeenschappen en gewesten overgedragen.

B.17. Artikel 6, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt dat de aangelegenheden bedoeld in artikel 39 van de Grondwet, onder meer zijn :

« III. Wat de landinrichting en het natuurbehoud betreft :

[...]

5° De jacht, met uitzondering van de vervaardiging van, de handel in en het bezit van jachtwapens, en de vogelvangst; ».

Ofschoon de voormelde bepaling voorziet in een uitzondering op de bevoegdheid van de gewesten door de bevoegdheid inzake « de vervaardiging van, de handel in, en het bezit van jachtwapens » voor te behouden aan de federale wetgever, blijkt uit de parlementaire voorbereiding ervan dat deze uitzondering geldt voor alle wapens, met inbegrip van de sportwapens, waaromtrent de gemeenschappen, zoals het Hof in het arrest nr. 42/2005 heeft geoordeeld, in het kader van hun bevoegdheid op grond van artikel 127, § 1, van de Grondwet en van artikel 4, 9°, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980, bijkomende voorwaarden kunnen opleggen inzake het bewaren van wapens en munitie voor het sportschieten.

Tijdens de bespreking van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, wierp een lid van de vergadering immers op dat de uitzondering enkel geldt ten aanzien van de gewestbevoegdheid inzake de jacht, maar niet ten aanzien van de gemeenschapsbevoegdheid inzake de sport, ofschoon één en dezelfde wet het bezit van jacht- en sportwapens regelt (bedoeld was de wet van 3 januari 1933). De Minister van Binnenlandse Zaken en van Institutionele Hervormingen antwoordde hierop evenwel het volgende :

« Overigens wens ik eraan te herinneren dat de regering overweegt te voorzien in een uitzondering die aantoont dat de impliciete bevoegdheden niet spelen, omdat zij ervan uitgaat dat het gaat om een probleem van openbare veiligheid dat tot de nationale bevoegdheid moet blijven behoren. Voor de regering moet het voorhanden hebben van jachtwapens, dat is geregeld bij artikel 13 van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, den handel in en het dragen van wapenen, nationaal blijven. Dat geldt zowel ten aanzien van de gewestoverheden als ten aanzien van de gemeenschapsoverheden » (*Hand.*, Senaat, 22 juli 1980, p. 2386) (eigen vertaling).

Daaruit vloeit voort dat de federale wetgever bevoegd is om het houden van wapens, ongeacht de aard ervan, te regelen, op voorwaarde dat de door hem ter zake uitgevaardigde bepalingen de uitoefening van de bevoegdheid van de gemeenschappen en de gewesten inzake het sportschieten en de jacht niet verhinderen.

B.18.1. Ten aanzien van de bekritiseerde bepaling wordt in de parlementaire voorbereiding uiteengezet :

« In dit artikel verdwijnen de oude noties van [...] jacht- en sportwapens [...], waardoor de wetgeving op technisch vlak aanzienlijk wordt vereenvoudigd. Voortaan geldt als regel dat alle vuurwapens, behalve de vrij verkrijgbare wapens, in beginsel verboden zijn, tenzij een vergunning werd bekomen.

Op die manier worden ze ook allemaal aan hetzelfde vergunningsstelsel onderworpen, zoals reeds het geval is in de meeste lidstaten van de EU. De afwijkingen op dit principe zijn niet meer in functie van het type wapen, maar van de bezitter, die als houder van een jachtverlof of van een sportschutterslicentie gedeeltelijk aan de vergunningsplicht zal kunnen ontsnappen (artikel 11) » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, pp. 20-21).

B.18.2. Door een principiële voorafgaande vergunning op te leggen voor het voorhanden hebben van vuurwapens, met inbegrip van jacht- en sportwapens, heeft de federale wetgever zijn bevoegdheid inzake de regeling van het bezit van wapens uitgeoefend.

In de parlementaire voorbereiding betreffende de artikelen 16 en 36 van de bestreden wet wordt gepreciseerd :

« Het advies van de Raad van State dat meent dat de sportschutter uitgesloten dient te worden van de federale reglementering betreffende de veiligheidsvoorwaarden die gerespecteerd moeten worden bij de opslag van wapens, werd niet gevolgd. Immers de bevoegdheid van de gemeenschappen met betrekking tot sport betreft de organisatie van de beoefening van de sport en in het bijzonder de vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de beoefening ervan.

De federale wetgever blijft bevoegd om de regels betreffende de veiligheid die in acht genomen moeten worden voor elke houder van een vuurwapen zonder onderscheid, vast te stellen » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, pp. 29 en 35).

B.19.1. De federale wetgever heeft overigens rekening gehouden met de hoedanigheid van jager of van sportschutter, vermits, op grond van artikel 11, § 3, 9°, a) en b), van de wapenwet, de jacht en het sportschieten een wettige reden vormen voor het verkrijgen van een vergunning tot het voorhanden hebben van het betrokken wapen en van de munitie.

B.19.2. De federale wetgever heeft daarnaast rekening gehouden met de bevoegdheid van de gewesten inzake de jacht, alsook met de bevoegdheid van de gemeenschappen inzake de sport, vermits uit artikel 12 van de wapenwet voortvloeit dat de door de gewesten afgegeven jachtverloven of de door de gemeenschappen afgegeven sportschutterslicenties de houders ervan vrijstellen van de verplichting om de in artikel 11 van de wapenwet bepaalde voorafgaande vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen aan te vragen, op voorwaarde dat hun strafrechtelijke antecedenten, hun kennis van de wapenwetgeving en hun geschiktheid om een vuurwapen op een veilige manier te hanteren vooraf zijn nagegaan.

Artikel 15 van de wapenwet stelt de jagers en sportschutters eveneens vrij van een wapendrachtvergunning « mits ze hiervoor een wettige reden hebben en dit uitsluitend gebeurt in het kader van de beoefening van de aldaar bedoelde activiteiten ».

B.19.3. Door het voorhanden hebben van alle vuurwapens, met inbegrip van de jacht- en sportwapens, voor alle burgers te regelen, heeft de federale wetgever ten slotte de uitoefening, door de gemeenschappen, van hun bevoegdheid inzake de sport en het openluchtlevens niet onmogelijk of overdreven moeilijk gemaakt, aangezien zij bevoegd blijven om onder meer aan de sportschutters randvoorwaarden op te leggen met betrekking tot het voorhanden hebben of het opslaan van wapens die voor de beoefening van het sportschieten worden gebruikt.

B.19.4. Het middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van het wettigheidsbeginsel in strafzaken*

B.20.1. Verschillende middelen worden afgeleid uit de schending, door diverse bepalingen van de bestreden wet, van de artikelen 12 en 14 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 7 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 15 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

B.20.2. Artikel 12 van de Grondwet bepaalt :

« De vrijheid van de persoon is gewaarborgd.

Niemand kan worden vervolgd dan in de gevallen die de wet bepaalt en in de vorm die zij voorschrijft.

[...] ».

Artikel 14 van de Grondwet bepaalt :

« Geen straf kan worden ingevoerd of toegepast dan krachtens de wet ».

Artikel 7.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en artikel 15.1 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten bepalen :

« Niemand kan worden veroordeeld wegens een handelen of nalaten, dat geen strafbaar feit naar nationaal of internationaal recht uitmaakte ten tijde dat het handelen of nalaten geschiedde. [...] ».

B.20.3. Door aan de wetgevende macht de bevoegdheid te verlenen, enerzijds, om te bepalen in welke gevallen en in welke vorm strafvervolgning mogelijk is en, anderzijds, om een wet aan te nemen op grond waarvan een straf kan worden bepaald en toegepast, waarborgen de artikelen 12, tweede lid, en 14 van de Grondwet aan elke burger dat geen enkele gedraging strafbaar zal worden gesteld en geen enkele straf zal worden opgelegd dan op grond van regels aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.

B.20.4. Uit de artikelen 12 en 14 van de Grondwet, alsmede uit artikel 7 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en artikel 15 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, vloeit ook voort dat de strafwet moet worden geformuleerd in bewoordingen op grond waarvan eenieder, op het ogenblik waarop hij een gedrag aanneemt, kan uitmaken of dat gedrag al dan niet strafbaar is en de mogelijke op te lopen straf kan kennen.

*Wat de ontvankelijkheid van sommige middelen afgeleid uit het wettigheidsbeginsel in strafzaken betreft*

B.21.1. Het tweede middel in de zaak nr. 4052 en het eerste middel in de zaak nr. 4087 zijn gericht tegen de artikelen 6, 11, 14, 15, 16, 21, 35, 2<sup>o</sup>, 44 en 45 van de bestreden wet. Volgens de verzoekende partijen zouden die bepalingen onder meer in strijd zijn met het wettigheidsbeginsel in strafzaken, verankerd in artikel 14 van de Grondwet.

Artikel 23 van de bestreden wet bestraft de overtreders van de bepalingen van de voormelde wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan met een gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met een geldboete van 1.000 tot 25.000 euro, of met een van die straffen alleen. Artikel 24 van dezelfde wet heeft betrekking op de regeling van de wapens die op grond van artikel 42 van het Strafwetboek verbeurdverklaard zijn, terwijl artikel 25 bepaalt dat, bij herhaling, de overeenkomstig artikel 5 van de bestreden wet erkende personen tot de tijdelijke of definitieve sluiting van hun onderneming zullen kunnen worden veroordeeld.

Die artikelen, die als enige in straffen voorzien, maken evenwel niet het voorwerp uit van de twee voormelde beroepen tot vernietiging.

Hieruit volgt dat artikel 14 van de Grondwet vreemd is aan de bepalingen die in het tweede middel in de zaak nr. 4052 en het eerste middel in de zaak nr. 4087 worden bestreden.

Die middelen zijn niet ontvankelijk in zoverre zij artikel 14 van de Grondwet aanvoeren.

B.21.2.1. Het tweede middel in de zaak nr. 4052 verwijt voorts de artikelen 6, § 2, 11, § 3, 9<sup>o</sup>, b) en e), en 35, 2<sup>o</sup>, van de bestreden wet dat zij artikel 12 van de Grondwet schenden, in zoverre zij overdreven bevoegdheidsdelegaties aan de Koning zou bevatten.

Artikel 6, § 2, van de bestreden wet gelast de Koning de voorwaarden vast te stellen « waaronder de gouverneur bevoegd voor de vestigingsplaats bijzondere erkenningen kan verlenen aan personen die beroepsmatige activiteiten van wetenschappelijke, culturele of niet-commerciële aard met vuurwapens uitoefenen ».

Artikel 11, § 3, 9<sup>o</sup>, van de bestreden wet bevat een lijst van redenen die, onder de voorwaarden bepaald door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit, als wettige redenen kunnen worden beschouwd voor de verwerving van een vergunningsplichtig wapen en de daarbij horende munitie. Het bestaan van een dergelijke reden is een van de voorwaarden voor het verkrijgen van de door de bevoegde gouverneur afgegeven vergunning.

Artikel 35, 2<sup>o</sup>, van de bestreden wet machtigt de Koning ertoe om, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de voorwaarden vast te stellen voor de afgifte en de vorm van de in de bestreden wet bedoelde documenten.

Die bepalingen strekken dus ertoe de voorwaarden vast te stellen waaronder de door de wetgever bepaalde erkenningen en vergunningen worden afgegeven.

B.21.2.2. Artikel 5 van de bestreden wet bepaalt dat niemand een activiteit als wapenhandelaar of tussenpersoon mag uitoefenen zonder daartoe vooraf te zijn erkend door de voor de vestigingsplaats bevoegde gouverneur. Artikel 10 van dezelfde wet schrijft voor dat een vergunningsplichtig vuurwapen enkel mag worden verkocht of overgedragen aan personen met een erkenning of een vergunning. Artikel 11 van dezelfde wet verbiedt daarentegen de particulieren een vergunningsplichtig vuurwapen of de daarbij horende munitie voorhanden te hebben zonder voorafgaande vergunning verleend door de voor de verblijfplaats van de verzoeker bevoegde gouverneur. Ten slotte is het dragen van een vergunningsplichtig wapen op grond van artikel 14 van de bestreden wet in beginsel afhankelijk van het verkrijgen van een wapendrachtvergunning.

Het niet nakomen van dergelijke verplichtingen wordt strafrechtelijk bestraft overeenkomstig de artikelen 23 en volgende van de wet.

B.21.2.3. Hieruit volgt dat de door de bestreden bepalingen aan de Koning verleende delegaties Hem niet in staat stellen nieuwe strafbaarstellingen in te voeren, noch de inhoud van de in B.21.2.2 bedoelde strafbaarstellingen te preciseren, daar die integendeel uitsluitend voortvloeien uit de wetsbepalingen die de personen zonder een voorafgaande erkenning of vergunning bepaalde gedragingen verbieden.

Het middel is niet ontvankelijk in zoverre het betrekking heeft op de schending van artikel 12 van de Grondwet.

B.21.3.1. Het vierde middel in de zaak nr. 4032 is met name afgeleid uit de schending, door artikel 35 van de bestreden wet, van artikel 12, tweede lid, van de Grondwet, van artikel 7 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en van het « beginsel van de uitoefening van de bevoegdheden door de wetgever, onder voorbehoud van een precieze machtiging aan de uitvoerende macht ».

De verzoekende partijen in die zaak beperken zich echter ertoe de vage en overdreven delegaties vervat in dat artikel 35 te bekritisieren.

B.21.3.2. Teneinde te voldoen aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, moet in de middelen van het verzoekschrift worden aangegeven welke regels, waarvan het Hof de inachtneming waarborgt, zouden zijn geschonden alsmede welke bepalingen die regels zouden schenden, en moet worden uiteengezet hoe die regels door die bepalingen zouden zijn geschonden.

Daar het middel niet preciseert welke delegaties het in het bijzonder beoogt en in welke zin die onregelmatig zouden zijn, stelt het noch de partijen, noch het Hof in staat het onderwerp van de grief nauwkeurig te bepalen.

Het middel is niet ontvankelijk in zoverre het betrekking heeft op artikel 35 van de bestreden wet.

*Wat de classificatie van de wapens betreft*

B.22.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 4032 (vierde middel) en in de zaak nr. 4040 (eerste en tweede middel) verwijten artikel 3, § 1, 16°, van de bestreden wet dat het de artikelen 10, 11 en 12, tweede lid, van de Grondwet, alsook artikel 7 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, schendt.

B.22.2. De bestreden bepaling luidt :

« Als verboden wapens worden beschouwd :

[...]

16° door de ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken aangewezen tuigen, wapens en munitie die een ernstige bedreiging voor de openbare veiligheid kunnen vormen en wapens en munitie die om die reden alleen de diensten bedoeld in artikel 27, § 1, tweede en derde lid, voorhanden mogen hebben;

[...] ».

Artikel 8 van dezelfde wet daarentegen bepaalt :

« Niemand mag verboden wapens vervaardigen, herstellen, te koop stellen, verkopen, overdragen of vervoeren, opslaan, voorhanden hebben of dragen.

In geval van inbreuk op het vorige lid worden de wapens in beslag genomen, verbeurd verklaard en vernietigd, zelfs indien zij niet aan de veroordeelde toebehoren ».

B.22.3. In de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepaling heeft de wetgever gepreciseerd dat de machtiging aan de Ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken ertoe strekte « tegemoet te komen aan de permanente mogelijkheid dat plots nieuwe modellen op de markt verschijnen, die een te groot risico inhouden ».

Er werd aan toegevoegd :

« Tevens wordt de mogelijkheid geboden dat wapens en munitie worden verboden omdat ze veiligheidshalve alleen door de politiediensten en het leger voorhanden mogen worden gehouden en niet noodzakelijk zijn voor de beoefening van een privé-activiteit » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 20).

B.22.4. Het wettigheidsbeginsel in strafzaken gaat niet zover dat het de wetgever ertoe verplicht elk aspect van het misdrijf zelf te regelen. Een delegatie aan een andere overheid is niet in strijd met dat beginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.

B.22.5. De bestreden bepaling strekt ertoe het mogelijk te maken dat de lijst van de verboden wapens snel wordt aangepast wanneer nieuwe modellen verschijnen die een ernstige bedreiging voor de openbare veiligheid kunnen vormen en waarmee de wetgever per definitie geen rekening kon houden bij de aanneming van de wapenwet.

De wetgever heeft zelf in artikel 8 van de bestreden wet de strafbaar gestelde handelingen met betrekking tot verboden wapens vastgesteld. Daarnaast worden in de artikelen 23 tot 25 van dezelfde wet de straffen bepaald die van toepassing zijn wanneer die bepaling wordt overtreden.

B.22.6. Aangezien de wetgever zelf het doel van de bestreden machtiging en de grenzen waarbinnen zij is verleend, alsook de strafbaar geachte gedragingen heeft gepreciseerd, zijn de essentiële elementen van de strafbaarstelling bij de wet vastgesteld, zodat is tegemoetgekomen aan het wettigheidsbeginsel vervat in artikel 12, tweede lid, van de Grondwet.

B.22.7. Voor het overige staat het aan de ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken de classificatie van nieuwe tuigen, wapens of munitie in de categorie « verboden wapens » gepast te verantwoorden, en aan de bevoegde rechter om te bepalen of zij de grenzen van de machtiging die de wetgever hun heeft verleend, in acht hebben genomen.

B.22.8. Onder voorbehoud van het gestelde in B.22.5 zijn het vierde middel in de zaak nr. 4032, in zoverre het betrekking heeft op artikel 3, § 1, 16°, van de bestreden wet, en het eerste en het tweede middel in de zaak nr. 4040 niet gegrond.

B.23.1. In hun vierde middel verwijten de verzoekende partijen in de zaak nr. 4032 voorts artikel 3, § 1, 17°, van de bestreden wet dat het in strijd is met het wettigheidsbeginsel in strafzaken.

B.23.2. De bestreden bepaling luidt :

« Als verboden wapens worden beschouwd :

[...]

17° voorwerpen en stoffen die niet als wapen zijn ontworpen, maar waarvan, gegeven de concrete omstandigheden, duidelijk is dat degene die ze voorhanden heeft, draagt of vervoert, ze wenst te gebruiken voor het toebrengen van lichamelijk letsel aan of het bedreigen van personen ».

B.23.3. Tijdens de parlementaire voorbereiding is in dat opzicht onderstreept :

« Punt 11 bevestigt de rechtspraak van het Hof van Cassatie die in bepaalde omstandigheden toelaat gewone voorwerpen die niet als wapen zijn ontworpen, als verboden wapen te beschouwen. Dit is bijvoorbeeld het geval met een baseballbat die door iemand wordt gebruikt om mensen mee te bedreigen of om daden van vandalisme te plegen. Het is niet de bedoeling willekeurig personen te vervolgen die onschuldig dergelijke voorwerpen dragen of ze gebruiken binnen hun normale context, maar wel om preventief te kunnen optreden tegen de dragers van potentiële wapens die duidelijke bedoelingen hebben deze als zodanig te gebruiken. In dergelijke gevallen volstaat artikel 135 van het Strafwetboek niet : in het gewoon strafrecht is immers een begin van uitvoering vereist vooraleer er sprake is van een misdrijf.

Om tegemoet te komen aan de actuele noodzaak om ook repressief te kunnen optreden tegen het misbruik van bepaalde chemische, biologische of zelfs ongevaarlijke stoffen ter bedreiging van mensen, werd deze bepaling niet meer beperkt tot voorwerpen, maar geldt ze nu ook voor stoffen » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 20).

B.23.4. Het wettigheidsbeginsel in strafzaken vereist dat de wetgever in voldoende nauwkeurige, duidelijke en rechtszekerheid biedende bewoordingen bepaalt welke feiten strafbaar worden gesteld, zodat, enerzijds, diegene die een gedrag aanneemt, vooraf op afdoende wijze kan inschatten wat het strafrechtelijke gevolg van dat gedrag zal zijn en, anderzijds, aan de rechter geen al te grote beoordelingsbevoegdheid wordt gelaten.

Het wettigheidsbeginsel in strafzaken staat evenwel niet eraan in de weg dat de wet aan de rechter een beoordelingsbevoegdheid toekent. Er dient immers rekening te worden gehouden met het algemene karakter van de wetten, de uiteenlopende situaties waarop zij van toepassing zijn en de evolutie van de gedragingen die zij bestraffen.

Aan het vereiste dat een misdrijf duidelijk moet worden omschreven in de wet, is voldaan wanneer de rechtzoekende, op basis van de bewoordingen van de relevante bepaling, en in beginsel, in voorkomend geval, met behulp van de interpretatie daarvan door de rechtscollèges, kan weten welke handelingen en welke verzuimen zijn strafrechtelijke aansprakelijkheid meebrengen.

B.23.5. Het is slechts bij het onderzoek van een specifieke strafbepaling dat het mogelijk is om, rekening houdend met de elementen eigen aan de gedragingen die zij wil bestraffen, te bepalen of de door de wetgever gehanteerde algemene bewoordingen zo vaag zijn dat ze het door artikel 12, tweede lid, van de Grondwet gewaarborgde wettigheidsbeginsel zouden schenden.

B.23.6. Uit de memorie van toelichting van de bestreden wet, die in B.23.3 wordt geciteerd, blijkt dat de wetgever zich heeft laten inspireren door de rechtspraak van het Hof van Cassatie om het individu dat een niet als wapen opgevat voorwerp of niet als wapen opgevatte stof voorhanden heeft, draagt of vervoert om iemand anders te bedreigen of deze laatste lichamelijke letsels toe te brengen, strafbaar te stellen.

Het Hof van Cassatie heeft immers geoordeeld :

« Worden geacht verboden wapens te zijn de verdoken of geheime aanvalswapens, voor zover ze niet als verweerwapens of oorlogswapens moeten worden beschouwd en hetzij wapens zijn die het uiterlijk hiervan niet hebben, hetzij tuigen, gereedschappen of voorwerpen zijn die normaal, tenzij bij toeval, niet als wapen worden gebruikt, maar blijkens de concrete omstandigheden van de zaak voor aanval worden bestemd » (Cass., 30 juni 1998, *Arr. Cass.*, 1998, p. 779).

B.23.7. Een tekst met algemene draagwijdte kan niet worden verweten geen preciezere definitie van het vereiste opzet te geven. Zoals het hem toekomt wanneer hij over de ernst van de aan hem voorgelegde feiten moet oordelen, zal de rechter het bestaan van dat opzet moeten beoordelen, niet op grond van subjectieve opvattingen die de toepassing van de in het geding zijnde bepaling onvoorzienbaar zouden maken, maar door de objectieve bestanddelen in overweging te nemen en met de specifieke omstandigheden van elke zaak en met de in het strafrecht geldende beperkende interpretatie rekening te houden.

Hij zal meer bepaald rekening moeten houden met de objectieve elementen die voortvloeien uit de « concrete omstandigheden » om het opzet iemand te verwonden of te bedreigen, vast te stellen, dat bovendien manifest zal moeten zijn en « duidelijk » zal moeten voortvloeien uit dergelijke omstandigheden.

Hieruit volgt dat de bestreden bepaling, ook al laat zij aan de rechter een beoordelingsbevoegdheid, hem geen autonome bevoegdheid inzake strafbaarstelling toekent die inbreuk zou maken op de bevoegdheden van de wetgever.

B.23.8. In zoverre het betrekking heeft op artikel 3, § 1, 17°, van de bestreden wet, is het middel niet gegrond.

B.24.1. In hun vierde middel vorderen de verzoekende partijen in de zaak nr. 4032 de vernietiging van de artikelen 3, § 3, 2°, en 34 van de wapenwet.

B.24.2. Artikel 3, § 3, van die wet bepaalt :

« Als vergunningsplichtige wapens worden beschouwd :

1° alle overige vuurwapens;

2° andere wapens die door de Koning bij deze categorie worden ingedeeld ».

Artikel 34 van die wet bepaalt :

« De Koning kan de toepassing van de bepalingen van de artikelen 5 tot 7, 10 tot 22 en 33, geheel of gedeeltelijk uitbreiden tot andere wapens dan vuurwapens ».

B.24.3. De aan de Koning bij artikel 3, *in fine*, van de wet verleende machtiging wordt in de parlementaire voorbereiding als volgt verantwoord :

« De Koning behoudt de mogelijkheid wapens van twijfelachtig model in een van de categorieën in te delen omdat men op dit ogenblik niet kan voorzien welke nieuwe wapentypes er in de toekomst op de markt zullen komen » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 22).

Ten aanzien van artikel 34 van de wet wordt gepreciseerd :

« Deze reeds bestaande bepaling wordt uitgebreid naar alle bepalingen van de wet die nuttig kunnen zijn voor de controle op handelingen met niet-vuurwapens zoals luchtgeweren, paintballs,..., wat niet betekent dat hieraan onmiddellijk volledige uitvoering zal worden gegeven. De praktijk wijst echter soms uit dat er misbruiken ontstaan, waartegen snel moet kunnen worden opgetreden » (*ibid.*, p. 34).

B.24.4. De bestreden machtigingen en de daarvoor gegeven verantwoording dienen te worden beoordeeld in het licht van het algemene doel van de wet, dat erin bestaat de verspreiding van wapens te bestrijden teneinde de openbare veiligheid te verzekeren (*ibid.*, pp. 14 tot 17).

In deze aangelegenheid dient allereerst rekening te worden gehouden met technologische evoluties waardoor nieuwe types van wapens op de markt kunnen worden gebracht die vergelijkbare kenmerken of risico's kunnen vertonen als de door de wet omschreven vergunningsplichtige wapens of waarvoor het kan zijn aangewezen daarop de voorschriften van de artikelen 5 tot 7, 10 tot 22 of 23 van de wet geheel of gedeeltelijk toe te passen teneinde de aan het gebruik ervan verbonden risico's te beperken. Het valt evenmin uit te sluiten dat voorheen in België niet gekende wapens in omloop geraken of dat niet als wapens geconcipeerde voorwerpen die functie gaan vervullen. Dergelijke evoluties vereisen een gedetailleerde reglementering die bovendien op soepele wijze moet kunnen worden aangepast aan wijzigende omstandigheden. De in de bestreden bepalingen gegeven machtigingen doen bijgevolg geen afbreuk aan de in het middel aangehaalde bepalingen.

B.24.5. In zoverre het betrekking heeft op de artikelen 3, § 3, 2°, en 34 van de bestreden wet, is het middel niet gegrond.

B.25.1. Het tweede middel in de zaak nr. 4088 is met name gericht tegen artikel 2, 9°, van de bestreden wet.

B.25.2. De bestreden bepaling luidt :

« Voor de toepassing van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder :

[...]

9° ' namaakwapen ' : ' al dan niet " inerte " natuurgetrouwe imitatie, replica of kopie van een vuurwapen ' ».

B.25.3. Artikel 3, § 2, van de wapenwet bepaalt :

« Als vrij verkrijgbare wapens worden beschouwd :

1° de blanke wapens, de niet-vuurwapens en de namaakwapens waarvoor geen bijzondere regeling geldt;

[...] ».

B.25.4. De verzoekers in de zaak nr. 4088 zien niet in hoe een namaakwapen vrij verkrijgbaar zou kunnen zijn, terwijl het niet « inert » zou zijn. Door het tegendeel te bepalen zou de wetgever het beginsel van de duidelijkheid en de voorspelbaarheid van de strafwet schenden.

B.25.5. In de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet wordt gepreciseerd dat de term « inert » « betekent niet in staat enig projectiel af te schieten » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 18).

Volgens artikel 2, 12°, van de bestreden wet wordt onder een niet-vuurwapen begrepen « elk wapen dat één of meerdere projectielen afschiet waarvan de voortstuwing niet resulteert door de verbranding van poeder of door een detonator ».

B.25.6. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 maart 1995 « tot indeling van sommige gas- en luchtwapens en tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 september 1991 betreffende de wapens voor wapenrekken en het koninklijk besluit van 11 januari 1995 tot indeling van sommige alarmwapens bij de categorie verweerwapens », zoals gewijzigd bij koninklijk besluit van 29 december 2006, bepaalt :

« De korte namaakwapens en de korte repeteer, semi-automatische of automatische wapens en de korte slingerwapens, die projectielen kunnen afschieten door middel van een ander aandrijvingsmechanisme dan de verbranding van kruit, worden gerangschikt in de categorie van de vergunningsplichtige wapens wanneer de kinetische energie van het projectiel, gemeten op 2,5 meter afstand van het uiteinde van de loop, meer dan 7,5 Joule bedraagt.

[...] ».

B.25.7. De bestreden bepaling preciseert weliswaar zelf niet de wijze van voortstuwing van het projectiel, dat kan worden afgevuurd door een vrij verkrijgbaar namaakwapen. Rekening houdend met de in artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 maart 1995 aangebrachte preciseringen, is het evenwel mogelijk om een onderscheid te maken tussen de namaakwapens die weliswaar niet inert, maar wel vrij verkrijgbaar zijn, en de namaakwapens die in werkelijkheid dienen te worden gelijkgesteld met vuurwapens en om die reden vergunningsplichtig zijn, overeenkomstig artikel 3, § 3, 2°, van de bestreden wet.

B.25.8. In zoverre het betrekking heeft op artikel 2, 9°, van de bestreden wet, is het middel niet gegrond.

*Wat de voorwaarden inzake de regelmatigheid van een wapenverzameling betreft*

B.26.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 4052 betwisten, in hun tweede middel, artikel 6, § 1, van de bestreden wet. Volgens hen zou die bepaling de Koning ertoe machtigen de grondvoorwaarden vast te stellen waaraan een wapenverzameling moet voldoen, terwijl het wettigheidsbeginsel in strafzaken zou vereisen dat die voorwaarden in de wet worden vastgesteld.

B.26.2. Artikel 6, § 1, van de bestreden wet bepaalt :

« De natuurlijke personen en privaatrechtelijke rechtspersonen die een museum of een verzameling van meer dan tien vergunningsplichtige vuurwapens of van munitie wensen aan te leggen zonder voor elk bijkomend wapen een vergunning overeenkomstig artikel 11 te moeten bekomen, moeten overeenkomstig artikel 5, §§ 3 en 4, daartoe worden erkend door de gouverneur bevoegd voor de vestigingsplaats. De Koning bepaalt de inhoudelijke voorwaarden waaraan de verzameling moet voldoen en de bijzondere in acht te nemen technische voorzorgen indien de wapens ontwikkeld zijn na 1945 ».

B.26.3. Volgens de parlementaire voorbereiding heeft de bestreden bepaling tot doel het statuut van de verzamelaar te verbeteren dat in de wet van 30 januari 1991 « *in extremis* [was] [...] ingevoegd zonder enige nadere uitwerking of habilitatie daartoe aan de Koning, en op een bijzonder ongelukkige plaats. Het was bijgevolg noodzakelijk hieraan te verhelpen door een duidelijker bepaling te schrijven op een logische plaats, met name onmiddellijk na de artikelen die de erkenning van de wapenhandelaar betreffen » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 23).

Voorts is gepreciseerd :

« Het blijft de bedoeling dit systeem te beperken tot ' historische ' verzamelingen, maar gelet op de uiteenlopende interpretaties die aan deze term kunnen worden gegeven, is het verkieslijk de Koning te machtigen nadere concrete inhoudelijke criteria uit te werken. De wet geeft alvast het kader aan : de oudste wapens (ruwweg de 19de-eeuwse modellen die werken op zwart kruit, en enkele modellen op rookzwak kruit) vallen onder de categorie wapens voor wapenrekken zodat daarvoor geen erkenning is vereist; de ' moderne, maar reeds historische ' wapens tot en met 1945 zullen onder het bestaande systeem van erkenningen blijven vallen, en voor de wapens van recentere datum zal een strengere regime gelden (beperking van aantal en type verwerfbare wapens, strengere veiligheidsmaatregelen) » (*ibid.*).

B.26.4. Zowel uit de tekst van de bestreden bepaling als uit de parlementaire voorbereiding ervan blijkt dat de wetgever de essentiële voorwaarden inzake het aanleggen van een verzameling van vergunningsplichtige wapens heeft vastgesteld en dat hij aan de Koning slechts een beperkte delegatie heeft verleend die in hoofdzaak betrekking heeft op de veiligheidsvoorwaarden die de verzamelaars in acht moeten nemen. De vaststelling van dergelijke voorwaarden vereist een gedetailleerde reglementering die bovendien op soepele wijze aan de praktische vereisten moet kunnen worden aangepast.

B.26.5. In zoverre het betrekking heeft op artikel 6, § 1, van de bestreden wet, is het middel niet gegrond.

*Wat de definitie van het begrip « voorhanden hebben » betreft*

B.27.1. Het eerste middel in de zaak nr. 4087 betreft de schending, door artikel 11, § 1, van de bestreden wet, van het wettigheidsbeginsel in strafzaken, in zoverre die bepaling het begrip « voorhanden hebben » van vergunningsplichtige wapens niet op voldoende nauwkeurige wijze zou definiëren.

B.27.2. Artikel 11, § 1, van de bestreden wet bepaalt :

« Zonder een voorafgaande vergunning, verleend door de gouverneur bevoegd voor de verblijfplaats van de verzoeker, is het particulieren verboden een vergunningsplichtig vuurwapen of de daarbij horende munitie voorhanden te hebben. Deze vergunning kan slechts worden verleend na advies, binnen drie maanden na de aanvraag, van de korpschef van de lokale politie van de verblijfplaats van de verzoeker. De beslissing moet met redenen worden omkleed. De vergunning kan worden beperkt tot het voorhanden hebben van het wapen zonder munitie en ze is slechts geldig voor één wapen.

Indien blijkt dat het voorhanden hebben van het wapen de openbare orde kan verstoren of de wettige reden ingeroepen om de vergunning te bekomen, niet meer bestaat, kan de gouverneur bevoegd voor de verblijfplaats van de betrokkene de vergunning volgens een door de Koning bepaalde procedure bij een met redenen omklede beslissing beperken, schorsen of intrekken na het advies te hebben ingewonnen van de procureur des Konings bevoegd voor deze verblijfplaats ».

B.27.3. De term « voorhanden hebben » wordt niet gedefinieerd in artikel 2 van de bestreden wet. Hij dient derhalve te worden geïnterpreteerd in de gangbare betekenis ervan, wat overigens in de parlementaire voorbereiding wordt bevestigd (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 18).

Bovendien maakte de wet van 3 januari 1933 reeds gebruik van het begrip « voorhanden hebben » van wapens en heeft de voormelde richtlijn 91/477/EEG eveneens een dergelijk concept gebruikt.

B.27.4. Overeenkomstig artikel 11 van de wet van 3 januari 1933, vóór de wijziging ervan bij de wet van 30 januari 1991, was het voor particulieren verboden oorlogsvuurwapens voorhanden te hebben, behoudens een vergunning van de provinciegouverneur. Artikel 14 van die wet, zoals ingevoegd bij de wet van 4 mei 1936, maakte het voorhanden hebben van een verweervuurwapen afhankelijk van de inschrijving ervan of het voorafgaandelijk verkrijgen van een machtiging tot aankoop. Het voorhanden hebben van een verboden wapen werd daarentegen niet onwettig geacht.

Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 3 januari 1933 is het begrip « voorhanden hebben » van wapens op de volgende wijze toegelicht :

« Iedere burger kan bij hem allerlei wapens houden teneinde daarvan gebruik te maken zoals hij dat wil voor de verdediging van zijn persoon of de vrijwaring van zijn eigendom » (*Parl. St.*, Kamer, 1920-1921, nr. 12, p. 6) (eigen vertaling).

B.27.5. De wet van 30 januari 1991 wijzigde de wet van 3 januari 1933 teneinde het voorhanden hebben van zowel een oorlogsvuurwapen als een verweervuurwapen te onderwerpen aan een voorafgaande vergunning.

In de memorie van toelichting wordt die wijziging als volgt verantwoord :

« De procedure die het verkrijgen van verweerwapens machtigt, wordt gedeeltelijk herzien en de structuur van de artikelen 5 en 6 wordt aangepast. De vergunning om ze te verkrijgen wordt vervangen door een vergunning om ze voorhanden te hebben. Die wijziging heeft tot doel elk misverstand uit te sluiten over de geldigheid van een vergunning om wapens te verkrijgen als vergunning om ze voorhanden te hebben » (*Parl. St.*, Kamer, 1989-1990, nr. 978/1, p. 5).

Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 30 januari 1991 werd voorts gepreciseerd dat de term « verkrijgen » « onder meer door de rechtsleer, steeds in de meest ruime zin [werd] geïnterpreteerd; niet enkel een verkrijging in eigendom maar eveneens het in bezit nemen ressorteren hieronder », zodat het gebruik van die term, in artikel 14, tweede lid, van de wet van 3 januari 1933, zoals het was gewijzigd bij de wet van 30 januari 1991, bestaanbaar was met het begrip « voorhanden hebben » dat overigens in dezelfde wet wordt gebruikt (*Parl. St.*, Kamer, 1989-1990, nr. 972-2, pp. 35-36).

B.27.6. In de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet wijst niets erop dat de wetgever de betekenis die in de vroegere wetgevingen ter zake aan de term « voorhanden hebben » werd gegeven, heeft willen opgeven. Het doel van de opspoorbaarheid dat de bestreden wet nastreeft, bevestigt overigens de wil van de wetgever om het de overheden die met de handhaving van de openbare veiligheid belast zijn, mogelijk te maken de effectieve plaatsbepaling van elk vuurwapen op het grondgebied te kennen.

B.27.7. Hieruit volgt dat de term « voorhanden hebben » in de gebruikelijke betekenis ervan dient te worden begrepen en derhalve het effectieve bezit aangeeft, ongeacht de juridische titel die daaraan ten grondslag ligt. Het voorhanden hebben van een wapen onderscheidt zich overigens van het dragen ervan, in zoverre het dragen van een wapen veronderstelt dat men het onmiddellijk en zonder verplaatsing kan nemen.

B.27.8. Het middel is niet gegrond.

*Wat het « opslaan » van vuurwapens of munitie betreft*

B.28.1. In hun tweede middel betwisten de verzoekende partijen in de zaak nr. 4032 de grondwettigheid van artikel 16 van de bestreden wet, in zoverre het noch het begrip « opslaan », noch de procedure om een opslagvergunning voor vuurwapens of munitie te kunnen verkrijgen, zou definiëren.

B.28.2. Artikel 16 van de wapenwet bepaalt :

« Het opslaan van vergunningsplichtige vuurwapens of munitie mag alleen als daartoe voor de betrokken hoeveelheid een van de volgende wettige redenen bestaat :

1° het wettig voorhanden hebben van meerdere vuurwapens en een noodzakelijke hoeveelheid munitie daarvoor door de eigenaars ervan die samenwonen op hetzelfde adres en die de wapens daar opslaan;

2° de wettige activiteiten van erkende personen ».

B.28.3. Daar de wetgever het opslaan van vuurwapens niet onderwerpt aan een specifieke vergunning, gaat het tweede middel in de zaak nr. 4052, in zoverre daarin wordt aangenomen dat een dergelijke vergunning bestaat, uit van een verkeerde veronderstelling.

B.28.4. Het Hof moet zich echter buigen over het begrip « opslaan » van wapens en munitie, dat niet wordt uitgelegd in artikel 2 van de bestreden wet.

De bestreden bepaling is in de parlementaire voorbereiding als volgt verantwoord :

« Nu de gouverneur bevoegd wordt voor alle vergunningen en erkenningen in het kader van de wapenwetgeving en bijgevolg een goed overzicht zal hebben van het wapenbezit van elk individu, en nu voor elk vergunningsplichtig vuurwapen een afzonderlijke beoordeling op grond van duidelijke criteria zal gebeuren, is het niet langer noodzakelijk een aparte vergunning voor opslagplaatsen van deze wapens te behouden. Andere opslagplaatsen, waar wapens zijn opgeslagen die niet toebehoren aan een enkele persoon, vallen onder een vorm van erkenning (handel, verzameling, schietstand), zodat ook hier de zin van een aparte vergunning is weggevallen. Vandaar dat dit artikel in zijn nieuwe lezing enkel nog een wettige reden vereist voor het opslaan van grotere hoeveelheden vergunningsplichtige vuurwapens en munitie.

De wet somt de mogelijke wettige redenen op. Zo zal de jager duidelijk een wettige reden hebben om op een bepaalde plaats een aantal wapens onder te brengen, dat overeenstemt met het aantal dat hij nodig heeft voor de jacht op verschillende soorten wild en voor faunabeheer. Zo ook zal een sportschutter een wettige reden hebben om wapens bijeen te brengen voor de verschillende disciplines waaraan hij deelneemt, eventueel met enkele reservewapens. Wat de munitie betreft moet worden rekening gehouden met het feit dat deze soms in grotere hoeveelheden wordt aangekocht om een prijsvoordeel te doen of omdat het een specifieke munitie is die moeilijker vindbaar is.

Anderzijds is er geen sprake van een wettige reden als een gewone particulier zijn huis aan anderen aanbiedt als opslagplaats voor hun wapens, of als hij voor zijn activiteit abnormaal veel wapens opslaat. Immers, nu worden ook de nog relatief eenvoudig te verkrijgen jacht- en sportwapens meegemeld. Wat evenmin kan, is het opslaan van overdreven hoeveelheden munitie zodat teveel gevaar ontstaat voor de omgeving » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, pp. 28-29).

B.28.5. Artikel 16 van de wet van 3 januari 1933 bepaalde, vóór de wijziging ervan bij de wet van 30 januari 1991 :

« Behoudens het geval voorzien bij artikel 12, is het aan iederen persoon die noch wapenfabrikant noch wapenhandelaar is, verboden verweer- of oorlogswapenen op te slaan, zonder de steeds herroepbare machtiging vanwege den procureur des Konings ».

In een arrest van 20 augustus 1984 besliste het Hof van Cassatie dat :

« genoemde wet van 3 januari 1933, inzonderheid artikel 16, de woorden ' opslaan ' en ' opslagplaats ' niet omschrijft; dat die woorden derhalve moeten worden begrepen in hun gebruikelijke betekenis, dit is, wat het woord ' opslaan ' betreft, ' een voorraad opdoen ' en, wat het woord ' opslagplaats ' betreft, ' een plaats of een terrein waar materialen of goederen kunnen worden opgeslagen ' ; dat hieruit volgt dat het ' opslaan ' niet behoeft te geschieden in een onroerend goed en dat een ' opslagplaats ' niet noodzakelijk een onroerend goed is » (Cass., 20 augustus 1984, *Arr. Cass.*, 1984, I, p. 1443).

B.28.6. Na de wijziging ervan bij de wet van 30 januari 1991 bepaalde artikel 16 van de wet van 3 januari 1933 :

« Behoudens het geval bepaald bij artikel 12, is het verboden aan ieder persoon die niet overeenkomstig artikel 1 is erkend, verweer- of oorlogswapens op te slaan zonder een vergunning verleend door de gouverneur van de provincie waarin de opslagplaats gelegen is, na advies van de procureur des Konings van het arrondissement waarin de opslagplaats gelegen is. Die vergunning vermeldt de voorwaarden waarvan het bezitten van een opslagplaats afhankelijk wordt gesteld.

De overheid die de vergunning heeft verleend, kan ze bij een met redenen omklede beslissing schorsen of intrekken indien blijkt dat het bestaan van de opslagplaats de openbare orde kan verstoren, dat de voorwaarden waarvan het bezitten van een opslagplaats afhankelijk wordt gesteld niet worden nagekomen, of dat de gronden die zijn aangevoerd met het oog op het bekomen van de vergunning niet meer bestaan.

Die bepalingen zijn eveneens van toepassing op de opslagplaatsen van munitie bestemd voor hogerbedoelde wapens.

De Koning bepaalt het aantal wapens en het type van wapens en munitie die, indien zij zich op een zelfde plaats bevinden, een opslagplaats vormen ».

Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 3 januari 1991 is gepreciseerd :

« Tenslotte gaat het er om te weten wat moet worden verstaan onder de woorden ' op te slaan '.

Opgemerkt wordt dat dit begrip wordt omschreven in artikel 14 van het ontwerp. De daarin bedoelde machtiging wordt slechts gegeven mits er een reeks veiligheidsvoorwaarden worden nageleefd; de concentratie van wapens kan immers een gevaar inhouden voor de openbare veiligheid; in die zin moet het tweede lid van die bepaling worden begrepen. Aldus zal de vergunning kunnen worden ingetrokken wanneer er types van wapens worden gevonden waarvoor geen vergunning is gegeven » (*Parl. St.*, Senaat, 1989-1990, nr. 972-2, p. 10).

B.28.7. Ten slotte preciseerde artikel 21 van het koninklijk besluit van 20 september 1991 « tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie », ten aanzien van de verweerwapens en de oorlogswapens :

« Wordt beschouwd als een opslagplaats de verzameling op een zelfde plaats :

1° van meer dan vijf oorlogswapens;

2° of van meer dan vijf verweerwapens van hetzelfde kaliber of meer dan vijf verweerwapens die vuren met dezelfde munitie;

3° of van meer dan tien verweer- en oorlogswapens.

De verweervuurwapens bedoeld in artikel 5, derde lid, van de wet worden voor de toepassing van dit artikel niet in aanmerking genomen ».

Dat artikel is evenwel opgeheven bij het koninklijk besluit van 29 december 2006 « tot uitvoering van sommige bepalingen van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens ».

B.28.8. Om de in B.28.5 uiteengezette redenen kan het begrip « opslaan », gebruikt in artikel 16 van de bestreden wet, alleen in zijn gangbare betekenis worden geïnterpreteerd. Hieruit volgt dat het bezit van een opslag van wapens of munitie op zijn woonplaats of verblijfplaats beoogt of, meer in het algemeen, de bewaring van meerdere wapens of munitie op eenzelfde plaats.

B.28.9. Artikel 16 van de bestreden wet verbiedt de bewaring, op eenzelfde plaats, van meerdere vergunningsplichtige wapens of van vergunningsplichtige munitie die niet zou zijn verantwoord door een van de in die bepaling bedoelde wettige redenen of die niet evenredig met die redenen zou zijn. Het strafbare karakter van het opslaan van wapens of munitie wordt dus beoordeeld rekening houdend met het redelijke aantal wapens en munitie dat een persoon mag opslaan, gelet op de activiteiten die hij uitoefent.

De nieuwe wet neemt een begrip van de vroegere wetgeving over dat in de rechtspraak derwijze is gepreciseerd dat het voor de rechtsonderhorige voldoende duidelijk is om zijn gedrag erop af te stemmen, zodat is voldaan aan de vereiste van voorzienbaarheid van de Strafwet.

B.28.10. In zoverre het betrekking heeft op artikel 16 van de bestreden wet is het middel niet gegrond.

*Wat de wettige reden en de vergunning verbonden aan het dragen van een vrij verkrijgbaar wapen betreft*

B.29.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 4088 (tweede middel) vorderen de vernietiging van artikel 9 van de wapenwet, in zoverre het het dragen van een vrij verkrijgbaar wapen onderwerpt aan een wettige reden en aan een voorafgaande vergunning, die de wetgever niet voldoende nauwkeurig zou hebben gedefinieerd.

B.29.2. Dat artikel 9 bepaalt :

« Het dragen van een vrij verkrijgbaar wapen is alleen toegestaan aan diegene, die daartoe een wettige reden kan aantonen ».

B.29.3. Daar de wetgever het dragen van een vrij verkrijgbaar wapen niet onderwerpt aan enige bijzondere vergunning, gaat het middel, in zoverre het op de vereiste van een dergelijke vergunning berust, uit van een verkeerde veronderstelling.

Het Hof moet zich evenwel uitspreken over de grondwettigheid van de wettige reden die de wetgever vereist voor het dragen van een vrij verkrijgbaar wapen.

B.29.4. Tijdens de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet heeft de minister van Justitie onderstreept dat « het begrip ' wettige reden ' voor het dragen van een vrij verkrijgbaar wapen [...] geval per geval beoordeeld [zal] worden » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 21).



Daarnaast was de minister van mening dat het begrip « wettige reden », bedoeld in artikel 9 van de wet, een andere betekenis had dan de wettige reden die in artikel 11 van dezelfde wet wordt vereist om een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen te verkrijgen. Zij onderstreepte voorts dat artikel 9 van de wet een « formulering [gebruikt die] in feite al gangbaar is in de wetgeving die momenteel al in deze aangelegenheid geldt. Er bestaat dus al rechtspraak over ». (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/003, pp. 23-24).

B.29.5. Onder de gelding van de vroegere wetgeving heeft het Hof van Cassatie een einde gemaakt aan een controversie over de interpretatie die diende te worden gegeven aan het wettige karakter van de reden die op grond van artikel 13 van de wet van 3 januari 1933 werd vereist voor het dragen van een jacht- of sportwapen.

Dat artikel bepaalde :

« Het dragen van een jacht- of sportwapen is enkel toegelaten aan hem die een wettige reden kan doen gelden ».

In een arrest van 23 mei 1972 heeft het Hof van Cassatie geoordeeld dat :

« door te beslissen dat ' alleen ' het beoefenen van jacht het dragen van een jachtwapen wettigt, zodat ' enkel ' kan aanvaard worden het dragen van een wapen om zich te begeven naar- of van het jachtgebied, het arrest een restrictieve uitlegging geeft die niet te verenigen is met het begrip wettige reden, in de zin van meergenoemd artikel 13, en mitsdien zijn beslissing niet wettelijk rechtvaardigt » (*Cass.*, 23 mei 1972, *Arr. Cass.*, 1972, pp. 882-883).

B.29.6. Overeenkomstig de wet van 30 januari 1991 moest het dragen van een wapen uit het wapenrek eveneens worden verantwoord door een wettige reden. Tijdens de parlementaire voorbereiding van die wet werd het begrip « wettige reden » als volgt uitgelegd :

« Volgens de rechtspraak is het dragen gewettigd wanneer objectieve elementen voorhanden zijn, waardoor het dragen noodzakelijk is voor de uitoefening van een activiteit die toegelaten is, zoals deelneming aan een manifestatie van historische of folkloristische aard. Dit geldt niet voor het dragen van een nepwapen om een misdrijf te plegen of om de dader van een eventuele overval af te schrikken » (*Parl. St.*, Kamer, 1989-1990, nr. 978/1, p. 8).

B.29.7. Het begrip « wettige reden » bedoeld in artikel 9 van de bestreden wet maakt het niet mogelijk daaraan onzekere en vage interpretaties te geven die het dragen van een vrij verkrijgbaar wapen problematisch zouden maken.

Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de wetgever, uitgaande van de vroegere rechtspraak van het Hof van Cassatie, aan het begrip « wettige reden » een ruime interpretatie wilde geven die steunt op objectieve criteria en op grond waarvan het dragen van een vrij verkrijgbaar wapen is verantwoord door een wettige reden wanneer het is vereist voor de uitoefening van een geoorloofde activiteit.

B.29.8. In zoverre het betrekking heeft op artikel 9 van de bestreden wet is het middel niet gegrond.

*Wat betreft het begrip « wettige reden » verbonden aan het dragen van een vergunningsplichtig wapen*

B.30.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 4052 (tweede middel) verwijten de artikelen 14 en 15 van de wapenwet dat zij het wettigheidsbeginsel in strafzaken schenden. Zij verwijten de wetgever daarin gebruik te maken van het begrip « wettige reden » zonder het voldoende nauwkeurig te definiëren.

B.30.2. De artikelen 14 en 15 van de die wet bepalen :

« Art. 14. Niemand mag een vergunningsplichtig vuurwapen dragen tenzij om een wettige reden en mits hij in het bezit is van een vergunning tot het voorhanden hebben van het betrokken wapen evenals een wapendrachtvergunning, verleend door de gouverneur bevoegd voor de verblijfplaats van de verzoeker, na advies van de procureur des Konings van het arrondissement van de verblijfplaats van de verzoeker. De verzoeker moet een attest voorleggen van een daartoe door de Minister van Justitie erkend arts dat hij geen fysieke of mentale tegenindicaties vertoont voor het dragen van een vuurwapen.

Indien de verzoeker in België geen verblijfplaats heeft, wordt de wapendrachtvergunning verleend door de minister van Justitie, overeenkomstig de procedure voorzien door de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen.

De wapendrachtvergunning wordt verleend voor een duur van ten hoogste drie jaar, zij vermeldt de voorwaarden waarvan het dragen van het wapen afhankelijk wordt gesteld en moet samen met het wapen worden gedragen.

De overheid die de wapendrachtvergunning heeft verleend, kan ze volgens een procedure bepaald door de Koning bij een met redenen omklede beslissing beperken, schorsen of intrekken indien blijkt dat het dragen van het wapen de openbare orde kan verstoren, dat de voorwaarden waarvan het dragen van het wapen afhankelijk wordt gesteld niet worden nagekomen, of dat de wettige redenen die zijn aangevoerd met het oog op het verkrijgen van de vergunning niet meer bestaan.

Art. 15. De personen bedoeld in artikel 12 mogen de aldaar bedoelde vuurwapens dragen zonder in het bezit te zijn van een wapendrachtvergunning mits ze hiervoor een wettige reden hebben en dit uitsluitend gebeurt in het kader van de beoefening van de aldaar bedoelde activiteiten ».

B.30.3. Gelet op het doel van de wet dat erin bestaat het oneigenlijk gebruik van de vergunningsplichtige vuurwapens door de personen die ze voorhanden hebben, te voorkomen, kan het dragen van een vergunningsplichtig wapen alleen door een wettige reden worden verantwoord wanneer het, gelet op de omstandigheden van het geval, noodzakelijk is voor de redelijke voortzetting van de activiteit of voor het redelijk nastreven van de doelstellingen waarvoor de wapendrachtvergunning werd uitgereikt of op grond waarvan de in artikel 15 van de wet bedoelde personen zijn vrijgesteld van de verplichting om een dergelijke vergunning te verkrijgen.

Ook al laat zij aan de rechter een beoordelingsruimte, toch kent de bestreden bepaling hem geen autonome bevoegdheid van strafbaarstelling toe die inbreuk zou maken op de bevoegdheden van de wetgever.

B.30.4. In zoverre het betrekking heeft op de artikelen 14 en 15 van de bestreden wet is het middel niet gegrond.

*Ten aanzien van het wettigheidsbeginsel in het algemeen*

*Wat de bevoegdheid van het Hof betreft*

B.31.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 4032 voeren met name, ter ondersteuning van hun derde middel, de schending aan, door artikel 32 van de wapenwet, van een « beginsel van de uitoefening van de bevoegdheden door de wetgever, onder voorbehoud van een precieze machtiging aan de uitvoerende macht ».

B.31.2. Geen enkele bepaling machtigt het Hof ertoe een norm te vernietigen om de enige reden dat die in strijd zou zijn met een dergelijk beginsel.

*Wat de aan de Koning gedelegeerde bevoegdheden betreft*

B.32.1. Het tweede middel in de zaak nr. 4052 verwijt de artikelen 6, § 2, 11, § 3, 9°, b) en e), en 35, 2°, van de wapenwet dat zij in strijd zijn met de artikelen 10, 11, 12 en 14 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 33 en 105 ervan en met artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.32.2. Om de in B.21.1 en B.21.2 aangegeven redenen is het middel niet ontvankelijk in zoverre het de schending van de artikelen 12 en 14 van de Grondwet aanvoert.

B.32.3. In zoverre het middel de in voormelde bepalingen vervatte machtigingen aan de Koning bekritiseert, dient te worden vastgesteld dat het Hof niet bevoegd is om een bepaling te vernietigen die de bevoegdheidsverdeling tussen de wetgevende macht en de uitvoerende macht zou schenden, tenzij die schending indruist tegen de regels inzake de bevoegdheidsverdeling tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten of tenzij de wetgever, door de Koning op te dragen een maatregel te nemen die niet onder Zijn bevoegdheid valt, aldus een categorie van personen uitsluit van het optreden van een democratisch verkozen vergadering, waarin de Grondwet uitdrukkelijk voorziet.

B.32.4. Te dezen voert het middel geen schending aan van de regels die de bevoegdheden verdelen tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten. In zoverre het de schending aanvoert van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 33 en 105 ervan en met artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, dient te worden vastgesteld dat de aangelegenheid die het voorwerp uitmaakt van de artikelen 6, § 2, 11, § 3, 9°, b) en e), en 35, 2°, van de bestreden wet, niet van dien aard is dat de Grondwet uitdrukkelijk het optreden van een democratisch verkozen vergadering vereist.

B.32.5. In zoverre het betrekking heeft op de artikelen 6, § 2, 11, § 3, 9°, b) en e), en 35, 2°, van de bestreden wet is het middel niet gegrond.

*Wat de aan de gouverneur gedelegeerde bevoegdheden betreft*

B.33.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 4032 leiden een derde middel af uit de schending, door artikel 32 van de wapenwet, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre die bepaling de provinciegouverneur de bevoegdheid zou toekennen om de duur van de door hem verleende erkenning en vergunning te verminderen tot onder de normale duur van zeven of vijf jaar.

B.33.2. Artikel 32 van de die wet bepaalt :

« De erkenningen bedoeld in artikel 5 worden afgegeven voor een maximale duur van zeven jaar.

De erkenningen en vergunningen bedoeld in de artikelen 6, 11, 17, 20, 21 en 31 worden afgegeven voor een maximale duur van vijf jaar.

De hernieuwing van de erkenningen en vergunningen bedoeld in de artikelen 5, 6, 20 en 21 houdt slechts een controle in van de naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 5, § 4. De hernieuwing van de vergunningen bedoeld in de artikelen 11 en 17 houdt slechts de formaliteiten in bedoeld in artikel 11, § 3, 2° tot 9° ».

B.33.3. Onder voorbehoud dat hij geen kennelijk onredelijke maatregel vermag te nemen, kan de wetgever een maximumduur vaststellen voor de erkenningen en de vergunningen waarin hij voorziet en de provinciegouverneur, die voor de toekenning ervan bevoegd is, toestaan de duur verder te beperken.

Uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet blijkt dat de wetgever, door de geldigheid van de vergunningen en erkenningen in de tijd te beperken, een effectieve en reële controle mogelijk wilde maken ten aanzien van de houders ervan (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 34).

Gelet op de algemene doelstellingen van de bestreden wet, zoals vermeld in B.11, stelt de aan de gouverneur toegekende bevoegdheid de laatstgenoemde in staat een erkenning of een vergunning voor minder dan de door de wetgever vastgestelde maximumduur af te geven, op voorwaarde dat die beperking van het recht van de betrokkene verantwoord is door een reden van openbare veiligheid.

B.33.4. De verzoekende partijen beweren ten onrechte dat een dergelijke periodieke controle nutteloos zou zijn, gelet op de andere maatregelen die de wetgever heeft genomen in de artikelen 7, § 2, 11, § 1, tweede lid, 13, 28 en 29 van de bestreden wet. Zelfs in de veronderstelling dat die laatstgenoemde bepalingen een vergelijkbare doelstelling en draagwijdte zouden hebben, is het, gelet op de door de wetgever nagestreefde vereiste van openbare veiligheid, toch niet onverantwoord de gouverneur in staat te stellen de door hem verleende vergunningen en erkenningen in de tijd te beperken.

De wetgever zou evenmin kunnen worden verweten de voorwaarden waaronder de gouverneur vermag te beslissen de geldigheidsduur van de door hem verleende vergunningen en erkenningen onder de maximale limiet te beperken, niet nauwkeuriger te hebben bepaald, vermits die beslissing is verantwoord door overwegingen in verband met de openbare veiligheid die van nature individueel dienen te worden beoordeeld.

De bij die bepaling aan de gouverneur toegekende bevoegdheid stelt hem overigens geenszins in staat af te wijken van het beginsel volgens hetwelk een verschil in behandeling dat door een norm onder bepaalde categorieën van personen wordt ingevoerd, dient te berusten op een objectieve en redelijke verantwoording die wordt beoordeeld in het licht van het doel en de gevolgen van de in het geding zijnde norm. Bovendien, in tegenstelling tot wat de verzoekende partijen beweren, moet de gouverneur, ondanks het stilzwijgen van de wet, zijn beslissing formeel motiveren overeenkomstig de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

B.33.5. In zoverre het betrekking heeft op artikel 32 van de bestreden wet is het middel niet gegrond.

*Ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie*

B.34. In verschillende middelen wordt gesteld dat de wapenwet onverantwoorde en onevenredige verschillen in behandeling zou invoeren tussen de verschillende personen die wapens die onder het toepassingsgebied van de wet vallen, voorhanden hebben.

In andere middelen wordt aangevoerd dat de wapenwet tevens discriminaties in het leven zou roepen in verband met de procedure voor het dragen van vergunningsplichtige wapens, de procedure voor de toekenning van de erkenningen of de vergunningen tot het voorhanden hebben van een wapen, of nog, de overgangsregeling.

*Wat betreft de categorieën van personen die wapens voorhanden hebben*

B.35. In het tweede middel in de zaak nr. 4091 wordt een discriminatie aangevoerd tussen de houders van traditionele jachtgeweren, die op grond van artikel 1 van de bestreden wet aan de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen zijn onderworpen, en de houders van vuurwapens met een historische, folkloristische of decoratieve waarde die op grond van artikel 3, § 2, 2°, van de bestreden wet vrij verkrijgbaar zijn en dus niet aan de vergunning zijn onderworpen, terwijl die wapens even gevaarlijk zijn als een lang vuurwapen met gladde loop.

B.36.1. Artikel 2, 10°, van de bestreden wet definieert het « lang wapen » als het « wapen waarvan de looplengte meer dan 30 cm bedraagt of waarvan de totale lengte meer dan 60 cm bedraagt ».

De traditionele jachtgeweren vallen dus onder die categorie van wapens die op grond van artikel 3, § 3, 1°, vergunningsplichtig zijn.

Door alle vuurwapens in beginsel vergunningsplichtig te maken, heeft de wetgever rekening willen houden met het mogelijke gevaar van die wapens, verbonden aan hun intrinsieke functie, die erin bestaat projectielen af te vuren waarvan de voortstuwing ontstaat door de verbranding van poeder of door een detonator.

B.36.2. Artikel 3, § 2, van de bestreden wet beschouwt als « vrij verkrijgbare wapens » :

« 2° de vuurwapens met een historische, folkloristische of decoratieve waarde zoals bepaald door de Koning. Indien dergelijke vuurwapens buiten het kader van historische of folkloristische manifestaties voor het schieten worden bestemd, worden zij evenwel beschouwd als vergunningsplichtige vuurwapens ».

In de parlementaire voorbereiding van artikel 3 wordt gepreciseerd :

« Er werd geopteerd een bijzonder regime in stand te houden voor het kader van historische manifestaties door de mogelijkheid te laten de betrokken wapens volkomen legaal te gebruiken » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, pp. 21-22).

B.36.3. De in artikel 3, § 2, 2°, bedoelde wapens worden enkel als vrij verkrijgbaar beschouwd indien het gebruik ervan wordt beperkt tot de historische of folkloristische manifestaties, vermits die wapens, indien zij buiten die manifestaties voor het schieten worden gebruikt, als vergunningsplichtige vuurwapens worden beschouwd.

De wapens met een historische, folkloristische of decoratieve waarde die buiten historische of folkloristische manifestaties voor het schieten zijn bestemd, zijn dus onderworpen aan dezelfde regeling inzake de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen als de jachtgeweren.

B.36.4. De wetgever heeft de regeling van die wapens bijgevolg afgestemd op het mogelijke gevaar dat zij inhouden.

De wapens met een historische, folkloristische of decoratieve waarde die enkel worden gebruikt in het kader van een historische of folkloristische manifestatie kunnen echter niet worden vergeleken met de traditionele jachtgeweren, zodat de bijzondere context van het gebruik ervan en de voornaamste - historische, folkloristische of decoratieve - functie ervan het mogelijke gevaar van die wapens objectief beperken.

De wetgever vermocht ervan uit te gaan dat het bijgevolg niet was vereist die wapens vergunningsplichtig te maken, wanneer het gebruik ervan tot historische of folkloristische manifestaties is beperkt.

B.36.5. Het middel is niet gegrond.

*Wat de verzamelaars en de musea betreft*

B.37. De verzoekende partijen in de zaak nr. 4052 zijn in hun tweede middel van mening dat de verzamelaar en de conservator van een museum met minder dan tien vergunningsplichtige wapens zouden worden gediscrimineerd doordat zij zijn onderworpen aan de verplichting om voor elk wapen een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen te verkrijgen onder de voorwaarden bepaald in artikel 11, die niet pertinent zouden zijn en onevenredige gevolgen zouden hebben, vermits die personen niet beoogen van die wapens gebruik te maken.

B.38.1. Artikel 6, § 1, van de wapenwet bepaalt :

« De natuurlijke personen en privaatrechtelijke rechtspersonen die een museum of een verzameling van meer dan tien vergunningsplichtige vuurwapens of van munitie wensen aan te leggen zonder voor elk bijkomend wapen een vergunning overeenkomstig artikel 11 te moeten bekomen, moeten overeenkomstig artikel 5, §§ 3 en 4, daartoe worden erkend door de gouverneur bevoegd voor de vestigingsplaats. De Koning bepaalt de inhoudelijke voorwaarden waaraan de verzameling moet voldoen en de bijzondere in acht te nemen technische voorzorgen indien de wapens ontwikkeld zijn na 1945 ».

Zoals in B.26.3 eraan is herinnerd, heeft die bepaling tot doel het statuut van de verzamelaar te verbeteren.

In de parlementaire voorbereiding wordt gepreciseerd :

« Zoals reeds het geval is, wordt de verplichting tot erkenning beperkt tot de vergunningsplichtige vuurwapens, maar nu wordt uitdrukkelijk de grens aangegeven waarboven deze erkenning is vereist. Deze grens was tot nu toe enkel opgenomen in een omzendbrief. Ook de bedoeling van een erkenning wordt nu in de wet vermeld » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 23).

Het aantal van tien wapens vormt bijgevolg de drempel waarboven het statuut van erkend verzamelaar of privé-museum het mogelijk maakt af te wijken van de verplichting om voor elk extra wapen een vergunning te verkrijgen tot het voorhanden hebben van een wapen overeenkomstig artikel 11 van de wapenwet.

B.38.2. De verzamelaars en musea die niet meer dan tien vergunningsplichtige wapens voorhanden wensen te hebben, moeten bijgevolg voor elk individueel wapen voldoen aan de voorwaarden inzake het verkrijgen van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen, bepaald in artikel 11 van de bestreden wet.

Artikel 11, § 1, eerste lid, *in fine*, van de bestreden wet bepaalt immers dat de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen « slechts geldig [is] voor één wapen ».

B.38.3. Daarnaast vloeit uit de tekst van artikel 6, § 1, van de bestreden wet, alsook van artikel 1, § 1, 1°, van het koninklijk besluit van 29 december 2006 « tot uitvoering van sommige bepalingen van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens » voort dat, in afwachting van de erkenning, de verzamelaars en musea die meer dan tien wapens voorhanden wensen te hebben, eveneens moeten beschikken over een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen voor elk van de eerste tien wapens van hun verzameling.

B.38.4. Ongeacht de vraag of zij al dan niet meer dan tien wapens voorhanden wensen te hebben en al dan niet moeten worden erkend, moeten de verzamelaars en musea dus beschikken over een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen voor hoogstens tien vergunningsplichtige wapens.

De wetgever vermocht ervan uit te gaan dat, wanneer de verzameling minder dan tien wapens telt, de hoedanigheid van « verzamelaar » niet kon verantwoord worden dat de betrokkene zou worden onderworpen aan een regeling die verschilt van die van de andere personen die een vergunning tot het voorhanden hebben van een vergunningsplichtig wapen moeten verkrijgen.

B.39.1. In tegenstelling tot wat de verzoekers aanvoeren, houden de voorwaarden inzake het verkrijgen van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen bepaald in artikel 11 van de bestreden wet, rekening met de bijzondere situatie van de verzamelaars.

B.39.2. Artikel 11, § 3, 9<sup>o</sup>, e), van de wapenwet bepaalt immers dat « de intentie een verzameling historische wapens op te bouwen » een wettige reden vormt voor de verwerving van het betrokken wapen en de munitie.

Dat begrip « verzameling historische wapens » is gepreciseerd in de wet: vermits de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen een voorwaarde vormt voor de erkenning van de verzamelingen van meer dan tien wapens, kan de wettige reden bedoeld in artikel 11, § 3, 9<sup>o</sup>, e), alleen impliciet verwijzen naar de verzamelaars bedoeld in artikel 6 van de wet.

Zoals in B.26.3 eraan is herinnerd, beperkt die bepaling de regeling inzake de erkenning echter tot de « historische » verzamelingen, die door de Koning zullen moeten worden gepreciseerd, maar waarvan het kader in de parlementaire voorbereiding van de wet wordt aangegeven:

« [...] de oudste wapens (ruwweg de 19de-eeuwse modellen die werken op zwart kruit, en enkele modellen op rookzwak kruit) vallen onder de categorie wapens voor wapenrekken zodat daarvoor geen erkenning is vereist; de 'moderne, maar reeds historische' wapens tot en met 1945 zullen onder het bestaande systeem van erkenningen blijven vallen, en voor de wapens van recentere datum zal een strengere regime gelden (beperking van aantal en type verwervbare wapens, strengere veiligheidsmaatregelen) » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 23).

B.39.3. Uit hetgeen voorafgaat vloeit voort dat het begrip « historische wapens », onder voorbehoud van de preciseringen die door de Koning zouden kunnen worden aangebracht, de wapens van de twintigste eeuw van vóór 1946 beoogt, wat overigens overeenstemt met de classificatie van de verzamelaars zelf (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 10).

B.39.4. Aangezien de verzamelaars en de verantwoordelijken van musea voor de eerste tien vergunningsplichtige wapens een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen moeten verkrijgen, zou de wetgever een discriminatie teweeggebracht hebben wanneer hij voor hen in andere voorwaarden voor het verkrijgen van die vergunning zou hebben voorzien.

Het loutere gegeven dat de verzamelaars en de verantwoordelijken van musea niet de intentie hebben gebruik te maken van de wapens in hun verzameling, vormt geen relevant criterium om hen vrij te stellen van het medisch attest vereist in artikel 11, § 3, 6<sup>o</sup>, vermits de wetgever rekening heeft gehouden met het mogelijke gevaar van het voorhanden hebben van een wapen, los van de intentie van de persoon die het voorhanden heeft om daarvan al dan niet gebruik te maken.

Dat medisch attest heeft tot doel aan te tonen, zoals overigens wordt vereist in artikel 83, b), van de Schengen-uitvoeringsovereenkomst en in artikel 5, b), van de voormelde Richtlijn 91/477/EEG, dat de betrokkene niet ongeschikt is om een wapen te manipuleren zonder gevaar voor zichzelf of voor derden (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 26), met name wegens geestesziekte of enige andere mentale of lichamelijke stoornis.

Wanneer het gevaar objectief beperkt is door de uitsluiting van munitie in de aanvraag voor een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen, is de aanvrager bovendien vrijgesteld van de praktische proef bedoeld in artikel 11, § 3, 7<sup>o</sup>.

B.39.5. Ten slotte, wanneer rechtspersonen een verzameling wapens wensen aan te leggen of wanneer het een wapenmuseum betreft, zal aan de voorwaarden voor het verkrijgen van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen moeten worden voldaan door de natuurlijke persoon die op grond van de statuten van de rechtspersoon ertoe gemachtigd is de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen aan te vragen.

B.39.6. Het middel is niet gegrond.

B.40. In hun derde middel stellen de verzoekers in de zaak nr. 4091 dat de wet geen rekening ermee houdt dat talrijke wapens kunstvoorwerpen zijn en voeren zij een discriminatie aan tussen de privépersonen die wapens, kunst- of verzamelobjecten voorhanden hebben en verzamelen, en de openbare musea die niet aan de bestreden wet zijn onderworpen en de tentoongestelde wapens dus niet onklaar hoeven te maken.

B.41.1. De artikelen 6 en 11 van de wapenwet bepalen:

« Art. 6. § 1. De natuurlijke personen en privaatrechtelijke rechtspersonen die een museum of een verzameling van meer dan tien vergunningsplichtige vuurwapens of van munitie wensen aan te leggen zonder voor elk bijkomend wapen een vergunning overeenkomstig artikel 11 te moeten bekomen, moeten overeenkomstig artikel 5, §§ 3 en 4, daartoe worden erkend door de gouverneur bevoegd voor de vestigingsplaats. De Koning bepaalt de inhoudelijke voorwaarden waaraan de verzameling moet voldoen en de bijzondere in acht te nemen technische voorzorgen indien de wapens ontwikkeld zijn na 1945.

§ 2. De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder de gouverneur bevoegd voor de vestigingsplaats bijzondere erkenningen kan verlenen aan personen die beroepsmatige activiteiten van wetenschappelijke, culturele of niet-commerciële aard met vuurwapens uitoefenen ».

« Art. 11. § 1. Zonder een voorafgaande vergunning, verleend door de gouverneur bevoegd voor de verblijfplaats van de verzoeker, is het particulieren verboden een vergunningsplichtig vuurwapen of de daarbij horende munitie voorhanden te hebben. Deze vergunning kan slechts worden verleend na advies, binnen drie maanden na de aanvraag, van de korpschef van de lokale politie van de verblijfplaats van de verzoeker. De beslissing moet met redenen worden omkleed. De vergunning kan worden beperkt tot het voorhanden hebben van het wapen zonder munitie en ze is slechts geldig voor één wapen.

Indien blijkt dat het voorhanden hebben van het wapen de openbare orde kan verstoren of de wettige reden ingeroepen om de vergunning te bekomen, niet meer bestaat, kan de gouverneur bevoegd voor de verblijfplaats van de betrokkene de vergunning volgens een door de Koning bepaalde procedure bij een met redenen omklede beslissing beperken, schorsen of intrekken na het advies te hebben ingewonnen van de procureur des Konings bevoegd voor deze verblijfplaats.

§ 2. Indien de verzoeker in België geen verblijfplaats heeft, wordt de vergunning verleend door de minister van Justitie overeenkomstig de procedure voorzien door de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen en kan zij worden beperkt tot het voorhanden hebben van het wapen zonder munitie.

Indien de verzoeker verblijft in een andere lidstaat van de Europese Unie, mag de vergunning niet worden verleend zonder voorafgaand akkoord van die staat. Indien de vergunning wordt verleend, wordt die staat daarvan op de hoogte gesteld.

Indien blijkt dat het voorhanden hebben van het wapen de openbare orde kan verstoren of de wettige reden ingeroepen om de vergunning te bekomen, niet meer bestaat, kan de minister van Justitie, na advies van de Veiligheid van de Staat, de vergunning beperken, schorsen of intrekken. Deze beslissing moet met redenen zijn omkleed. De Staat waar de persoon die het wapen voorhanden heeft verblijft, wordt op de hoogte gebracht van de beslissing.

§ 3. De vergunning wordt slechts verleend aan personen die voldoen aan de volgende voorwaarden:

1<sup>o</sup> meerderjarig zijn;

2<sup>o</sup> niet zijn veroordeeld als dader of medeplichtige wegens een van de misdrijven bedoeld in artikel 5, § 4, 1<sup>o</sup> tot 4<sup>o</sup>;

3° niet het voorwerp zijn geweest van een beslissing die een behandeling in een ziekenhuis beveelt, zoals bedoeld in de wet van 26 juni 1990 betreffende de persoon van de geesteszieke;

4° niet geïnterneerd zijn geweest met toepassing van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten;

5° niet het voorwerp zijn van een lopende schorsing en niet het voorwerp geweest zijn van een intrekking met nog actuele redenen, van een vergunning tot het voorhanden hebben van of het dragen van een wapen;

6° een medisch attest voorleggen dat bevestigt dat de aanvrager in staat is een wapen te manipuleren zonder gevaar voor zichzelf of voor anderen;

7° slagen voor een proef betreffende de kennis van de toepasselijke regelgeving en het hanteren van een vuurwapen, waarvan de modaliteiten worden bepaald door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit;

8° geen meerderjarige persoon samenwonend met de aanvrager verzet zich tegen de aanvraag;

9° een wettige reden opgeven voor de verwerving van het betrokken wapen en de munitie. Het type wapen moet overeenstemmen met de reden waarvoor het gevraagd wordt. Deze wettige redenen zijn, onder de door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit te bepalen voorwaarden :

a) de jacht en faunabeheersactiviteiten;

b) het sportief en recreatief schieten;

c) de uitoefening van een beroep dat bijzondere risico's inhoudt;

d) de persoonlijke verdediging van personen die een objectief en groot risico lopen en die aantonen dat het voorhanden hebben van een vuurwapen dit groot risico in grote mate beperkt en hen kan beschermen;

e) de intentie een verzameling historische wapens op te bouwen;

f) de deelname aan historische, folkloristische, culturele of wetenschappelijke activiteiten.

§ 4. § 3, 3° tot 6° en 8°, zijn niet van toepassing op rechtspersonen die de wapens wensen te verwerven voor beroepsdoeleinden.

Van het theoretisch gedeelte van de proef bedoeld in § 3, 7°, zijn vrijgesteld, zij die deze proef reeds eerder met succes hebben afgelegd, bij de aanvraag van een eerdere vergunning. Zij dienen deze proef echter wel opnieuw af te leggen indien er na het afleggen van de vorige proef een tijdspanne van twee jaar verstreken is.

Van het praktisch gedeelte van de proef bedoeld in § 3, 7°, zijn vrijgesteld :

1° de aanvrager die reeds een door de Koning bepaalde ervaring met het gebruik van vuurwapens heeft;

2° de aanvrager van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen met uitsluiting van munitie;

3° de aanvrager van een vergunning tot het voorhanden hebben van een niet-vuurwapen dat krachtens deze wet vergunningsplichtig is;

4° de aanvrager die zijn verblijfplaats in het buitenland heeft ».

B.41.2. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen aanvoeren, zijn de privaatrechtelijke verzamelaars en musea onderworpen aan de wapenwet : zij moeten overeenkomstig artikel 11 een vergunning tot het voorhanden hebben van vergunningsplichtige wapens verkrijgen en alleen indien zij meer dan tien vergunningsplichtige wapens voorhanden wensen te hebben, moeten zij worden erkend overeenkomstig artikel 6 van de bestreden wet.

Wat artikel 6 betreft, is in de parlementaire voorbereiding gepreciseerd dat « de publiekrechtelijke wapenmusea niet onder de toepassing van de regeling vallen, aangezien het veelal heel grote collecties zijn die zich bevinden in beschermde historische gebouwen, waar de gewone veiligheidsmaatregelen in de praktijk niet kunnen worden opgelegd en waar de zin van een erkenning afwezig is » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 23).

B.41.3. Uit die kenmerken van de verzamelingen van wapens die door de publiekrechtelijke musea voorhanden worden gehouden, alsook uit het recht van toezicht van de overheid op die musea, blijkt dat de openbare musea op het vlak van het voorhanden hebben van wapens niet kunnen worden gelijkgesteld met de privaatrechtelijke musea en verzamelaars.

Gelet op de door de bestreden wet nagestreefde doelstellingen, waaraan in B.11 is herinnerd, vermocht de wetgever ervan uit te gaan dat het niet verantwoord was de openbare musea te onderwerpen aan de bij de wapenwet bepaalde verplichtingen.

B.42.1. In de parlementaire voorbereiding wordt overigens aangetoond dat de wetgever in verschillende bepalingen van de bestreden wet rekening heeft gehouden met de bijzondere situatie van de privéverzamelaars en -musea.

Artikel 11, § 3, 9°, e), van de wapenwet bepaalt aldus dat « de intentie een verzameling historische wapens op te bouwen » een wettige reden vormt om het betrokken wapen en de munitie te verwerven.

Op grond van artikel 7, § 1, 4°, van dezelfde wet vormt het feit dat de in de erkenning bedoelde activiteiten gedurende één jaar niet zijn beoefend, voor de verzamelaars overigens geen reden om de erkenning in te trekken, vermits « deze [...] immers niet [kunnen] worden verplicht hun verzameling steeds verder uit te breiden zonder risico hun erkenning te verliezen » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 24).

In de parlementaire voorbereiding wordt daarnaast gepreciseerd :

« Omdat een aantal traditioneel als verboden beschouwde wapens als verzamelobject ruim verspreid is, werd bij de hiervoor besproken aanpassing van de lijst der verboden wapens in artikel 3 van de wet rekening gehouden met het relatief onschuldig karakter van bepaalde types. Zo werden de vaak verzamelde dolken uit de lijst gelicht omdat zoals gezegd het volstaat hun gebruik op zich te reglementeren. Voor de degenstokken en de geweerstokken, die in de lijst moeten blijven omwille van hun verborgen aard, werd dan weer een uitzondering ingebouwd ten gunste van de oude modellen die worden beschouwd als vrij verkrijgbare wapens (dit is nader te preciseren door de Koning) » (*ibid.*).

B.42.2. Vermits de wetgever de verzamelaar van meer dan tien wapens een specifiek statuut heeft toegekend en bij de uitwerking van de categorieën van wapens rekening ermee heeft gehouden dat sommige wapens verzamelobjecten zijn, vormt het door de verzoekende partijen aangevoerde gegeven « dat sommige wapens kunstvoorwerpen zijn » geen relevant criterium dat verantwoordt om onder de wapens een extra onderscheid te maken, temeer daar dat kenmerk van kunstvoorwerp het objectieve gevaar ervan niet uitsluit.

B.42.3. In tegenstelling tot wat de verzoekers aanvoeren, zijn de particuliere personen die wapens voorhanden hebben en verzamelen ten slotte niet ertoe gehouden de wapens onklaar te maken wanneer zij beschikken over een vergunning tot het voorhanden hebben van een vergunningsplichtig wapen overeenkomstig artikel 11 van de bestreden wet of over een erkenning overeenkomstig artikel 6 van dezelfde wet.

B.42.4. Het middel is niet gegrond.

B.43.1. Het derde middel in de zaak nr. 4088 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet door artikel 27, § 3, tweede lid, van de bestreden wet, in zoverre die bepaling het de erkende verzamelaars en musea mogelijk maakt automatische vuurwapens aan te kopen, in te voeren en voorhanden te hebben op voorwaarde dat zij de slagpin eruit verwijderen en ze bewaren op de wijze bepaald door de Koning, zonder dat die mogelijkheid wordt geboden aan de houders van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen zonder munitie.

B.43.2. Artikel 27, § 3, tweede lid, van de wapenwet luidt als volgt :

« Erkende verzamelaars en musea mogen ze aankopen, invoeren en voorhanden hebben op voorwaarde dat ze definitief geneutraliseerd zijn. Automatische vuurwapens mogen evenwel in originele staat worden aangekocht, ingevoerd en voorhanden gehouden door erkende verzamelaars en musea, die er de slagpin moeten uit verwijderen en ze bewaren op de wijze bepaald door de Koning ».

B.44.1. Artikel 3 van de wapenwet klasseert de wapens in drie categorieën : de verboden wapens, de vrij verkrijgbare wapens en de vergunningsplichtige wapens.

De regel die voortaan van toepassing is, bestaat erin dat « alle vuurwapens, behalve de vrij verkrijgbare wapens, in beginsel verboden zijn, tenzij een vergunning werd bekomen » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, pp. 20-21).

B.44.2. Krachtens artikel 3, § 1, 3<sup>o</sup>, van de wapenwet, worden de automatische vuurwapens, zoals die zijn gedefinieerd in artikel 2, 21<sup>o</sup>, beschouwd als verboden wapens. Die bepaling voert dus een verbod in op het voorhanden hebben van automatische vuurwapens door particulieren.

Artikel 8 van dezelfde wet bepaalt :

« Niemand mag verboden wapens vervaardigen, herstellen, te koop stellen, verkopen, overdragen of vervoeren, opslaan, voorhanden hebben of dragen.

In geval van inbreuk op het vorige lid worden de wapens in beslag genomen, verbeurd verklaard en vernietigd, zelfs indien zij niet aan de veroordeelde toebehoren ».

B.44.3. In verband met de automatische vuurwapens die bij artikel 3 van de bestreden wet verboden wapens zijn geworden, wordt in de parlementaire voorbereiding gepreciseerd :

« Alleen de erkende personen (dus wel de verzamelaars en de musea) zullen deze wapens nog verder voorhanden mogen hebben. Dit brengt onze wetgeving beter in overeenstemming met de reeds vernoemde Richtlijn, die dergelijke wapens bij de verboden wapens indeelt, maar toestaat dat er in individuele gevallen uitzonderingen worden gemaakt » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 19).

Particulieren mogen dus geen automatische vuurwapens meer voorhanden hebben, vermits die wapens verboden zijn.

Artikel 45, § 2, van de bestreden wet voorziet overigens in een overgangsregeling voor de particulieren die bij de inwerkingtreding van de wapenwet een automatisch vuurwapen voorhanden hebben.

B.44.4. Artikel 27, § 3, tweede lid, van de wapenwet voorziet evenwel in een regeling die afwijkt van het verbod tot het voorhanden hebben van automatische vuurwapens voor de erkende verzamelaars en musea, die automatische vuurwapens kunnen aankopen, invoeren en voorhanden hebben, op voorwaarde dat zij de slagpin eruit verwijderen en ze bewaren op de wijze bepaald door de Koning.

Die afwijking is « noodzakelijk [gebleken] om het bezit van militair materieel als deel van een erkende verzameling of museum mogelijk te laten blijven » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 32).

B.44.5. De particulieren, zelfs indien zij beschikken over een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen zonder munitie, kunnen dus - naast de vrij verkrijgbare wapens die niet vergunningsplichtig zijn - alleen vergunningsplichtige wapens voorhanden hebben en geen verboden wapens, zoals automatische vuurwapens.

De houders van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen zonder munitie zijn dus niet gelijk te stellen met de erkende verzamelaars en musea : de wetgever vermocht immers ervan uit te gaan dat het verbod tot het voorhanden hebben van verboden wapens, zoals automatische vuurwapens, mogelijk afbreuk zou doen aan de beoefening van de activiteit waarvoor die personen zijn erkend, en dat het verantwoord was om alleen voor die personen hiervan af te wijken.

B.44.6. Het middel is niet gegrond.

B.45.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 4052 bekritisieren in hun tweede middel artikel 21 van de bestreden wet, dat het vervoeren van vuurwapens beperkt. Die bepaling zou de fundamentele rechten van de « verzamelaar » op onevenredige wijze beknotten door diens vrijheid om zich te verplaatsen met wapens, zelfs zonder munitie, op discriminerende wijze te beperken.

B.45.2. Artikel 21 van de wapenwet bepaalt :

« Het vervoeren van vuurwapens is slechts toegelaten aan :

1<sup>o</sup> houders van een erkenning overeenkomstig artikel 5 of artikel 6, voorzover de wapens ongeladen zijn;

2<sup>o</sup> houders van een vergunning tot het voorhanden hebben van een vuurwapen en personen bedoeld in artikel 12, voorzover de wapens vervoerd worden tussen hun woonplaats en hun verblijfplaats, of tussen hun woon- of verblijfplaats en de schietstand of het jachtterrein, of tussen hun woon- of verblijfplaats en een erkende persoon. Tijdens het vervoer dienen de vuurwapens ongeladen en verpakt te zijn in een afgesloten koffer, of voorzien te zijn van een trekkerslot of een equivalente beveiliging;

3<sup>o</sup> houders van een wapendrachtvergunning;

4<sup>o</sup> personen die uitsluitend met dit doel een erkenning overeenkomstig artikel 5 hebben verkregen;

5<sup>o</sup> professionele internationale vervoerders, mits de wapens op Belgisch grondgebied niet worden uitgeladen of overgeladen.

De personen bedoeld in het eerste lid, 4<sup>o</sup>, moeten geen beroepsbekwaamheid bewijzen, maar voldoen aan alle wettelijke voorwaarden om beschouwd te kunnen worden als professionele vervoerders.

Internationale vervoerders, die niet voldoen aan het eerste lid, 5<sup>o</sup>, en die zijn gevestigd in een andere lidstaat van de Europese Unie, moeten niet worden erkend, maar bewijzen dat zij hun activiteit in de betrokken lidstaat mogen uitoefenen ».

B.46.1. In de parlementaire voorbereiding in verband met artikel 21 wordt uiteengezet :

« Dit artikel onderwerpt het vervoer van vuurwapens voortaan aan bijzondere regels. Erkende personen mogen zoals vroeger hun wapens zelf vervoeren. Vergunninghouders kunnen dit eveneens onder de voorwaarden die nu reeds in een uitvoeringsbesluit zijn vastgelegd en die nu deels in de wet worden omschreven » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 31).

B.46.2. Indien de verzamelaar is erkend overeenkomstig artikel 6, dan staat artikel 21, 1<sup>o</sup>, van de bestreden wet het vervoeren van vuurwapens toe, op voorwaarde dat zij niet geladen zijn.

Indien de « verzamelaar » niet is erkend, maar beschikt over één of meer vergunningen tot het voorhanden hebben van een wapen of een in artikel 12 bedoelde persoon is, dan staat artikel 21, 2<sup>o</sup>, van dezelfde wet het vervoeren van ongeladen vuurwapens toe tussen zijn woonplaats en zijn verblijfplaats, tussen zijn woon- of verblijfplaats en de schietstand of het jachtterrein, of tussen zijn woon- of verblijfplaats en een erkende persoon, mits is voldaan aan enkele veiligheidsvoorwaarden.

B.46.3. Gelet op de bij de wet nagestreefde doelstellingen, waaraan in B.11 is herinnerd, vermocht de wetgever te beslissen de risico's in verband met het vervoeren van wapens te beperken door te voorzien in veiligheidsmaatregelen en door, wanneer het gaat om een particulier met een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen of een in artikel 12 bedoelde persoon, dat vervoer te beperken tot de woonplaats of de plaats waar een activiteit met het vergunde wapen wordt beoefend.

Indien de beoogde personen wapens onder minder strikte voorwaarden wensen te vervoeren, staat het hun overigens vrij, voor zover zij de noodzaak ervan aantonen, een wapendrachtvergunning (artikel 21, 3<sup>o</sup>) of een overeenkomstig artikel 5 van de wapenwet verleende vergunning voor uitsluitend het vervoeren van wapens (artikel 21, 4<sup>o</sup>) te verkrijgen.

B.46.4. Voor het overige bestaat er geen onvoorwaardelijk recht om zich vrij te verplaatsen met een wapen, daar dat laatste een gevaar voor anderen kan inhouden.

Het valt overigens niet in te zien om welke wettige redenen een « verzamelaar » de wapens die hij voorhanden heeft, zou willen vervoeren onder andere voorwaarden of naar andere plaatsen dan die welke in artikel 21, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van de bestreden wet worden bedoeld.

B.46.5. Het middel is niet gegrond.

*Wat betreft de wettige reden voor het dragen en voorhanden hebben van een vergunningsplichtig wapen*

B.47. De verzoekende partijen in de zaak nr. 4052 bekritisieren in hun tweede middel de artikelen 14 en 15 van de wapenwet, in zoverre die bepalingen voor het dragen van een vergunningsplichtig wapen zouden voorzien in een wettige reden die niet samenvalt met de wettige reden voor het voorhanden hebben van een vergunningsplichtig wapen en die niet in de wet is gedefinieerd, in tegenstelling tot de in artikel 11, § 3, bedoelde wettige redenen.

B.48.1. Zoals in B.27.7 eraan is herinnerd, onderscheidt het voorhanden hebben van een wapen zich van het dragen ervan, in zoverre het dragen van een wapen de mogelijkheid veronderstelt het onmiddellijk en zonder verplaatsing te nemen.

Dat verschil tussen het voorhanden hebben en het dragen van een vergunningsplichtig wapen houdt in dat de voorwaarden voor het dragen van een vergunningsplichtig wapen kunnen verschillen van de voorwaarden voor het voorhanden hebben van een vergunningsplichtig wapen, met name op het vlak van de « wettige redenen ».

B.48.2. Rekening houdend met hetgeen in B.30.3 is gezegd, is de wettige reden voor het dragen van een vergunningsplichtig wapen, in tegenstelling tot wat de verzoekende partijen beweren, niet zonder precisering.

B.48.3. Rekening houdend met het verschil in aard tussen het dragen van een wapen en het voorhanden hebben ervan, met name wat de mogelijke gevaren voor de veiligheid van de personen betreft, is het verschil tussen de wettige redenen voor het dragen van een vergunningsplichtig wapen, geïnterpreteerd in de in B.30.3 aangegeven zin, en de wettige redenen voor het voorhanden hebben van dat wapen, opgesomd in artikel 11, § 3, 9<sup>o</sup>, van de bestreden wet, niet discriminerend.

B.48.4. Het middel is niet gegrond.

*Wat betreft de procedure voor de toekenning van de vergunningen tot het voorhanden hebben van een wapen*

B.49. Het tweede middel in de zaak nr. 4087 bekritiseert artikel 11, § 3, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> en 9<sup>o</sup>, en § 4, van de bestreden wet in zoverre in die bepaling de wettige redenen voor het voorhanden hebben van wapens worden opgesomd en daarin wordt opgelegd het bewijs te leveren in staat te zijn de wapens te hanteren, zelfs wanneer de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning betrekking heeft op een wapen zonder munitie. Volgens de verzoekende partij zou de aanvrager van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen zonder munitie bijgevolg worden gediscrimineerd ten opzichte van de aanvrager van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen met munitie, voor wie de voorwaarden bepaald in artikel 11 relevant zijn.

B.50.1. In de parlementaire voorbereiding van artikel 11 wordt gepreciseerd :

« Dit artikel wijzigt de bevoegdheden voor het verlenen van vergunningen tot het voorhanden hebben van een vuurwapen. Enerzijds wordt een einde gemaakt aan de bestaande versnippering door deze bevoegdheid bij de gouverneur, die zoals overal in het kader van de wapenwetgeving optreedt als agent van de federale regering, met andere woorden als een gedeconcentreerde entiteit daarvan, onder te brengen. [...] Door de wijziging wordt meer eenheid en gelijkheid beoogd. [...] Nieuw is ook dat de gouverneur in alle gevallen, dus ook wanneer hij een vergunning verleent, zijn beslissing zal moeten motiveren. Er wordt ook herinnerd aan het principe dat er voor elk wapen of elk aan de proef onderworpen onderdeel een aparte vergunning nodig is.

[...]

In het algemeen wordt nu ook uitdrukkelijk voorzien in de mogelijkheid de vergunning te beperken tot het voorhanden hebben van het wapen zonder de mogelijkheid er ook munitie voor te verwerven. Dit gebeurde in de praktijk reeds vaak.

De nieuwe paragraaf 3 anderzijds, legt de voorwaarden voor het verkrijgen van een wapenbezitvergunning in de wet vast, waar die tot nu toe alleen in uitvoeringsbesluiten en omzendbrieven stonden vermeld. Dit is opnieuw in de eerste plaats ingegeven door de bezorgdheid elke vorm van willekeur en subjectiviteit te vermijden. De voorwaarden op zich zijn niet nieuw, maar sommige werden nog onvoldoende (correct) toegepast. [...] Evenmin voldoende bekend was de vereiste, vervat in de Schengen-Uitvoeringsovereenkomst, dat de betrokkene niet ongeschikt mag zijn om een wapen te manipuleren zonder gevaar voor zichzelf of voor derden. Het nu voorgeschreven medisch attest is te vergelijken met dat, wat noodzakelijk is voor het behalen van een rijbewijs. De bestaande vrijstellingen voor de praktische proef worden nu in de wet ingeschreven.

De wettige reden die men tenslotte moet opgeven voor het bezit van een vergunningsplichtig vuurwapen is een voorschrift uit de voornoemde Europese Richtlijn [91/477/EEG]. Gezien de wettige redenen kan verschillen afhankelijk van de situatie, het type wapen en de hoedanigheid van de betrokken persoon, zullen de in de wet opgesomde aanvaardbare redenen met alle nodige nuanceringen worden gepreciseerd in een uitvoeringsbesluit. De gouverneur zal de aangevoerde redenen moeten beoordelen in functie van de wet. [...] » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, pp. 25-26).

B.50.2. In tegenstelling tot wat de verzoekende partij aanvoert, moet een aanvrager van een vergunning tot het voorhanden hebben van een vergunningsplichtig wapen zonder munitie niet aantonen dat hij in staat is de wapens te hanteren, vermits het bestreden artikel 11, § 4, derde lid, 2<sup>o</sup>, « de aanvrager van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen met uitsluiting van munitie » vrijstelt van de in § 3, 7<sup>o</sup>, bedoelde praktische proef.

Het loutere gegeven dat de aanvraag betrekking heeft op een wapen zonder munitie vormt overigens geen relevant criterium om de aanvragers van de vergunning ervan vrij te stellen het bij artikel 11, § 3, 6°, vereiste medische attest voor te leggen, vermits dat overeenstemt met een vereiste van de richtlijn 91/477/EEG en de wetgever het noodzakelijk vermocht te achten het voorhanden hebben van het vergunningsplichtige wapen alleen toe te staan voor personen die medisch gezien in staat zijn het mogelijke gevaar van elk wapen, los van de munitie, in te zien.

Tijdens de algemene bespreking betreffende die vereiste is overigens gepreciseerd :

« Het is vanzelfsprekend noodzakelijk de verplichting op te leggen een arts te raadplegen alvorens iemand een vergunning krijgt om een wapen voorhanden te hebben. Het ware bijvoorbeeld absurd te tolereren dat een alcoholist een wapen mag verwerven. Die voorwaarde geldt trouwens al voor sportschutters » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/003, p. 17).

B.51.1. Er dient evenwel te worden nagegaan of de in het bestreden artikel 11, § 3, 9°, opgesomde wettige redenen het de persoon die een ongeladen wapen voorhanden wenst te hebben, mogelijk maken te voldoen aan de voorwaarden om een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen te verkrijgen.

Het blijkt dat de vier in artikel 11, § 3, 9°, a) tot d), opgesomde redenen alleen betrekking kunnen hebben op een aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning voor een wapen met munitie. Die redenen worden verantwoord door het feit dat het voorhanden hebben van een wapen met munitie alleen is toegestaan wanneer een motief bestaat dat rechtstreeks verband houdt met de hoofdfunctie van het wapen, die erin bestaat een projectiel af te vuren.

Diegene die een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen zonder munitie aanvraagt, kan daarentegen alleen voldoen aan twee van de zes opgesomde wettige redenen, namelijk de intentie een verzameling historische wapens op te bouwen (artikel 11, § 3, 9°, e)) of de deelname aan historische, folkloristische, culturele of wetenschappelijke activiteiten (artikel 11, § 3, 9°, f)).

B.51.2. Hoewel de wetgever, met het oog op de openbare veiligheid, vermocht te beslissen het voorhanden hebben van vuurwapens aan strikte voorwaarden te onderwerpen, gelet op het mogelijke gevaar verbonden aan het voorhanden hebben van vuurwapens met munitie, is de beperking van de wettige redenen ter verantwoording van het voorhanden hebben van een wapen zonder munitie - en bijgevolg van een wapen waarvan het mogelijke gevaar objectief gezien beperkt is - die voortvloeit uit artikel 11, § 3, 9°, niet pertinent en niet evenredig met de nagestreefde doelstellingen.

Diegene die een wapen voorhanden wil houden, zonder gebruik ervan te maken in de hoofdfunctie ervan, die erin bestaat een projectiel af te vuren, vermits de aanvraag tot het verkrijgen van de vergunning de munitie uitsluit, noch in een andere bijkomende functie, zoals een verzameling of een historische, folkloristische, culturele of wetenschappelijke activiteit, kan aldus geen enkele van de in de wet vermelde redenen aanvoeren voor het voorhanden hebben van een wapen zonder munitie.

Hoewel het ten aanzien van de door de bestreden wetgeving nagestreefde doelstellingen geoorloofd is alleen te voorzien in wettige redenen die een rechtstreeks verband vertonen met een beroep of een vrijetijdsbesteding voor wie een vergunningsplichtig wapen wenst te verwerven, is het echter niet evenredig het voorhanden hebben van een wapen zonder munitie onmogelijk te maken, wanneer diegene die de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen aanvraagt en die voor het overige aan alle andere gestelde voorwaarden voldoet, een wapen dat legaal voorhanden werd gehouden, niet wenst te verwerven, maar in zijn vermogen wenst te bewaren, ofwel omdat een vergunning tot het voorhanden hebben van het wapen was verleend, ofwel omdat die vergunning niet was vereist.

B.51.3. Het middel is derhalve gegrond in zoverre artikel 11, § 3, 9°, het behoud van een legaal voorhanden gehouden wapen in een vermogen niet vermeldt als wettige reden wanneer de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen betrekking heeft op een vergunningsplichtig wapen zonder munitie.

B.52. Het eerste onderdeel van het eerste middel in de zaak nr. 4052 is met name gericht tegen artikel 11 van de bestreden wet. De verzoekende partijen zijn van mening dat de wettige redenen bedoeld in artikel 11 geen rekening houden met de handel in wapens, zodat een erkende wapenhandelaar niet zou kunnen worden toegestaan de wapens en munitie voorhanden te hebben die hij op grond van zijn erkenning kan verhandelen.

B.53.1. Artikel 11 van de bestreden wet verbiedt de particulieren om een vergunningsplichtig wapen voorhanden te hebben zonder een door de bevoegde gouverneur verleende voorafgaande vergunning.

Artikel 5 van de wapenwet, ook al is het nog niet in werking getreden, voert daarentegen een procedure tot erkenning van de wapenhandelaars in, waarbij met name wordt opgelegd de beroepsbekwaamheid te bewijzen en de herkomst van de voor de beoefening van die activiteit aangewende financiële middelen aan te tonen (artikel 5, § 2). Op grond van artikel 5, § 2, derde lid, heeft « de vereiste beroepsbekwaamheid [...] betrekking op de kennis van de na te leven regelgeving en van de beroepsdeontologie, en van de techniek en het gebruik van wapens ».

B.53.2. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen aanvoeren, volstaat de erkenning die aan een wapenhandelaar voor de handel in wapens is verleend, om het voorhanden hebben van wapens toe te staan die onder zijn beroepsactiviteit vallen, en wordt hem niet opgelegd om daarnaast, overeenkomstig artikel 11, de vergunningen tot het voorhanden hebben van een wapen te verkrijgen voor de wapens die hij verhandelt.

B.53.3. Daar het steunt op een verkeerde interpretatie van artikel 11, is het middel niet gegrond.

B.54.1. Het derde middel in de zaak nr. 4087, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, bekritiseert de artikelen 17 en 18 van de wapenwet, in zoverre die bepalingen voorzien in een bijzondere vergunningsprocedure wanneer een vergunningsplichtig wapen « onvrijwillig » wordt verworven, zonder te voorzien in een bijzondere procedure wanneer die onvrijwillige verwerving voortvloeit uit een erfenis.

B.54.2. De artikelen 17 en 18 van die wet luiden als volgt :

« Art. 17. Wanneer een koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 3, § 3, 2°, wapens indeelt bij de vergunningsplichtige wapens, moeten de personen die dergelijke wapens voorhanden hebben, ze laten inschrijven volgens een procedure bepaald door de Koning. Een vergunning om dergelijke wapens voorhanden te hebben wordt hen kosteloos uitgereikt.

Hij die een vergunningsplichtig wapen verkrijgt in andere omstandigheden dan die welke zijn bepaald in de artikelen 11 en 12, moet binnen drie maanden nadat hij het wapen heeft verkregen, een vergunning tot het voorhanden hebben van dit wapen aanvragen. Hij mag het wapen voorlopig voorhanden hebben totdat over de aanvraag is beslist, behalve indien bij een met redenen omklede beslissing van de betrokken overheid blijkt dat het voorhanden hebben ervan de openbare orde kan verstoren.

Art. 18. Het wapen moet binnen de termijn bepaald in de beslissing van weigering, schorsing of intrekking opgeslagen worden bij een erkend persoon of overgedragen worden aan een erkend persoon dan wel aan een persoon die gemachtigd is het wapen voorhanden te hebben wanneer :

1° een beslissing wordt getroffen, waarbij aan een persoon bedoeld in artikel 17, tweede lid, wordt verboden een dergelijk wapen voorlopig voorhanden te hebben;

2° de vergunning tot het voorhanden hebben van een dergelijk wapen wordt geweigerd aan een persoon bedoeld in artikel 17;



3° de vergunning of het recht tot het voorhanden hebben van een wapen overeenkomstig de artikelen 11, § 2, en 13, eerste lid, wordt geschorst of ingetrokken ».

B.55.1. Volgens de parlementaire voorbereiding nemen de artikelen 17 en 18 bestaande bepalingen grotendeels over (*Parl. St., Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 29*). Het betreft artikel 14 van de voormelde wet van 3 januari 1933.

B.55.2. Het bestreden artikel 17, eerste lid, beoogt de personen die wapens voorhanden hebben die op grond van een koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 3, § 3, 2°, bij de vergunningsplichtige wapens zijn ingedeeld. Luidens die bepaling moeten die personen die wapens laten inschrijven volgens een procedure bepaald door de Koning en wordt hen « een vergunning om dergelijke wapens voorhanden te hebben [...] kosteloos uitgereikt ».

Het bestreden artikel 17, tweede lid, beoogt de situatie van personen die een vergunningsplichtig wapen verwerven in andere omstandigheden dan die welke in de artikelen 11 en 12 zijn bepaald. In dat geval moet de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning binnen drie maanden na de verwerving van het wapen worden ingediend, en diegene die de vergunning aanvraagt, mag het voorlopig voorhanden hebben totdat over zijn aanvraag is beslist, behalve indien blijkt dat het voorhanden hebben ervan de openbare orde kan verstoren.

B.55.3. Het bestreden artikel 18 regelt het lot van het wapen, met name wanneer een beslissing wordt genomen waarbij een in artikel 17, tweede lid, bedoelde persoon wordt verboden een dergelijk wapen voorlopig voorhanden te hebben (artikel 18, 1°) of wanneer een vergunning tot het voorhanden hebben van een dergelijk wapen wordt geweigerd aan een persoon bedoeld in artikel 17 (artikel 18, 2°): het wapen moet binnen de termijn bepaald in de beslissing tot weigering, schorsing of intrekking, worden opgeslagen bij een erkend persoon of overgedragen aan een erkend persoon of aan een persoon die ertoe gemachtigd is het wapen voorhanden te hebben.

B.56.1. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen aanvoeren, voorziet artikel 17, eerste lid, niet in de « automatische » afgifte van de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen, maar voorziet het alleen in de kosteloosheid ervan, zoals artikel 18, 2°, van de bestreden wet bevestigt, dat bepaalt dat de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen kan worden geweigerd aan een persoon bedoeld in artikel 17, met inbegrip van diegenen die in het eerste lid van artikel 17 worden bedoeld, wier wapen vergunningsplichtig wordt op grond van een koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 3, § 3, 2°.

Die in artikel 17, eerste lid, bedoelde personen zullen dus, om een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen te verkrijgen, moeten voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 11 van de wapenwet.

B.56.2. De personen die een wapen verwerven in andere omstandigheden dan die welke in de artikelen 11 en 12 van de wapenwet zijn bepaald, met name door vererving, worden daarentegen beoogd door artikel 17, tweede lid, van de bestreden wet en zullen in principe kunnen beschikken over een voorlopige vergunning tot het voorhanden hebben van het wapen. Zij zullen hun aanvraag tot het verkrijgen van een definitieve vergunning echter vrij snel moeten indienen en moeten voldoen aan de voorwaarden tot het verkrijgen van die vergunning, onder voorbehoud van hetgeen in B.51.2 en B.51.3 is gezegd.

B.56.3. Uit hetgeen voorafgaat vloeit voort dat de in artikel 17, eerste en tweede lid, bedoelde personen op dezelfde wijze zullen moeten voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 11 van de wapenwet en, indien aan die voorwaarden niet is voldaan, zullen zij de wapens moeten overdragen overeenkomstig artikel 18 van dezelfde wet.

Het enige proceduregebonden verschil van de kosteloosheid van de vergunning voor de in artikel 17, eerste lid, bedoelde personen kan op zich niet als discriminerend worden beschouwd, vermits het ertoe strekt rekening te houden met een situatie waarin de onvoorzienbaarheid voortvloeit uit een verandering van classificatie van het wapen na de regelmatige verwerving ervan, terwijl artikel 17, tweede lid, de situatie beoogt waarin de classificatie van het wapen niet is veranderd, maar waarin enkel de verwerving ervan in andere omstandigheden gebeurde dan die bepaald in de artikelen 11 en 12 van de wapenwet, omstandigheden die niet noodzakelijk een onvoorzienbaar element inhouden dat de kosteloosheid van de vergunning zou verantwoorden.

B.56.4. Het middel is niet gegrond.

*Wat de procedure voor de toekenning van de erkenningen van wapenhandelaars en tussenpersonen betreft*

B.57.1. Het eerste middel in de zaak nr. 4052 bekritiseert de artikelen 5 en 30, eerste lid, van de wapenwet.

B.57.2. De artikelen 5 en 30 van die wet luiden :

« Art. 5. § 1. Niemand mag op het Belgisch grondgebied activiteiten als wapenhandelaar of als tussenpersoon uitoefenen, of zich als dusdanig bekend maken, zonder daartoe vooraf te zijn erkend door de gouverneur bevoegd voor de vestigingsplaats.

Indien de aanvrager als wapenhandelaar is erkend in een andere lidstaat van de Europese Unie, houdt de gouverneur bij de beoordeling van de erkenningsaanvraag rekening met de waarborgen verstrekt in dat kader.

De personen die deze activiteiten uitoefenen onder gezag, leiding en toezicht van een erkend wapenhandelaar en in zijn vestigingsplaats, moeten evenwel niet worden erkend. De gouverneur gaat evenwel na of ze, bij de aanvraag om erkenning van hun werkgever of bij hun indiensttreding, voldoen aan § 4.

De erkende wapenhandelaar brengt elke indiensttreding van een persoon bedoeld in het derde lid binnen de maand ter kennis van de gouverneur.

§ 2. De aanvrager moet zijn beroepsbekwaamheid bewijzen voor de activiteit die hij wenst uit te oefenen en de herkomst van de voor zijn activiteit aangewende financiële middelen aantonen op de wijze bepaald door de Koning.

De gouverneur brengt elke aanwijzing van een inbreuk ter kennis van de bevoegde procureur des Konings.

De vereiste beroepsbekwaamheid heeft betrekking op de kennis van de na te leven regelgeving en van de beroepsdeontologie, en van de techniek en het gebruik van wapens.

§ 3. De gouverneur doet uitspraak over de aanvraag om erkenning na ontvangst van het met redenen omkleed advies van de procureur des Konings en van de burgemeester bevoegd voor de vestigingsplaats en voor de woonplaats van de aanvrager.

De erkenning kan alleen worden geweigerd om redenen die verband houden met de handhaving van de openbare orde. Elke beslissing tot weigering vanwege de gouverneur moet met redenen omkleed zijn.

§ 4. Niettemin zijn de aanvragen van volgende personen onontvankelijk :

1° personen die tot een criminele straf veroordeeld zijn of geïnterneerd zijn krachtens de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten of met een beslissing die een behandeling in een ziekenhuis beveelt, zoals bedoeld door de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke overeenstemt;

2° personen die als dader of medeplichtige veroordeeld zijn wegens een van de misdrijven bepaald in :

a) deze wet en in de besluiten tot uitvoering ervan;

b) de artikelen 101 tot 135quinquies, 193 tot 214, 233 tot 236, 269 tot 274, 313, 322 tot 331, 336, 337, 344, 345, 347bis, 392 tot 415, 423 tot 442, 461 tot 488, 510 tot 518 en 520 tot 525 van het Strafwetboek;

c) de artikelen 17, 18, 29 tot 31 en 33 tot 41 van het Militair Strafwetboek;

- d) de artikelen 33 tot 37 en 67 tot 70 van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij;
- e) de wet van 29 juli 1934 waarbij de private milities verboden worden;
- f) de wet van 28 mei 1956 betreffende de ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen en in de besluiten tot uitvoering ervan;
- g) de wet van 11 september 1962 betreffende de in-, uit- en doorvoer van goederen en de daaraan verbonden technologie en in de besluiten tot uitvoering ervan;
- h) de artikelen 5, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 6, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid;
- i) artikel 3, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective;
- j) de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van en de bestrijding van illegale handel in wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik of voor ordehandhaving dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie;

3<sup>o</sup> rechtspersonen die zelf zijn veroordeeld en rechtspersonen waarvan een bestuurder, een zaakvoerder, een commissaris of aangestelde voor het beheer of het bestuur, is veroordeeld of onderworpen aan een veiligheidsmaatregel in omstandigheden als bedoeld in 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> hiervoren;

4<sup>o</sup> de personen die in het buitenland :

- a) zijn veroordeeld tot een straf die met internering overeenstemt;
  - b) het voorwerp hebben uitgemaakt van een maatregel die met internering of met een beslissing die een behandeling in een ziekenhuis beveelt, zoals bedoeld door de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke overeenstemt;
  - c) als dader of mededader zijn veroordeeld wegens een van de misdrijven die in het 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> zijn bepaald;
- 5<sup>o</sup> minderjarigen en verlengd minderjarigen;
- 6<sup>o</sup> onderdanen van Staten die geen lid zijn van de Europese Unie en de personen die hun hoofdverblijfplaats niet hebben in een lidstaat van de Europese Unie.

§ 5. De gouverneur kan, in geval van fusie, splitsing, inbreng van een algemeenheid of van een bedrijfstak of wijziging van de rechtspersoonlijkheid, bepalen dat de nieuwe juridische entiteit, mits zij de door hem bepaalde voorwaarden in acht neemt, gedurende de periode voorafgaand aan de notificatie van de beslissing betreffende de erkenningsaanvraag, de activiteiten van de initieel erkende onderneming kan voortzetten ».

« Art. 30. Beroep staat open bij de minister van Justitie of bij zijn gemachtigde in geval van het ontbreken van een beslissing van de gouverneur binnen de in artikel 31 bedoelde termijnen, of tegen de beslissingen van de gouverneur tot weigering, beperking, schorsing of intrekking van een erkenning, een vergunning of een recht, behalve tegen beslissingen inzake onontvankelijke aanvragen.

[...] ».

B.58.1. In het eerste onderdeel van het middel zijn de verzoekende partijen van mening dat de voorwaarden bepaald in artikel 5, §§ 2 en 3, tegenstrijdig en niet relevant zijn. In het tweede onderdeel van het middel zijn de verzoekende partijen van mening dat artikel 5, § 4, 6<sup>o</sup>, door te verbieden dat een onderdaan van een Staat die geen lid is van de Europese Unie wordt erkend als wapenhandelaar of tussenpersoon, een discriminatie in het arbeidsrecht creëert, die steunt op de nationaliteit van de aanvrager van de erkenning, met schending van de artikelen 10, 11, 12, 14, 23 en 191 van de Grondwet. Die discriminatie zou overigens worden versterkt door het feit dat artikel 30, eerste lid, de mogelijkheid opheft om bij de minister van Justitie of zijn gemachtigde beroep in te stellen tegen de beslissingen betreffende onontvankelijke aanvragen.

B.58.2. Artikel 5 van de bestreden wet verplicht de wapenhandelaars en tussenpersonen ertoe te worden erkend door de gouverneur die bevoegd is voor de vestigingsplaats.

In de parlementaire voorbereiding wordt uiteengezet dat artikel 5 « het mogelijk [maakt] beter te voldoen aan de Europese regelgeving. Hierbij werd uitgegaan van een analoge bepaling in de recent aangepaste wetgeving op de bewakingsondernemingen (wet van 10 juni 2001 tot wijziging van de wet van 10 april 1990) » (*Parl. St., Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 22*).

Artikel 5, § 2, voert aldus twee nieuwe voorwaarden in om de erkenning van wapenhandelaar te verkrijgen : het bewijs van de beroepsbekwaamheid en het bewijs van de herkomst van de financiële middelen die de wapenhandelaar in zijn activiteit investeert.

Artikel 5 brengt overigens « in de bestaande erkenningscriteria [...] enkele aanpassingen [aan] [...] die tot doel hebben de risico's voor de openbare orde tot een minimum te herleiden » (*ibid.*).

B.58.3. Het bewijs van de beroepsbekwaamheid en van de herkomst van de financiële middelen (artikel 5, § 2) heeft dus niet tot gevolg dat de erkenning automatisch moet worden verleend. Immers, hoewel beide voorwaarden noodzakelijk zijn, volstaan zij daarom niet, aangezien de erkenning van de wapenhandelaars past in het kader van een doelstelling van openbare veiligheid.

In die context van een strikte begeleiding van de activiteit van wapenhandelaar, kan de gouverneur, op grond van artikel 5, § 3, de erkenning weigeren, waarbij hij zijn beslissing motiveert, « om redenen die verband houden met de handhaving van de openbare orde ». Die mogelijkheid om de toekenning van de erkenning te weigeren, is dus niet in tegenspraak met artikel 5, § 2, maar strekt daarentegen ertoe het aan te vullen door aan de gouverneur een beperkte beoordelingsbevoegdheid toe te kennen in verband met de handhaving van de openbare orde.

B.58.4. Artikel 7, § 2, 5<sup>o</sup>, van de wapenwet voorziet overigens in de mogelijkheid voor de Koning om de erkenning te schorsen, in te trekken of te beperken wanneer de houder « activiteiten uitoefent die door het feit dat zij worden uitgeoefend samen met activiteiten waarvoor de erkenning is verkregen, de openbare orde kunnen verstoren ».

Die bepaling is rechtstreeks geïnspireerd op artikel 17, 1<sup>o</sup>, van de wet van 10 april 1990 « op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten », wetgeving waarvan het doel vergelijkbaar was met dat van de wapenwet, namelijk bepaalde activiteiten in verband met de openbare veiligheid onderwerpen aan specifieke en beperkende regels, waarbij rekening wordt gehouden met de voornaamste verantwoordelijkheid van de overheid bij de handhaving van de openbare orde (*Parl. St., Senaat, 1988-1989, nr. 775/1, p. 1*).

Het begrip « handhaving van de openbare orde » bedoeld in artikel 5, § 3, voor de weigering om de erkenning toe te kennen, dient dus te worden geïnterpreteerd in het licht van artikel 7, § 2, 5<sup>o</sup>, van de wapenwet, met de verplichting voor de gouverneur om zijn beslissing met redenen te omkleden en met de mogelijkheid om beroep in te stellen tegen die weigeringsbeslissing, overeenkomstig artikel 30 van de wapenwet.

De cumulatieve voorwaarden waarin artikel 5, §§ 2 en 3, voorziet, zijn overigens relevant ten aanzien van het doel dat erin bestaat de transparantie van de wapenmarkt te verzekeren en de openbare veiligheid te versterken.

B.58.5. Het eerste onderdeel van het middel is niet gegrond.

B.59.1. Artikel 5, § 4, van de wapenwet bepaalt dat de aanvragen om erkenning die zijn ingediend door personen die als dader of als medeplichtige veroordeeld zijn wegens bepaalde misdrijven (artikel 5, § 4, 1<sup>o</sup> tot 4<sup>o</sup>), door minderjarigen en verlengd minderjarigen (artikel 5, § 4, 5<sup>o</sup>), alsook door onderdanen van Staten die geen lid zijn van de Europese Unie en personen die hun hoofdverblijfplaats niet hebben in een lidstaat van de Europese Unie (artikel 5, § 4, 6<sup>o</sup>) onontvankelijk zijn.

Het tweede onderdeel van het middel bekritiseert artikel 5, § 4, 6<sup>o</sup>, alleen in zoverre het de onderdanen beoogt van Staten die geen lid zijn van de Europese Unie.

B.59.2. Door sommige aanvragen onontvankelijk te verklaren, wordt gestreefd naar het in B.58.3 in herinnering gebrachte doel, dat erin bestaat te voorzien in een strikt kader voor de beoefening van sommige activiteiten in verband met de openbare veiligheid.

In die context moet het effectieve karakter van de wapenwet worden gewaarborgd door concrete controle- en sanctiemogelijkheden, die verantwoord zijn dat de erkenning van wapenhandelaar wordt geweigerd aan personen die geen voldoende band hebben met België of een andere lidstaat van de Europese Unie.

Het is dus niet kennelijk onredelijk om de erkenning in beginsel te weigeren aan onderdanen van een Staat die geen lid is van de Europese Unie.

B.60.1. Artikel 30, eerste lid, van de wapenwet voert een administratief beroep in bij de minister van Justitie of zijn gemachtigde tegen de beslissingen van de gouverneur tot weigering, beperking, schorsing of intrekking van een erkenning, een vergunning of een recht, « behalve tegen beslissingen inzake onontvankelijke aanvragen ».

B.60.2. Het staat aan de wetgever te oordelen of het opportuun is een administratief beroep in te voeren tegen een administratieve beslissing, zonder afbreuk te doen aan het beroep tot nietigverklaring voor de Raad van State.

Wanneer de wetgever het nodig acht een administratief beroep in te voeren, kan hij een categorie van burgers dat beroep evenwel niet ontzeggen zonder redelijke verantwoording.

B.60.3. Door te voorzien in de mogelijkheid om bij de minister van Justitie of diens gemachtigde beroep in te stellen tegen de beslissingen van de gouverneur genomen in het kader van de wapenwet, heeft de wetgever het de betrokkenen mogelijk gemaakt de redenen tot weigering, intrekking, schorsing of beperking van hun rechten door de minister van Justitie te laten controleren.

Door te beslissen de onontvankelijke aanvragen niet voor te leggen aan de minister, heeft de wetgever tussen de betrokkenen een verschil in behandeling ingevoerd dat redelijk is verantwoord door de zorg om de minister van Justitie niet te overbelasten met beroepen tegen beslissingen die steunen op de in de wet bepaalde onontvankelijkheidsredenen.

Die maatregel doet overigens geen afbreuk aan de rechten van de betrokkenen, die een beroep tot nietigverklaring voor de Raad van State kunnen instellen tegen de beslissing van de gouverneur, zonder vooraf een beroep bij de minister van Justitie te moeten indienen.

B.60.4. Het tweede onderdeel van het middel is niet gegrond.

*Wat betreft de geldigheidsduur van de wapendrachtvergunningen, de vergunningen tot het voorhanden hebben van een wapen en de erkenningen*

B.61.1. Het derde middel in de zaak nr. 4052 is gericht tegen de artikelen 14 en 32 van de wapenwet, in zoverre die bepalingen voorzien in een verschillende geldigheidsduur voor de vergunningen voor het dragen van vergunningsplichtige wapens, de vergunningen tot het voorhanden hebben van een wapen en de erkenningen. Daar de wet zich uitdrukt in maximumtermijnen, zouden de gouverneurs overigens beschikken over een beoordelingsbevoegdheid die discriminerende behandelingen mogelijk maakt.

B.61.2. Artikel 14, derde lid, van die wet bepaalt dat de vergunning voor het dragen van een vergunningsplichtig wapen wordt verleend « voor een duur van ten hoogste drie jaar ».

Artikel 32, eerste lid, bepaalt dat de in artikel 5 bedoelde erkenningen, namelijk de erkenningen als wapenhandelaar en als tussenpersoon, worden verleend « voor een maximale duur van zeven jaar ».

Artikel 32, tweede lid, bepaalt dat « de erkenningen en vergunningen bedoeld in de artikelen 6, 11, 17, 20, 21 en 31 » worden afgegeven « voor een maximale duur van vijf jaar ». Die bepaling beoogt dus de erkenningen van de verzamelaars en de musea, de vergunningen tot het voorhanden hebben van een wapen, voor het uitbaten van schietstanden en voor het vervoer van wapens.

Ten slotte voorziet artikel 32, derde lid, in een vereenvoudigde procedure voor de hernieuwingen.

B.62.1. In de parlementaire voorbereiding van artikel 14 wordt gepreciseerd :

« Aan de principes van de wapendrachtvergunning worden slechts enkele kleine wijzigingen aangebracht. [...] »

De belangrijkste wijziging is echter het invoeren van een bijkomende voorwaarde voor het bekomen van deze vergunning. De aanvragers zullen nu ook een medisch attest dat de afwezigheid vaststelt van enige fysieke of mentale tegenindicaties voor het dragen van een wapen moeten voorleggen. Dit is een noodzakelijke vereiste gelet op de risico's die het dragen van een wapen met zich meebrengt. Dit document moet worden opgesteld door een erkend arts. Het is duidelijk dat een persoon die wordt behandeld voor een depressie, die een alcohol- of drugsprobleem heeft, die bekend staat als agressief of die mentaal heel onstabiel is niet in aanmerking mag komen » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 28).

B.62.2. In de parlementaire voorbereiding van artikel 32 wordt uiteengezet :

« Teneinde een effectieve en reële controle mogelijk te maken is een maximum geldigheidsduur bepaald voor de erkenningen en vergunningen afgegeven op basis van de artikelen 5, 6, 11, 17, 20, 21 en 31. »

Voor de hernieuwingen wordt evenwel voorzien in een vereenvoudigde procedure.

Daarnaast zal de mogelijke impact van het ontwerp op de administratieve taken van de gouverneurs worden geëvalueerd met het oog op de compensatie ervan.

De bijdrages worden gestort in een onderscheiden budgettair fonds opgericht bij een wet onderscheiden van deze, en de supplementaire kosten voor de provinciale administraties zullen gedragen worden door dit fonds, zonder dat deze het totaal van de bijdrages mogen overtreffen » (*ibid.*, p. 34).

B.63.1. Door de geldigheidsduur van de vergunningen en erkenningen bedoeld in de artikelen 14 en 32 van de wapenwet te beperken, heeft de wetgever de naleving van de voorwaarden die hij in de bestreden wetgeving heeft ingevoerd, willen verzekeren door een werkelijke en effectieve controle op de houders ervan te waarborgen (*ibid.*).

Om het daadwerkelijke karakter van zijn controle te verzekeren, heeft de wetgever een verschillende geldigheidsduur voor de vergunningen en erkenningen bepaald, teneinde periodiek na te gaan of nog steeds wordt voldaan aan de bij de wet ingevoerde voorwaarden, waarbij rekening wordt gehouden met de aard van de activiteit die het voorhanden hebben of het dragen van een vuurwapen inhoudt.

Het is immers niet onredelijk de duur van de vergunningen en erkenningen van de verzamelaars in beginsel op vijf jaar vast te stellen, waarbij wordt voorzien in een minder lange principiële duur - drie jaar - voor de wapendrachtvergunningen, vermits de regels inzake de mogelijkheid om het wapen te dragen, strikter moeten zijn dan die welke betrekking hebben op het voorhanden hebben ervan, en waarbij wordt voorzien in een principiële langere duur - zeven jaar - voor de beroepsactiviteit van wapenhandelaar en tussenpersoon, vermits het bewijs van de beroepsbekwaamheid en van de herkomst van de financiële middelen met betrekking tot die activiteit een zekere stabiliteit van het beroep kunnen aantonen.

De verschillende geldigheidsduur voor vergunningen en erkenningen is dus verantwoord door het verschil tussen de activiteiten van de houders ervan.

B.63.2. Voor het overige kan het feit dat de wetgever zich in maximumtermijnen uitdrukt, evenmin leiden tot een discriminatie tussen de houders van vergunningen en erkenningen.

Hoewel de gouverneur elke vergunning of erkenning kan afgeven voor een minder lange duur dan de maximale geldigheidsduur die in de artikelen 14 en 32 is bepaald, doet hij dat immers, om de in B.33.3 en B.33.4 aangegeven redenen, alleen wanneer die beperking van het recht van de betrokkene is verantwoord door overwegingen in verband met de openbare veiligheid die van nature individueel dienen te worden beoordeeld en in de beslissing van de gouverneur met redenen moeten worden omkleed.

Wanneer de voorwaarden voor het verkrijgen van de erkenningen of vergunningen zijn vervuld, worden die titels dus in beginsel verleend voor de maximumduur ervan, teneinde de gelijkheid te verzekeren tussen de houders van die erkenningen en vergunningen, die de retributies hebben betaald bedoeld in de artikelen 50 tot 58 van de wapenwet, ingevoegd bij de artikelen 351 tot 360 van de voormelde programmawet (I) van 27 december 2006, en alleen wanneer een reden van openbare veiligheid bestaat, kan de gouverneur de duur ervan beperken.

B.63.3. Het middel is niet gegrond.

*Wat betreft de inwerkingtreding van de bepalingen van de wapenwet en de overgangsbepalingen*

B.64. Het eerste middel in de zaak nr. 4032 bekritiseert artikel 48, tweede lid, van de wapenwet.

Gelet op hetgeen in B.4.2 is uiteengezet, is het middel zonder voorwerp geworden.

B.65. Het tweede middel in de zaak nr. 4032 en het eerste middel in de zaak nr. 4088 zijn gericht tegen artikel 44, § 2, tweede lid, van de wapenwet, in zoverre die bepaling 1 januari 2006 als referentiedatum neemt, waardoor een « verdachte » periode voor de verwerving van wapens zou worden ingevoerd.

B.66.1. Artikel 44, § 2, voorziet in een overgangsbepaling voor de personen die een vergunningsplichtig geworden wapen voorhanden hebben.

Artikel 44, § 2, eerste lid, dat niet wordt bestreden, voorziet in een termijn om de vereiste vergunning aan te vragen zonder te kunnen worden vervolgd voor het misdrijf dat zou bestaan in het voorhanden hebben van een voortaan vergunningsplichtig wapen, en bepaalt dat, indien de betrokkene geen houder is van een jachtverlof of een sportschutterslicentie, de vergunning hem wordt uitgereikt « mits hij meerderjarig is en geen veroordelingen heeft opgelopen zoals bedoeld in artikel 5, § 4 ».

Die bepaling maakt het de persoon die op de datum van inwerkingtreding van de wapenwet een vergunningsplichtig geworden wapen voorhanden heeft, mogelijk een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen te verkrijgen, zonder te moeten voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 11 van de wapenwet.

B.66.2. Het bestreden artikel 44, § 2, tweede lid, bepaalt :

« Ingeval het vergunningsplichtige geworden wapen na 1 januari 2006 werd verworven, wordt de vergunning voorlopig uitgereikt, voor de duur van één jaar ».

B.67.1. Door 1 januari 2006 te nemen als referentiedatum voor de verwerving van het vergunningsplichtig geworden wapen, voert de bestreden bepaling een verschil in behandeling in tussen de personen die een vergunningsplichtig wapen hebben verworven vóór de datum van inwerkingtreding van de wapenwet : enerzijds, kunnen de personen die dat wapen vóór 1 januari 2006 hebben verworven een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen van hoogstens vijf jaar verkrijgen en, anderzijds, kunnen diegenen die het vergunningsplichtig geworden wapen tussen 1 januari 2006 en 8 juni 2006 hebben verworven, slechts een voorlopige vergunning van één jaar tot het voorhanden hebben van hun wapen verkrijgen.

B.67.2. Hoewel de keuze van een datum op zich als een objectief criterium kan worden beschouwd, dient het Hof na te gaan of het verschil in behandeling dat daaruit voortvloeit, in redelijkheid verantwoord is.

B.68.1. In de parlementaire voorbereiding met betrekking tot de bespreking van het amendement dat de bestreden bepaling is geworden, wordt uiteengezet :

« [Een lid] legt uit dat wie zich voor 1 januari 2006 een wapen aanschafte, een vergunning voor vijf jaar zal kunnen krijgen. Er kan evenwel van uitgegaan worden dat wie zich recent een wapen aanschafte kon vermoeden dat een vergunning noodzakelijk zou zijn. Daarom ligt de prioriteit bij de houders van onlangs aangekochte wapens, hun voorlopige vergunning is slechts één jaar geldig.

[Een ander lid] verbaast zich over dit amendement. Hij begrijpt niet waarom de datum van 1 januari 2006 als criterium wordt genomen, dit lijkt hem bijzonder arbitrair.

[...]

[De minister] legt uit dat de nieuwe wet strenger is dan de geldende wetgeving. Er kan van uitgegaan worden dat het op handen zijn van die strengere wetgeving bekend was en dat heel wat personen zich daarom in de afgelopen zes maanden nog een wapen hebben aangeschaft. Daarom wordt dit als een zogenaamde ' verdachte ' periode beschouwd » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/003, pp. 44-45).

B.68.2. De Ministerraad voert eveneens aan dat het doel van de wetgever, met de aanneming van de bestreden bepaling, erin bestond de stijging van de wapenverkoop begin 2006 te beperken, gelet op de ruchtbaarheid die aan het wetsonwerp werd gegeven vóór de indiening ervan in de Kamer op 7 februari 2006.

B.68.3. Het staat aan de wetgever te oordelen of een wijziging in de wetgeving gepaard moet gaan met overgangsmaatregelen teneinde rekening te houden met de wettige verwachtingen van de betrokkenen en het staat aan hem te bepalen onder welke voorwaarden en binnen welke termijnen ten behoeve van die personen van de nieuwe bepalingen zal kunnen worden afgeweken.

Het staat eveneens aan de wetgever te oordelen of een verschil in behandeling dient te worden ingevoerd onder de personen die de van de nieuwe wetgeving afwijkende overgangsregeling kunnen genieten.

Het Hof moet evenwel nagaan of dat verschil in behandeling verantwoord is.

B.68.4. De bestreden maatregel is verantwoord door de invoering van een « verdachte » periode vóór de inwerkingtreding van de bestreden wet en tijdens welke kan worden vermoed dat de persoon die een wapen verwerft, de ontwerpen tot hervorming van de wapenwetgeving kent.

Gelet op het nagestreefde doel van openbare veiligheid, kon die verdachte periode immers een gevaar vormen dat de wetgever wenst te bestrijden, teneinde te vermijden dat personen met slechte bedoelingen de in de nieuwe wetgeving opgenomen overgangsregeling volledig zouden kunnen genieten.

Vermits kon worden vermoed dat die personen kennis hadden van de ontwerpen, heeft de wetgever niet op onevredige wijze afbreuk gedaan aan hun wettige verwachtingen door de geldigheidsduur van hun voorlopige vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen te beperken.

B.68.5. Het middel is niet gegrond.

B.69. In zijn derde middel, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, alsook van de algemene beginselen van evenredigheid, niet-retroactiviteit van de wetten en het recht op rechtszekerheid, is de verzoeker in de zaak nr. 4089 van mening dat de artikelen 11, 32, tweede lid, en 44, § 2, van de wapenwet, door het voorhanden hebben van wapens onmiddellijk te onderwerpen aan een in de tijd beperkte vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen, een bijzonder onzekere regeling invoeren waarvoor een wettige reden dient te worden aangetoond, zonder het geval van de sportschutters en jagers te beogen die hun activiteiten hebben stopgezet, en aldus afbreuk doen aan de rechten die onder de gelding van de vroegere wetgeving definitief verkregen waren.

B.70.1. Vóór de inwerkingtreding van de wapenwet waren alleen de zogeheten « verweer- en oorlogswapens » (artikelen 5 en volgende van de wet van 3 januari 1933) onderworpen aan een vergunning en wanneer de vergunning werd afgegeven, was dat in beginsel op onbeperkte wijze.

De nieuwe wapenwetgeving heeft gekozen voor het beginsel volgens hetwelk alle wapens die niet verboden zijn of vrij verkrijgbaar zijn aan de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen zijn onderworpen en die vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen in de tijd is beperkt.

B.70.2. Elke wetswijziging zou onmogelijk worden indien zou worden aangenomen dat een nieuwe bepaling de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zou schenden om de enkele reden dat zij de toepassingsvoorwaarden van de vroegere wetgeving zou wijzigen, en dat zij de berekeningen in de war zou sturen van diegenen die op de vroegere situatie zijn voortgegaan.

Het komt de wetgever toe de inwerkingtreding van een nieuwe wet te regelen en al dan niet in overgangsmaatregelen te voorzien. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn slechts geschonden indien het tijdstip van inwerkingtreding tot een verschil in behandeling leidt waarvoor geen redelijke verantwoording bestaat.

B.71.1. Door te kiezen voor het principe volgens hetwelk het voorhanden hebben van wapens aan een vergunning is onderworpen en die vergunning in de tijd is beperkt, heeft de wetgever, rekening houdend met de in B.11 in herinnering gebrachte doelstellingen, het voorhanden hebben van wapens willen koppelen aan voorwaarden die de veiligheid van de burgers kunnen verzekeren.

Teneinde de naleving van de wet te waarborgen, heeft de wetgever de handhaving van die voorwaarden periodiek willen controleren alvorens de vergunningen worden hernieuwd, teneinde een effectieve en werkelijke controle ten aanzien van de houders ervan mogelijk te maken (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 34).

De beperking in de tijd van de vergunningen tot het voorhanden hebben van een wapen is dus verantwoord.

B.71.2. Het voorhanden hebben van een wapen onder de vroegere wetgeving kan niet tot gevolg hebben dat een verworven recht wordt toegekend om het op onvoorwaardelijke en onbeperkte wijze voorhanden te hebben, en kan de wetgever dus niet beletten om, met het oog op de openbare veiligheid, een regeling in te voeren waarbij de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen in de tijd is beperkt en die, met naleving van het gelijkheidsbeginsel, van toepassing is op alle personen die wapens voorhanden hebben.

Door het voorhanden hebben van wapens in beginsel, vanaf 9 juni 2006, te onderwerpen aan een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen die in de tijd is beperkt, met inbegrip van diegenen die op het ogenblik van de inwerkingtreding van de nieuwe wetgeving een wapen voorhanden hadden, is de wetgever niet op retroactieve wijze wetgevend opgetreden, vermits hij zich ertoe heeft beperkt de voorwaarden inzake het voorhanden hebben van een wapen voor de toekomst te regelen, zonder de gevolgen van dat voorhanden hebben te wijzigen vóór de inwerkingtreding van de bestreden wet.

B.72.1. Overigens, hoewel artikel 11 van de wapenwet op grond van artikel 49, tweede lid, van dezelfde wet op 9 juni 2006 in werking is getreden, is, overeenkomstig artikel 49, eerste lid, op grond van het koninklijk besluit van 29 december 2006 « tot uitvoering van sommige bepalingen van de wet van 3 januari 1933 voor de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens », artikel 32, tweede lid, in werking getreden op 9 januari 2007.

In tegenstelling tot wat de verzoeker beweert, is artikel 32, tweede lid, dus niet « onmiddellijk » in werking getreden.

B.72.2. Hoewel artikel 11 van de wapenwet in werking is getreden op de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, voorziet artikel 44, § 2, van dezelfde wet evenwel in een termijn om de noodzakelijke vergunning aan te vragen zonder te kunnen worden vervolgd voor het misdrijf dat zou bestaan in het voorhanden hebben van een voortaan vergunningsplichtig wapen.

Indien de betrokkene houder is van een jachtverlof of van een sportschutterslicentie, voorziet die bepaling in de registratie van het wapen op zijn naam of, indien dat niet het geval is, in de afgifte van een vergunning, op voorwaarde dat de betrokkene meerderjarig is en geen veroordelingen heeft opgelopen zoals bedoeld in artikel 5, § 4.

Artikel 44, § 2, maakt het aldus mogelijk, zoals in B.66.1 eraan is herinnerd, dat de persoon die op de datum van de inwerkingtreding van de wapenwet een vergunningsplichtig geworden wapen voorhanden heeft, een vergunning tot het voorhanden hebben van het wapen verkrijgt, zonder te moeten voldoen aan de voorwaarden vervat in artikel 11 van de wapenwet. Pas bij de latere hernieuwing van de vergunning tot het voorhanden hebben van het wapen zal dus moeten worden voldaan aan de in artikel 11 bepaalde voorwaarden.

Artikel 44, § 2, vormt dus een overgangsbepaling die ertoe strekt de toepassing van de in artikel 11 van de bestreden wet bepaalde voorwaarden uit te stellen ten aanzien van de personen die een vergunningsplichtig geworden wapen voorhanden hebben op het ogenblik van de inwerkingtreding van de nieuwe wapenwetgeving.

Aangezien de in artikel 44, § 2, vervatte overgangsbepaling rekening houdt met de situatie van de personen die vóór de inwerkingtreding van de bestreden wet een vergunningsplichtig geworden wapen voorhanden hadden, vermocht de wetgever ervan uit te gaan dat het, gelet op de in B.71.1 in herinnering gebrachte doelstellingen, niet verantwoord was ten behoeve van die personen nog meer af te wijken van de regeling van de in de tijd beperkte vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen.

B.72.3. Voor het overige kan niet worden ingezien hoe de jagers of de sportschutters die hun activiteiten hebben stopgezet, een categorie van personen die wapens voorhanden hebben, zouden vormen die zou moeten worden vrijgesteld van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen of die deze vergunning zonder beperking in de tijd zou moeten verkrijgen.

Wanneer zij hun activiteiten beoefenen, zijn de personen die beschikken over een jachtverlof of een sportschutterslicentie immers vrijgesteld van die vergunning op grond van artikel 12 van de wapenwet. Artikel 13, tweede lid, van die wet staat hen overigens toe hun wapen, zonder munitie, verder voorhanden te hebben gedurende drie jaar na het verstrijken van het jachtverlof, de sportschutterslicentie of een gelijkwaardig stuk bedoeld in artikel 12.

B.72.4. De overgangsregeling van artikel 44, § 2, voorziet voor de houders van een jachtverlof of een sportschutterslicentie in de automatische registratie van de jacht- en sportwapens.

Wanneer die personen hun activiteit van jager of sportschutter stopzetten, maar op het ogenblik van de inwerkingtreding van de bestreden wet nog het wapen voorhanden hebben waarmee zij hun activiteit van jager of sportschutter beoefenden, is het niet verantwoord hen verschillend te behandelen dan de andere personen die wapens voorhanden hebben die aan een in de tijd beperkte vergunning zijn onderworpen, en die, indien zij onder het toepassingsgebied van artikel 44, § 2, vallen, een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen kunnen verkrijgen die in beginsel voor hoogstens vijf jaar geldig is, zonder het bewijs te moeten leveren dat zij voldoen aan de voorwaarden van artikel 11.

Pas bij de hernieuwing van hun vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen zullen zij dat bewijs dus moeten leveren, onder voorbehoud van hetgeen in B.51.2 en B.51.3 is uiteengezet.

B.72.5. Het middel is niet gegrond.

B.73.1. Het tweede middel in de zaak nr. 4089, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de beginselen van vrijheid van handel en nijverheid, evenredigheid en rechtszekerheid, is gericht tegen de artikelen 10 en 49, tweede lid, van de wapenwet in zoverre die bepalingen op onmiddellijke wijze een verbod invoeren tot het verkopen of overdragen van een vergunningsplichtig wapen aan een persoon zonder erkenning of vergunning.

B.73.2. De artikelen 10 en 49, tweede lid, van die wet luiden :

« Art. 10. Niemand mag een vergunningsplichtig vuurwapen verkopen of overdragen dan aan de overeenkomstig de artikelen 5 en 6 erkende personen of aan hen die houder zijn van de in artikel 11 bedoelde vergunning.

Elk verlies of diefstal van een vergunningsplichtig wapen moet onverwijld worden gemeld aan de lokale politie door de houder van de titel tot het voorhanden hebben ».

« Art. 49. [...]

Alle andere artikelen treden in werking op de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt ».

B.74.1. Volgens de parlementaire voorbereiding neemt artikel 10 een bestaande analoge bepaling over (*Parl. St., Kamer*, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 25). Het betreft artikel 5 van de voormelde wet van 3 januari 1933.

Die bepaling is, op grond van artikel 49, tweede lid, van de wapenwet, in werking getreden op de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, namelijk 9 juni 2006.

B.74.2. De door de wetgever ingevoerde regeling betreffende de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen en de registratie van wapens creëert een gesloten circuit voor de overdracht van de vergunningsplichtige wapens, teneinde te verzekeren dat de vuurwapens kunnen worden opgespoord en de circulatie ervan binnen het land kan worden gecontroleerd.

Dat gesloten circuit houdt in dat de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen waarin artikel 11 van de bestreden wet voorziet, in beginsel moet voorafgaan aan de overdracht van het voorhanden hebben of van de eigendom van het vergunningsplichtige wapen, en dat de erkenning waarin de artikelen 5 en 6 van de bestreden wet voorzien, eveneens moet voorafgaan aan de verwerving van de wapens binnen het kader van de erkende activiteit.

Daar de wetgever het voorhanden hebben van sommige wapens aan een voorafgaande vergunning onderwerpt, is het verantwoord dat de verwerfer ook voor de overdracht van het wapen over een vergunning of een erkenning moet beschikken.

B.74.3. Het verbod om een vergunningsplichtig wapen te verkopen of over te dragen aan een persoon zonder erkenning of vergunning, leidt geenszins tot rechtsonzekerheid, maar vormt integendeel een maatregel die ertoe strekt de doeltreffendheid van de regeling van de voorafgaande vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen te verzekeren en waarvan de inwerkingtreding onlosmakelijk is verbonden met de inwerkingtreding van artikel 11 van de wapenwet.

De onmiddellijke inwerkingtreding van het verbod waarin artikel 10 van de bestreden wet voorziet, is niet onbestaanbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.74.4. Het middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van de onschendbaarheid van de woning*

B.75. In haar zesde middel is de verzoekende partij in de zaak nr. 4040 van mening dat artikel 29, § 1, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van de bestreden wet de bij artikel 15 van de Grondwet gewaarborgde onschendbaarheid van de woning aantast, door de personen die zijn belast met het opsporen en het vaststellen van de inbreuken op de bestreden wet, toe te staan om « zich te allen tijde toegang [te] verschaffen tot alle plaatsen waar de erkende personen hun activiteiten uitoefenen ».

B.76.1. Artikel 15 van de Grondwet bepaalt :

« De woning is onschendbaar; geen huiszoeking kan plaatshebben dan in de gevallen die de wet bepaalt en in de vorm die zij voorschrijft ».

B.76.2. Artikel 29, § 1, eerste lid, van de wapenwet somt de ambtenaren op die zijn belast met het opsporen en vaststellen van inbreuken op die wetgeving :

« 1<sup>o</sup> de leden van de federale politie, de lokale politie en de douane;

2<sup>o</sup> de directeur van de proefbank voor vuurwapens en de personen aangewezen door de minister bevoegd voor Economie;

3<sup>o</sup> de inspecteurs en controleurs van springstoffen en de ambtenaren van het bestuur Economische Inspectie ».

Artikel 29, § 1, tweede lid, somt de bevoegdheden van die personen op voor de uitvoering van hun opdrachten, met name die om « zich te allen tijde toegang [te] verschaffen tot alle plaatsen waar de erkende personen hun activiteiten uitoefenen ».

Artikel 29, § 2, staat, op verzoek van de gouverneur of op eigen initiatief, « met inachtnaam van de onschendbaarheid van de [...] woning », preventieve controles toe, door de officieren van gerechtelijke politie, van de activiteit van de erkende personen of van het effectief voorhanden hebben van wapens door personen die beschikken over een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen overeenkomstig artikel 11, of die van die vergunning zijn vrijgesteld overeenkomstig artikel 12.

B.76.3. Ten aanzien van de bestreden bepaling had de afdeling wetgeving van de Raad van State vastgesteld :

« Het tweede lid, 1<sup>o</sup>, biedt de ambtenaren en personeelsleden die ermee belast zijn de overtredingen van de ontworpen wet op te sporen en vast te stellen, de mogelijkheid om zich voor de uitvoering van hun opdracht ' te allen tijde ' toegang te verschaffen tot de plaatsen waar de erkende personen hun activiteiten uitoefenen.

Aldus voorziet dat lid in een uitzondering op het beginsel, verankerd in de wet van 7 juni 1969 tot vaststelling van de tijd gedurende welke geen opsporing ten huize of huiszoeking mag worden verricht, naar luid waarvan

' [...] in een voor het publiek niet toegankelijke plaats geen opsporing of huiszoeking mag worden verricht vóór vijf uur 's morgens en na negen uur 's avonds '.

Zulk een uitzondering kan alleen worden aanvaard wanneer ze gerechtvaardigd wordt door motieven die aanvaardbaar zijn in het licht van het grondwettelijk beginsel van de gelijkheid voor de wet » (*Parl. St., Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 111*).

B.77.1. De wapenwet voorziet, op grond van hoofdstuk IV ervan, in de erkenning van wapenhandelaars, tussenpersonen, wapenverzamelaars en alle personen die een beroep uitoefenen dat het voorhanden hebben van vuurwapens impliceert.

De bestreden bepaling betreft de bevoegdheden van de personen die zijn belast met het opsporen en vaststellen van de inbreuken die erkende personen zouden plegen.

Die maatregel is verantwoord door het doel van openbare veiligheid dat de bestreden wet nastreeft en veronderstelt, om zich toegang te verschaffen tot de plaatsen waar de erkende personen hun activiteiten uitoefenen, het bestaan van aanwijzingen dat een inbreuk is gepleegd.

B.77.2. Door te voorzien in opsporingen ten huize of huiszoeken in zowel privé- als beroepsruimten, kan de bestreden bepaling afbreuk doen aan de onschendbaarheid van de woning gewaarborgd bij artikel 15 van de Grondwet, geïnterpreteerd in het licht van artikel 8.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens: het begrip « woning » moet immers in de ruime zin worden geïnterpreteerd en beoogt eveneens de ruimten waar beroeps- en handelsactiviteiten worden uitgeoefend (zie arresten van het EHRM, 16 december 1992, *Niemietz t. Duitsland*, 25 februari 1993, *Funke, Crémieux en Miaillhe t. Frankrijk*, en 15 juli 2003, *Ernst e.a. t. België*).

Er dient dus te worden nagegaan of de bestreden bepaling niet op onevenredige wijze afbreuk doet aan het voormelde recht.

B.77.3. In dat opzicht dient eraan te worden herinnerd dat het optreden van een onafhankelijke en onpartijdige rechter een belangrijke waarborg vormt voor de naleving van de voorwaarden voor een aantasting van de onschendbaarheid van de woning, gewaarborgd bij artikel 15 van de Grondwet en bij artikel 8.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

In sommige bijzondere aangelegenheden is de wetgever evenwel afgeweken van de gemeenrechtelijke regel die de opsporing ten huize aan een rechterlijke machtiging onderwerpt.

Dergelijke afwijkingen kunnen slechts uitzonderlijk zijn en dienen te worden verantwoord door redenen eigen aan de misdrijven waarop zij betrekking hebben. Het ontnemen van de waarborg van een voorafgaand rechterlijk optreden moet worden beperkt tot hetgeen strikt noodzakelijk is om de wettelijke doelstelling te bereiken en moet worden gecompenseerd door andere toereikende waarborgen teneinde misbruiken te voorkomen.

B.77.4. In de parlementaire voorbereiding van artikel 29 wordt uiteengezet :

« Voorts wordt hier een wettelijke basis gegeven aan de via omzendbrieven geregelde praktijk van regelmatige preventieve controles bij de erkende personen en de particuliere wapenbezitters. De bedoeling daarvan is na te gaan of deze personen respectievelijk hun activiteiten op legale wijze uitoefenen, dan wel het wapen dat op hun naam staat geregistreerd, nog wel effectief voorhanden hebben (het kan verloren zijn, gestolen, illegaal verkocht) en in welke omstandigheden (wordt het op een verantwoorde manier bewaard?). Deze controles kunnen zowel gebeuren op verzoek van de gouverneur (of de minister) als op initiatief van de bevoegde diensten zelf. Naar het voorbeeld van wat in de strijd tegen drugs wordt mogelijk gemaakt krachtens art. 6bis van de wet van 1921 zoals gewijzigd door de wet van 9 juli 1975, kunnen de controles op elk moment worden uitgeoefend. Hierbij mag evenwel uiteraard geen afbreuk worden gedaan aan de grondwettelijke bescherming van de privé-woning indien het particulieren betreft.

De lokale politie wordt uitdrukkelijk belast met de controles bij de erkende personen.

Het blijft uiteraard mogelijk voor de federale politie, met inachtneming van de bevoegdheidsverdeling tussen de lokale en de federale politie, om gerichte controles van erkende personen uit te voeren » (*Parl. St., Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, pp. 33-34*).

Hoewel die beschouwingen betrekking hebben op de preventieve controles bedoeld in artikel 29, § 2, dat niet wordt bestreden, kunnen zij evenwel de draagwijdte van de bestreden bepaling verduidelijken.

B.77.5. Hoewel artikel 6bis van de wet van 24 februari 1921 « betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica », waarnaar in de parlementaire voorbereiding is verwezen, afwijkt van de regel vervat in de wet van 7 juni 1969 « tot vaststelling van de tijd gedurende welke geen opsporing ten huize of huiszoeking mag worden verricht », volgens hetwelk de opsporingen ten huize of huiszoeken in beginsel plaatshebben tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds, maakt die bepaling, die is ingevoegd bij de wet van 12 april 2004 en is gewijzigd bij artikel 89 van de programmawet van 9 juli 2004, aldus echter een onderscheid tussen de verkoopplaatsen (waartoe men zich alleen toegang kan verschaffen tijdens de uren waarop zij voor het publiek toegankelijk zijn), de plaatsen die zijn bestemd voor het vervaardigen of opslaan (die op elk uur toegankelijk zijn) en de plaatsen waarin stoffen in aanwezigheid van minderjarigen worden gebruikt (die eveneens op elk uur toegankelijk zijn).

In de parlementaire voorbereiding van artikel 89 van de programmawet van 9 juli 2004 wordt eveneens erop aangedrongen dat « bij een huiszoeking [er] voorondersteld wordt dat er belangrijke aanwijzingen bestaan dat er een overtreding werd begaan » (*Parl. St., Kamer, 2003-2004, DOC 51-1138/001 en 51-1139/001, p. 52*).

Artikel 7 van dezelfde wet, gewijzigd bij de programmawetten van 31 december 2003 en 9 juli 2004, bepaalt overigens dat de ambtenaren die ermee zijn belast te waken over de toepassing van de wet, de plaatsen bestemd voor de verkoop en de vervaardiging tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds, vrij kunnen bezoeken, en dat zij buiten die uren die plaatsen alleen mogen bezoeken indien zij beschikken over de voorafgaande toestemming van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg.

In tegenstelling tot wat in de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet wordt aangevoerd, maakt de wet van 24 februari 1921, die een doel van volksgezondheid en openbare veiligheid nastreeft door de strijd tegen drugs aan te binden, het niet mogelijk om zich te allen tijde toegang te verschaffen tot alle plaatsen waar illegale stoffen voorhanden kunnen worden gehouden.

B.77.6. Hoewel, in de context van de bestreden wet, de aard van de opgespoorde inbreuken - die betrekking hebben op het illegaal voorhanden hebben van wapens - een regeling kan verantwoorden die afwijkt van het gemeen recht van de opsporingen ten huize of huiszoekingen, is het ontbreken van elke waarborg - zoals het optreden van een rechter, het onderscheid tussen de beoogde ruimten of de uren van die bezoeken - voor de rechten van de erkende personen kennelijk onevenredig met het nagestreefde doel.

B.77.7. Het middel is gegrond.

*Ten aanzien van het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven*

B.78. Het vierde middel in de zaak nr. 4040 bekritiseert artikel 11, § 3, 8°, van de wapenwet, in zoverre die bepaling aan de meerderjarige persoon die met de aanvrager van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen samenwoont, het recht toekent zich tegen de aanvraag te verzetten. Volgens de verzoeker zou dat absoluut recht van verzet, zelfs zonder enige reden, afbreuk doen aan het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven dat is gewaarborgd bij artikel 22 van de Grondwet.

B.79.1. Artikel 22 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht ».

B.79.2. In de parlementaire voorbereiding van het bestreden artikel 11 wordt gepreciseerd :

« De voorwaarden op zich zijn niet nieuw, maar sommige werden nog onvoldoende (correct) toegepast. Zo werd niet steeds rekening gehouden met het verzet van meerderjarige personen samenlevend met de betrokkene tegen het verwerven van een wapen door hem » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 26).

B.79.3. Het recht van verzet dat is toegekend aan de personen die samenwonen met de aanvrager van een vergunning tot het voorhanden hebben van een vergunningsplichtig wapen, strekt ertoe de veiligheid van de gezinsleden te verzekeren, rekening houdend met het mogelijke gevaar verbonden aan het voorhanden hebben van een vuurwapen.

Die maatregel strekt aldus ertoe een evenwicht in te stellen tussen de rechten van de gezinsleden door aan de personen die rechtstreeks betrokken zijn bij het voorhanden hebben van het wapen, vermits dat wapen in hun woning voorhanden zal worden gehouden, het recht toe te kennen hun advies te geven en zich daartegen te verzetten.

B.79.4. Gelet op de aard van de vuurwapens en het gevaar dat inherent is aan de aanwezigheid ervan in een woning, is het begrijpelijk dat diegene die samenwoont met de aanvrager van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen niet ertoe gehouden is zijn verzet te motiveren en dat dat verzet de toekenning van de vergunning belet.

B.79.5. Het middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van de eerbiediging van het eigendomsrecht*

B.80. In verschillende middelen wordt aangevoerd dat de wapenwet afbreuk zou doen aan het eigendomsrecht van de personen die wapens voorhanden hebben, met schending van artikel 16 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 10 en 11 ervan en met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, of een verbeurdverklaring der goederen in de zin van artikel 17 van de Grondwet zou invoeren.

Die laatstvermelde bepaling, die de algemene verbeurdverklaring der goederen betreft, is vreemd aan de aangelegenheid vervat in de bestreden bepaling.

B.81. Artikel 16 van de Grondwet bepaalt :

« Niemand kan van zijn eigendom worden ontzet dan ten algemene nutte, in de gevallen en op de wijze bij de wet bepaald en tegen billijke en voorafgaande schadeloosstelling ».

Artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Alle natuurlijke of rechtspersonen hebben recht op het ongestoord genot van hun eigendom. Niemand zal van zijn eigendom worden beroofd behalve in het algemeen belang en met inachtneming van de voorwaarden neergelegd in de wet en in de algemene beginselen van het internationaal recht.

De voorgaande bepalingen zullen echter op geen enkele wijze het recht aantasten dat een Staat heeft om die wetten toe te passen welke hij noodzakelijk oordeelt om toezicht uit te oefenen op het gebruik van eigendom in overeenstemming met het algemeen belang of om de betaling van belastingen of andere heffingen en boeten te verzekeren ».

B.82. Er dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de bepalingen van de bestreden wet die in het algemeen nieuwe regels in verband met het voorhanden hebben van vuurwapens invoeren, en de overgangsbepalingen, die alleen betrekking hebben op de personen die op de datum van inwerkingtreding van de bestreden wet wapens voorhanden hebben die onder het toepassingsgebied van de nieuwe reglementering vallen.

Er dient eveneens een onderscheid te worden gemaakt tussen de vergunningsplichtige wapens en de verboden wapens.

*Wat de algemene regeling van de vergunningsplichtige wapens betreft*

B.83. In hun tweede middel zijn de verzoekende partijen in de zaak nr. 4052 van mening dat artikel 11, door de erfenis niet op te nemen als een wettige reden voor het voorhanden hebben van een wapen, ervoor zorgt dat de vergunningsplichtige wapens niet door vererving kunnen worden overgedragen, wat een wezenlijke aantasting van het eigendomsrecht zou vormen. De personen die een vergunningsplichtig wapen hebben geërfd en die daarvan geen enkel gebruik maken, zullen overigens, om het geërfde wapen te bewaren, een wettige reden voor de vergunning moeten doen gelden : hun recht om zich niet te verenigen, zou bijgevolg zijn geschonden, vermits het enige alternatief voor de schending van hun eigendomsrecht hen ertoe verplicht zich aan te sluiten bij een sportschuttersvereniging om er een activiteit uit te oefenen die zij niet wensen uit te oefenen.

B.84.1. Wanneer de wapens door vererving worden overgedragen, gaat de verwerving van het wapen vooraf aan de toekenning van de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen, zodat de bij artikel 17 van de wapenwet vastgestelde procedure dient te worden toegepast, zonder dat echter wordt afgeweken, zoals in B.56.1 in herinnering is gebracht, van de algemene voorwaarden bepaald bij artikel 11 van de wapenwet.

Door de voorwaarden inzake het voorhanden hebben van vergunningsplichtige wapens te reglementeren en die voorwaarden op te leggen bij elke overdracht van het voorhanden hebben van wapens, belet de wetgever geenszins de overdracht van wapens door vererving, maar maakt hij het voorhanden hebben ervan afhankelijk van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen, onder de voorwaarden bepaald bij artikel 11 van de wapenwet.

Indien het voorhanden hebben van de geërfde wapens niet aan die voorwaarden zou zijn onderworpen, dan zou hieruit een discriminatie voortvloeien tussen de personen die wapens voorhanden hebben naar gelang van de wijze waarop het wapen wordt overgedragen, en zouden de door de wetgever nagestreefde doelstellingen van openbare veiligheid niet ten volle kunnen worden bereikt.



B.84.2. De hypothese waarnaar de verzoekers verwijzen, betreft de overdracht, door overlijden, van wapens die legaal voorhanden werden gehouden op het ogenblik van het overlijden van de persoon die ze voorhanden had, wat veronderstelt dat die personen ofwel over een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen beschikten onder de bij artikel 11 van de wapenwet bepaalde voorwaarden, ofwel op grond van artikel 12 van de wapenwet van die vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen waren vrijgesteld wegens hun statuut van jager of sportschutter.

Wanneer de personen die een wapen erven dat legaal voorhanden werd gehouden, dat wapen in hun vermogen wensen te bewaren, zonder dat zij jager, sportschutter of verzamelaar zijn, kunnen zij een vergunning aanvragen tot het voorhanden hebben van een wapen zonder munitie, vermits zij geenszins gebruik willen maken van het wapen.

In een dergelijke hypothese, zoals in B.51.2 en B.51.3 is aangegeven, beschikt de aanvrager van de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen zonder munitie over een wettige reden, in zoverre hij het wapen in zijn vermogen wenst te bewaren.

Er is derhalve geen enkele aantasting van het eigendomsrecht, noch van het recht om zich niet te verenigen van de personen die een wapen erven, aangezien de regeling inzake de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen, gelet op hetgeen in B.51.2 en B.51.3 is uiteengezet, rekening zal moeten houden met de situatie van de personen die een vergunningsplichtig wapen erven die geen gebruik wensen te maken van het wapen en een vergunning aanvragen tot het voorhanden hebben van het wapen zonder munitie, teneinde het wapen in hun vermogen te bewaren.

B.84.3. Onder voorbehoud van hetgeen voorafgaat, is het middel niet gegrond.

B.85. Het derde middel in de zaak nr. 4040 bekritiseert artikel 11, § 1, van de bestreden wet; het eerste middel in de zaak nr. 4091 bekritiseert de artikelen 11, §§ 1 en 3, 9°, en 18 van de wapenwet. Volgens de verzoekende partijen leiden die bepalingen, wanneer de voorwaarden voor het verkrijgen van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen, met name een wettige reden, niet of niet langer zijn vervuld, tot een onteigening van het vergunningsplichtige wapen, zonder billijke en voorafgaande schadeloosstelling, waardoor artikel 16 van de Grondwet zou zijn geschonden.

B.86.1. Artikel 11 onderwerpt het voorhanden hebben van vergunningsplichtige wapens aan het verkrijgen van een voorafgaande vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen.

De situatie van personen die een vergunningsplichtig geworden wapen voorhanden hebben op het ogenblik van de inwerkingtreding van de bestreden wet, is geregeld door de overgangsbepaling van artikel 44, § 2, van de bestreden wet, die, zoals in B.66.1 is uiteengezet, het mogelijk maakt af te wijken van de voorwaarden van artikel 11.

Het Hof kan het middel alleen onderzoeken ten aanzien van situaties waarvoor het feit dat niet of niet langer wordt voldaan aan de voorwaarden bepaald in artikel 11, betrekking heeft op wapens die met naleving van de wet zijn verworven of voorhanden worden gehouden.

B.86.2. Wanneer de in artikel 11 bepaalde voorwaarden gelden voor de personen die, na de inwerkingtreding van de wet, een vergunningsplichtig wapen wensen te verwerven, verplicht de door de wetgever ingevoerde regeling ertoe dat die vergunning voorafgaat aan de verwerving.

Artikel 11 dient immers in samenhang te worden gelezen met artikel 10 van de bestreden wet, dat bepaalt dat de vergunningsplichtige vuurwapens alleen aan personen met een erkenning of een vergunning kunnen worden verkocht of overgedragen.

B.86.3. Het aldus ingevoerde systeem, dat ertoe strekt de opspoorbaarheid van de vuurwapens te verzekeren, leidt dus, zoals in B.74.2 is vermeld, tot een gesloten circuit voor de overdracht van de vergunningsplichtige wapens, wat inhoudt dat de bij artikel 11 bepaalde voorwaarden betrekking hebben op het verkrijgen van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen, die daaraan moet voorafgaan, en dat, zonder die voorafgaande vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen, er geen overdracht kan plaatshebben van het voorhanden hebben of van de eigendom van het vergunningsplichtige wapen.

B.86.4. Het niet voldoen aan de bij artikel 11 vastgestelde voorwaarden kan dus in beginsel niet worden gelijkgesteld met een onteigening, aangezien het wapen in de door de wetgever ontworpen regeling pas kan worden verworven nadat een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen is verkregen.

B.87.1. Er bestaan evenwel hypothesen waarin de legale verwerving of het legaal voorhanden hebben van het wapen plaats heeft vóór de controle van de voorwaarden van artikel 11.

Dat geldt aldus voor de personen die een onder de vroegere wetgeving aangegeven wapen legaal voorhanden hadden, maar die, doordat zij niet kunnen vallen onder het toepassingsgebied van artikel 48, tweede lid, een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen moeten aanvragen onder de in artikel 11 bepaalde voorwaarden. Hetzelfde geldt voor de personen die een wapen legaal voorhanden hebben krachtens de bestreden wet, ofwel wanneer een voorafgaande vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen of een « overgangsvergunning » voor het voorhanden hebben van een wapen bepaald in artikel 44, § 2, is verleend en moet worden hernieuwd, ofwel wanneer de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen niet is vereist krachtens artikel 12 en dat wel wordt, na de termijn van drie jaar bepaald in artikel 13, tweede lid.

In die verschillende hypothesen komt het niet voldoen aan de voorwaarden voor het verkrijgen van een vergunning tot het voorhanden hebben van het wapen, immers na de verwerving en het voorhanden hebben ervan.

B.87.2. Wanneer de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen wordt geschorst of ingetrokken of niet wordt hernieuwd omdat niet of niet langer is voldaan aan de voorwaarden bepaald in artikel 11, regelt geen enkele bepaling van de bestreden wet uitdrukkelijk het lot van het vergunningsplichtige wapen.

Het door de verzoekers bestreden artikel 18, dat voorziet in het opslaan van het wapen bij een erkende persoon of in de overdracht ervan aan een persoon met een erkenning of een vergunning, beoogt immers slechts drie specifieke hypothesen van weigering, schorsing of intrekking van de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen, zonder dat in het algemeen de situatie wordt geregeld waarbij aan de voorwaarden van artikel 11 niet langer wordt voldaan door de persoon die het wapen voorhanden had overeenkomstig artikel 11 of artikel 12 van de wapenwet, of nog, artikel 44, § 2, van die wet.

Het eerste middel in de zaak nr. 4091 is niet gegrond in zoverre het gericht is tegen artikel 18 van die wet, vermits die bepaling losstaat van de kritiek van de verzoekers.

B.87.3. Hoewel de wet het lot van het wapen in de in B.87.1 beoogde hypothesen niet uitdrukkelijk regelt, wanneer de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen is ingetrokken, geschorst of niet is hernieuwd, omdat, onder voorbehoud van hetgeen in B.51.2 en B.51.3 is vermeld in verband met de wettige reden, niet langer is voldaan aan de voorwaarden bepaald in artikel 11, wordt het voorhanden hebben van het vergunningsplichtige wapen onwettig zonder een vergunning tot het voorhanden hebben van dat wapen.

Dat onwettig geworden voorhanden hebben van het wapen heeft als gevolg dat de persoon die het vergunningsplichtige wapen voorhanden heeft, het vergunningsplichtige wapen niet langer voorhanden kan hebben, op straffe van de strafrechtelijke vervolgingen krachtens artikel 23 van de bestreden wet, eventueel gepaard gaand met de verbeurdverklaring van het wapen.

In een dergelijke hypothese kan de persoon die het wapen voorhanden heeft, het voorhanden hebben van het wapen of de eigendom ervan alleen overdragen aan de in artikel 10 van de bestreden wet aangewezen personen of, indien dat voor een dergelijk wapen mogelijk is, ervoor kiezen het vuurwapen definitief onbruikbaar te maken voor het schieten onder de bij de Koning vastgestelde voorwaarden, waardoor de categorie van het wapen wordt gewijzigd en aldus wordt beschouwd dat het een vrij verkrijgbaar wapen wordt op grond van artikel 3, § 2, 3°, van de bestreden wet.

Dat alternatief tussen de overdracht van het wapen of het onklaar maken ervan is overigens bevestigd in de parlementaire voorbereiding met betrekking tot artikel 13, tweede lid, dat bepaalt dat diegene die zijn statuut van jager of sportschutter verliest, zijn wapen gedurende drie jaar kan behouden zonder evenwel nog gebruik ervan te kunnen maken.

In de parlementaire voorbereiding van die bepaling wordt immers gepreciseerd :

« Na de periode van drie jaar wordt het betrokken wapen vergunningsplichtig, zodat de eigenaar ofwel een vergunning zal moeten bekomen op grond van een nieuwe wettige reden, ofwel het wapen laten neutraliseren door de proefbank, of er afstand van zal moeten doen » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, pp. 27-28).

B.88.1. Hoewel het voorhanden hebben van een wapen niet noodzakelijk samenvalt met de eigendom ervan, heeft, wanneer de persoon die het wapen voorhanden heeft ook de eigenaar ervan is - wat doorgaans het geval is -, de intrekking, de schorsing, het niet hernieuwen van de vergunning of het einde van de vrijstelling van de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen tot gevolg dat de eigenaar het wapen dat hij vroeger legaal voorhanden had, niet langer voorhanden kan hebben.

Hoewel de eigenaar van een wapen die dat wapen niet langer voorhanden kan hebben, niet ertoe is verplicht de eigendom ervan over te dragen, zodat niet kan worden geacht dat hij het voorwerp uitmaakt van een onteigening in de zin van artikel 16 van de Grondwet, wordt hij evenwel geraakt in zijn eigendomsrecht, vermits hij het wapen niet langer voorhanden mag hebben.

Indien de eigenaar van het wapen beslist dat laatste onbruikbaar voor het schieten te maken, wanneer dat mogelijk is, teneinde het verder voorhanden te kunnen hebben, daalt bovendien de vermogensrechtelijke waarde van het wapen, vermits het wapen waarvan hij eigenaar is, nooit meer zal kunnen worden afgevuurd.

B.88.2. Wanneer de persoon die het wapen voorhanden heeft, niet de eigenaar ervan is, kan hij weliswaar niet worden geacht het voorwerp te zijn van een onteigening in de zin van artikel 16 van de Grondwet, maar wordt hij evenwel geraakt in zijn recht op het voorhanden hebben van een wapen, recht dat de eigenaar hem had toegekend en dat vroeger wettig was.

B.88.3. Er moet derhalve worden nagegaan of die beperking van het genot van het eigendomsrecht redelijkerwijze verantwoord is.

B.89.1. Het recht op het ongestoord genot van eigendom belet de wetgever niet het gebruik van eigendom in overeenstemming met het algemeen belang te regelen.

De reglementering inzake het voorhanden hebben van vuurwapens streeft een gewettigd doel na dat erin bestaat de veiligheid van de burgers te verzekeren. De bij artikel 11 van de bestreden wet ingevoerde voorwaarden zijn dus gerechtvaardigd door dat algemeen doel, alsook door de in B.11 in herinnering gebrachte doelstellingen.

B.89.2. Wanneer de persoon die het vergunningsplichtige wapen voorhanden heeft, het wapen dat legaal voorhanden werd gehouden niet langer in zijn vermogen kan bewaren, kan hij ervoor kiezen zijn wapen te verkopen of over te dragen aan een persoon met een erkenning of een vergunning : in dat geval zal hij zijn medecontractant vrij kunnen kiezen onder de personen die beschikken over een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen of een erkenning.

De overdracht van het voorhanden hebben van een wapen zal plaatshebben tegen een prijs die door de partijen wordt bepaald en kan op zich dus niet leiden tot een onevenredige aantasting van het eigendomsrecht.

B.89.3. Indien de persoon die het vergunningsplichtige wapen voorhanden heeft, beslist zijn wapen definitief onbruikbaar voor het schieten te maken, teneinde de klassering ervan te wijzigen en het voorhanden te kunnen hebben als een vrij verkrijgbaar wapen, is de aantasting van de vermogensrechtelijke waarde van het wapen dat vroeger legaal voorhanden werd gehouden, slechts het gevolg van de keuze van de persoon die het wapen voorhanden heeft om het niet over te dragen.

De mogelijkheid om het wapen definitief onbruikbaar voor het schieten te maken, kan dus niet worden beschouwd als een onevenredige aantasting van het recht van de persoon die een vergunningsplichtig wapen voorhanden heeft en die aldus ervoor kan kiezen zijn wapen te bewaren op voorwaarde dat hij het neutraliseert.

B.89.4. Het middel is niet gegrond.

B.90. Het tweede middel in de zaak nr. 4089 is gericht tegen de artikelen 10 en 49, tweede lid, van de bestreden wet, in zoverre die bepalingen op onmiddellijke wijze een verbod zouden invoeren tot het verkopen of overdragen van een vergunningsplichtig wapen aan een persoon zonder erkenning of vergunning, wat de persoon die het wapen voorhanden heeft, zou beletten het te verkopen aan de persoon van zijn keuze.

B.91.1. Zoals in B.74.2 en B.74.3 eraan is herinnerd, voert de door de wetgever ingestelde regeling een gesloten circuit in voor de overdracht van het voorhanden hebben van vergunningsplichtige wapens, teneinde de opspoorbaarheid ervan te verzekeren en de circulatie ervan binnen het land te controleren.

Aangezien de wetgever het voorhanden hebben van sommige wapens onderwerpt aan een voorafgaande vergunning, is het verantwoord dat ook voor de overdracht van het voorhanden hebben een vergunning of erkenning dient te worden verkregen.

Het verbod om een vergunningsplichtig wapen te verkopen of over te dragen aan een persoon zonder erkenning of vergunning vormt dus een maatregel die ertoe strekt de doeltreffendheid van de regeling van de voorafgaande vergunning te verzekeren en waarvan de inwerkingtreding onlosmakelijk is verbonden met de inwerkingtreding van artikel 11 van de wapenwet.

Die « onmiddellijke » toepassing van de beperking van de personen aan wie het wapen kan worden overgedragen, houdt geen aantasting van het eigendomsrecht in, aangezien de eigenaar van het wapen die ervoor kiest het voorhanden hebben ervan over te dragen, niet ertoe is gehouden ook de eigendom ervan over te dragen en, indien hij dat doet, kan hij zijn medecontractant vrij kiezen onder de personen met een vergunning of een erkenning.

B.91.2. Het middel is niet gegrond.

*Wat de overgangsregeling van de vergunningsplichtige wapens betreft*

B.92. Het derde middel in de zaak nr. 4089, afgeleid uit de schending van artikel 16 van de Grondwet, is gericht tegen de artikelen 11, 32, tweede lid, en 44, § 2, van de wapenwet. De verzoeker is van mening dat de verbeurdverklaring die zou kunnen voortvloeien uit de onmiddellijke toepassing van de bestreden wet, kan worden gelijkgesteld met een onverantwoorde onteigening zonder billijke en voorafgaande schadeloosstelling vastgesteld bij een expertise op tegenspraak.

B.93.1. Artikel 11 van die wet onderwerpt het voorhanden hebben van vergunningsplichtige wapens aan het verkrijgen van een voorafgaande vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen.

Artikel 32, tweede lid, bepaalt dat de vergunningen tot het voorhanden hebben van een wapen die met name in artikel 11 worden bedoeld, worden verleend voor een maximale duur van vijf jaar.

Artikel 44, § 2, voorziet in een verplichting om de vergunningsplichtig geworden wapens aan te geven. De voormelde wet van 9 januari 2007 heeft de termijn van één jaar vervangen en bepaalt dat die aangifte dient te gebeuren « uiterlijk op 30 juni 2007 ».

B.93.2. De wapenwet heeft voorzien in overgangsbepalingen voor de personen die op de datum van inwerkingtreding van de wet een vergunningsplichtig wapen voorhanden hebben.

Artikel 48, tweede lid, voorziet aldus in het tijdelijke behoud van de geldigheid van de vergunningen die op grond van de vroegere regeling zijn verleend.

Het bestreden artikel 44, § 2, voorziet overigens in een overgangsregeling voor de vergunningsplichtig geworden vuurwapens : die bepaling beperkt zich ertoe te voorzien in een verplichting om de vergunningsplichtig geworden vuurwapens aan te geven teneinde ze te laten registreren en een vergunning tot het voorhanden hebben ervan te verkrijgen, zonder te moeten voldoen aan de in artikel 11 van de bestreden wet bepaalde voorwaarden. Die aangifteplicht staat los van het recht op eigendom van de betrokken wapens en kan dus niet worden beschouwd als een aantasting van dat recht.

B.93.3. Voor het overige, zoals in B.86.1 tot B.89.4 is gesteld, kan het niet of niet langer voldoen aan de bij artikel 11 vastgestelde voorwaarden, niet met een onteigening worden gelijkgesteld : de onmiddellijke toepassing van de in artikel 11 bepaalde voorwaarden kan dus niet leiden tot een onteigening.

B.93.4. Het middel is niet gegrond.

B.94. Het vierde middel in de zaak nr. 4087 bekritiseert de artikelen 11, 45 en 48, tweede lid, van de wapenwet door aan te voeren dat die bepalingen diegene die geen vergunning tot het voorhanden hebben van een vergunningsplichtig wapen kan verkrijgen, alleen laten kiezen tussen strafrechtelijke vervolgingen en een onteigening zonder voorafgaande schadeloosstelling.

B.95.1. Gelet op hetgeen in B.4.2 is uiteengezet, is het middel niet ontvankelijk in zoverre het artikel 48, tweede lid, beoogt.

B.95.2. Artikel 11 onderwerpt het voorhanden hebben van vergunningsplichtige wapens aan het verkrijgen van een voorafgaande vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen. De in die bepaling vervatte voorwaarden hebben dus alleen betrekking op de categorie van vergunningsplichtige wapens, zoals gedefinieerd in artikel 3, § 3, van de bestreden wet.

Artikel 11 treedt op grond van artikel 49, tweede lid, in werking op de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* en is dus van toepassing op alle verwervingen van vergunningsplichtige wapens na 8 juni 2006.

B.95.3. Artikel 45 voorziet in een overgangsregeling voor de categorie van verboden wapens, zoals gedefinieerd in artikel 3, § 1, van de wapenwet. Doordat het verwijst naar artikel 44, § 1, beoogt artikel 45, § 1, eveneens de wapens die illegaal voorhanden werden gehouden zonder de vergunning die is vereist bij de voormelde wet van 3 januari 1933, zoals gewijzigd bij de wet van 1991, en met betrekking tot welke de persoon die ze voorhanden had, ervoor kiest om de in artikel 44, § 1, van de bestreden wet voorgeschreven overgangsbepaling niet te genieten.

Daar artikel 45 geenszins betrekking heeft op de situatie van een persoon die niet kan voldoen aan de in artikel 11 bedoelde voorwaarden voor het verkrijgen van een vergunning tot het voorhanden hebben van een vergunningsplichtig wapen, gaat het middel waarin een aantasting van het recht van de eigenaar van die wapens wordt aangevoerd, uit van een verkeerde lezing van de bestreden bepalingen.

B.95.4. Voor het overige wordt, in verband met artikel 11 van de bestreden wet, verwezen naar hetgeen in B.86.1 tot B.89.4 is vermeld.

B.95.5. Het middel is niet gegrond.

*Wat betreft de overgangsregeling waarin de artikelen 44 en 45 van de bestreden wet voorzien*

B.96. Het tweede middel in de zaak nr. 4052 is gericht tegen de artikelen 44 en 45 van de wapenwet; het zevende middel in de zaak nr. 4040 is gericht tegen artikel 45, § 3, van de bestreden wet. Volgens de verzoekende partijen zou de overgangsregeling waarin die bepalingen voorzien, leiden tot een eigendomsberoving die gelijkstaat met een onteigening zonder billijke en voorafgaande schadeloosstelling.

B.97. De artikelen 44 en 45 van die wet voeren twee overgangsbepalingen in waarvan de draagwijdte en de gevolgen evenwel duidelijk verschillend zijn.

B.98.1. Artikel 44 van die wet bepaalt :

« § 1. Eenieder die op de datum van inwerkingtreding van deze wet zonder titel een wapen of munitie voorhanden heeft waarvoor krachtens de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie evenwel een vergunning tot het voorhanden hebben van een verweer- of een oorlogswapen was vereist, kan daarvoor gedurende een termijn van zes maanden en overeenkomstig een door de Koning te bepalen procedure de nodige vergunning aanvragen zonder voor dit misdrijf te kunnen worden vervolgd, voorzover het betrokken wapen niet wordt gezocht of staat geseind.

§ 2. Eenieder die op de datum van de inwerkingtreding van deze wet een vuurwapen voorhanden heeft dat krachtens deze wet vergunningsplichtig is geworden, moet daarvan binnen zes maanden aangifte doen bij de gouverneur bevoegd voor zijn verblijfplaats, door bemiddeling van de lokale politie. Indien de betrokkene houder is van een jachtverlof of een sportschutterslicentie wordt het wapen automatisch op zijn naam geregistreerd. Indien dit niet het geval is, wordt hem een vergunning uitgereikt mits hij meerderjarig is en geen veroordelingen heeft opgelopen zoals bedoeld in artikel 5, § 4.

Ingeval het vergunningsplichtige geworden wapen na 1 januari 2006 werd verworven, wordt de vergunning voorlopig uitgereikt, voor de duur van één jaar ».

B.98.2. Artikel 44 van de wapenwet voorziet dus in een overgangsregeling voor de vergunningsplichtige wapens.

Artikel 44, § 1, voorziet in een procedure voor de regularisatie van de illegaal voorhanden gehouden wapens die onder de gelding van de vorige wetgeving vergunningsplichtig waren.

Artikel 44, § 2, voorziet, zoals in B.66.1 eraan is herinnerd, in een procedure voor de registratie van de wapens die op grond van de bestreden wet vergunningsplichtig zijn geworden, alsook voor de toekenning van een vergunning, zonder te moeten voldoen aan de in artikel 11 van de bestreden wet bepaalde voorwaarden.

B.98.3. In de parlementaire voorbereiding van voormeld artikel 44 wordt uiteengezet :

« Dit artikel is een overgangsbepaling die twee verschillende situaties regelt, waar in het belang van de volledige registratie van het wapenbezit particulieren een regularisatie, respectievelijk een registratie mogen vragen.

Het gaat ten eerste over personen die illegaal en nu reeds vergunningsplichtig vuurwapen voorhanden hebben doordat ze geen gebruik hebben gemaakt van de in 1991, bij de vorige wetwijziging voorziene overgangperiode waarbinnen vroeger vrij aangekochte wapens moesten worden aangegeven. Zij kunnen van amnestie genieten (dit wil zeggen : niet worden vervolgd wegens illegaal wapenbezit) en hun wapenbezit legaal maken op voorwaarde dit binnen de zes maanden aan te geven en een vergunning aan te vragen volgens een door de Koning nader te omschrijven procedure. Die zal inhouden dat de gouverneur een vergunning zal toekennen aan personen die voldoen aan enkele minimumvereisten. Er zal wel worden nagegaan of de betrokken wapens niet worden opgespoord omdat ze gediend hebben bij het plegen van criminele feiten. De bedoeling van deze bepaling is een zo groot mogelijk aantal dergelijke wapens ' aan de oppervlakte te laten komen ', zodat ze gekend kunnen worden door de politiediensten en zodat er toezicht kan worden uitgeoefend op hun gebruik en bewaring.

De tweede paragraaf voorziet in de registratie van alle huidige jacht- en sportvuurwapens die nog niet gekend zijn, meestal omdat ze vrij en volkomen legaal werden aangekocht voor 1991 en dus voor het systeem van registratie bij overdracht in het leven was geroepen. Hier is dus geen sprake van een regularisatie, maar van een loutere optekening van de identiteit van de eigenaars. De aangifte aan de gouverneur zal, gelet op de verwachte grote aantallen en op het gemak van de burger, eenvoudig kunnen gebeuren door bemiddeling van de lokale politie. Hier geldt bovendien een langere termijn waarbinnen de aangifte moet gebeuren, namelijk een jaar na de inwerkingtreding van deze wet. De registratie zal automatisch verlopen voor houders van een jachtverlof of een sportschutterslicentie, en verder zal ze alleen worden geweigerd als de aangever niet meerderjarig is of bepaalde veroordelingen heeft opgelopen. Belangrijk is te vermelden dat met deze paragraaf eindelijk uitvoering wordt gegeven aan de Europese Richtlijn 91/477/EEG die deze registratie van alle jacht- en sportwapens verplicht stelt » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 39).

B.98.4. Door te voorzien in een regularisatieprocedure, een registratieprocedure en een procedure voor de toekenning van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen, strekt artikel 44, enerzijds, tot de regularisatie van het voorhanden hebben van wapens die zonder vergunning illegaal voorhanden werden gehouden (artikel 44, § 1) en, anderzijds, tot het vrijwaren van de rechten van de personen die vergunningsplichtig geworden wapens voorhanden hebben (artikel 44, § 2).

Die bepaling doet dus op geen enkele wijze afbreuk aan het eigendomsrecht van de personen die vergunningsplichtige wapens voorhanden hebben, vermits zij integendeel ertoe strekt het voorhanden hebben van bepaalde wapens die reeds vergunningsplichtig waren (artikel 44, § 1) of die vergunningsplichtig zijn geworden (artikel 44, § 2) te legaliseren.

B.98.5. In zoverre het artikel 44 beoogt is het middel niet gegrond.

B.99.1. Artikel 45 van de wapenwet bepaalt :

« § 1. Eenieder die op de datum van inwerkingtreding van deze wet een verboden wapen of een wapen of munitie bedoeld in artikel 44, § 1, bezit, kan hiervan gedurende een termijn van zes maanden bij de lokale politiedienst van zijn keuze zonder vervolgd te worden op basis van deze wet en anoniem afstand doen voorzover het betrokken wapen niet wordt gezocht of staat geseind. De Koning regelt deze procedure, alsook de indiening en vernietiging van deze wapens.

§ 2. De particulieren die op de datum van inwerkingtreding van deze wet een automatisch vuurwapen voorhanden hebben, moeten binnen het jaar hetzij dit wapen door de proefbank voor vuurwapens onomkeerbaar laten ombouwen tot een halfautomatisch wapen of laten neutraliseren, hetzij het overdragen aan een erkende wapenhandelaar, tussenpersoon, verzamelaar of persoon bedoeld in artikel 6, § 2, hetzij er afstand van doen bij de lokale politie van hun verblijfplaats.

§ 3. De personen die op de datum van inwerkingtreding van deze wet houder zijn van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen dat krachtens deze wet verboden wordt, moeten dit wapen binnen het jaar hetzij door de proefbank voor vuurwapens onomkeerbaar laten ombouwen of neutraliseren tot een niet-verboden wapen, hetzij het overdragen aan een persoon die gerechtigd is het voorhanden te hebben, hetzij er afstand van te doen bij de lokale politie van hun verblijfplaats tegen een billijke vergoeding vast te stellen door de minister van Justitie ».

B.99.2. Artikel 3, § 1, van de wapenwet somt de verboden wapens op. Uitgaande van de vaststelling dat de opsomming van de verboden wapens « tot nu toe onvolledig en verwarrend » was (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 19), heeft de bestreden wet duidelijkheidshalve een zo volledig mogelijke lijst van verboden wapens willen opmaken.

Artikel 8 van dezelfde wet bepaalt :

« Niemand mag verboden wapens vervaardigen, herstellen, te koop stellen, verkopen, overdragen of vervoeren, opslaan, voorhanden hebben of dragen.

In geval van inbreuk op het vorige lid worden de wapens in beslag genomen, verbeurd verklaard en vernietigd, zelfs indien zij niet aan de veroordeelde toebehoren ».

In de parlementaire voorbereiding van artikel 8 wordt uiteengezet :

« Tot hier toe was het regime van ' verboden wapens ' onvolledig bij gebrek aan strafbaarstelling van het loutere bezit ervan. Dit leidde ertoe dat men in het buitenland al dan niet legaal een dergelijk wapen kon gaan aankopen, het vervolgens door het wegvallen van grenscontroles gemakkelijk illegaal kon invoeren en vervoeren, om eens thuis aangekomen niet meer voor vervolging te hoeven te vrezen. Als dan bij een huiszoeking een dergelijk wapen, bijvoorbeeld een geweer waarop een geluiddemper is gemonteerd, werd aangetroffen, kon niets worden ondernomen. Dit artikel stelt dus ook het bezit van verboden wapens strafbaar, zodat de hoger beschreven situaties zich niet meer zullen kunnen voordoen » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 24).

B.99.3. De bestreden wet heeft een principiële verbod ingevoerd, dat strafrechtelijk wordt bestraft, op elke handeling, met inbegrip van het voorhanden hebben, van verboden wapens.

Vroeger waren immers alleen de verwerving en de invoer van verboden wapens verboden en werden ze strafrechtelijk vervolgd.

De categorie van verboden wapens beoogt aldus wapens die intrinsiek of wegens concrete omstandigheden waaruit de intentie om personen te bedreigen of lichamelijke letsels toe te brengen, duidelijk blijkt, een ernstige bedreiging voor de veiligheid van de personen kunnen vormen.

De « verboden wapens » die op het ogenblik van de inwerkingtreding van de bestreden wet voorhanden werden gehouden en door artikel 45 worden beoogd, zijn de verboden wapens die zijn opgesomd in artikel 3, § 1, 1<sup>o</sup> tot 15<sup>o</sup>, van de bestreden wet, namelijk wapens die intrinsiek een ernstige bedreiging voor de veiligheid van de personen vormen.

B.100.1. Artikel 45, § 1, van de wapenwet betreft de verboden wapens, alsook, met verwijzing naar artikel 44, § 1, de wapens die onder de gelding van de vroegere wet illegaal voorhanden werden gehouden zonder de vereiste vergunning en met betrekking tot welke de persoon die ze voorhanden had, ervoor kiest zijn situatie niet te regulariseren door te verzoeken om de toepassing van de overgangsbepaling waarin artikel 44, § 1, van dezelfde wet voorziet.

Overigens, vermits de regelingen die respectievelijk door elke paragraaf van artikel 45 zijn ingevoerd, verschillend zijn, dient ervan te worden uitgegaan dat het in artikel 45, § 1, opgenomen begrip « verboden wapen » de andere verboden wapens beoogt dan die welke in artikel 45, §§ 2 en 3, zijn bedoeld.

Artikel 45, § 1, maakt het de personen die andere verboden wapens voorhanden hebben dan die welke in de paragrafen 2 en 3 worden beoogd, alsook de personen die onder de gelding van de vroegere wetgeving wapens zonder vergunning en dus illegaal voorhanden hadden, mogelijk om op anonieme wijze daarvan afstand te doen bij de lokale politiedienst van hun keuze, zonder zich bloot te stellen aan vervolgingen, op voorwaarde dat het betrokken wapen niet wordt gezocht of geseind staat.

B.100.2. Ten aanzien van artikel 45, § 1, wordt in de parlementaire voorbereiding uiteengezet :

« Een tweede overgangsbepaling voorziet in een periode van een jaar waarbinnen bezitters van verboden wapens daarvan afstand kunnen doen, nu het bezit daarvan pas met deze wet ook strafbaar wordt. Het is eveneens wenselijk dat vrijwillig afstand kan worden gedaan van andere wapens, zoals illegaal voorhanden gehouden wapens waarvan de eigenaars zich willen ontdoen of wapens waarvan zij de regularisatie of registratie niet wensen. Deze afstand zal zelfs anoniem kunnen gebeuren om zoveel mogelijk resultaat op te leveren. Buitenlandse precedentes hebben geleerd dat anonimiteit een voorwaarde van succes is. Ook deze vorm van amnestie zal nader worden uitgewerkt door de Koning op het vlak van de concrete procedure, de verzameling en tijdelijke opslag en de uiteindelijke vernietiging van deze wapens » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 40).

B.100.3. Artikel 45, § 1, betreft dus situaties die onder de gelding van de vroegere wetgeving ongeoorloofd waren wegens het illegale karakter van de verwerving of van het voorhanden hebben van de betrokken wapens. Die bepaling heeft immers betrekking op verboden wapens die illegaal werden verworven en op vergunningsplichtige wapens die onder de gelding van de vroegere wet illegaal voorhanden werden gehouden en die de persoon die ze voorhanden had niet heeft willen laten regulariseren.

Hoewel het illegale karakter van de verwerving of van het voorhanden hebben in beginsel zou moeten leiden tot strafrechtelijke sancties, waaronder de verbeurdverklaring van de wapens, heeft de wetgever gekozen voor een systeem dat ertoe aanzet illegale wapens van de markt weg te halen door het mogelijk te maken ervan afstand te doen.

De afstand bepaald in artikel 45, § 1, vormt dus een gunstmaatregel die het mogelijk maakt strafvervolgingen en de verbeurdverklaring te vermijden en kan dus niet worden beschouwd als een onteigening in de zin van artikel 16 van de Grondwet.

B.100.4. In zoverre het artikel 45, § 1, van de wapenwet beoogt, is het middel niet gegrond.

B.101.1 Artikel 45, §§ 2 en 3, van de wapenwet voert een overgangsregeling in voor de personen die, op de datum van inwerkingtreding van de bestreden wet, een verboden geworden wapen bezitten.

Artikel 45, § 2, heeft betrekking op de automatische vuurwapens, die voor de particulieren verboden wapens zijn geworden, terwijl artikel 45, § 3, betrekking heeft op de (niet-automatische) wapens die op grond van de bestreden wet verboden zijn geworden en waarvoor de persoon die ze voorhanden had, houder was van een vergunning tot het voorhanden hebben ervan.

B.101.2. Artikel 45, § 2, verplicht de personen die automatische wapens voorhanden hebben om, binnen de voorgeschreven termijn, ofwel het wapen door de proefbank op omkeerbare wijze te laten ombouwen tot een halfautomatisch wapen of het te laten neutraliseren, indien zij dat wapen verder voorhanden wensen te houden, ofwel het over te dragen aan een erkende wapenhandelaar, een erkende verzamelaar, een erkende tussenpersoon of een erkende persoon bedoeld in artikel 6, § 2, ofwel afstand ervan te doen bij de lokale politie van hun verblijfplaats.

Artikel 45, § 3, bepaalt dat de personen die, op de datum van de inwerkingtreding van de bestreden wet, houder zijn van een vergunning tot het voorhanden hebben van een verboden geworden wapen, dat wapen binnen de opgelegde termijn ofwel door de proefbank moeten laten ombouwen tot een niet-verboden wapen of het moeten laten neutraliseren, ofwel het moeten overdragen aan een persoon met een vergunning tot het voorhanden hebben ervan, ofwel afstand ervan moeten doen bij de lokale politie van hun verblijfplaats tegen een billijke vergoeding die door de Minister van Justitie wordt vastgesteld.

B.102.1. Ten aanzien van artikel 45, § 2, wordt in de parlementaire voorbereiding uiteengezet :

« De tweede paragraaf bevat de overgangsregeling voor bezitters van automatische vuurwapens, die worden voorbehouden aan erkende personen. De particuliere bezitters zullen binnen het jaar moeten kiezen tussen het laten ombouwen van hun wapen tot een toegelaten type of het van de hand doen ervan. Wat het ombouwen betreft, zal alleen de proefbank bevoegd zijn teneinde de nodige waarborgen te bieden. Het is immers bekend dat het omvormen van een automatisch wapen tot een halfautomatisch (dat dus enkel nog schot per schot kan werken) veelal eenvoudig kan worden ongedaan gemaakt door een onderdeel terug te plaatsen. Het is een feit dat de proefbank niet in staat zal zijn het nodige te doen voor alle modellen van wapens en dat in dat geval de andere opties aangewezen zijn (neutralisatie, verkoop, afstand) » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 40).

Ten aanzien van artikel 45, § 3, wordt in de parlementaire voorbereiding uiteengezet :

« De laatste paragraaf regelt de situatie van bezitters van een vergunningsplichtig wapen dat nu verboden wordt. Deze zouden in bepaalde gevallen worden onteigend indien ze hun wapen niet kunnen laten ombouwen. In dat geval hebben ze krachtens de Grondwet recht op een billijke voorafgaande vergoeding, die zal moeten worden vastgesteld door de minister van Justitie. In de praktijk kunnen er alleen enkele gevallen zijn van particulieren die een vergunning hebben voor het bezit van militair materieel dat als oorlogswapen werd beschouwd, en dat niet werd geneutraliseerd. Er mag van worden uitgegaan dat dergelijke tuigen wel kunnen worden geneutraliseerd. Wie bijvoorbeeld een tank zou bezitten, moet er dan enkel voor zorgen dat die ongeschikt wordt gemaakt voor het schieten, zodat er geen onteigening nodig is » (*ibid.*).

B.102.2. De inwerkingtreding van het verbod tot het voorhanden hebben van automatische vuurwapens voor niet-erkende particulieren heeft tot gevolg dat sommige personen die die wapens vroeger op regelmatige wijze voorhanden hadden, kunnen worden geraakt in een aspect - het voorhanden hebben van het wapen - van het eigendomsrecht.

B.102.3. Wanneer de in artikel 45, § 2, beoogde persoon die het automatisch vuurwapen voorhanden heeft, beslist zijn wapen over te dragen aan een erkende persoon, kan hij zijn medecontractant vrij kiezen onder de personen die beschikken over een erkenning.

Hetzelfde geldt voor de in artikel 45, § 3, beoogde personen : indien de houder van een vergunning tot het voorhanden hebben van een verboden geworden wapen beslist zijn wapen over te dragen aan een persoon met een vergunning tot het voorhanden hebben ervan, zal hij het weliswaar in beginsel alleen kunnen overdragen aan de personen die de afwijkende bepaling vervat in artikel 27 van de bestreden wet kunnen genieten, maar onder die personen zal hij zijn medecontractant evenwel vrij kunnen kiezen.

De overdracht van het voorhanden hebben van de in artikel 45, §§ 2 en 3, bedoelde wapens zal dus gebeuren tegen een prijs die door de partijen wordt bepaald en kan op zich niet leiden tot een aantasting van het eigendomsrecht.

Voor het overige kan niet ervan worden uitgegaan dat die wapens op de - weliswaar beperkte - markt geen koper zullen vinden.

B.102.4. Wanneer de persoon die een automatisch vuurwapen of een ander verboden geworden wapen voorhanden heeft, beslist het op onomkeerbare wijze om te bouwen tot een halfautomatisch wapen of het definitief onbruikbaar voor het schieten te maken, is de vermindering van de vermogensrechtelijke waarde ervan die daaruit voortvloeit, slechts het gevolg van de keuze van de persoon die het voorhanden heeft om het niet over te dragen.

De mogelijkheid om het wapen te laten ombouwen of te laten neutraliseren kan dus niet worden beschouwd als een aantasting van het recht van de persoon die een verboden geworden wapen voorhanden heeft en die aldus ervoor kan kiezen zijn wapen te bewaren.

B.102.5. Wanneer de persoon die een verboden geworden wapen voorhanden heeft, beslist daarvan afstand te doen bij de lokale politie, vormt die manier om zich ervan te ontdoen slechts een van de alternatieven die hem worden geboden, naast de bewaring van het geneutraliseerde wapen of de overdracht ervan tegen betaling.

Zulks kan dus niet worden beschouwd als een eigendomsberoving of als een onteigening waarop de waarborg van een billijke en voorafgaande schadeloosstelling bepaald in artikel 16 van de Grondwet van toepassing zou moeten zijn.

B.102.6. In zoverre zij artikel 45, §§ 2 en 3, van de wapenwet beogen, zijn de middelen niet gegrond.

B.103. Het vijfde middel in de zaak nr. 4040 is gericht tegen artikel 24, tweede lid, van de wapenwet. Volgens de verzoeker voert die bepaling een onteigening in zonder billijke en voorafgaande schadeloosstelling, door het de directeur van de proefbank mogelijk te maken de op grond van artikel 42 van het Strafwetboek in beslag genomen wapens om historische, wetenschappelijke of didactische redenen niet te laten vernietigen, en de wapens, die onbruikbaar zijn gemaakt, toe te voegen aan de verzameling van een door de minister aangewezen openbaar museum, wetenschappelijke instelling of politiedienst.

B.104.1. Artikel 24, van die wet bepaalt :

« Wapens die op grond van artikel 42 van het Strafwetboek verbeurd zijn verklaard, worden met het oog op vernietiging ter hand gesteld aan de directeur van de proefbank of aan zijn vertegenwoordiger. De kosten van de bewaring en het vervoer van de wapens tot op de plaats van vernietiging en de vernietiging zelf komen ten laste van de veroordeelde.

Met toestemming van de minister bevoegd voor Justitie kan de directeur van de proefbank beslissen de verbeurdverklarde wapens op grond van historische, wetenschappelijke of didactische redenen niet te vernietigen. De wapens worden dan onbruikbaar gemaakt en toegevoegd aan de collectie van een door de minister aangeduid openbaar museum, wetenschappelijke instelling of politiedienst ».

In de parlementaire voorbereiding wordt in verband met artikel 24 uiteengezet :

« De strafbepalingen worden aangevuld met dit nieuw artikel dat de vernietiging beveelt van de wapens die verbeurd werden verklaard. Dit gebeurt op kosten van de veroordeelde. Het doel van deze bepaling is voortaan te beletten dat deze wapens nog voor rekening van de Domeinen (en dus de Staat) per opbod worden verkocht en aldus opnieuw in het circuit terecht kunnen komen.

Er wordt evenwel in een uitzondering voorzien voor de wapens die een historisch of wetenschappelijk belang vertonen en die worden toebedeeld aan een museum of wetenschappelijke instelling aangewezen door de minister » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 32).

B.104.2. Artikel 23, laatste lid, van de wapenwet bepaalt :

« Onverminderd de toepassing van artikel 8, tweede lid, wordt de verbeurdverklaring uitgesproken overeenkomstig artikel 42 van het Strafwetboek. [...] ».

Artikel 42 van het Strafwetboek bepaalt :

« Bijzondere verbeurdverklaring wordt toegepast :

1° Op de zaken die het voorwerp van het misdrijf uitmaken, en op die welke gediend hebben of bestemd waren tot het plegen van het misdrijf, wanneer zij eigendom van de veroordeelde zijn;

2° Op de zaken die uit het misdrijf voortkomen.

3° Op de vermogensvoordelen die rechtstreeks uit het misdrijf zijn verkregen, op de goederen en waarden die in de plaats ervan zijn gesteld en op de inkomsten uit de belegde voordelen ».

Artikel 8, tweede lid, van de wapenwet bepaalt dat in geval van inbreuk op het verbod van elke handeling met verboden wapens, die wapens in beslag zullen worden genomen, verbeurdverklard en vernietigd, zelfs indien zij niet aan de veroordeelde toebehoren.

B.105.1. De kritiek van de verzoeker heeft betrekking op de mogelijkheid voor de directeur van de proefbank om het verbeurdverklarde wapen toe te voegen aan de verzameling van een door de minister aangewezen openbaar museum, wetenschappelijke instelling of politiedienst, wat slechts een alternatief vormt voor de vernietiging van het wapen op kosten van de veroordeelde.

Vermits die mogelijkheid om het verbeurdverklarde wapen toe te voegen aan een verzameling plaatsheeft na de verbeurdverklaring die de eigendomsoverdracht tot stand heeft gebracht, kan zij als dusdanig geen onteigening of eigendomsberoving vormen. Die mogelijkheid stelt de veroordeelde persoon bovendien in staat de kosten van de bewaring en het vervoer van de wapens tot op de plaats van vernietiging, en van de vernietiging zelf van die wapens, zoals bepaald in artikel 24, eerste lid, dat niet wordt bestreden, niet te moeten dragen.

B.105.2. Het middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van de samenstelling van de Adviesraad voor wapens*

B.106. Het vierde middel in de zaak nr. 4088 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet door artikel 37 van de wapenwet, in zoverre die bepaling voorziet in de samenstelling van de Adviesraad voor wapens, zonder rekening te houden met, enerzijds, een vertegenwoordiger van de burgers die liefhebber van wapens maar geen verzamelaar, sportschutter of jager zijn en, anderzijds, met een vertegenwoordiger van de Duitstalige burgers van België, zodat die personen hun belangen niet kunnen doen gelden binnen de Adviesraad voor wapens.

B.107.1. Artikel 37 richt een Adviesraad op « bestaande uit de betrokken overheden en sector », « om technisch advies te geven over bepaalde punten bedoeld in artikel 35 » en, indien de minister van Justitie de Adviesraad wenst te raadplegen, « over voorgenomen wijzigingen van deze wet of haar uitvoeringsbesluiten » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, p. 37).

De Adviesraad voor wapens is dus een orgaan zonder beslissingsbevoegdheid, dat de belangen van de wapensector vertegenwoordigt en de opdracht heeft de wetgever en de uitvoerende macht duidelijkheid te verschaffen over de technische aspecten van de wapenreglementering.

B.107.2. De oprichting door de wetgever van een louter adviserend orgaan houdt niet in dat iedere persoon die onder het toepassingsgebied van een wet kan vallen, de waarborg moet genieten daarin te zijn vertegenwoordigd.

B.107.3. Het middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van de omvang van de vernietiging*

B.108.1. Het Hof heeft de middelen gegrond bevonden in zoverre zij zijn gericht tegen de artikelen 11, § 3, 9°, en 29, § 1, tweede lid, 1°, van de wapenwet.

Die bepalingen zijn niet onlosmakelijk verbonden met andere bepalingen van de bestreden wet en de vernietiging ervan, binnen de in het dictum gepreciseerde grenzen, kan geen afbreuk doen aan de algemene samenhang ervan.

B.108.2. De vraag van de verzoekende partijen in de zaken nrs. 4032 en 4088 om de wet in haar geheel te vernietigen, dient dus te worden verworpen.

B.109. Teneinde de overdreven gevolgen te vermijden die de retroactieve werking van het vernietigingsarrest met zich zou meebrengen, dienen, met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, de gevolgen van het vernietigende artikel 29, § 1, tweede lid, 1°, te worden gehandhaafd, zoals aangegeven in het dictum.

Om die redenen,

het Hof

1. vernietigt, in de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens :

- artikel 11, § 3, 9°, in zoverre het het behoud van een legaal voorhanden wapen in een vermogen niet vermeldt als een wettige reden wanneer de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen betrekking heeft op een vergunningsplichtig wapen zonder munitie, waarvoor de vergunning tot het voorhanden hebben ervan was verleend of waarvoor een vergunning tot het voorhanden hebben ervan niet was vereist;

- artikel 29, § 1, tweede lid, 1°;

2. verwerpt de beroepen voor het overige onder voorbehoud van hetgeen is vermeld in B.22.5, B.30.3 en B.84.2;

3. handhaaft de gevolgen van de maatregelen, opgelegd ter uitvoering van artikel 29, § 1, tweede lid, 1°, tot de bekendmaking van dit arrest in het *Belgisch Staatsblad*.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 19 december 2007.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2008 — 205

[2007/203635]

### Auszug aus dem Urteil Nr. 154/2007 vom 19. Dezember 2007

Geschäftsverzeichnissnrn. 4032, 4040, 4052, 4087, 4088, 4089 und 4091

*In Sachen:* Klagen auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen, erhoben von der «Midarms» PGmbH und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und M. Bossuyt, den Richtern P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, und dem emeritierten Vorsitzenden A. Arts gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

a. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 20. Juli 2006 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 24. Juli 2006 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben die «Midarms» PGmbH, mit Sitz in 4602 Cheratte, rue J. Lhoest 17, und Armand Hommers, wohnhaft in 3800 Sint-Truiden, Zerkingen 33, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3 § 1 Nrn. 16 und 17 und § 3 Nr. 2, 32, 34, 35, 44 § 2 Absatz 2 und 48 Absatz 2 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Juni 2006, dritte Ausgabe).

Die von denselben klagenden Parteien erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Gesetzesbestimmungen wurde mit Urteil Nr. 169/2006 vom 8. November 2006, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 22. Januar 2007, zurückgewiesen.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 6. September 2006 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 7. September 2006 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Jean Debuquoy, wohnhaft in 7800 Ath, chaussée de Mons 290, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3 § 1 Nr. 16, 11 § 1 und § 3 Nr. 8, 24 Absatz 2, 29 § 1 Absatz 2 Nr. 1 und 45 § 3 desselben Gesetzes.

Die von derselben klagenden Partei erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Gesetzesbestimmungen wurde mit Urteil Nr. 170/2006 vom 8. November 2006, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 22. Januar 2007, zurückgewiesen.

c. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 2. Oktober 2006 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 4. Oktober 2006 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Willy Furnemont, wohnhaft in 1200 Brüssel, avenue des Constellations 51, und die VoG «Ligue des Amateurs d'Armes», mit Sitz in 1200 Brüssel, avenue des Constellations 51, Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung (Artikel 5, 6, 11, 14, 15, 16, 21, 30, 32, 35 Nr. 2, 44 und 45) desselben Gesetzes.

d. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 7. Dezember 2006 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 8. Dezember 2006 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG «Union Nationale de l'Armurerie, de la Chasse et du Tir», mit Sitz in 2650 Edegem, Baeckelandstraat 3, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 11 § 1 und § 3 Nr. 9, 17, 18, 23, 45 und 48 Absatz 2 desselben Gesetzes.

e. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 6. Dezember 2006 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 8. Dezember 2006 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Willy Furnémont, wohnhaft in 1200 Brüssel, avenue des Constellations 51, und die VoG «Ligue des Amateurs d'Armes», mit Sitz in 1200 Brüssel, avenue des Constellations 51, Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung (Artikel 2 Nr. 9, 9, 27 § 3 Absatz 2, 37 und 44 § 2 Absatz 2) desselben Gesetzes.

f. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 8. Dezember 2006 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 11. Dezember 2006 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Serge Moureaux, wohnhaft in 1050 Brüssel, rue Lesbroussart 89, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3 § 3 Nr. 1, 10, 11, 44 § 2 und 49 Absatz 2 desselben Gesetzes.

g. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 11. Dezember 2006 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 12. Dezember 2006 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Jean-Marie Happart, wohnhaft in 3792 Sint-Pieters-Voeren, Top Loe 72, und Emile Trefois, wohnhaft in 5020 Namur, rue Carrière Garot 19, Klage auf Nichtigerklärung desselben Gesetzes.

Diese unter den Nummern 4032, 4040, 4052, 4087, 4088, 4089 und 4091 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

*In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen*

B.1. Die vorliegenden Klagen sind auf die völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen (nachstehend: Waffengesetz) ausgerichtet.

Angefochten werden die Bestimmungen über:

- die Definition von Waffennachbildungen (Artikel 2 Nr. 9), verbotenen Waffen, frei verkäuflichen Waffen und erlaubnispflichtigen Waffen (Artikel 3 § 1 Nrn. 16 und 17, § 2 Nr. 2 und § 3);
- die Zulassung von Waffenhändlern und Mittelspersonen (Artikel 5) und von Sammlern und Museen (Artikel 6);
- das Mitführen einer frei verkäuflichen Waffe (Artikel 9) und einer erlaubnispflichtigen Waffe (Artikel 14 und 15);
- die Überlassung von erlaubnispflichtigen Waffen (Artikel 10);
- die Bedingungen für den Erhalt einer Erlaubnis für den Besitz einer erlaubnispflichtigen Waffe (Artikel 11);
- das Lagern von Feuerwaffen (Artikel 16);
- die Folgen der Einstufung als erlaubnispflichtige Waffe durch königlichen Erlass (Artikel 17 Absatz 1) und des Erwerbs einer erlaubnispflichtigen Waffe unter bestimmten Umständen (Artikel 17 Absatz 2);
- die Folgen der Verweigerung, der Aussetzung oder des Entzugs einer Waffenbesitzerlaubnis (Artikel 18);
- die Beförderung von Feuerwaffen (Artikel 21);
- die strafrechtlichen Folgen von Verstößen gegen das Gesetz (Artikel 23), die Feststellung von Verstößen (Artikel 29 § 1) und die Möglichkeit, die eingezogenen Waffen nicht zu vernichten (Artikel 24 Absatz 2);
- die Abweichungen für bestimmte Kategorien von Waffen (Artikel 27 § 3);
- die Widerspruchsmöglichkeiten (Artikel 30);
- die Dauer der Zulassungen und Besitzerlaubnisscheine (Artikel 32);
- die Ermächtigungen an den König (Artikel 34 und 35);
- die Zusammensetzung des Beirates für Waffen (Artikel 37);
- die Übergangsbestimmungen und das Inkrafttreten des Waffengesetzes (Artikel 44, 45, 48 Absatz 2 und 49).

B.2.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 4052 und 4088 erklären, dass sie mit der Beantragung der Nichtigerklärung von besonderen Bestimmungen in der Hauptsache die völlige Nichtigerklärung des Gesetzes anstreben.

B.2.2. Wenn der Hof mit einer Nichtigkeitsklage befasst wird, muss er prüfen, ob die gegen die angefochtenen Bestimmungen gerichteten Klagegründe begründet sind oder nicht. Der Hof bestimmt die Tragweite der Klage aufgrund des Inhalts der Klageschrift.

Wenn der Hof entscheidet, dass die Klagegründe begründet sind, kann er nur die Bestimmungen für nichtig erklären, gegen die sich die für begründet erklärten Klagegründe richten, sowie die Bestimmungen, die untrennbar mit den für nichtig erklärten Bestimmungen verbunden sind.

B.2.3. Der Hof kann folglich die völlige Nichtigerklärung des Gesetzes nur dann aussprechen, wenn ein untrennbarer Zusammenhang zwischen den Bestimmungen, deren Nichtigerklärung er beschließt, und sämtlichen anderen Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes besteht.

B.3.1. Artikel 39 des Gesetzes vom 20. Juli 2006 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (1) hat in Artikel 27 § 3 Absatz 1 des Waffengesetzes die Wörter «und 16» durch die Wörter «und 15» ersetzt.

Diese Änderung, die am Tag des Inkrafttretens von Artikel 27 des Waffengesetzes in Kraft getreten ist, war nicht Gegenstand einer Nichtigkeitsklage, hat jedoch keine Auswirkungen auf die Prüfung der vorliegenden Klagen.

B.3.2.1. Durch die Artikel 351 bis 360 des Programmgesetzes (I) vom 27. Dezember 2006 (*Belgisches Staatsblatt* vom 28. Dezember 2006) wurde in das Waffengesetz ein Kapitel XX «Rechte und Gebühren» eingefügt, das die Artikel 50 bis 58 umfasst.

B.3.2.2. Gegen die Bestimmungen dieses Kapitels XX wurde durch die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4040 eine Nichtigkeitsklage eingereicht.

Diese Klage hat jedoch keine Auswirkungen auf die Prüfung der vorliegenden Klagen.

B.3.3.1. Das Gesetz vom 9. Januar 2007 «zur Abänderung des Gesetzes vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen» (*Belgisches Staatsblatt* vom 1. Februar 2007) hat den Text der angefochtenen Bestimmungen ergänzt und abgeändert.

B.3.3.2. Gegen das Gesetz vom 9. Januar 2007 ist keine Nichtigkeitsklage eingereicht worden.

B.4.1. Im Urteil Nr. 169/2006 vom 8. November 2006 über die in der Rechtssache Nr. 4032 erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung hat der Hof erkannt, dass der gegen Artikel 48 Absatz 2 des Waffengesetzes gerichtete Klagegrund als ernsthaft im Sinne von Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 anzusehen ist, die Klage auf einstweilige Aufhebung jedoch in Ermangelung eines schwerlich wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils zurückgewiesen.

B.4.2. Der Text von Artikel 48 Absatz 2 des Waffengesetzes ist durch Artikel 5 des vorerwähnten Gesetzes vom 9. Januar 2007 ersetzt worden, und diese Änderung ist am Datum des Inkrafttretens des Waffengesetzes, nämlich am 9. Juni 2006, in Kraft getreten.



Die gesetzliche Frist für die Einreichung einer Nichtigkeitsklage gegen das Gesetz vom 9. Januar 2007, das am 1. Februar 2007 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde, ist am 31. Juli 2007 abgelaufen.

Die rückwirkende Abänderung von Artikel 48 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes hat somit zur Folge, j dass die Klagen in den Rechtssachen Nrn. 4032 und 4087, insofern sie gegen Artikel 48 Absatz 2 des Waffengesetzes gerichtet sind, endgültig gegenstandslos geworden sind.

*In Bezug auf die Zulässigkeit*

B.5. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4032 führen an, ein Interesse an der Nichtigerklärung gewisser angefochtener Bestimmungen einerseits durch ihre Eigenschaft als Gesellschaft, die Tätigkeiten als Waffenhändler ausübe, und andererseits als Sportschütze zu haben.

Der Kläger in der Rechtssache Nr. 4040 führt zur Untermauerung seines Interesses an der Klageerhebung seine Eigenschaften als Waffen- und Munitionssammler und als Schießausbilder an.

Die Kläger in den Rechtssachen Nrn. 4052 und 4088 rechtfertigen ihr Interesse an der Klageerhebung mit ihrer Eigenschaft einerseits als Inhaber von Besitzerlaubnisscheinen für verschiedene Feuerwaffen und andererseits als Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, deren Vereinigungszweck in der Förderung der Rechte von Bürgern, die Liebhaber und Besitzer von Feuerwaffen seien, bestehe.

Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 4087, die auch intervenierende Partei in der Rechtssache Nr. 4032 ist, rechtfertigt ihr Interesse an der Nichtigkeitsklage mit ihrer Eigenschaft als Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, deren Vereinigungszweck die Verteidigung und Verwaltung des privaten Waffenbesitzes im Allgemeinen sowie die Verteidigung der Interessen der mit der Herstellung, der Einfuhr und der Ausfuhr von Waffen und Munition sowie mit dem Handel mit Waffen und Munition verbundenen Wirtschaftssektoren sei.

Der Kläger in der Rechtssache Nr. 4089 rechtfertigt sein Interesse an der Klageerhebung damit, dass er ordnungsgemäß und ununterbrochen zwei Jagdgewehre von großem Wert und von historischem Interesse besitze.

Die Kläger in der Rechtssache Nr. 4091 rechtfertigen ihr Interesse an der Klageerhebung mit ihrer Eigenschaft als Jäger und Eigentümer von Waffen, von denen einige Kunstwerke seien.

B.6. Das angefochtene Gesetz regelt insbesondere den Verkauf, die Lagerung, den Transport, den Besitz und das Tragen von Waffen. Es führt ebenfalls ein Verfahren zur Identifizierung der Waffen ein und erlegt für die Ausübung des Berufs des Waffenhändlers den Erhalt einer Zulassung sowie für den Besitz gewisser Waffen den Erhalt eines Besitzerlaubnisscheins auf. Zuwiderhandlungen gegen seine Bestimmungen werden außerdem strafrechtlich geahndet.

B.7. In ihren Eigenschaften als Gesellschaft, die Tätigkeiten als Waffenhändler ausübt, als Vereinigung, deren Vereinigungszweck die Verteidigung der Interessen von Waffenbesitzern ist, oder als Privatperson, die Waffen zu Privatzwecken besitzt, laufen die klagenden Parteien Gefahr, direkt und nachteilig durch das angefochtene Gesetz betroffen zu sein, und weisen somit ein Interesse an der Nichtigkeitsklage nach.

B.8.1. Der Ministerrat ficht jedoch das Interesse der klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 4040 an der Beantragung der Nichtigerklärung von Artikel 3 Nr. 16 des angefochtenen Gesetzes an. Im Gegensatz zu dem, was diese Partei zu verstehen gebe, verbiete diese Bestimmung in Verbindung mit Artikel 27 § 3 desselben Gesetzes es ihr nicht, verbotene Waffen zu besitzen.

Der Kläger in dieser Rechtssache führt an, ein Interesse an der Klageerhebung zu besitzen wegen seiner Eigenschaft als Waffensammler und Ausbilder im Sportschießen.

B.8.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

Selbst in der Annahme, dass Artikel 27 § 3 des angefochtenen Gesetzes es jedem Sammler erlauben würde, verbotene Waffen zu besitzen, wäre dies jedoch nur unter der Bedingung, dass diese Waffen neutralisiert würden, der Fall. Außerdem bemerkt der Hof, dass der Kläger in der Rechtssache Nr. 4040 während seiner Tätigkeit als Ausbilder im Sportschießen dazu veranlasst sein kann, außerhalb der Bedingungen, unter denen eine Waffensammlung erlaubt ist, Waffen zu handhaben, die aufgrund von Artikel 3 Nr. 16 des angefochtenen Gesetzes verbotene Waffen werden könnten.

Folglich weist der Kläger in dieser Rechtssache im Gegensatz zu den Darlegungen des Ministerrates ein Interesse an der Nichtigerklärung einer Bestimmung nach, die, wie Artikel 3 Nr. 16 des angefochtenen Gesetzes, dazu führen kann, dass seine Tätigkeiten begrenzt werden oder dass er einer strafrechtlichen Verfolgung gemäß Artikel 23 desselben Gesetzes ausgesetzt wird.

B.8.3. Die Einrede wird abgewiesen.

B.9.1. Der Ministerrat ist ferner der Auffassung, die in der Rechtssache Nr. 4032 gegen Artikel 34 des angefochtenen Gesetzes gerichtete Nichtigkeitsklage sei *ratione temporis* unzulässig. Diese Bestimmung beschränke sich nämlich darauf, eine durch Artikel 20 des Gesetzes vom 30. Januar 1991 in das Gesetz vom 3. Januar 1933 «über die Herstellung und das Mitführen von Waffen und über den Handel mit Waffen und Munition» eingefügte Regelung aufrechtzuerhalten.

Auch wenn aus einem Vergleich von Artikel 34 des angefochtenen Gesetzes mit Artikel 26 des Gesetzes vom 3. Januar 1933 hervorgeht, dass der Gesetzgeber einen Teil dieser Bestimmung übernommen hat, hat er sich ihn dennoch zu eigen gemacht und kann dieser folglich innerhalb der gesetzlichen Frist vor dem Hof angefochten werden.

B.9.2. Die Einrede wird abgewiesen.

B.10.1. Der Ministerrat ficht schließlich das Interesse der klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 4052 und 4088 an der Beantragung der Nichtigerklärung der Artikel 9 und 16 des angefochtenen Gesetzes an.

Die Kläger würden nämlich diese Bestimmungen zu Unrecht so auslegen, dass sie eine Erlaubnis für das Mitführen einer frei verkäuflichen Waffe sowie für das Lagern von Feuerwaffen oder Munition vorschrieben.

B.10.2. Wenn eine aus dem Fehlen des Interesses abgeleitete Einrede der Unzulässigkeit ebenfalls die Tragweite betrifft, die den angefochtenen Bestimmungen zu verleihen ist, deckt sich die Prüfung der Zulässigkeit mit der Prüfung der Sache selbst.

*Zur Hauptsache*

*In Bezug auf den Kontext des angefochtenen Gesetzes*

B.11. Das angefochtene Gesetz bezweckt insbesondere, die Richtlinie 91/477/EWG des Rates vom 18. Juni 1991 «über die Kontrolle des Erwerbs und des Besitzes von Waffen» teilweise umzusetzen und es Belgien zu ermöglichen, sich am Kampf gegen den Waffenhandel zu beteiligen, indem es die Aufspürbarkeit aller Waffen gewährleistet und den Waffenmarkt sicher gestaltet (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 9).

Hierzu beabsichtigt der Gesetzgeber, «die gesamte Waffenproblematik in Belgien unter Ausschluss des Problems der Import- und Exportlizenzen in der Verantwortung des Ministers der Justiz zu zentralisieren» und «eine kohärente Politik zur Begrenzung der Gefahren innerhalb des Landes zu führen», was unter anderem beinhaltet, dass die Inkohärenz behoben wird, die sich aus der Verschiedenartigkeit der Initiativen der örtlichen Behörden ergibt, dass der Besitz aller Feuerwaffen erlaubnispflichtig wird und dass der Verkauf von Waffen unter gewissen Umständen verboten wird (ebenda, SS. 7 bis 10 und 15 bis 16).

Schließlich beabsichtigt der Gesetzgeber, den Beruf des Waffenhändlers besser zu begleiten und zu kontrollieren sowie Maklertätigkeiten im Zusammenhang mit Waffen, die bisweilen außerhalb jeglicher spezifischer Verpflichtung und jeglicher Kontrolle vorstatten gehen, zu regeln, insbesondere hinsichtlich der Waffen «aus den früheren Ostblockstaaten», die in Umlauf gebracht werden (ebenda, S. 9).

B.12. Der Hof wird die Klagegründe in folgender Reihenfolge prüfen:

1. die Einhaltung der Regeln der Zuständigkeitsverteilung (B.13 bis B.19);
2. das Legalitätsprinzip in Strafsachen (B.20 bis B.33);
3. der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung (B.34 bis B.74);
4. die Unverletzlichkeit der Wohnung (B.75 bis B.77);
5. die Achtung vor dem Privat- und Familienleben (B.78 und B.79);
6. die Achtung vor dem Eigentumsrecht (B.80 bis B.105);
7. die Zusammensetzung des Beirates für Waffen (B.106 und B.107).

*In Bezug auf die Regeln der Zuständigkeitsverteilung*

B.13. Der Kläger in der Rechtssache Nr. 4089 legt einen ersten Klagegrund dar, der aus einem Verstoß gegen Artikel 128 § 1 der Verfassung und gegen Artikel 4 Nr. 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen abgeleitet ist. Nach Darlegung des Klägers verstoße Artikel 3 § 3 Nr. 1 des angefochtenen Gesetzes, indem er Jagd- und Sportwaffen als erlaubnispflichtige Waffen bezeichne, gegen die Zuständigkeit der Gemeinschaften für Sport und Leben im Freien.

B.14.1. Artikel 128 § 1 der Verfassung bestimmt:

«Die Parlamente der Französischen und der Flämischen Gemeinschaft regeln durch Dekret, jedes für seinen Bereich, die personenbezogenen Angelegenheiten sowie in diesen Angelegenheiten die Zusammenarbeit zwischen den Gemeinschaften und die internationale Zusammenarbeit, einschließlich des Abschlusses von Verträgen.

Ein Gesetz, das mit der in Artikel 4 letzter Absatz bestimmten Mehrheit angenommen wird, legt diese personenbezogenen Angelegenheiten sowie die Formen der Zusammenarbeit und die näheren Regeln für den Abschluss von Verträgen fest».

B.14.2. Artikel 4 Nr. 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen bestimmt:

«Die kulturellen Angelegenheiten, auf die sich Artikel [127 § 1 Absatz 1 Nr. 1] bezieht, sind:

[...]

9. Leibeserziehung, Sport und Leben im Freien;

[...].».

B.14.3. Die Zuständigkeit der Gemeinschaften für Sport und Leben im Freien, die in Artikel 4 Nr. 9 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen vom 8. August 1980 vorgesehen ist, gehört zu den kulturellen Angelegenheiten im Sinne von Artikel 127 § 1 der Verfassung und nicht zu den personenbezogenen Angelegenheiten im Sinne von Artikel 128 § 1 der Verfassung, so dass der Klagegrund unzulässig ist, insofern darin die letztgenannte Bestimmung angeführt wird.

B.15. Aufgrund von Artikel 127 § 1 der Verfassung und Artikel 4 Nr. 9 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen obliegt es dem Dekretgeber, die Ausübung von Sport oder einer bestimmten Sportdisziplin zu regeln, indem er für die Ausübung des Sports im Allgemeinen oder gewisser Sportarten im Besonderen Bedingungen und Einschränkungen auferlegt.

B.16. Insoweit sie nicht anders darüber verfügt haben, haben der Verfassungsgeber und der Sondergesetzgeber den Gemeinschaften und den Regionen die vollständige Befugnis erteilt, Regeln aufzustellen, die den ihnen zugewiesenen Angelegenheiten eigen sind. Vorbehaltlich anderslautender Bestimmungen hat der Sondergesetzgeber die Gesamtheit der Politik bezüglich der durch ihn zugewiesenen Angelegenheiten den Gemeinschaften und Regionen übertragen.

B.17. Artikel 6 § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen bestimmt, dass die Angelegenheiten, auf die sich Artikel 39 der Verfassung bezieht, unter anderem Folgendes umfassen:

«III. Was die Neugestaltung ländlicher Gebiete und die Erhaltung der Natur betrifft:

[...]

5. die Jagd, mit Ausnahme der Herstellung von, des Handels mit und des Besitzes von Jagdwaffen, und der Vogelfang;».

Obwohl die vorerwähnte Bestimmung eine Ausnahme zur Zuständigkeit der Regionen vorsieht, indem sie dem föderalen Gesetzgeber die Zuständigkeit für «die Herstellung von, den Handel mit und den Besitz von Jagdwaffen» vorbehält, geht aus den Vorarbeiten zu dieser Bestimmung hervor, dass diese Ausnahme für alle Waffen gilt, einschließlich der Sportwaffen, bezüglich deren die Gemeinschaften, wie der Hof in seinem Urteil Nr. 42/2005 erkannt hat, zusätzliche Bedingungen hinsichtlich der Aufbewahrung von Waffen und Munition für das Sportschießen im Rahmen ihrer Zuständigkeit aufgrund des Artikels 127 § 1 der Verfassung und des Artikels 4 Nr. 9 des vorerwähnten Sondergesetzes vom 8. August 1980 auferlegen können.

Bei der Prüfung des Gesetzes vom 8. August 1980 hat nämlich ein Mitglied der Versammlung eingewendet, die Ausnahme betreffe nur die Zuständigkeit der Regionen für die Jagd, jedoch nicht die Zuständigkeit der Gemeinschaften für den Sport, auch wenn ein einziges Gesetz den Besitz von Jagd- und Sportwaffen regelt (gemeint war das Gesetz vom 3. Januar 1933). Der Minister des Innern und der institutionellen Reformen hat jedoch Folgendes geantwortet:

«Ich möchte im Übrigen daran erinnern, dass die Regierung in Erwägung zieht, eine Ausnahme vorzusehen, die beweist, dass die impliziten Befugnisse nicht zur Geltung kommen, weil sie der Auffassung ist, dass es sich um ein Problem der öffentlichen Sicherheit handelt, das weiterhin zum nationalen Bereich gehören muss. Nach Auffassung der Regierung muss der Besitz von Jagdwaffen, der durch Artikel 13 des Gesetzes vom 3. Januar 1933 über die Herstellung und das Mitführen von Waffen und über den Handel mit Waffen geregelt wird, eine nationale Sache bleiben. Dies gilt sowohl für die Regionalbehörden als auch für die Gemeinschaftsbehörden» (*Ausf. Bericht*, Senat, 22. Juli 1980, S. 2386).

Hieraus ergibt sich, dass der föderale Gesetzgeber befugt ist, den Besitz von Waffen ungeachtet ihrer Beschaffenheit zu regeln, vorausgesetzt, die von ihm diesbezüglich angenommenen Bestimmungen verhindern nicht die Ausübung der Zuständigkeit der Gemeinschaften und Regionen für das Sportschießen und die Jagd.

B.18.1. Bezüglich der angefochtenen Bestimmung heißt es in den Vorarbeiten:

«In diesem Artikel verschwinden die früheren Begriffe von [...] Jagd- und Sportwaffen [...], was die Gesetzgebung in technischer Hinsicht erheblich vereinfacht. Künftig gilt die Regel, dass alle Feuerwaffen, mit Ausnahme der frei verkäuflichen Waffen, grundsätzlich verboten sind, außer wenn ein Besitzerlaubnisschein vorliegt.

Somit unterliegen sie allesamt der gleichen Erlaubnisregelung, wie es bereits in den meisten Mitgliedstaaten der EU der Fall ist. Abweichungen von diesem Grundsatz bestehen nicht mehr aufgrund der Waffenart, sondern aufgrund des Besitzers, der teilweise der Erlaubnispflicht entgehen kann, wenn er im Besitz eines Jagdscheins oder einer Sportschützenlizenz ist (Artikel 11)» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, SS. 20-21).

B.18.2. Indem der föderale Gesetzgeber grundsätzlich eine vorherige Erlaubnis für den Besitz von Feuerwaffen, einschließlich Jagd- und Sportwaffen, auferlegt hat, hat er seine Zuständigkeit für die Regelung des Waffenbesitzes ausgeübt.

In den Vorarbeiten zu den Artikeln 16 und 36 des angefochtenen Gesetzes heißt es:

«Das Gutachten des Staatsrates, wonach Sportschützen aus der föderalen Regelung über die Sicherheitsbedingungen für die Lagerung von Waffen auszuschließen seien, wurde nicht berücksichtigt, insofern die Zuständigkeit der Gemeinschaften für Sport die Organisation der Sportpraxis betrifft, insbesondere die Festlegung der Bedingungen für die Anerkennung und Ausübung des Sports.

Der föderale Gesetzgeber bleibt zuständig für die Festlegung der durch jeden Besitzer von Feuerwaffen ohne Unterschied einzuhaltenden Sicherheitsregeln» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, SS. 29 und 35).

B.19.1. Der föderale Gesetzgeber hat im Übrigen die Eigenschaft als Jäger oder Sportschütze berücksichtigt, denn aufgrund von Artikel 11 § 3 Nr. 9 Buchstaben *a)* und *b)* des Waffengesetzes sind die Jagd und das Sportschießen rechtmäßige Gründe für den Erhalt einer Besitzerlaubnis für die betreffende Waffe und die Munition.

B.19.2. Der föderale Gesetzgeber hat außerdem die Zuständigkeit der Regionen für die Jagd sowie die Zuständigkeit der Gemeinschaften für den Sport berücksichtigt, denn aus Artikel 12 des Waffengesetzes geht hervor, dass die durch die Regionen ausgestellten Jagdscheine oder die durch die Gemeinschaften ausgestellten Sportschützenlizenzen deren Inhaber von der Verpflichtung befreien, die in Artikel 11 des Waffengesetzes vorgesehene vorherige Besitzerlaubnis zu beantragen, vorausgesetzt, ihre strafrechtliche Vorgeschichte, ihre Kenntnis der Rechtsvorschriften über Waffen und ihre Fähigkeit zum sicheren Umgang mit einer Feuerwaffe wurden vorher geprüft.

Artikel 15 des Waffengesetzes befreit ebenfalls die Personen, die Jäger und Sportschützen sind, vom Besitz eines Waffenscheins, «sofern sie einen rechtmäßigen Grund dazu haben und die Waffen ausschließlich im Rahmen der Ausübung der dort erwähnten Tätigkeiten mit sich führen».

B.19.3. Schließlich hat der föderale Gesetzgeber, indem er für sämtliche Bürger den Besitz aller Feuerwaffen, einschließlich der Jagd- und Sportwaffen, geregelt hat, nicht die Ausübung der Zuständigkeit für Sport und Leben im Freien durch die Gemeinschaften unmöglich gemacht oder übermäßig erschwert, da diese weiterhin insbesondere befugt sind, den Sportschützen weitere Bedingungen bezüglich des Besitzes oder des Lagerns der für das Sportschießen benutzten Waffen aufzuerlegen.

B.19.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf das Legalitätsprinzip in Strafsachen*

B.20.1. Mehrere Klagegründe sind abgeleitet aus einem Verstoß durch verschiedene Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes gegen die Artikel 12 und 14 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 7 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 15 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte.

B.20.2. Artikel 12 der Verfassung bestimmt:

«Die Freiheit der Person ist gewährleistet.

Niemand darf verfolgt werden, es sei denn in den durch Gesetz bestimmten Fällen und in der dort vorgeschriebenen Form.

[...].»

Artikel 14 der Verfassung bestimmt:

«Eine Strafe darf nur aufgrund des Gesetzes eingeführt oder angewandt werden».

Artikel 7 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 15 Absatz 1 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte bestimmen:

«Niemand kann wegen einer Handlung oder Unterlassung verurteilt werden, die zur Zeit ihrer Begehung nach inländischem oder internationalem Recht nicht strafbar war[...]».

B.20.3. Indem Artikel 12 Absatz 2 und Artikel 14 der Verfassung der gesetzgebenden Gewalt die Zuständigkeit verleihen, einerseits festzulegen, in welchen Fällen und in welcher Form eine Strafverfolgung möglich ist, und andererseits, ein Gesetz anzunehmen, aufgrund dessen eine Strafe festgelegt und angewandt werden kann, gewährleisten sie jedem Bürger, dass ein Verhalten nur strafbar gemacht werden und eine Strafe nur auferlegt werden kann auf der Grundlage von Regeln, die durch eine demokratisch gewählte beratende Versammlung angenommen wurden.

B.20.4. Aus den Artikeln 12 und 14 der Verfassung sowie aus Artikel 7 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 15 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte geht auch hervor, dass ein Strafgesetz so formuliert sein muss, dass jeder zu dem Zeitpunkt, an dem er ein Verhalten annimmt, wissen kann, ob dieses Verhalten strafbar ist und welcher Strafe er sich möglicherweise aussetzt.

*In Bezug auf die Zulässigkeit gewisser Klagegründe, die aus dem Legalitätsprinzip in Strafsachen abgeleitet sind*

B.21.1. Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4052 und der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4087 sind gegen die Artikel 6, 11, 14, 15, 16, 21, 35 Nr. 2, 44 und 45 des angefochtenen Gesetzes gerichtet. Nach Auffassung der klagenden Parteien verstießen diese Bestimmungen unter anderem gegen das in Artikel 14 der Verfassung verankerte Legalitätsprinzip in Strafsachen.

Aufgrund von Artikel 23 des angefochtenen Gesetzes werden Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen des vorerwähnten Gesetzes oder dessen Ausführungserlasse mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis fünf zu Jahren und mit einer Geldbuße von 1 000 bis zu 25 000 Euro oder mit lediglich einer dieser Strafen geahndet. Artikel 24 desselben Gesetzes bezieht sich auf die Regelung für Waffen, die aufgrund von Artikel 42 des Strafgesetzbuches eingezogen wurden, während Artikel 25 bestimmt, dass bei Rückfall die gemäß Artikel 5 des angefochtenen Gesetzes zugelassenen Personen zur zeitlich begrenzten oder endgültigen Schließung ihres Unternehmens verurteilt werden können.

Diese Artikel, die als einzige Strafen vorsehen, bilden jedoch nicht den Gegenstand der beiden vorerwähnten Nichtigkeitsklagen.

Daraus ergibt sich, dass Artikel 14 der Verfassung nicht mit den Bestimmungen zusammenhängt, die im zweiten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4052 und im ersten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4087 angefochten werden.

Diese Klagegründe sind unzulässig, insofern darin Artikel 14 der Verfassung erwähnt wird.

B.21.2.1. Im zweiten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4052 wird sodann bemängelt, dass die Artikel 6 § 2, 11 § 3 Nr. 9 Buchstaben b) und e) und 35 Nr. 2 des angefochtenen Gesetzes gegen Artikel 12 der Verfassung verstießen, insofern sie übermäßige Zuständigkeitsübertragungen an den König enthielten.

Artikel 6 § 2 des angefochtenen Gesetzes beauftragt den König, die Bedingungen festzulegen, «unter denen der für den Ort der Niederlassung zuständige Gouverneur Sonderzulassungen für Personen ausstellen kann, die im wissenschaftlichen, kulturellen oder nicht-kommerziellen Bereich berufliche Tätigkeiten mit Feuerwaffen ausüben».

Artikel 11 § 3 Nr. 9 des angefochtenen Gesetzes umfasst eine Liste von Gründen, die unter den vom König durch einen im Ministerrat beratenen Erlass festzulegenden Bedingungen als gesetzmäßige Gründe für den Erwerb einer erlaubnispflichtigen Waffe und der dazugehörigen Munition gelten können. Das Bestehen eines solchen Grundes ist eine der Bedingungen für den Erhalt der vom zuständigen Gouverneur erteilten Erlaubnis.

Artikel 35 Nr. 2 des angefochtenen Gesetzes ermächtigt den König, durch einen im Ministerrat beratenen Erlass die Bedingungen für die Ausstellung der im angefochtenen Gesetz vorgesehenen Unterlagen und deren Form festzulegen.

Die Bestimmungen bezwecken somit, die Bedingungen und die Modalitäten festzulegen, nach denen die vom Gesetzgeber vorgesehenen Zulassungen und Besitzerlaubnisscheine ausgestellt werden.

B.21.2.2. Artikel 5 des angefochtenen Gesetzes bestimmt, dass niemand eine Tätigkeit als Waffenhändler oder Mittelsperson ausüben darf, ohne dafür die vorherige Zulassung des für den Ort der Niederlassung zuständigen Gouverneurs erhalten zu haben. Artikel 10 desselben Gesetzes schreibt vor, dass eine erlaubnispflichtige Feuerwaffe nur Personen, die eine Zulassung oder Erlaubnis erhalten haben, verkauft oder überlassen werden darf. Artikel 11 desselben Gesetzes verbietet es Privatpersonen, eine erlaubnispflichtige Feuerwaffe oder die dazugehörige Munition zu besitzen ohne vorherige Erlaubnis des für den Wohnort des Antragstellers zuständigen Gouverneurs. Schließlich hängt das Mitführen einer erlaubnispflichtigen Waffe aufgrund von Artikel 14 des angefochtenen Gesetzes grundsätzlich vom Besitz eines Waffenscheins ab.

Die Nichteinhaltung solcher Verpflichtungen wird strafrechtlich verfolgt gemäß den Artikeln 23 ff. des Gesetzes.

B.21.2.3. Daraus ist zu schlussfolgern, dass die dem König durch die angefochtenen Bestimmungen erteilten Ermächtigungen es Ihm nicht gestatten, neue Strafbestimmungen einzuführen oder den Inhalt der in B.21.2.2 angeführten Strafbestimmungen zu präzisieren, da diese sich im Gegenteil ausschließlich aus den Gesetzesbestimmungen ergeben, die den Personen, die keine vorherige Zulassung oder Erlaubnis besitzen, bestimmte Verhaltensweisen verbieten.

Der Klagegrund ist unzulässig, insofern er sich auf den Verstoß gegen Artikel 12 der Verfassung bezieht.

B.21.3.1. Der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4032 ist unter anderem abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 35 des angefochtenen Gesetzes gegen Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung, gegen Artikel 7 der Europäischen Menschenrechtskonvention und gegen den «Grundsatz der Ausübung der Zuständigkeiten durch den Gesetzgeber, vorbehaltlich einer präzisen Ermächtigung an die ausführende Gewalt».

Die klagenden Parteien in dieser Rechtssache beschränken sich jedoch darauf, die ungenauen und übermäßigen Ermächtigungen, die dieser Artikel 35 enthalten würde, anzuprangern.

B.21.3.2. Um den Erfordernissen nach Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 zu entsprechen, müssen die in der Klageschrift vorgebrachten Klagegründe angeben, welche Vorschriften, deren Einhaltung der Hof gewährleistet, verletzt wären und welche Bestimmungen gegen diese Vorschriften verstoßen würden, und darlegen, in welcher Hinsicht diese Vorschriften durch die fraglichen Bestimmungen verletzt würden.

Da im Klagegrund nicht angegeben ist, auf welche Ermächtigungen er sich insbesondere bezieht und inwiefern diese unrechtmäßig wären, gestattet er es weder den Parteien noch dem Hof, den Gegenstand dieser Beschwerde genau zu bestimmen.

Der Klagegrund ist unzulässig, insofern er sich auf Artikel 35 des angefochtenen Gesetzes bezieht.

*In Bezug auf die Einstufung der Waffen*

B.22.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4032 (vierter Klagegrund) und in der Rechtssache Nr. 4040 (erster und zweiter Klagegrund) bemängeln, dass Artikel 3 § 1 Nr. 16 des angefochtenen Gesetzes gegen die Artikel 10, 11 und 12 Absatz 2 der Verfassung und gegen Artikel 7 der Europäischen Menschenrechtskonvention verstießen.

B.22.2. Die angefochtene Bestimmung lautet:

«Folgende Waffen gelten als verbotene Waffen:

[...]

16. vom Minister der Justiz und vom Minister des Innern festgelegte Geräte, Waffen und Munition, die eine ernste Bedrohung für die öffentliche Sicherheit darstellen können, und Waffen und Munition, die aus diesem Grund ausschließlich von den in Artikel 27 § 1 Absatz 2 und 3 erwähnten Diensten in Besitz gehalten werden dürfen,

[...].»

Artikel 8 desselben Gesetzes bestimmt jedoch:

«Niemand darf verbotene Waffen herstellen, instand setzen, zum Verkauf auslegen, verkaufen, überlassen, befördern, lagern, besitzen oder mit sich führen.

Bei Verstoß gegen den vorangehenden Absatz werden die Waffen beschlagnahmt, eingezogen und vernichtet, selbst wenn sie nicht dem Verurteilten gehören».

B.22.3. In den Vorarbeiten zu der angefochtenen Bestimmung hat der Gesetzgeber erläutert, die den Ministern der Justiz und des Innern verliehene Ermächtigung bezwecke, «der ständigen Möglichkeit, dass plötzlich neue Modelle auf den Markt kommen, die ein zu großes Risiko darstellen, entgegenzuwirken».

Es wurde hinzugefügt:

«Gleichzeitig wird die Möglichkeit geboten, dass Waffen und Munition verboten werden, die aus Sicherheitsgründen nur durch die Polizeidienste und die Armee geführt werden dürfen und die nicht für die Ausübung einer privaten Tätigkeit notwendig sind» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 20).

B.22.4. Das Legalitätsprinzip in Strafsachen geht nicht soweit, dass es den Gesetzgeber verpflichtet, jeden Aspekt der Straftat selbst zu regeln. Eine Ermächtigung an eine andere Obrigkeit verletzt nicht dieses Prinzip, insofern die Ermächtigung ausreichend genau beschrieben ist und sich auf die Ausführung von Maßnahmen bezieht, deren wesentliche Elemente vorher durch den Gesetzgeber festgelegt wurden.

B.22.5. Die angefochtene Bestimmung soll eine schnelle Anpassung der Liste der verbotenen Waffen ermöglichen, wenn neue Modelle auf den Markt gelangen, die eine ernsthafte Bedrohung für die öffentliche Sicherheit darstellen können, und die der Gesetzgeber *per definitionem* bei der Annahme des Waffengesetzes nicht berücksichtigen konnte.

Der Gesetzgeber hat selbst in Artikel 8 des angefochtenen Gesetzes die Handlungen festgelegt, die strafbar sind, wenn sie sich auf verbotene Waffen beziehen. Darüber hinaus werden in den Artikeln 23 bis 25 desselben Gesetzes die bei einem Verstoß gegen diese Bestimmung anwendbaren Strafen festgelegt.

B.22.6. Da der Gesetzgeber selbst den Zweck der angefochtenen Ermächtigung und die Grenzen, innerhalb deren sie erteilt wurde, sowie die als strafbar angesehenen Verhaltensweisen präzisiert hat, sind die wesentlichen Elemente der Strafbarstellung im Gesetz festgelegt, so dass das in Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung vorgesehene Legalitätsprinzip eingehalten wurde.

B.22.7. Im Übrigen obliegt es den Ministern der Justiz und des Innern, die Einstufung neuer Geräte, Waffen oder Munition in die Kategorie «verbotene Waffen» ordnungsmäßig zu rechtfertigen, und dem zuständigen Richter, zu bestimmen, ob sie die Grenzen der ihnen durch den Gesetzgeber erteilten Ermächtigung beachten haben.

B.22.8. Unter Vorbehalt der Erwägungen in B.22.5 sind der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4032, insofern er sich auf Artikel 3 § 1 Nr. 16 des angefochtenen Gesetzes bezieht, und der erste und zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4040 unbegründet.

B.23.1. In ihrem vierten Klagegrund bemängeln die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4032 weiterhin, dass Artikel 3 § 1 17 des angefochtenen Gesetzes gegen das Legalitätsprinzip in Strafsachen verstoße.

B.23.2. Die angefochtene Bestimmung lautet:

«Folgende Waffen gelten als verbotene Waffen:

[...]

17. Gegenstände und Substanzen, die nicht als Waffen entworfen sind, sondern bei denen angesichts der konkreten Umstände deutlich wird, dass derjenige, der sie besitzt, mit sich führt oder befördert, diese offensichtlich einsetzen will, um Personen zu bedrohen oder körperlich zu verletzen».

B.23.3. Während der Vorarbeiten wurde in diesem Zusammenhang Folgendes hervorgehoben:

«Punkt 11 bestätigt die Rechtsprechung des Kassationshofes, wonach es unter gewissen Umständen erlaubt ist, gewöhnliche Gegenstände, die nicht als Waffen entworfen sind, als verbotene Waffen anzusehen. Dies gilt beispielsweise für einen Baseballschläger, mit dem jemand Menschen bedroht oder Vandalenakte ausübt. Es geht nicht darum, willkürlich Personen zu verfolgen, die ohne böse Absicht solche Gegenstände bei sich führen oder sie in ihrem normalen Kontext benutzen, sondern darum, präventiv gegen Personen vorgehen zu können, die potentielle Waffen mit sich führen und eindeutig die Absicht haben, diese als solche zu benutzen. In solchen Fällen reicht Artikel 135 des Strafgesetzbuches nicht aus, denn im allgemeinen Strafrecht ist nämlich der Beginn einer Ausführung erforderlich, ehe von einer Straftat die Rede sein kann.

Wegen der heutigen Notwendigkeit, auch den Missbrauch bestimmter chemischer, biologischer oder selbst ungefährlicher Substanzen zur Bedrohung von Menschen ahnden zu können, wird diese Bestimmung nicht mehr auf Gegenstände beschränkt, sondern gilt jetzt auf für Substanzen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 20).

B.23.4. Das Legalitätsprinzip in Strafsachen erfordert, dass der Gesetzgeber in ausreichend präzisen, klaren und Rechtssicherheit bietenden Formulierungen angibt, welche Handlungen bestraft werden, damit einerseits derjenige, der ein Verhalten annimmt, vorher in ausreichender Weise beurteilen kann, welche strafrechtlichen Folgen dieses Verhalten haben wird, und damit andererseits dem Richter keine zu große Ermessensbefugnis überlassen wird.

Das Legalitätsprinzip in Strafsachen verhindert jedoch nicht, dass das Gesetz dem Richter eine Ermessensbefugnis gewährt. Man muss nämlich der allgemeinen Beschaffenheit der Gesetze, der Verschiedenartigkeit der Situationen, auf die sie Anwendung finden, und der Entwicklung der durch sie geahndeten Verhaltensweisen Rechnung tragen.

Die Bedingung, dass eine Straftat durch das Gesetz klar definiert sein muss, ist erfüllt, wenn der Rechtsunterworfene anhand der Formulierung der relevanten Bestimmung und gegebenenfalls mit Hilfe ihrer Auslegung durch die Rechtsprechungsorgane wissen kann, durch welche Handlungen und Unterlassungen er strafrechtlich haftbar wird.

B.23.5. Erst durch die Prüfung einer spezifischen Strafbestimmung ist es möglich, unter Berücksichtigung der jeweiligen Elemente der dadurch zu ahndenden Verhaltensweisen festzustellen, ob die durch den Gesetzgeber verwendeten allgemeinen Formulierungen derart ungenau sind, dass sie das in Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung verankerte Legalitätsprinzip missachten würden.

B.23.6. Aus der in B.23.3 angeführten Begründung zum angefochtenen Gesetz geht hervor, dass der Gesetzgeber sich von der Rechtsprechung des Kassationshofes hat inspirieren lassen, indem er strafrechtliche Sanktionen einführt für Personen, die einen nicht als Waffe konzipierten Gegenstand oder eine nicht als Waffe konzipierte Substanz besitzen, mit sich führen oder befördern, um jemanden zu bedrohen oder körperlich zu verletzen.

Der Kassationshof hat in der Tat geurteilt:

«Als verbotene Waffen gelten versteckte oder geheime Angriffswaffen, insofern sie nicht als Verteidigungswaffen oder Kriegswaffen gelten und insofern es sich entweder um Waffen handelt, ohne äußerlich deren Aussehen zu haben, oder um Geräte, Werkzeuge oder Gegenstände, die normalerweise nicht als Waffen benutzt werden, außer versehentlich, die jedoch gemäß den konkreten Umständen der Rechtssache für einen Angriff bestimmt sind» (*Kass.*, 30. Juni 1998, *Pas.*, 1998, I, SS. 838-839).

B.23.7. Man kann nicht den Vorwurf machen, dass ein Text mit allgemeiner Tragweite keine präzisere Definition des erforderlichen Vorsatzes enthält. Da es dem Richter obliegt, dies bei der Beurteilung der Schwere der ihm unterbreiteten Fakten zu tun, muss er das Bestehen des Vorsatzes beurteilen, nicht aufgrund subjektiver Auffassungen, die die Anwendung der fraglichen Bestimmung unvorhersehbar machen würden, sondern in Erwägung der objektiven Elemente unter Berücksichtigung der spezifischen Umstände jeder Rechtssache sowie der im Strafrecht geltenden einschränkenden Auslegung.

Insbesondere obliegt es ihm, die objektiven Elemente zu berücksichtigen, die sich aus «konkreten Umständen» ergeben, um den Vorsatz, jemanden zu verletzen oder zu bedrohen, festzustellen, der darüber hinaus offensichtlich sein und sich «deutlich» aus solchen Umständen ergeben muss.

Hieraus ergibt sich, dass die angefochtene Bestimmung, auch wenn sie dem Richter eine Ermessensbefugnis verleiht, ihm keine autonome Zuständigkeit in Bezug auf die Strafbarstellung zuerkennt, die auf die Zuständigkeiten des Gesetzgebers übergreifen würde.

B.23.8. Insofern der Klagegrund sich auf Artikel 3 § 1 Nr. 17 des angefochtenen Gesetzes bezieht, ist er unbegründet.

B.24.1. In ihrem vierten Klagegrund beantragen die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4032 die Nichtigerklärung der Artikel 3 § 3 Nr. 2 und 34 des Waffengesetzes.

B.24.2. Artikel 3 § 3 dieses Gesetzes bestimmt:

«Folgende Waffen gelten als erlaubnispflichtige Waffen:

1. alle anderen Feuerwaffen,
2. andere Waffen, die vom König in diese Kategorie eingeteilt wurden».

Artikel 34 dieses Gesetzes bestimmt:

«Der König kann die Anwendung der Bestimmungen der Artikel 5 bis 7, 10 bis 22 und 33 ganz oder teilweise auf andere Waffen als Feuerwaffen ausdehnen».

B.24.3. Die dem König durch Artikel 3 *in fine* des Gesetzes erteilte Ermächtigung wurde in den Vorarbeiten wie folgt gerechtfertigt:

«Der König behält die Möglichkeit, zweifelhafte Waffen in eine der Kategorien einzustufen, da zu diesem Zeitpunkt unmöglich vorherzusehen ist, welche Waffenarten in Zukunft auf den Markt kommen werden» (*Parl. Dok., Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 22*).

In Bezug auf Artikel 34 des Gesetzes wird präzisiert:

«Diese bereits bestehende Bestimmung wird erweitert auf alle Bestimmungen des Gesetzes, die nützlich sein können für die Kontrolle von Handlungen mit anderen Waffen als Feuerwaffen, wie Luftgewehre, Paintballs, usw., was nicht bedeutet, dass sie unmittelbar vollständig ausgeführt wird. Die Praxis zeigt jedoch manchmal, dass Missbräuche vorkommen, gegen die man schnell handeln können muss» (ebenda, S. 34).

B.24.4. Die angefochtenen Ermächtigungen und ihre Rechtfertigung sind im Lichte des allgemeinen Ziels des Gesetzes zu beurteilen, nämlich die Verbreitung von Waffen zu bekämpfen im Hinblick auf die Wahrung der öffentlichen Sicherheit (ebenda, SS. 14 bis 17).

In dieser Sache sind zunächst die technologischen Entwicklungen zu berücksichtigen, durch die neue Arten von Waffen auf den Markt gebracht werden können, die vergleichbare Merkmale oder Risiken aufweisen können wie die erlaubnispflichtigen Waffen im Sinne des Gesetzes oder für die es sich als ratsam erweisen kann, auf sie die Vorschriften der Artikel 5 bis 7, 10 bis 22 oder 23 des Gesetzes völlig oder teilweise anzuwenden, um die mit ihrer Benutzung verbundenen Gefahren zu beschränken. Es ist ebenfalls nicht auszuschließen, dass vorher in Belgien nicht bekannte Waffen in Umlauf gebracht werden oder dass nicht als Waffen konzipierte Gegenstände diese Funktion erfüllen. Solche Entwicklungen erfordern eine ausführliche Regelung, die darüber hinaus den sich ändernden Umständen flexibel angepasst werden kann. Die in den angefochtenen Bestimmungen verliehenen Ermächtigungen verstoßen somit nicht gegen die im Klagegrund angeführten Bestimmungen.

B.24.5. Insofern der Klagegrund sich auf die Artikel 3 § 3 Nr. 2 und 34 des angefochtenen Gesetzes bezieht, ist er unbegründet.

B.25.1. Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4088 richtet sich unter anderem gegen Artikel 2 Nr. 9 des angefochtenen Gesetzes.

B.25.2. Die angefochtene Bestimmung lautet:

«Für die Anwendung des vorliegenden Gesetzes und seiner Ausführungserlasse versteht man unter:

[...]

9. ' Waffennachbildung ': bewegliche oder unbewegliche originalgetreue Nachbildung, Replik oder Kopie einer Feuerwaffe,».

B.25.3. Artikel 3 § 2 des Waffengesetzes bestimmt:

«Folgende Waffen gelten als frei verkäufliche Waffen:

1. blanke Waffen, Nicht-Feuerwaffen und Waffennachbildungen, die keiner besonderen Regelung unterliegen, [...]

B.25.4. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 4088 erkennen nicht, wie eine Waffennachbildung frei verkäuflich sein könnte, wenn sie nicht «unbeweglich» wäre. Indem der Gesetzgeber das Gegenteil verfügt habe, verstoße er gegen den Grundsatz der Deutlichkeit und der Vorhersehbarkeit des Strafgesetzes.

B.25.5. In den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz wurde erläutert, dass der Begriff «unbeweglich» bedeutet, «kein Projektil abschießen zu können» (*Parl. Dok., Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 18*).

Laut Artikel 2 Nr. 12 des angefochtenen Gesetzes gilt als Nicht-Feuerwaffe jede «Waffe, die ein oder mehrere Geschosse verschießt, deren Antrieb nicht durch die Verbrennung von Pulver oder durch ein Zündhütchen erfolgt».

B.25.6. Artikel 3 des königlichen Erlasses vom 30. März 1995 «über die Zuordnung bestimmter Luftdruck- oder Gaswaffen und zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 20. September 1991 über Sammlerwaffen und des Königlichen Erlasses vom 11. Januar 1995 zur Zuordnung bestimmter Alarmwaffen zur Kategorie der Verteidigungswaffen» bestimmt in der durch den königlichen Erlass vom 29. Dezember 2006 abgeänderten Fassung:

«Nachgebildete Kurzwaffen, kurze Repetierwaffen, halb- oder vollautomatische Kurzwaffen und kurze Wurfwaffen, mit denen Geschosse durch einen anderen Antriebsmechanismus als durch die Verbrennung von Pulver abgeschossen werden können, werden der Kategorie der erlaubnispflichtigen Feuerwaffen zugeordnet, wenn die auf 2,5 m von der Laufmündung gemessene kinetische Energie des Geschosses mehr als 7,5 Joule beträgt.

[...]

B.25.7. In der angefochtenen Bestimmung selbst wird zwar nicht die Weise des Vortriebs des Projektils präzisiert, das durch eine frei verkäufliche Waffennachbildung abgefeuert werden kann. Aufgrund der Erläuterungen in Artikel 3 des königlichen Erlasses vom 30. März 1995 lässt sich jedoch unterscheiden zwischen den Waffennachbildungen, die zwar nicht unbeweglich, jedoch frei verkäuflich sind, und den Waffennachbildungen, die in Wirklichkeit Feuerwaffen gleichzusetzen sind und die aus diesem Grund erlaubnispflichtig sind gemäß Artikel 3 § 3 Nr. 2 des angefochtenen Gesetzes.

B.25.8. Insofern der Klagegrund sich auf Artikel 2 Nr. 9 des angefochtenen Gesetzes bezieht, ist er unbegründet.

*In Bezug auf die Bedingungen bezüglich der Ordnungsmäßigkeit einer Waffensammlung*

B.26.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4052 fechten in ihrem zweiten Klagegrund Artikel 6 § 1 des angefochtenen Gesetzes an. Nach ihrer Darlegung ermächtigte diese Bestimmung den König, inhaltliche Bedingungen festzulegen, denen eine Waffensammlung entsprechen müsse, während das Legalitätsprinzip in Strafsachen es erfordere, dass solche Bedingungen durch Gesetz festgelegt würden.

B.26.2. Artikel 6 § 1 des angefochtenen Gesetzes bestimmt:

«Die natürlichen Personen und privatrechtlichen juristischen Personen, die ein Museum oder eine Sammlung mit mehr als zehn erlaubnispflichtigen Feuerwaffen oder Munition führen möchten, ohne für jede zusätzliche Waffe eine Erlaubnis gemäß Artikel 11 erhalten zu müssen, müssen dafür die Zulassung des für den Ort der Niederlassung zuständigen Gouverneurs gemäß Artikel 5 §§ 3 und 4 erhalten haben. Der König legt die inhaltlichen Bedingungen fest, denen die Sammlung unterliegt, und die besonderen technischen Vorsichtsmaßnahmen, die zu treffen sind, falls die Waffen nach 1945 entwickelt worden sind».

B.26.3. Gemäß den Vorarbeiten dient die angefochtene Bestimmung dazu, die Rechtsstellung der Sammler zu verbessern, die *«in extremis ohne irgendeine Präzisierung und ohne Ermächtigung des Königs an einer besonders ungünstigen Stelle in das Gesetz vom 30. Januar 1991 eingefügt worden ist. Daher war es notwendig, diese Lücke zu schließen, indem eine deutlichere Bestimmung an einer logischeren Stelle eingefügt wird, nämlich unmittelbar nach den Artikeln über die Zulassung der Waffenhändler»* (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 23).

Sodann wurde präzisiert:

«Es besteht weiterhin die Absicht, dieses System auf ' historische ' Sammlungen zu begrenzen, doch angesichts unterschiedlicher Auslegungen, die für diesen Begriff möglich sind, ist der König zur Ausarbeitung von inhaltlich konkreteren Kriterien zu ermächtigen. Der Rahmen ist aber bereits durch das Gesetz abgesteckt; die älteren Waffen (eigentlich die Modelle des 19. Jahrhunderts, in denen Schwarzpulver verwendet wird, sowie einige Modelle für rauchschwaches Pulver) gehören zur Kategorie der Sammlerwaffen, die folglich keine Zulassung erfordern; die ' modernen, aber bereits historischen ' Waffen bis 1945 unterliegen weiterhin dem bestehenden Zulassungssystem, und die neueren Waffen unterliegen einer strengeren Regelung (Begrenzung der Anzahl und der Art der Waffen, die man erwerben kann, strengere Sicherheitsmaßnahmen)» (ebenda).

B.26.4. Sowohl aus dem Text der angefochtenen Bestimmung als auch aus den Vorarbeiten dazu geht hervor, dass der Gesetzgeber die wesentlichen Rahmenbedingungen für den Besitz einer erlaubnispflichtigen Waffensammlung festgelegt hat und dass er dem König nur eine begrenzte Ermächtigung erteilt hat, die sich im Wesentlichen auf die durch die Sammler einzuhalten Sicherheitsbedingungen bezieht. Die Festlegung solcher Bedingungen erfordert ausführliche Bestimmungen, die außerdem flexibel der praktischen Notwendigkeit müssen angepasst werden können.

B.26.5. Insofern der Klagegrund sich auf Artikel 6 § 1 des angefochtenen Gesetzes bezieht, ist er unbegründet.

*In Bezug auf die Definition des Begriffs «Besitz»*

B.27.1. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4087 bezieht sich auf den Verstoß von Artikel 11 § 1 des angefochtenen Gesetzes gegen das Legalitätsprinzip in Strafsachen, insofern diese Bestimmung nicht ausreichend präzise den Begriff des «Besitzes» von erlaubnispflichtigen Waffen definiert.

B.27.2. Artikel 11 § 1 des angefochtenen Gesetzes bestimmt:

«Ohne vorherige Erlaubnis des für den Wohnort des Antragstellers zuständigen Gouverneurs ist es Privatpersonen verboten, eine erlaubnispflichtige Feuerwaffe oder die dazugehörige Munition zu besitzen. Diese Erlaubnis kann nur nach Stellungnahme des Korpschefs der lokalen Polizei des Wohnortes des Antragstellers binnen drei Monaten nach Antragstellung ausgestellt werden. Der Beschluss ist mit Gründen zu versehen. Die Erlaubnis kann auf den Besitz der Waffe unter Ausschluss von Munition beschränkt werden und sie gilt nur für eine einzige Waffe.

Wenn sich herausstellt, dass der Besitz der Waffe die öffentliche Ordnung gefährden kann oder dass der rechtmäßige Grund, der geltend gemacht wurde, um die Erlaubnis zu erhalten, nicht mehr besteht, kann der für den Wohnort des Betroffenen zuständige Gouverneur nach einem vom König festgelegten Verfahren und nach Einholung der Stellungnahme des für diesen Wohnort zuständigen Prokurators des Königs die Erlaubnis durch einen mit Gründen versehenen Beschluss beschränken, aussetzen oder entziehen».

B.27.3. Der Begriff «Besitz» wird nicht in Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes definiert. Daher ist er in seinem geläufigen Sinn auszulegen, was im Übrigen durch die Vorarbeiten bestätigt wird (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 18).

Im Übrigen wurde bereits im Gesetz vom 3. Januar 1933 der Begriff «Besitz» von Waffen verwendet, und auch in der vorerwähnten Richtlinie 91/477/EWG liegt ein solches Konzept vor.

B.27.4. Gemäß Artikel 11 des Gesetzes vom 3. Januar 1933, vor seiner Abänderung durch das Gesetz vom 30. Januar 1991, war der Besitz von Kriegsfeuerwaffen für Privatpersonen ohne Erlaubnis des Provinzgouverneurs verboten. Artikel 14 dieses Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 4. Mai 1936, machte den Besitz einer Verteidigungsfeuerwaffe von ihrer Eintragung oder vom vorherigen Erhalt einer Erwerbserlaubnis abhängig. Umgekehrt galt der Besitz einer verbotenen Waffe nicht als illegal.

Während der Vorarbeiten zum Gesetz vom 3. Januar 1933 wurde der Begriff «Besitz» von Waffen wie folgt erläutert:

«Jeder Bürger kann bei sich alle Arten von Waffen haben, um sie nach seinem Ermessen zur Verteidigung seiner Person oder zum Schutz seines Eigentums zu benutzen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1920-1921, Nr. 12, S. 6).

B.27.5. Durch das Gesetz vom 30. Januar 1991 wurde das Gesetz vom 3. Januar 1933 abgeändert, um den Besitz sowohl einer Kriegsfeuerwaffe als auch einer Verteidigungsfeuerwaffe von einer vorherigen Erlaubnis abhängig zu machen.

In der Begründung wurde diese Änderung wie folgt gerechtfertigt:

«Das Erlaubnisverfahren vor dem Kauf von Feuerwaffen wird teilweise überarbeitet, und die Struktur der Artikel 5 und 6 wird angepasst. Die Erwerbserlaubnis wird durch eine Besitzerlaubnis ersetzt. Durch diese Änderung soll jegliche Zweideutigkeit hinsichtlich der Gültigkeit einer Erwerbserlaubnis als Besitzerlaubnis vermieden werden» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1989-1990, Nr. 978/1, S. 5).

Während der Vorarbeiten zum Gesetz vom 30. Januar 1991 wurde ferner präzisiert, dass der Begriff «erwerben» immer «im weitesten Sinne ausgelegt worden ist, insbesondere in der Rechtslehre», und «er gilt nicht nur für den Besitzantritt, sondern auch für die Inbesitznahme», so dass die Verwendung dieses Begriffs in Artikel 14 Absatz 2 des Gesetzes vom 3. Januar 1933 in der durch das Gesetz vom 30. Januar 1991 abgeänderten Fassung mit dem Begriff des «Besitzes», der im Übrigen im selben Gesetz verwendet wird, vereinbar war (*Parl. Dok.*, Kammer, 1989-1990, Nr. 972-2, SS. 35-36).

B.27.6. In den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz deutet nichts darauf hin, dass der Gesetzgeber beabsichtigt hätte, den in vorherigen diesbezüglichen Rechtsvorschriften verwendeten Sinn des Begriffs «Besitz» aufzugeben. Im Übrigen bestätigt das mit dem angefochtenen Gesetz angestrebte Ziel der Rückverfolgbarkeit den Willen des Gesetzgebers, den mit der Aufrechterhaltung der öffentlichen Sicherheit beauftragten Behörden die Möglichkeit zu geben, den tatsächlichen Standort einer jeden Feuerwaffe auf dem Staatsgebiet zu kennen.

B.27.7. Folglich ist der Begriff «Besitz» im üblichen Sinne zu verstehen, und er bezeichnet somit das tatsächliche Besitzen ungeachtet des rechtlichen Titels, auf dem es beruht. Der Besitz einer Waffe unterscheidet sich im Übrigen vom Mitführen, insofern das Mitführen einer Waffe voraussetzt, dass man sie sofort und ohne Ortsveränderung nehmen kann.

B.27.8. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf das «Lagern» von Feuerwaffen oder Munition*

B.28.1. In ihrem zweiten Klagegrund fechten die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4032 die Verfassungsmäßigkeit von Artikel 16 des angefochtenen Gesetzes an, insofern er weder den Begriff «Lagern», noch das Verfahren zum Erhalt einer Lagerungserlaubnis für Feuerwaffen oder Munition definiert.

B.28.2. Artikel 16 des Waffengesetzes bestimmt:

«Das Lagern von erlaubnispflichtigen Feuerwaffen oder erlaubnispflichtiger Munition darf nur erfolgen, wenn für die betreffende Menge einer der folgenden rechtmäßigen Gründe besteht:

1. rechtmäßiger Besitz mehrerer Feuerwaffen und einer notwendigen Menge Munition für diese Waffen durch ihre Eigentümer, die unter der gleichen Adresse zusammen wohnen und ihre Waffen an diesem Ort lagern,

2. rechtmäßige Tätigkeiten von Zulassungsinhabern».

B.28.3. Da der Gesetzgeber das Lagern von Feuerwaffen nicht von einer spezifischen Erlaubnis abhängig macht, geht der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4052, insofern er das Bestehen einer solchen Erlaubnis voraussetzt, von einer falschen Prämisse aus.

B.28.4. Der Hof muss jedoch den Begriff «Lagern» von Waffen und Munition, der in Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes nicht erläutert wird, untersuchen.

Die angefochtene Bestimmung wurde während der Vorarbeiten wie folgt gerechtfertigt:

«Da der Gouverneur für alle Erlaubnisse und alle Zulassungen im Rahmen der Waffengesetzgebung zuständig wird und somit einen guten Gesamtüberblick über den Waffenbesitz eines jeden Einzelnen hat, und da eine getrennte Beurteilung für jede erlaubnispflichtige Feuerwaffe auf der Grundlage deutlicher Kriterien stattfindet, ist es nicht mehr notwendig, eine getrennte Erlaubnis für die Lagerung dieser Waffen aufrechtzuerhalten. Andere Lagerungsstätten, wo Waffen gelagert werden, die nicht ein und derselben Person gehören, unterliegen einer Zulassungsform (Handel, Sammlung, Schießstand), so dass auch hier eine getrennte Erlaubnis ihren Sinn verliert. Daher verlangt dieser Artikel in seiner neuen Fassung nur einen rechtmäßigen Grund für das Lagern bedeutender Mengen von Feuerwaffen und Munition, die erlaubnispflichtig sind.

Im Gesetz werden die möglichen rechtmäßigen Gründe aufgezählt. So hat ein Jäger eindeutig einen legitimen Grund, um eine gewisse Anzahl von Waffen, die er zum Bejagen verschiedener Wildarten und zur Hege der Fauna benötigt, an einem bestimmten Ort aufzubewahren. So hat auch ein Sportschütze einen rechtmäßigen Grund, um Waffen für seine verschiedenen Disziplinen, gegebenenfalls mit einigen Reservewaffen, aufzubewahren. Bezüglich der Munition ist zu berücksichtigen, dass sie bisweilen in großen Mengen gekauft wird, um einen vorteilhaften Preis zu erzielen oder weil es sich um spezifische, nur schwer zu findende Munition handelt.

Ein rechtmäßiger Grund liegt hingegen nicht vor, wenn eine einfache Privatperson Dritten ihr Haus als Stätte zur Lagerung ihrer Waffen zur Verfügung stellt oder eine anormal hohe Zahl von Waffen für ihre Tätigkeit lagert. Nunmehr werden nämlich auch die Jagd- und Sportwaffen erfasst, die man sich noch relativ leicht beschaffen kann. Die Lagerung von übertriebenen Munitionsmengen ist ebenfalls nicht erlaubt, um eine zu große Gefahr für die Umgebung zu vermeiden» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, SS. 28-29).

B.28.5. Artikel 16 des Gesetzes vom 3. Januar 1933 bestimmte vor seiner Abänderung durch das Gesetz vom 30. Januar 1991:

«Außer in dem in Artikel 12 vorgesehenen Fall ist es jeder Person, die weder Waffenhersteller noch Waffenhändler ist, verboten, ein Lager von Verteidigungs- oder Kriegswaffen ohne die stets widerrufbare Erlaubnis des Prokurators des Königs zu besitzen».

In einem Urteil vom 20. August 1984 hat der Kassationshof entschieden, dass

«das Gesetz vom 3. Januar 1933, insbesondere dessen Artikel 16, keine Definition der Begriffe ' ein Lager besitzen ' und ' Lager ' enthält; dass folglich diese Begriffe in ihrem üblichen Sinne zu verstehen sind, das heißt der Begriff ' ein Lager besitzen ' als ' lagern ' und der Begriff ' Lager ' als ' Ort oder Gelände, wo Materialien oder Güter gelagert werden können ' ; dass folglich ' ein Lager besitzen ' nicht in einem Gebäude geschehen muss, und dass ein ' Lager ' nicht notwendigerweise ein Gebäude sein muss» (Kass., 20. August 1984, *Pas.*, 1984, I, SS. 1334-1335).

B.28.6. Nach seiner Abänderung durch das Gesetz vom 30. Januar 1991 bestimmte Artikel 16 des Gesetzes vom 3. Januar 1933:

«Außer in dem in Artikel 12 vorgesehenen Fall dürfen Personen, die nicht gemäß Artikel 1 zugelassen worden sind, kein Verteidigungs- bzw. Kriegswaffenlager besitzen, es sei denn, sie verfügen über eine Erlaubnis, die nach Stellungnahme des Prokurators des Königs des Bezirks, in dem das Lager sich befindet, vom Gouverneur des betreffenden Provinz erstellt worden ist. In dem Erlaubnisschein sind die Bedingungen für den Besitz des Lagers angegeben.

Die Behörde, die die Erlaubnis erteilt, kann sie aufgrund eines mit Gründen versehenen Beschlusses zeitweilig aufheben oder entziehen, wenn sich herausstellt, dass die öffentliche Ordnung durch die Existenz des Lagers gefährdet werden kann, dass die Bedingungen für den Besitz des Lagers nicht beachtet werden oder dass die zur Erlangung der Erlaubnis angeführten Gründe nicht mehr bestehen.

Diese Bestimmungen gelten ebenfalls für Lager von Munition, die für die obengenannten Waffen bestimmt ist.



Der König bestimmt, wieviel Waffen und welche Art von Waffen und Munition am selben Ort vorhanden sein müssen, um ein Lager zu bilden».

Während der Vorarbeiten zum Gesetz vom 3. Januar 1991 wurde präzisiert:

«Letzten Endes geht es darum zu wissen, was unter ' ein Lager besitzen ' zu verstehen ist.

Es ist zu bemerken, dass dieser Begriff in Artikel 14 des Entwurfs definiert wird. Die darin vorgesehene Erlaubnis wird nur erteilt, wenn eine Reihe von Sicherheitsbedingungen eingehalten werden; die Konzentration von Waffen kann nämlich eine Gefahr für die öffentliche Sicherheit darstellen; Absatz 2 dieser Bestimmung ist in diesem Sinne auszulegen. Die Erlaubnis kann somit entzogen werden, wenn dort Waffen vorgefunden werden, für die keine Erlaubnis erteilt worden ist» (*Parl. Dok.*, Senat, 1989-1990, Nr. 972-2, S. 10).

B.28.7. Schließlich präzisierte Artikel 21 des königlichen Erlasses vom 20. September 1991 «zur Ausführung des Gesetzes vom 3. Januar 1933 über die Herstellung und das Mitführen von Waffen und über den Handel mit Waffen und Munition» in Bezug auf Verteidigungs- und Kriegswaffen Folgendes:

«Ein Waffenlager ist vorhanden, wenn sich

1. mehr als fünf Kriegswaffen
2. oder mehr als fünf Verteidigungswaffen, die dasselbe Kaliber haben oder die gleiche Munition verschießen,
3. oder mehr als zehn Verteidigungs- und Kriegswaffen am selben Ort befinden.

Die in Artikel 5 Absatz 3 des Gesetzes erwähnten Verteidigungsfeuerwaffen werden für die Anwendung des vorliegenden Artikels nicht berücksichtigt».

Dieser Artikel wurde jedoch durch den königlichen Erlass vom 29. Dezember 2006 «zur Ausführung bestimmter Bestimmungen des Gesetzes vom 3. Januar 1933 über die Herstellung und das Mitführen von Waffen und über den Handel mit Waffen und Munition und des Gesetzes vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen» aufgehoben.

B.28.8. Aus den in B.28.5 dargelegten Gründen kann der in Artikel 16 des angefochtenen Gesetzes verwendete Begriff «Lagern» nur in seinem geläufigen Sinne ausgelegt werden. Folglich betrifft er den Besitz eines Lagers von Waffen oder Munition an seinem Wohnsitz oder an seinem Wohnort oder allgemein die Aufbewahrung mehrerer Waffen oder Munitionen an demselben Ort.

B.28.9. Artikel 16 des angefochtenen Gesetzes verbietet es, am selben Ort mehrere erlaubnispflichtige Waffen oder erlaubnispflichtige Munition aufzubewahren, ohne dass dies durch einen der in dieser Bestimmung vorgesehenen rechtmäßigen Gründe gerechtfertigt wäre oder es sich im Verhältnis zu diesen Gründen als unverhältnismäßig erweisen würde. Die Strafbarkeit eines Waffen- oder Munitionslagers wird also unter Berücksichtigung der vernünftigen Menge von Waffen und Munition beurteilt, die eine Person aufgrund ihrer Tätigkeiten lagern darf.

Im neuen Gesetz wird ein Begriff der vorherigen Gesetzgebung übernommen, der durch die Rechtsprechung präzisiert worden ist, wobei dies den Rechtsunterworfenen hinlänglich deutlich ist, damit sie ihr Verhalten darauf abstimmen können, so dass das Erfordernis der Vorhersehbarkeit des Strafgesetzes erfüllt ist.

B.28.10. Insofern der Klagegrund sich auf Artikel 16 des angefochtenen Gesetzes bezieht, ist er unbegründet.

*In Bezug auf den rechtmäßigen Grund und die Erlaubnis für das Mitführen einer frei verkäuflichen Waffe*

B.29.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4088 (zweiter Klagegrund) beantragen die Nichtigerklärung von Artikel 9 des Waffengesetzes, insofern er das Mitführen einer frei verkäuflichen Waffe von einem rechtmäßigen Grund und einer vorherigen Erlaubnis abhängig mache, die durch den Gesetzgeber nicht präzise genug definiert würden.

B.29.2. Dieser Artikel 9 bestimmt:

«Das Mitführen einer frei verkäuflichen Waffe ist nur denjenigen erlaubt, die einen rechtmäßigen Grund dazu angeben können».

B.29.3. Da der Gesetzgeber für das Mitführen einer frei verkäuflichen Waffe keinerlei besondere Erlaubnis vorschreibt, beruht der Klagegrund, insofern er von dem Erfordernis einer solchen Erlaubnis ausgeht, auf einer falschen Prämisse.

Der Hof muss jedoch zur Verfassungsmäßigkeit des durch den Gesetzgeber für das Mitführen einer frei verkäuflichen Waffe vorgeschriebenen rechtmäßigen Grundes Stellung beziehen.

B.29.4. Während der Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz hat die Ministerin der Justiz hervorgehoben, «der Begriff des rechtmäßigen Grundes für das Mitführen einer frei verkäuflichen Waffe wird von Fall zu Fall beurteilt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 21).

Außerdem vertrat die Ministerin den Standpunkt, dass der in Artikel 9 des Gesetzes vorgesehene Begriff des «rechtmäßigen Grundes» eine andere Bedeutung habe als der durch Artikel 11 desselben Gesetzes vorgeschriebene rechtmäßige Grund für den Erhalt einer Waffenbesitzerlaubnis. Sie hob ferner hervor, dass in Artikel 9 des Gesetzes «eine in der diesbezüglichen heutigen Gesetzgebung bestehende Formulierung» übernommen werde, und dass «somit bereits eine Rechtsprechung besteht». (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/003, SS. 23-24).

B.29.5. Unter der Geltung der vorherigen Gesetzgebung hat der Kassationshof eine Kontroverse über die Auslegung der rechtmäßigen Beschaffenheit des aufgrund von Artikel 13 des Gesetzes vom 3. Januar 1933 vorgeschriebenen Grundes für das Mitführen einer Jagd- oder Sportwaffe beendet.

Dieser Artikel bestimmte:

«Eine Jagd- beziehungsweise Sportwaffe darf nur mit sich führen, wer einen rechtmäßigen Grund dazu geltend machen kann».

In einem Urteil vom 23. Mai 1972 hat der Kassationshof erkannt, dass,

«indem entschieden wurde, dass ' nur ' die Jagdausübung das Mitführen einer Jagdwaffe rechtfertigt und dass folglich das Mitführen einer Waffe ' ausschließlich ' gestattet werden kann, um sich zur Jagd oder zurück zu begeben, enthält das Urteil eine restriktive Auslegung, die nicht mit dem Begriff des rechtmäßigen Grundes im Sinne des besagten Artikels 13 zu vereinbaren ist und somit die Entscheidung nicht gesetzmäßig rechtfertigt» (*Kass.*, 23. Mai 1972, *Pas.*, 1972, I, S. 868).

B.29.6. Gemäß dem Gesetz vom 30. Januar 1991 musste das Mitführen einer Waffe aus einer Waffensammlung ebenfalls durch einen rechtmäßigen Grund gerechtfertigt werden. Während der Vorarbeiten zu diesem Gesetz wurde der Begriff des rechtmäßigen Grundes wie folgt erläutert:

«Gemäß der Rechtsprechung ist das Mitführen rechtmäßig, wenn objektive Elemente beweisen, dass es zur Ausübung einer gesetzeskonformen Tätigkeit, wie die Teilnahme an einer historischen oder folkloristischen Veranstaltung, notwendig ist. Dies wäre nicht der Fall beim Mitführen einer Waffennachbildung, um eine Straftat zu begehen oder den Täter eines etwaigen Überfalls abzuschrecken» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1989-1990, Nr. 978/1, S. 8).

B.29.7. Der Begriff des «rechtmäßigen Grundes» im Sinne von Artikel 9 des angefochtenen Gesetzes lässt keine unsicheren und vagen Auslegungen zu, die das Mitführen einer frei verkäuflichen Waffe problematisch machen würden.

Aus den Vorarbeiten geht hervor, dass der Gesetzgeber sich auf die frühere Rechtsprechung des Kassationshofes gestützt hat und dem Begriff des «rechtmäßigen Grundes» eine Auslegung im weiten Sinne auf der Grundlage objektiver Kriterien verleihen wollte, wonach das Mitführen einer frei verkäuflichen Waffe durch einen rechtmäßigen Grund gerechtfertigt wird, wenn es zur Ausübung einer erlaubten Tätigkeit notwendig ist.

B.29.8. Insofern der Klagegrund sich auf Artikel 9 des angefochtenen Gesetzes bezieht, ist er unbegründet.

*In Bezug auf den Begriff des «rechtmäßigen Grundes» im Zusammenhang mit dem Mitführen einer erlaubnispflichtigen Waffe*

B.30.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4052 (zweiter Klagegrund) bemängeln, dass die Artikel 14 und 15 des Waffengesetzes gegen das Legalitätsprinzip in Strafsachen verstießen. Sie werfen dem Gesetzgeber vor, darin den Begriff des «rechtmäßigen Grundes» zu verwenden, ohne ihn präzise genug zu definieren.

B.30.2. Die Artikel 14 und 15 dieses Gesetzes bestimmen:

«Art. 14. Niemand darf eine erlaubnispflichtige Waffe mit sich führen, wenn er keinen rechtmäßigen Grund dazu hat, keine Besitzerlaubnis für die betreffende Waffe und keinen Waffenschein besitzt, die beziehungsweise der nach Stellungnahme des Prokurators des Königs des Bezirks des Wohnorts des Antragstellers von dem für den Wohnort des Antragstellers zuständigen Gouverneur ausgestellt worden ist. Der Antragsteller muss eine Bescheinigung eines vom Minister der Justiz hierzu anerkannten Arztes vorlegen, die bestätigt, dass er keine körperlichen oder geistigen Gegenanzeigen für das Mitführen einer Feuerwaffe aufweist.

Wenn der Antragsteller keinen Wohnort in Belgien hat, wird der Waffenschein vom Minister der Justiz gemäß dem im Gesetz vom 11. Dezember 1998 über die Klassifizierung und die Sicherheitsermächtigungen vorgesehenen Verfahren ausgestellt.

Der Waffenschein wird für höchstens drei Jahre ausgestellt, er enthält die Bedingungen für das Mitführen der Waffe und ist zusammen mit der Waffe mit sich zu führen.

Die Behörde, die einen Waffenschein ausgestellt hat, darf ihn aufgrund eines mit Gründen versehenen Beschlusses nach einem vom König festgelegten Verfahren beschränken, aussetzen oder entziehen, wenn sich herausstellt, dass die öffentliche Ordnung durch das Mitführen der Waffe gefährdet werden kann, die Bedingungen für das Mitführen der Waffe nicht beachtet werden oder die zur Erlangung des Waffenscheins angeführten rechtmäßigen Gründe nicht mehr bestehen.

Art. 15. Die in Artikel 12 erwähnten Personen dürfen die dort erwähnten Feuerwaffen mit sich führen, ohne im Besitz eines Waffenscheins zu sein, sofern sie einen rechtmäßigen Grund dazu haben und die Waffen ausschließlich im Rahmen der Ausübung der dort erwähnten Tätigkeiten mit sich führen».

B.30.3. Angesichts der Zielsetzung des Gesetzes, nämlich unsachgemäße Verwendungen von erlaubnispflichtigen Feuerwaffen durch ihre Besitzer zu verhindern, kann das Mitführen einer erlaubnispflichtigen Waffe nur dann durch einen rechtmäßigen Grund gerechtfertigt werden, wenn es unter Berücksichtigung der jeweiligen Umstände für die vernünftige Ausübung der Tätigkeit oder das Anstreben der Ziele, für die der Waffenschein ausgestellt wurde, erforderlich ist, oder wenn die in Artikel 15 des Gesetzes genannten Personen von der Verpflichtung zum Erhalt eines solchen Waffenscheins befreit sind.

Auch wenn die angefochtene Bestimmung dem Richter einen Ermessensspielraum lässt, verleiht sie ihm keine eigenständige Befugnis, etwas unter Strafe zu stellen und somit auf die Zuständigkeiten des Gesetzgebers überzugreifen.

B.30.4. Insofern der Klagegrund sich auf die Artikel 14 und 15 des angefochtenen Gesetzes bezieht, ist er unbegründet.

*In Bezug auf das Legalitätsprinzip im Allgemeinen*

*In Bezug auf die Zuständigkeit des Hofes*

B.31.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4032 führen insbesondere zur Untermauerung ihres dritten Klagegrunds einen Verstoß von Artikel 32 des Waffengesetzes gegen einen «Grundsatz der Ausübung der Zuständigkeiten durch den Gesetzgeber, vorbehaltlich einer präzisen Ermächtigung der ausführenden Gewalt» an.

B.31.2. Keine Bestimmung ermächtigt den Hof, eine Norm für nichtig zu erklären, nur weil sie gegen einen solchen Grundsatz verstoßen würde.

*In Bezug auf die dem König übertragenen Befugnisse*

B.32.1. Im zweiten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4052 wird bemängelt, dass die Artikel 6 § 2, 11 § 3 Nr. 9 Buchstaben b) und e) und 35 Nr. 2 des Waffengesetzes gegen die Artikel 10, 11, 12 und 14 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit deren Artikeln 33 und 105 und mit Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, verstießen.

B.32.2. Aus den in B.21.1 und B.21.2 dargelegten Gründen ist der Klagegrund unzulässig, insofern darin ein Verstoß gegen die Artikel 12 und 14 der Verfassung angeführt wird.

B.32.3. Insofern im Klagegrund die Ermächtigungen des Königs, die in den vorerwähnten Bestimmungen enthalten sind, bemängelt werden, ist festzustellen, dass der Hof nicht befugt ist, eine Bestimmung für nichtig zu erklären, die gegen die Zuständigkeitsverteilung zwischen der gesetzgebenden Gewalt und der ausführenden Gewalt verstoßen würde, außer wenn dieser Verstoß die Regeln der Zuständigkeitsverteilung zwischen dem Staat, den Gemeinschaften und den Regionen verletzen würde oder wenn der Gesetzgeber, indem er den König beauftragte, eine nicht zu seinem Zuständigkeitsbereich gehörende Maßnahme zu ergreifen, somit einer Kategorie von Personen das ausdrücklich in der Verfassung vorgesehene Eingreifen einer demokratisch gewählten Versammlung vorenthalten würde.

B.32.4. Im vorliegenden Fall wird in dem Klagegrund kein Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung zwischen dem Staat, den Gemeinschaften und den Regionen angeführt. Insofern darin ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit deren Artikeln 33 und 105 und mit Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, angeführt wird, ist festzustellen, dass die Angelegenheit, die Gegenstand der Artikel 6 § 2, 11 § 3 Nr. 9 Buchstaben b) und e) und 35 Nr. 2 des angefochtenen Gesetzes ist, nicht zu denjenigen gehört, für die die Verfassung ausdrücklich das Eingreifen einer demokratisch gewählten Versammlung vorschreibt.

B.32.5. Insofern der Klagegrund sich auf die Artikel 6 § 2, 11 § 3 Nr. 9 Buchstaben b) und e) und 35 Nr. 2 des angefochtenen Gesetzes bezieht, ist er unbegründet.

*In Bezug auf die dem Gouverneur erteilten Befugnisse*

B.33.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4032 leiten einen dritten Klagegrund aus dem Verstoß von Artikel 32 des Waffengesetzes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung ab, insofern diese Bestimmung dem Provinzgouverneur die Befugnis verleihe, die normale Dauer der von ihm erteilten Zulassung und Erlaubnis von sieben oder fünf Jahren zu verringern.

B.33.2. Artikel 32 dieses Gesetzes bestimmt:

«Die in Artikel 5 erwähnten Zulassungen werden für eine Höchstdauer von sieben Jahren ausgestellt.

Die in den Artikeln 6, 11, 17, 20, 21 und 31 erwähnten Zulassungen und Besitzerlaubnisscheine werden für eine Höchstdauer von fünf Jahren ausgestellt.

Die Erneuerung der in den Artikeln 5, 6, 20 und 21 erwähnten Zulassungen und Besitzerlaubnisscheine beinhaltet lediglich eine Kontrolle der Einhaltung der in Artikel 5 § 4 erwähnten Bedingungen. Die Erneuerung der in den Artikeln 11 und 17 erwähnten Besitzerlaubnisscheine und Waffenscheine beinhaltet lediglich die in Artikel 11 § 3 Nr. 2 bis 9 erwähnten Formalitäten».

B.33.3. Vorbehaltlich dessen, dass der Gesetzgeber keine offensichtlich unvernünftige Maßnahme ergreifen darf, kann er eine Höchstdauer der durch ihn vorgesehenen Zulassungen und Besitzerlaubnisscheine vorsehen und es dem für deren Ausstellung zuständigen Provinzgouverneur erlauben, deren Dauer weiter zu verringern.

Aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz geht hervor, dass der Gesetzgeber durch die zeitliche Begrenzung der Gültigkeit der Besitzerlaubnisscheine und Zulassungen eine effiziente und tatsächliche Kontrolle der Inhaber ermöglichen wollte (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 34).

Angesichts der allgemeinen Zielsetzungen des angefochtenen Gesetzes, die in B.11 angeführt sind, erlaubt die dem Gouverneur erteilte Befugnis es ihm nur, eine Zulassung oder einen Besitzerlaubnisschein mit einer geringeren Dauer als die durch den Gesetzgeber festgesetzte Höchstdauer auszustellen, insofern diese Einschränkung des Rechtes des Betroffenen durch einen Grund der öffentlichen Sicherheit gerechtfertigt ist.

B.33.4. Die klagenden Parteien behaupten zu Unrecht, dass eine solche regelmäßige Kontrolle unnütz sei angesichts der durch den Gesetzgeber in den Artikeln 7 § 2, 11 § 1 Absatz 2, 13, 28 und 29 des angefochtenen Gesetzes vorgesehenen anderen Maßnahmen. Selbst in der Annahme, diese hätten eine ähnliche Zielsetzung und Tragweite, wäre es angesichts der durch den Gesetzgeber angestrebten zwingenden Zielsetzung der öffentlichen Sicherheit nicht ungerechtfertigt, es dem Gouverneur zu erlauben, die von ihm ausgestellten Besitzerlaubnisscheine und Zulassungen zeitlich zu begrenzen.

Dem Gesetzgeber kann ebenfalls nicht vorgeworfen werden, die Bedingungen, unter denen der Gouverneur beschließen kann, die Gültigkeitsdauer der von ihm ausgestellten Besitzerlaubnisscheine und Zulassungen auf eine geringere als die Höchstdauer zu begrenzen, nicht präziser festgelegt zu haben, da diese Entscheidung durch Erwägungen der öffentlichen Sicherheit gerechtfertigt wird, die *per se* individuell zu beurteilen sind.

Im Übrigen erlaubt die dem Gouverneur durch diese Bestimmung erteilte Befugnis es ihm auf keinen Fall, von dem Grundsatz abzuweichen, wonach ein durch eine Norm zwischen gewissen Kategorien von Personen eingeführter Behandlungsunterschied auf einer objektiven und vernünftigen Rechtfertigung beruhen muss, die im Verhältnis zum Ziel und zu den Folgen der betreffenden Norm beurteilt wird. Außerdem muss der Gouverneur im Gegensatz zu den Darlegungen der klagenden Parteien, obwohl das Gesetz diesbezüglich nichts enthält, seine Entscheidung ausdrücklich begründen gemäß dem Gesetz vom 29. Juli 1991 über die ausdrückliche Begründung der Verwaltungsakte.

B.33.5. Insofern der Klagegrund sich auf Artikel 32 des angefochtenen Gesetzes bezieht, ist er unbegründet.

*In Bezug auf den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung*

B.34. In mehreren Klagegründen wird der Standpunkt vertreten, dass das Waffengesetz ungerechtfertigte und unverhältnismäßige Behandlungsunterschiede zwischen den verschiedenen Besitzern von Waffen, auf die das Gesetz anwendbar sei, einführe.

In anderen Klagegründen wird angeführt, das Waffengesetz führe ebenfalls Diskriminierungen in Bezug auf das Verfahren zur Erteilung der Erlaubnis zum Mitführen erlaubnispflichtiger Waffen, das Verfahren zur Ausstellung der Zulassungen oder Besitzerlaubnisscheine oder in Bezug auf die Übergangsregeln ein.

*In Bezug auf die Kategorien der Waffenbesitzer*

B.35. Im zweiten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4091 wird eine Diskriminierung angeführt zwischen den Inhabern von traditionellen Jagdgewehren, die aufgrund von Artikel 1 des angefochtenen Gesetzes der Waffenbesitzererlaubnis unterlägen, und den Inhabern von Feuerwaffen von historischem, folkloristischem oder dekorativem Interesse, die aufgrund von Artikel 3 § 2 Nr. 2 des angefochtenen Gesetzes frei verkäuflich und folglich nicht erlaubnispflichtig seien, obwohl diese Waffen ebenso gefährlich seien wie eine lange Feuerwaffe mit glattem Lauf.

B.36.1. Artikel 2 Nr. 10 des angefochtenen Gesetzes definiert eine «Langwaffe» als eine «Waffe, deren Lauf länger als 30 cm ist oder deren Gesamtlänge mehr als 60 cm beträgt».

Traditionelle Jagdgewehre gehören also aufgrund von Artikel 3 § 3 Nr. 1 zu dieser Kategorie von erlaubnispflichtigen Waffen.

Indem der Gesetzgeber für alle Feuerwaffen grundsätzlich eine Erlaubnis vorgeschrieben hat, wollte er die potentielle Gefahr dieser Waffen in Verbindung mit ihrer eigentlichen Funktion, nämlich Projektile verschießen, deren Antrieb durch die Verbrennung von Pulver oder durch ein Zündhütchen erfolgt, berücksichtigen.

B.36.2. Laut Artikel 3 § 2 des angefochtenen Gesetzes gelten als «frei verkäufliche Waffen»:

«2. vom König festgelegte Feuerwaffen von historischem, folkloristischem oder dekorativem Interesse. Sind solche Feuerwaffen zum Schießen außerhalb des Rahmens historischer oder folkloristischer Veranstaltungen bestimmt, so gelten sie als erlaubnispflichtige Feuerwaffen».

In den Vorarbeiten zu Artikel 3 heißt es:

«Für historische Veranstaltungen sollte eine Sonderregelung vorgesehen werden durch die Möglichkeit, die zu diesen Veranstaltungen bestimmten Waffen absolut legal zu benutzen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, SS. 21-22).

B.36.3. Nur wenn ihre Benutzung sich auf historische oder folkloristische Veranstaltungen beschränkt, gelten die Waffen im Sinne von Artikel 3 § 2 Nr. 2 als frei verkäuflich, denn wenn sie zum Schießen außerhalb dieser Veranstaltungen dienen, gelten diese Waffen als erlaubnispflichtige Feuerwaffen.

Waffen von historischem, folkloristischem oder dekorativem Interesse, die zum Schießen außerhalb historischer oder folkloristischer Veranstaltungen dienen, unterliegen somit der gleichen Regelung der Waffenbesitzerlaubnis wie Jagdgewehre.

B.36.4. Folglich hat der Gesetzgeber die Bestimmungen über diese Waffen entsprechend ihrer potentiellen Gefahr angepasst.

Waffen von historischem, folkloristischem oder dekorativem Interesse, die nur im Rahmen von historischen oder folkloristischen Veranstaltungen benutzt werden, können jedoch nicht mit traditionellen Jagdgewehren verglichen werden, da der besondere Kontext ihrer Benutzung und ihre - historische, folkloristische oder dekorative - Hauptfunktion die von diesen Waffen ausgehende potentielle Gefahr objektiv einschränken.

Der Gesetzgeber konnte davon ausgehen, dass es folglich nicht notwendig war, für diese Waffen eine Erlaubnis vorzuschreiben, wenn ihre Benutzung sich auf historische oder folkloristische Veranstaltungen beschränkt.

B.36.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf Sammler und Museen*

B.37. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4052 vertreten in ihrem zweiten Klagegrund die Auffassung, dass die Sammler und die Konservatoren von Museen mit weniger als zehn erlaubnispflichtigen Waffe diskriminiert würden, indem sie der Verpflichtung unterlägen, für jede Waffe eine Besitzerlaubnis unter den in Artikel 11 vorgesehenen Bedingungen zu erhalten, was nicht sachdienlich sei und unverhältnismäßige Folgen habe, weil diese Personen nicht beabsichtigten, diese Waffen zu benutzen.

B.38.1. Artikel 6 § 1 des Waffengesetzes bestimmt:

«Die natürlichen Personen und privatrechtlichen juristischen Personen, die ein Museum oder eine Sammlung mit mehr als zehn erlaubnispflichtigen Feuerwaffen oder Munition führen möchten, ohne für jede zusätzliche Waffe eine Erlaubnis gemäß Artikel 11 erhalten zu müssen, müssen dafür die Zulassung des für den Ort der Niederlassung zuständigen Gouverneurs gemäß Artikel 5 §§ 3 und 4 erhalten haben. Der König legt die inhaltlichen Bedingungen fest, denen die Sammlung unterliegt, und die besonderen technischen Vorsichtsmaßnahmen, die zu treffen sind, falls die Waffen nach 1945 entwickelt worden sind».

Wie in B.26.3 in Erinnerung gerufen wurde, bezweckt diese Bestimmung eine Verbesserung der Rechtsstellung der Sammler.

In den Vorarbeiten wurde präzisiert:

«Wie es bereits jetzt der Fall ist, beschränkt sich die Zulassungsverpflichtung auf erlaubnispflichtige Feuerwaffen, doch nunmehr wird ausdrücklich angegeben, über welche Zahl hinaus die Zulassung erforderlich ist. Bisher war diese Zahl nur in einem Rundschreiben angegeben» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 23).

Die Zahl von zehn Waffen stellt also die Schwelle dar, ab der das Statut als zugelassener Sammler oder als zugelassenes Privatmuseum eine Abweichung von der Verpflichtung ermöglicht, für jede zusätzliche Waffe eine Besitzerlaubnis gemäß Artikel 11 des Waffengesetzes zu erhalten.

B.38.2. Sammler und Museen, die nicht mehr als zehn erlaubnispflichtige Waffe besitzen möchten, müssen folglich die Bedingungen für den Erhalt einer Waffenbesitzerlaubnis gemäß Artikel 11 des angefochtenen Gesetzes für jede einzelne Waffe erfüllen.

Artikel 11 § 1 Absatz 1 *in fine* des angefochtenen Gesetzes sieht nämlich vor, dass die Waffenbesitzerlaubnis «nur für eine einzige Waffe» gilt.

B.38.3. Außerdem geht aus dem Text von Artikel 6 § 1 des angefochtenen Gesetzes sowie aus Artikel 1 § 1 Nr. 1 des königlichen Erlasses vom 29. Dezember 2006 «zur Ausführung bestimmter Bestimmungen des Gesetzes vom 3. Januar 1933 über die Herstellung und das Mitführen von Waffen und über den Handel mit Waffen und Munition und des Gesetzes vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen» hervor, dass Sammler und Museen, die mehr als zehn Waffen besitzen möchten, in Erwartung der Zulassung ebenfalls über eine Waffenbesitzerlaubnis für jede der ersten zehn Waffen ihrer Sammlung verfügen müssen.

B.38.4. Unabhängig davon, ob sie mehr als zehn Waffen besitzen möchten oder nicht und ob sie zugelassen werden müssen oder nicht, müssen Sammler und Museen also über eine Waffenbesitzerlaubnis für höchstens zehn erlaubnispflichtige Waffe verfügen.

Der Gesetzgeber konnte davon ausgehen, dass bei weniger als zehn Waffen die Eigenschaft als «Sammler» nicht geltend gemacht werden könnte, um es zu rechtfertigen, dass man einer anderen Regelung unterlag als die übrigen Personen, die eine Besitzerlaubnis für eine erlaubnispflichtige Waffe erhalten müssen.

B.39.1. Im Gegensatz zu den Darlegungen der klagenden Parteien missachten die Bedingungen für den Erhalt einer Waffenbesitzerlaubnis im Sinne von Artikel 11 des angefochtenen Gesetzes jedoch nicht die besondere Situation der Sammler.

B.39.2. Artikel 11 § 3 Nr. 9 Buchstabe *e*) des Waffengesetzes sieht nämlich vor, dass die «Absicht, eine Sammlung historischer Waffen anzulegen» einen rechtmäßigen Grund für den Erwerb der betreffenden Waffe und der Munition darstellt.

Dieser Begriff der «Sammlung historischer Waffen» entbehrt nicht einer Präzision im Gesetz; da die Waffenbesitzerlaubnis eine verpflichtende Vorbedingung für die Zulassung von Sammlungen von mehr als zehn Waffen darstellt, kann der in Artikel 11 § 3 Nr. 9 Buchstabe *e*) vorgesehene rechtmäßige Grund sich nur implizit auf Sammler im Sinne von Artikel 6 des Gesetzes beziehen.

Wie in B.26.3 in Erinnerung gerufen wurde, begrenzt diese Bestimmung jedoch das Zulassungssystem auf «historische» Sammlungen, die durch den König präzisiert werden müssen, deren Rahmen aber in den Vorarbeiten zum Gesetz angegeben ist:

«[...] die älteren Waffen (eigentlich die Modelle des 19. Jahrhunderts, in denen Schwarzpulver verwendet wird, sowie einige Modelle für rauchschwaches Pulver) gehören zur Kategorie der Sammlerwaffen, die folglich keine Zulassung erfordern; die 'modernen, aber bereits historischen' Waffen bis 1945 unterliegen weiterhin dem bestehenden Zulassungssystem, und die neueren Waffen unterliegen einer strengeren Regelung (Begrenzung der Anzahl und der Art der Waffen, die erworben werden können, strengere Sicherheitsmaßnahmen)» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 23).

B.39.3. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, dass mit dem Begriff «historische Waffen» vorbehaltlich der gegebenenfalls durch den König vorgenommenen Präzisierungen die Waffen aus dem zwanzigsten Jahrhundert vor 1946 gemeint sind, was im Übrigen der Einstufung durch die Sammler selbst entspricht (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 10).

B.39.4. Da die Sammler und die Verantwortlichen der Museen für die zehn ersten erlaubnispflichtigen Waffen eine Waffenbesitzerlaubnis erhalten müssen, hätte der Gesetzgeber darüber hinaus eine Diskriminierung eingeführt, wenn er für sie andere Bedingungen für den Erhalt dieser Erlaubnis vorgesehen hätte.

Der bloße Umstand, dass die Sammler und die Verantwortlichen von Museen nicht die Absicht haben, Sammlerwaffen zu benutzen, ist kein sachdienliches Kriterium, um sie von der durch Artikel 11 § 3 Nr. 6 vorgesehenen ärztlichen Bescheinigung zu befreien, da der Gesetzgeber die potentielle Gefahr, die vom Besitz einer Waffe ausgeht, unabhängig von der Absicht ihres Besitzers, sie zu benutzen oder nicht, berücksichtigt hat.

Durch diese ärztliche Bescheinigung soll, wie es im Übrigen durch Artikel 83 Buchstabe *b*) des Schengener Durchführungsübereinkommens und durch Artikel 5 Buchstabe *b*) der vorerwähnten Richtlinie 91/477/EWG verlangt wird, bewiesen werden, dass der Betroffene nicht unfähig ist, eine Waffe ohne Gefahr für ihn selbst und für Dritte zu handhaben (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 26), insbesondere wegen einer Geisteskrankheit oder gleich welcher anderen geistigen oder körperlichen Unfähigkeit.

Wenn die Gefahr durch den Ausschluss der Munition im Antrag auf eine Waffenbesitzerlaubnis objektiv eingeschränkt ist, ist der Antragsteller überdies von der praktischen Prüfung im Sinne von Artikel 11 § 3 Nr. 7 befreit.

B.39.5. Wenn schließlich juristische Personen eine Waffensammlung oder ein Waffenmuseum erstellen möchten, müssen die Bedingungen für den Erhalt einer Waffenbesitzerlaubnis durch die natürliche Person, die aufgrund der Satzung der juristischen Person befugt ist, die Waffenbesitzerlaubnis zu beantragen, erfüllt werden.

B.39.6. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.40. In ihrem dritten Klagegrund vertreten die Kläger in der Rechtssache Nr. 4091 die Auffassung, das Gesetz berücksichtige nicht den Umstand, dass zahlreiche Waffen Kunstwerke seien, und führen eine Diskriminierung zwischen privaten Besitzern und Sammlern von Waffen, Kunst- oder Sammelobjekten und öffentlichen Museen, die nicht dem angefochtenen Gesetz unterlägen und die ausgestellten Waffen daher nicht entschärfen müssten, an.

B.41.1. Die Artikel 6 und 11 des Waffengesetzes bestimmen:

«Art. 6. § 1. Die natürlichen Personen und privatrechtlichen juristischen Personen, die ein Museum oder eine Sammlung mit mehr als zehn erlaubnispflichtigen Feuerwaffen oder Munition führen möchten, ohne für jede zusätzliche Waffe eine Erlaubnis gemäß Artikel 11 erhalten zu müssen, müssen dafür die Zulassung des für den Ort der Niederlassung zuständigen Gouverneurs gemäß Artikel 5 §§ 3 und 4 erhalten haben. Der König legt die inhaltlichen Bedingungen fest, denen die Sammlung unterliegt, und die besonderen technischen Vorsichtsmaßnahmen, die zu treffen sind, falls die Waffen nach 1945 entwickelt worden sind.

§ 2. Der König legt die Bedingungen fest, unter denen der für den Ort der Niederlassung zuständige Gouverneur Sonderzulassungen für Personen ausstellen kann, die im wissenschaftlichen, kulturellen oder nicht-kommerziellen Bereich berufliche Tätigkeiten mit Feuerwaffen ausüben».

«Art. 11. § 1. Ohne vorherige Erlaubnis des für den Wohnort des Antragstellers zuständigen Gouverneurs ist es Privatpersonen verboten, eine erlaubnispflichtige Feuerwaffe oder die dazugehörige Munition zu besitzen. Diese Erlaubnis kann nur nach Stellungnahme des Korpschefs der lokalen Polizei des Wohnortes des Antragstellers binnen drei Monaten nach Antragstellung ausgestellt werden. Der Beschluss ist mit Gründen zu versehen. Die Erlaubnis kann auf den Besitz der Waffe unter Ausschluss von Munition beschränkt werden und sie gilt nur für eine einzige Waffe.

Wenn sich herausstellt, dass der Besitz der Waffe die öffentliche Ordnung gefährden kann oder dass der rechtmäßige Grund, der geltend gemacht wurde, um die Erlaubnis zu erhalten, nicht mehr besteht, kann der für den Wohnort des Betroffenen zuständige Gouverneur nach einem vom König festgelegten Verfahren und nach Einholung der Stellungnahme des für diesen Wohnort zuständigen Prokurators des Königs die Erlaubnis durch einen mit Gründen versehenen Beschluss beschränken, aussetzen oder entziehen.

§ 2. Wenn der Antragsteller keinen Wohnort in Belgien hat, wird die Erlaubnis vom Minister der Justiz gemäß dem im Gesetz vom 11. Dezember 1998 über die Klassifizierung und die Sicherheitsermächtigungen, -bescheinigungen und -stellungen vorgesehenen Verfahren ausgestellt und kann sie auf den Besitz der Waffe unter Ausschluss von Munition beschränkt werden.

Wenn der Antragsteller in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union wohnt, darf die Erlaubnis nicht ohne vorherige Zustimmung dieses Staates ausgestellt werden. Wenn die Erlaubnis ausgestellt wird, wird dieser Staat darüber informiert.

Wenn sich herausstellt, dass der Besitz der Waffe die öffentliche Ordnung gefährden kann oder dass der rechtmäßige Grund, der geltend gemacht wurde, um die Erlaubnis zu erhalten, nicht mehr besteht, kann der Minister der Justiz die Erlaubnis nach Stellungnahme der Staatssicherheit beschränken, aussetzen oder entziehen. Dieser Beschluss muss mit Gründen versehen sein. Der Wohnstaat des Waffenbesitzers wird über den Beschluss informiert.

§ 3. Die Erlaubnis wird nur Personen erteilt, die folgende Bedingungen erfüllen:

1. Sie müssen volljährig sein.
2. Sie dürfen nicht als Täter oder Komplizen wegen einer der in Artikel 5 § 4 Nr. 1 bis 4 erwähnten Straftaten verurteilt worden sein.

3. Sie dürfen nicht Gegenstand eines Beschlusses zur Anordnung einer Behandlung im Krankenhaus, wie im Gesetz vom 26. Juni 1990 über den Schutz der Person des Geisteskranken vorgesehen, gewesen sein.

4. Sie dürfen nicht in Anwendung des Gesetzes vom 9. April 1930 über den Schutz der Gesellschaft gegen Anormale, Gewohnheitsstrafäter und Täter bestimmter Sexualstraftaten interniert worden sein.

5. Sie dürfen nicht Gegenstand einer noch laufenden Aussetzung einer Waffenbesitzerlaubnis oder eines Waffenscheins sein und nicht Gegenstand eines Entzugs einer Waffenbesitzerlaubnis oder eines Waffenscheins gewesen sein, deren Gründe noch aktuell sind.

6. Sie müssen eine ärztliche Bescheinigung vorlegen, die bestätigt, dass der Antragsteller fähig ist, mit einer Waffe umzugehen, ohne sich oder andere zu gefährden.

7. Sie müssen eine Prüfung über die Kenntnis der anzuwendenden Vorschriften sowie über den Umgang mit einer Feuerwaffe, deren Modalitäten vom König durch einen im Ministerrat beratenen Erlass festgelegt werden, erfolgreich ablegen.

8. Es darf kein Widerspruch von volljährigen Personen vorliegen, die mit dem Antragsteller zusammen wohnen.

9. Sie müssen einen rechtmäßigen Grund für den Erwerb der betreffenden Waffe und der Munition angeben. Der Waffentyp muss mit dem Grund für die Antragstellung übereinstimmen. Diese rechtmäßigen Gründe sind unter den vom König durch einen im Ministerrat beratenen Erlass festzulegenden Bedingungen:

- a) Jagd und Aktivitäten zur Bewirtschaftung der Fauna,
- b) Sportschießen und Freizeitschießen,
- c) Ausübung eines Berufs, der mit besonderen Risiken verbunden ist,
- d) Selbstverteidigung von Personen, die ein objektives und erhebliches Risiko eingehen und die nachweisen, dass der Besitz einer Feuerwaffe dieses erhebliche Risiko beträchtlich verringert und dazu geeignet ist, sie zu schützen,
- e) Absicht, eine Sammlung historischer Waffen anzulegen,
- f) Teilnahme an historischen, folkloristischen, kulturellen oder wissenschaftlichen Aktivitäten.

§ 4. § 3 Nr. 3 bis 6 und Nr. 8 gilt nicht für juristische Personen, die Waffen zu beruflichen Zwecken erwerben möchten.

Vom theoretischen Teil der in § 3 Nr. 7 erwähnten Prüfung sind diejenigen befreit, die ihn anlässlich der Beantragung einer früheren Erlaubnis bereits bestanden haben. Sie müssen ihn jedoch erneut ablegen, wenn seit dem ersten Bestehen des Prüfungsteils zwei Jahre vergangen sind.

Folgende Personen sind vom praktischen Teil der in § 3 Nr. 7 erwähnten Prüfung befreit:

1. Antragsteller, die bereits vom König festgelegte Erfahrung im Umgang mit Feuerwaffen haben,
2. Personen, die eine Besitzerlaubnis für eine Waffe unter Ausschluss von Munition beantragen,
3. Personen, die eine Besitzerlaubnis für Nicht-Feuerwaffen beantragen, die aufgrund des vorliegenden Gesetzes erlaubnispflichtig sind,
4. Antragsteller, die ihren Wohnort im Ausland haben».

B.41.2. Im Gegensatz zu den Darlegungen der klagenden Parteien unterliegen Sammler und Museen des Privatrechts dem Waffengesetz; sie müssen gemäß Artikel 11 eine Besitzerlaubnis für erlaubnispflichtige Waffen erhalten, und nur wenn sie mehr als zehn erlaubnispflichtige Waffen besitzen möchten, müssen sie gemäß Artikel 6 des angefochtenen Gesetzes zugelassen werden.

In Bezug auf Artikel 6 wurde in den Vorarbeiten präzisiert, dass «die Regelung nicht für Museen gilt, die dem öffentlichen Recht unterliegen, insofern es sich im Allgemeinen um sehr umfangreiche Sammlungen in geschützten historischen Gebäuden handelt, wo es in der Praxis nicht möglich ist, die üblichen Sicherheitsmaßnahmen aufzuerlegen, und eine Zulassung keinen Sinn hat» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 23).

B.41.3. Aus diesen Merkmalen der Waffensammlungen, die im Besitz der öffentlich-rechtlichen Museen sind, sowie aus dem Kontrollrecht der Behörden über diese Museen ergibt sich, dass diese öffentlichen Museen hinsichtlich des Waffenbesitzes nicht den Museen und Sammlern des Privatrechts gleichgestellt werden können.

Angesichts der Zielsetzungen des angefochtenen Gesetzes, die in B.11 in Erinnerung gerufen wurden, konnte der Gesetzgeber davon ausgehen, dass es nicht gerechtfertigt war, den öffentlichen Museen die im Waffengesetz vorgesehenen Verpflichtungen aufzuerlegen.

B.42.1. Die Vorarbeiten zeigen im Übrigen, dass der Gesetzgeber sich in mehreren Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes um die besondere Situation der privaten Sammler und Museen gekümmert hat.

So ist in Artikel 11 § 3 Nr. 9 Buchstabe e) des Waffengesetzes vorgesehen, dass die «Absicht, eine Sammlung historischer Waffen anzulegen» ein rechtmäßiger Grund für den Erwerb der betroffenen Waffe und der Munition ist.

Im Übrigen stellt aufgrund von Artikel 7 § 1 Nr. 4 desselben Gesetzes der Umstand, dass während eines Jahres die in der Zulassung vorgesehenen Tätigkeiten nicht ausgeübt wurden, für die Sammler keinen Grund für den Entzug der Zulassung dar, denn «man kann ihnen nicht die Verpflichtung auferlegen, ihre Sammlung ständig zu erweitern mit der Gefahr, ihre Zulassung zu verlieren» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 24).

Außerdem wurde in den Vorarbeiten präzisiert:

«Da das Sammeln gewisser Waffen, die traditionell als verboten gelten, weit verbreitet ist, wurde bei der Anpassung der Liste der verbotenen Waffen in Artikel 3 des Gesetzes die relativ ungefährliche Beschaffenheit gewisser Waffenarten berücksichtigt. So wurden die häufig gesammelten Dolche aus der Liste gestrichen, da es, wie gesagt, genügt, ihre Benutzung an sich zu regeln. Für Degenstöcke und Gewehrstöcke, die wegen der Nichterkennbarkeit dieser Waffen auf der Liste gehalten werden müssen, wurde jedoch eine Ausnahme hinsichtlich älterer Modelle vorgesehen, die als frei verkäufliche Waffen angesehen werden (durch den König zu bestimmen)» (ebenda).

B.42.2. Da der Gesetzgeber den Sammlern von mehr als zehn Waffen eine spezifische Rechtsstellung verliehen und bei der Ausarbeitung der Waffenkategorien berücksichtigt hat, dass gewisse Waffen Sammlerobjekte sind, stellt der von den klagenden Parteien angeführte Umstand, «dass gewisse Waffen Kunstwerke sind», kein sachdienliches Kriterium dar, das es rechtfertigt, einen zusätzlichen Unterschied zwischen Waffen vorzunehmen, um so mehr, als diese Eigenschaft als Kunstwerk nicht deren objektive Gefährlichkeit ausschließt.

B.42.3. Schließlich sind, im Gegensatz zu dem, was die Kläger behaupten, die privaten Besitzer und Sammler von Waffen nicht verpflichtet, die Waffen zu neutralisieren, wenn sie eine Besitzerlaubnis für eine erlaubnispflichtige Waffe gemäß Artikel 11 des Waffengesetzes oder eine Zulassung gemäß Artikel 6 desselben Gesetzes besitzen.

B.42.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.43.1. Der dritte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4088 ist abgeleitet aus einem Verstoß von Artikel 27 § 3 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern diese Bestimmung es den zugelassenen Sammlern und Museen erlaube, vollautomatische Feuerwaffen zu kaufen, zu importieren und zu besitzen unter der Bedingung, den Schlagbolzen herauszuziehen und die Waffen unter den durch den König festgelegten Bedingungen aufzubewahren, ohne dass diese Möglichkeit den Inhabern einer Besitzerlaubnis für eine Waffe ohne Munition geboten werde.

B.43.2. Artikel 27 § 3 Absatz 2 des Waffengesetzes lautet:

«Zugelassene Waffensammler und Museen dürfen sie kaufen, einführen und besitzen, sofern sie endgültig unbrauchbar gemacht wurden. Vollautomatische Feuerwaffen dürfen jedoch von zugelassenen Waffensammlern und Museen im Originalzustand gekauft, eingeführt oder in Besitz gehalten werden, wobei sie den Schlagbolzen herausziehen und die Waffen unter den vom König festgelegten Bedingungen aufbewahren müssen».

B.44.1. Artikel 3 des Waffengesetzes teilt die Waffen in drei Kategorien ein: verbotene Waffen, frei verkäufliche Waffen und erlaubnispflichtige Waffen.

Fortan gilt die Regel: «Alle Feuerwaffen, mit Ausnahme der frei verkäuflichen Waffen, sind grundsätzlich verboten, außer wenn eine Erlaubnis erteilt wurde» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, SS. 20-21).

B.44.2. Aufgrund von Artikel 3 § 1 Nr. 3 des Waffengesetzes gelten vollautomatische Feuerwaffen, so wie sie in Artikel 2 Nr. 21 definiert sind, als verbotene Waffen. Diese Bestimmung führt also ein Verbot des Besitzes vollautomatischer Feuerwaffen für Privatpersonen ein.

Artikel 8 desselben Gesetzes bestimmt:

«Niemand darf verbotene Waffen herstellen, instand setzen, zum Verkauf auslegen, verkaufen, überlassen, befördern, lagern, besitzen oder mit sich führen.

Bei Verstoß gegen den vorangehenden Absatz werden die Waffen beschlagnahmt, eingezogen und vernichtet, selbst wenn sie nicht dem Verurteilten gehören».

B.44.3. In Bezug auf vollautomatische Feuerwaffen, die durch Artikel 3 des angefochtenen Gesetzes zu verbotenen Waffen geworden sind, wurde in den Vorarbeiten präzisiert:

«Nur zugelassene Personen (also tatsächlich die Sammler und Museen) dürfen noch diese Waffen besitzen. Somit wird unsere Gesetzgebung der vorgenannten Richtlinie entsprechen, die solche Waffen als verbotene Waffen einstuft, es aber erlaubt, in Einzelfällen Ausnahmen vorzusehen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 19).

Privatpersonen dürfen also keine vollautomatischen Feuerwaffen mehr besitzen, weil diese Waffen verboten sind.

Im Übrigen sieht Artikel 45 § 2 des angefochtenen Gesetzes eine Übergangsregelung für Privatpersonen, die beim Inkrafttreten des Waffengesetzes eine vollautomatische Feuerwaffe besitzen, vor.

B.44.4. Artikel 27 § 3 Absatz 2 des Waffengesetzes sieht jedoch eine vom Verbot des Besitzes vollautomatischer Feuerwaffen abweichende Regelung zugunsten zugelassener Sammler und Museen vor, die vollautomatische Feuerwaffen kaufen, einführen und besitzen dürfen, sofern sie den Schlagbolzen herausziehen und die Waffen unter den durch den König festgelegten Bedingungen aufbewahren.

Diese Abweichung erwies sich als «notwendig, um die Möglichkeit aufrechtzuerhalten, dass in einer zugelassenen Sammlung oder einem zugelassenen Museum Militärgerät vorhanden ist» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 32).

B.44.5. Privatpersonen, selbst wenn sie über eine Besitzerlaubnis für eine Waffe ohne Munition verfügen, dürfen also - mit Ausnahme der frei verkäuflichen Waffen, die nicht erlaubnispflichtig sind - nur erlaubnispflichtige Waffen und keine verbotenen Waffen, wie vollautomatische Feuerwaffen, besitzen.

Die Inhaber einer Besitzerlaubnis für eine Waffe ohne Munition sind also nicht den zugelassenen Sammlern und Museen gleichzustellen; der Gesetzgeber konnte nämlich davon ausgehen, dass das Verbot des Besitzes verbotener Waffen, wie vollautomatische Feuerwaffen, die Ausübung der Tätigkeit, für die diese Personen zugelassen worden sind, zu gefährden drohte und dass es gerechtfertigt war, nur für diese Personen davon abzuweichen.

B.44.6. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.45.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4052 bemängeln in ihrem zweiten Klagegrund ferner, dass Artikel 21 des angefochtenen Gesetzes die Beförderung von Feuerwaffen beschränke. Diese Bestimmung schränke auf unverhältnismäßige die Grundrechte der «Sammler» ein, indem sie ihre Freiheit, sich mit Waffen fortzubewegen, selbst ohne Munition, auf diskriminierende Weise begrenze.

B.45.2. Artikel 21 des Waffengesetzes bestimmt:

«Die Beförderung von Feuerwaffen ist nur folgenden Personen erlaubt:

1. Inhabern einer Zulassung gemäß Artikel 5 oder Artikel 6, sofern die Waffen nicht geladen sind,
2. Inhabern einer Besitzerlaubnis für eine Feuerwaffe und in Artikel 12 erwähnten Personen, sofern die Waffen zwischen ihrem Wohnsitz und ihrem Wohnort oder zwischen ihrem Wohnsitz beziehungsweise Wohnort und dem Schießstand beziehungsweise dem Jagdgebiet oder zwischen ihrem Wohnsitz beziehungsweise Wohnort und einem Zulassungsinhaber befördert werden. Während des Transports müssen die Feuerwaffen ungeladen sein und entweder in einem verschlossenen Kasten untergebracht sein oder einen verriegelten Abzug haben oder mit einer vergleichbaren Sicherheitsvorrichtung ausgestattet sein,
3. Inhabern eines Waffenscheins,
4. Personen, die ausschließlich zu diesem Zweck eine Zulassung gemäß Artikel 5 erhalten haben,
5. professionellen internationalen Transportunternehmen, sofern die Waffen nicht auf belgischem Staatsgebiet entladen oder umgeladen werden.

Die in Absatz 1 Nr. 4 erwähnten Personen müssen keine berufliche Eignung nachweisen, sie müssen jedoch alle gesetzlichen Bedingungen erfüllen, um als professionelle Transportunternehmen betrachtet werden zu können.

Internationale Transportunternehmen, die Absatz 1 Nr. 5 nicht einhalten und deren Niederlassung sich in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union befindet, brauchen keine Zulassung, sondern müssen nachweisen, dass sie ihre Tätigkeit in dem betreffenden Mitgliedstaat ausüben dürfen».

B.46.1. In den Vorarbeiten zu Artikel 21 heißt es:

«Dieser Artikel erlegt fortan für die Beförderung von Feuerwaffen besondere Regeln auf. Zulassungsinhaber dürfen ihre Waffen wie zuvor selbst befördern. Die Inhaber der Besitzerlaubnis und des Waffenscheins dürfen es ebenfalls unter den Bedingungen, die in einem Ausführungserlass festgelegt wurden und die nun im Gesetz teilweise beschrieben werden» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 31).

B.46.2. Wenn ein Sammler gemäß Artikel 6 zugelassen ist, erlaubt Artikel 21 Nr. 1 des angefochtenen Gesetzes die Beförderung von Feuerwaffen, sofern sie nicht geladen sind.

Wenn der «Sammler» nicht zugelassen ist, aber über eine oder mehrere Besitzerlaubnisscheine verfügt oder eine Person im Sinne von Artikel 12 ist, erlaubt Artikel 21 Nr. 2 desselben Gesetzes ihm die Beförderung von ungeladenen Feuerwaffen unter gewissen Sicherheitsbedingungen zwischen seinem Wohnsitz und seinem Wohnort, zwischen seinem Wohnsitz oder seinem Wohnort und dem Schießstand oder dem Jagdrevier oder zwischen seinem Wohnsitz oder seinem Wohnort und einem Zulassungsinhaber.

B.46.3. Unter Berücksichtigung der in B.11 in Erinnerung gerufenen Zielsetzungen des Gesetzes konnte der Gesetzgeber beschließen, die mit der Beförderung von Waffen verbunden Risiken zu begrenzen, indem er damit Sicherheitsmaßnahmen verband und die Beförderung, wenn es sich um eine Privatperson mit Waffenbesitzerlaubnis oder um eine Person im Sinne von Artikel 12 handelt, auf die Wohnorte oder die Orte der Ausübung einer Tätigkeit, die das Benutzen der Waffe, für die die Besitzerlaubnis erteilt wurde, voraussetzt, begrenzte.

Wenn die betroffenen Personen Waffen unter weniger strengen Bedingungen transportieren möchten, haben sie im Übrigen die Möglichkeit, sofern sie die Notwendigkeit dazu nachweisen, einen Waffenschein (Artikel 21 Nr. 3) oder eine ausschließlich für die Beförderung von Waffen erteilte Zulassung gemäß Artikel 5 (Artikel 21 Nr. 4) des Waffengesetzes zu erlangen.

B.46.4. Überdies besteht kein bedingungsloses Recht, sich frei mit einer Waffe zu bewegen, da diese eine Gefahr für andere darstellen kann.

Im Übrigen ist nicht einzusehen, aus welchen rechtmäßigen Gründen ein «Sammler» Waffen zu transportieren wünschen sollte, die er unter anderen Bedingungen oder an anderen Orten als denjenigen, die in Artikel 21 Nrn. 1 und 2 des angefochtenen Gesetzes vorgesehen sind, besitzt.

B.46.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den rechtmäßigen Grund für das Mitführen und den Besitz einer erlaubnispflichtigen Waffe*

B.47. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4052 bemängeln in ihrem zweiten Klagegrund, dass die Artikel 14 und 15 des Waffengesetzes für das Mitführen einer erlaubnispflichtigen Waffe einen rechtmäßigen Grund vorsähen, der sich nicht mit dem rechtmäßigen Grund für den Besitz einer erlaubnispflichtigen Waffe decke und nicht im Gesetz definiert werde, im Gegensatz zu dem rechtmäßigen Grund im Sinne von Artikel 11 § 3.

B.48.1. Wie in B.27.7 in Erinnerung gerufen wurde, ist der Besitz einer Waffe von ihrem Mitführen zu unterscheiden, insofern das Mitführen einer Waffe die Fähigkeit voraussetzt, sie unverzüglich und ohne Fortbewegung zu ergreifen.

Dieser Unterschied zwischen dem Besitz und dem Mitführen einer erlaubnispflichtigen Waffe bedeutet, dass die Bedingungen für das Mitführen einer erlaubnispflichtigen Waffe sich von den Bedingungen für den Besitz einer erlaubnispflichtigen Waffe unterscheiden können, insbesondere hinsichtlich des «rechtmäßigen Grundes».

B.48.2. Unter Berücksichtigung der Erwägungen in B.30.3 entbehrt der rechtmäßige Grund für das Mitführen einer erlaubnispflichtigen Waffe im Gegensatz zu den Darlegungen der klagenden Parteien nicht einer Präzisierung.

B.48.3. Unter Berücksichtigung des Unterschieds in der Art des Mitführens einer Waffe und ihres Besitzes, insbesondere hinsichtlich der potentiellen Gefahren für die Sicherheit der Personen, ist der Unterschied zwischen dem rechtmäßigen Grund für das Mitführen einer erlaubnispflichtigen Waffe, ausgelegt in dem in B.30.3 dargelegten Sinne, und den rechtmäßigen Gründen für den Besitz dieser Waffe, die in Artikel 11 § 3 Nr. 9 des angefochtenen Gesetzes angeführt sind, nicht diskriminierend.

B.48.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf das Verfahren für die Erteilung der Besitzerlaubnisscheine*

B.49. Im zweiten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4087 wird bemängelt, dass Artikel 11 § 3 Nrn. 6, 7 und 9 und § 4 des angefochtenen Gesetzes die rechtmäßigen Gründe für den Besitz von Waffen aufzähle und den Beweis einer Befähigung zur Handhabung der Waffen vorschreibe, selbst wenn der Antrag auf Erlaubnis sich auf eine Waffe ohne Munition beziehe. Nach Darlegung der klagenden Partei werde der Antragsteller auf eine Besitzerlaubnis für eine Waffe ohne Munition folglich diskriminiert gegenüber dem Antragsteller auf eine Besitzerlaubnis für eine Waffe mit Munition, für den die in Artikel 11 vorgesehenen Bedingungen relevant seien.

B.50.1. In den Vorarbeiten zu Artikel 11 wurde präzisiert:

«Dieser Artikel ändert die Zuständigkeiten für die Erteilung der Besitzerlaubnis für eine Feuerwaffe. Einerseits wird die bestehende Zerstückelung aufgehoben, indem diese Zuständigkeit dem Gouverneur erteilt wird, der im Rahmen des Waffengesetzes immer als Beauftragter der Föderalregierung handelt, also als eine dezentrierte Einheit der Föderalregierung. [...] Ziel der Änderung ist eine größere Einheitlichkeit und Gleichheit. [...] Ein weiteres neues Element besteht darin, dass der Gouverneur in allen Fällen, also auch, wenn er eine Erlaubnis erteilt, seine Entscheidung begründen muss. Es wird ebenfalls an den Grundsatz erinnert, dass für jede Waffe oder jedes prüfungspflichtige Teil eine getrennte Erlaubnis erforderlich ist.

[...]

Im Allgemeinen ist ausdrücklich vorgesehen, dass die Erlaubnis auf den Besitz der Waffe begrenzt werden kann, unter Ausschluss der Möglichkeit, ebenfalls Munition zu erwerben.

Diese Praxis war bereits geläufig. Andererseits werden im neuen Paragraphen 3 des Gesetzes die Bedingungen für den Erhalt einer Waffenbesitzerlaubnis festgelegt, was bisher nur in Ausführungserlassen und Rundschreiben erwähnt wurde. Auch diese Bestimmung ergibt sich aus dem Bemühen, jegliche Form der Willkür und der Subjektivität zu vermeiden. Die Bedingungen an sich sind nicht neu, aber einige wurden noch unzureichend (korrekt) angewandt. [...] Ein weiterer Punkt, der ebenfalls noch zu wenig bekannt war, ist das im Schengener Durchführungsübereinkommen vorgesehene Erfordernis, dass der Betroffene nicht unfähig sein darf, eine Waffe ohne Gefahr für sich oder für Dritte zu handhaben. Die nunmehr vorgeschriebene ärztliche Bescheinigung ist mit derjenigen vergleichbar, die für den Erhalt eines Führerscheins notwendig ist. Für die praktische Prüfung werden die bestehenden Ausnahmen nunmehr im Gesetz festgelegt.

Das Erfordernis eines rechtmäßigen Grundes für den Besitz einer erlaubnispflichtigen Feuerwaffe entspricht einer Vorschrift der vorerwähnten europäischen Richtlinie [91/477/EWG]. Da der rechtmäßige Grund unterschiedlich sein kann je nach Situation, Waffenart und Eigenschaft der betroffenen Person, werden die im Gesetz aufgezählten annehmbaren Gründe in einem Ausführungserlass mit allen notwendigen Nuancen präzisiert. Der Gouverneur muss den angeführten Grund entsprechend dem Gesetz beurteilen. [...]» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, SS. 25-26).

B.50.2. Im Gegensatz zu den Darlegungen der klagenden Partei muss ein Antragsteller auf eine Besitzerlaubnis für eine erlaubnispflichtige Waffe ohne Munition nicht seine Fähigkeit zur Handhabung der Waffen nachweisen, da der angefochtene Artikel 11 § 4 Absatz 3 Nr. 2 «Personen, die eine Besitzerlaubnis für eine Waffe unter Ausschluss von Munition beantragen» von der in § 3 Nr. 7 vorgesehenen praktischen Prüfung befreit.



Im Übrigen stellt der bloße Umstand, dass der Antrag sich auf eine Waffe ohne Munition bezieht, kein sachdienliches Kriterium dar, um die Antragsteller auf Besitzerlaubnis vom Vorlegen der durch Artikel 11 § 3 Nr. 6 vorgeschriebenen ärztlichen Bescheinigung zu befreien, da dies einem Erfordernis der Richtlinie 91/477/EWG entspricht und der Gesetzgeber es als notwendig erachten konnte, den Besitz der erlaubnispflichtigen Waffe nur Personen zu erlauben, die medizinisch fähig sind, die potentielle Gefahr einer jeder Waffe unabhängig von der Munition zu verstehen.

In der allgemeinen Diskussion über dieses Erfordernis wurde im Übrigen präzisiert:

«Was die Sachdienlichkeit des Verschreibens eines Arztbesuchs vor der Erteilung einer Waffenbesitzerlaubnis betrifft, ist es klar, dass dies notwendig ist. Es wäre beispielsweise absurd, es zu tolerieren, dass ein Alkoholiker eine Waffe erwerben dürfte. Diese Bedingung wird im Übrigen bereits für Sportschützen vorgeschrieben» (*Parl. Dok., Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/003, S. 17*).

B.51.1. Es muss jedoch geprüft werden, ob die im angefochtenen Artikel 11 § 3 Nr. 9 aufgezählten rechtmäßigen Gründe es einer Person, die eine ungeladene Waffe besitzen möchte, ermöglicht, die Bedingungen für den Erhalt einer Waffenbesitzerlaubnis zu erfüllen.

Es stellt sich heraus, dass die in Artikel 11 § 3 Nr. 9 Buchstaben a) bis d) aufgezählten Gründe sich nur auf einen Antrag auf Erlaubnis für eine Waffe mit Munition beziehen können. Diese Gründe werden dadurch gerechtfertigt, dass der Besitz einer Waffe mit Munition nur erlaubt ist, wenn ein unmittelbar mit der Hauptfunktion der Waffe, nämlich ein Projektil abzufeuern, zusammenhängender Grund besteht.

Wer eine Besitzerlaubnis für eine Waffe ohne Munition beantragt, kann jedoch nur zwei der sechs angeführten rechtmäßigen Gründe erfüllen, nämlich die Absicht, eine Sammlung historischer Waffen anzulegen (Artikel 11 § 3 Nr. 9 Buchstabe e)) oder die Teilnahme an historischen, folkloristischen, kulturellen oder wissenschaftlichen Tätigkeiten (Artikel 11 § 3 Nr. 9 Buchstabe f)).

B.51.2. Obwohl der Gesetzgeber im Hinblick auf die öffentliche Sicherheit beschließen konnte, den Besitz von Feuerwaffen mit strengen Bedingungen zu verbinden angesichts der potentiellen Gefahren, die vom Besitz von Feuerwaffen mit Munition ausgehen, ist die Begrenzung der rechtmäßigen Gründe zur Rechtfertigung des Besitzes einer Waffe ohne Munition - und folglich einer Waffe, deren potentielle Gefahr objektiv begrenzt ist -, die sich aus Artikel 11 § 3 Nr. 9 ergibt, weder sachdienlich noch verhältnismäßig im Vergleich zu den verfolgten Zielsetzungen.

Wer eine Waffe besitzen möchte, ohne sie zu benutzen in ihrer Hauptfunktion, ein Projektil abzufeuern, weil im Antrag auf Erlaubnis die Munition ausgeschlossen ist, und genauso wenig in einer Nebenfunktion, wie die Sammlung oder eine historische, folkloristische, kulturelle oder wissenschaftliche Tätigkeit, kann also keine rechtmäßigen Gründe, die im Gesetz für den Besitz einer Waffe ohne Munition aufgezählt sind, nachweisen.

Es ist zwar angesichts der Zielsetzungen der angefochtenen Gesetzgebung gerechtfertigt, nur rechtmäßige Gründe im direkten Zusammenhang mit einem Beruf oder einer Freizeittätigkeit vorzusehen für denjenigen, der eine erlaubnispflichtige Waffe erwerben möchte, doch es ist unverhältnismäßig, den Besitz einer Waffe ohne Munition unmöglich zu machen, wenn derjenige, der die Waffenbesitzerlaubnis beantragt und darüber hinaus alle anderen Bedingungen erfüllt, nicht eine Waffe erwerben möchte, sondern eine Waffe, die er rechtmäßig besaß, entweder weil eine Waffenbesitzerlaubnis erteilt worden war oder weil diese Erlaubnis nicht erforderlich war, behalten möchte.

B.51.3. Der Klagegrund ist begründet, insofern in Artikel 11 § 3 Nr. 9 nicht als rechtmäßiger Grund das Behalten einer rechtmäßig besessenen Waffe angeführt wird, wenn der Antrag auf Waffenbesitzerlaubnis eine erlaubnispflichtige Waffe ohne Munition betrifft.

B.52. Der erste Teil des ersten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 4052 ist insbesondere gegen Artikel 11 des angefochtenen Gesetzes gerichtet. Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass die in Artikel 11 vorgesehenen rechtmäßigen Gründe nicht den Waffenhandel berücksichtigten, so dass ein zugelassener Waffenhändler nicht die Erlaubnis zum Besitz der Waffen und Munition, mit denen er aufgrund seiner Zulassung handeln dürfe, erhalten könne.

B.53.1. Artikel 11 des angefochtenen Gesetzes verbietet es Privatpersonen, eine erlaubnispflichtige Waffe ohne vorherige Erlaubnis des zuständigen Gouverneurs zu besitzen.

Artikel 5 des Waffengesetzes führt seinerseits, auch wenn er noch nicht in Kraft ist, ein Verfahren zur Zulassung von Waffenhändlern ein, wobei er insbesondere den Nachweis einer beruflichen Eignung und den Nachweis der Herkunft der für die Ausübung dieser Tätigkeit verwendeten finanziellen Mittel vorschreibt (Artikel 5 § 2). Artikel 5 § 2 Absatz 3 bestimmt: «Die erforderliche berufliche Eignung bezieht sich auf die Kenntnis der einzuhaltenden Vorschriften, der Berufspflichten sowie der Technik und der Verwendung von Waffen».

B.53.2. Im Gegensatz zu den Darlegungen der klagenden Parteien genügt die Zulassung eines Waffenhändlers für den Waffenhandel, um den Besitz der Waffen, die Bestandteil seiner Berufstätigkeit sind, zu erlauben, und wird ihm nicht vorgeschrieben, außerdem gemäß Artikel 11 die Besitzerlaubnis für die Waffen, mit denen er handelt, zu erhalten.

B.53.3. Insofern der Klagegrund auf einer falschen Auslegung von Artikel 11 beruht, ist er unbegründet.

B.54.1. Im dritten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4087, der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitet ist, wird bemängelt, dass die Artikel 17 und 18 des Waffengesetzes ein besonderes Erlaubnisverfahren für den «unfreiwilligen» Erwerb einer erlaubnispflichtigen Waffe einführen, ohne besondere Verfahren vorzusehen für den Fall, dass dieser unfreiwillige Erwerb sich aus einer Erbschaft ergebe.

B.54.2. Die Artikel 17 und 18 dieses Gesetzes lauten:

«Art. 17. Werden in einem in Ausführung von Artikel 3 § 3 Nr. 2 ergangenen Erlass Waffen als erlaubnispflichtige Waffen eingestuft, so müssen die Personen, die solche Waffen besitzen, sie nach einem vom König festgelegten Verfahren registrieren lassen. Ein Besitzerlaubnisschein für solche Waffen wird ihnen kostenlos ausgestellt.

Wer eine erlaubnispflichtige Waffe unter anderen als den in den Artikeln 11 und 12 erwähnten Umständen erwirbt, muss binnen drei Monaten nach Erwerb der Waffe eine Besitzerlaubnis für diese Waffe beantragen. Er darf die Waffe vorläufig besitzen, bis über den Antrag entschieden worden ist, außer wenn aus einem mit Gründen versehenen Beschluss der betreffenden Behörde hervorgeht, dass die öffentliche Ordnung durch den Besitz der Waffe gefährdet werden kann.

## Art. 18. Wenn

1. einer in Artikel 17 Absatz 2 erwähnten Person aufgrund eines Beschlusses der vorläufige Besitz einer solchen Waffe verboten wird,

2. einer in Artikel 17 erwähnten Person die Erlaubnis zum Besitz einer solchen Waffe verweigert wird,

3. eine Waffenbesitzerlaubnis oder das Recht auf Waffenbesitz gemäß Artikel 11 § 2 und Artikel 13 Absatz 1 ausgesetzt oder entzogen wird, muss die Waffe binnen der im Beschluss zur Verweigerung, zur Aussetzung beziehungsweise zum Entzug der Erlaubnis vorgeschriebenen Frist bei einem Zulassungsinhaber hinterlegt oder einem Zulassungsinhaber beziehungsweise einer Person, die sie besitzen darf, überlassen werden».

B.55.1. Gemäß den Vorarbeiten werden in den Artikeln 17 und 18 großenteils bestehende Bestimmungen übernommen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 29). Es handelt sich um Artikel 14 des vorerwähnten Gesetzes vom 3. Januar 1933.

B.55.2. Der angefochtene Artikel 17 Absatz 1 bezieht sich auf Personen, die Waffen besitzen, die aufgrund eines königlichen Erlasses zur Ausführung von Artikel 3 § 3 Nr. 2 als erlaubnispflichtige Waffen eingestuft sind. Diese Bestimmung sieht vor, dass diese Personen die betreffenden Waffen nach einem durch den König festgelegten Verfahren registrieren lassen müssen, und «ein Besitzerlaubnisschein für solche Waffen wird ihnen kostenlos ausgestellt».

Der angefochtene Artikel 17 Absatz 2 betrifft die Situation von Personen, die eine erlaubnispflichtige Waffe unter anderen Bedingungen als denjenigen, die in den Artikeln 11 und 12 vorgesehen sind, erwerben. In diesem Fall muss der Antrag auf Erlaubnis innerhalb von drei Monaten nach dem Erwerb der Waffe eingereicht werden, und derjenige, der die Erlaubnis beantragt, darf sie vorläufig besitzen, bis über seinen Antrag entschieden wurde, außer wenn sich herausstellt, dass dieser Besitz die öffentliche Ordnung gefährden kann.

B.55.3. Der angefochtene Artikel 18 regelt die Vorgehensweise in dem Fall, wo eine Entscheidung zum Verbot des vorläufigen Besitzes einer solchen Waffe in Bezug auf eine Person im Sinne von Artikel 17 Absatz 2 getroffen wird (Artikel 18 Nr. 1) oder wenn eine Besitzerlaubnis für eine solche Waffe einer Person im Sinne von Artikel 17 verweigert wird (Artikel 18 Nr. 2); die Waffe muss innerhalb der in der Entscheidung über die Verweigerung, die Aussetzung oder den Entzug festgesetzten Frist bei einem Zulassungsinhaber hinterlegt oder einem Zulassungsinhaber oder einer Person mit einer Besitzerlaubnis abgetreten werden.

B.56.1. Im Gegensatz zu den Darlegungen der klagenden Parteien sieht Artikel 17 Absatz 1 keine «automatische» Erteilung der Waffenbesitzerlaubnis vor, sondern lediglich die kostenlose Erteilung, wie Artikel 18 Nr. 2 des angefochtenen Gesetzes bestätigt, der vorsieht, dass die Waffenbesitzerlaubnis einer Person im Sinne von Artikel 17, einschließlich derjenigen im Sinne von Absatz 1 des Artikels 17, deren Waffe erlaubnispflichtig wird aufgrund eines königlichen Erlasses zur Ausführung von Artikel 3 § 3 Nr. 2, verweigert werden kann.

Diese in Artikel 17 Absatz 1 erwähnten Personen müssen also, um eine Waffenbesitzerlaubnis zu erhalten, beweisen, dass sie die in Artikel 11 des Waffengesetzes vorgesehenen Bedingungen erfüllen.

B.56.2. Die Personen, die unter anderen als den in den Artikeln 11 und 12 des Waffengesetzes vorgesehenen Bedingungen, insbesondere infolge einer Erbschaft, eine Waffe erwerben, sind ihrerseits in Artikel 17 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes vorgesehen und können grundsätzlich über eine vorläufige Besitzerlaubnis verfügen. Sie müssen jedoch ihren Antrag auf endgültige Erlaubnis ziemlich schnell einreichen und die Bedingungen für den Erhalt dieser Erlaubnis erfüllen, vorbehaltlich der Erwägungen in B.51.2 und B.51.3.

B.56.3. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, dass die Personen im Sinne von Artikel 17 Absätze 1 und 2 auf die gleiche Weise die in Artikel 11 des Waffengesetzes vorgesehenen Bedingungen erfüllen müssen, und wenn diese Bedingungen nicht erfüllt werden, müssen sie die Waffen gemäß Artikel 18 desselben Gesetzes abtreten.

Der bloße Verfahrensunterschied der Kostenlosigkeit der Erlaubnis, die für die Personen im Sinne von Artikel 17 Absatz 1 vorgesehen ist, kann nicht als diskriminierend angesehen werden, da hierdurch eine Situation berücksichtigt werden soll, in der das Element der Unvorhersehbarkeit in einer Änderung der Einstufung der Waffe nach ihrem ordnungsgemäßen Erwerb besteht, während Artikel 17 Absatz 2 sich auf eine Situation bezieht, in der die Einstufung der Waffe sich nicht geändert hat, sondern nur der Erwerb unter anderen Umständen als denjenigen erfolgt, die in den Artikeln 11 und 12 des Waffengesetzes vorgesehen sind und die nicht notwendigerweise ein Element der Unvorhersehbarkeit, das die Kostenlosigkeit der Erlaubnis rechtfertigen würde, aufweisen.

B.56.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf das Verfahren für die Erteilung der Zulassung als Waffenhändler und Mittelsperson*

B.57.1. Im ersten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4052 wird Kritik an den Artikeln 5 und 30 Absatz 1 des Waffengesetzes geübt.

B.57.2. Die Artikel 5 und 30 dieses Gesetzes lauten:

«Art. 5. § 1. Niemand darf auf belgischem Staatsgebiet Tätigkeiten als Waffenhändler oder Mittelsperson ausüben oder sich als solche bekannt machen, ohne dafür die vorherige Zulassung des für den Ort der Niederlassung zuständigen Gouverneurs erhalten zu haben.

Ist der Antragsteller in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union als Waffenhändler zugelassen, so berücksichtigt der Gouverneur bei der Beurteilung des Zulassungsantrags die in diesem Rahmen geleisteten Garantien.

Die Personen, die diese Tätigkeiten unter der Weisungsbefugnis, Leitung und Aufsicht eines zugelassenen Waffenhändlers und am Ort seiner Niederlassung ausüben, bedürfen jedoch keiner Zulassung. Dennoch prüft der Gouverneur bei der Beantragung der Zulassung ihres Arbeitgebers oder bei ihrem Dienstantritt, ob sie § 4 entsprechen.

Der zugelassene Waffenhändler informiert den Gouverneur über jeden Dienstantritt einer in Absatz 3 erwähnten Person innerhalb des Monats.

§ 2. Der Antragsteller muss für die Tätigkeit, die er ausüben möchte, seine berufliche Eignung nachweisen und die Herkunft der für die Ausübung seiner Tätigkeit verwendeten finanziellen Mittel auf die vom König festgelegte Weise belegen.

Der Gouverneur informiert den zuständigen Prokurator des Königs über jeden Hinweis auf einen Verstoß.

Die erforderliche berufliche Eignung bezieht sich auf die Kenntnis der einzuhaltenden Vorschriften, der Berufspflichten sowie der Technik und der Verwendung von Waffen.

§ 3. Der Gouverneur entscheidet über den Zulassungsantrag nach Erhalt der mit Gründen versehenen Stellungnahme des Prokurators des Königs und des Bürgermeister, die für den Ort der Niederlassung und den Wohnsitz des Antragstellers zuständig sind.

Die Zulassung kann allein aus Gründen im Zusammenhang mit der Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung verweigert werden. Jeder Verweigerungsbeschluss des Gouverneurs muss mit Gründen versehen sein.

§ 4. Anträge folgender Personen sind jedoch unzulässig:

1. Personen, die in Anwendung des Gesetzes vom 9. April 1930 über den Schutz der Gesellschaft gegen Anormale und Gewohnheitsstraftäter und Täter bestimmter Sexualstraftaten zu einer Kriminalstrafe verurteilt oder interniert worden sind oder die Gegenstand eines Beschlusses zur Anordnung einer Behandlung in einem Krankenhaus, wie im Gesetz vom 26. Juni 1990 über den Schutz der Person des Geisteskranken vorgesehen, gewesen sind,

2. Personen, die als Täter oder Komplizen wegen einer Straftat verurteilt worden sind, die vorgesehen ist:

- a) in vorliegendem Gesetz und in seinen Ausführungserlassen,
- b) in den Artikeln 101 bis 135*quinquies*, 193 bis 214, 233 bis 236, 269 bis 274, 313, 322 bis 331, 336, 337, 344, 345, 347*bis*, 392 bis 415, 423 bis 442, 461 bis 488, 510 bis 518 und 520 bis 525 des Strafgesetzbuches,
- c) in den Artikeln 17, 18, 29 bis 31 und 33 bis 41 des Militärstrafgesetzbuches,
- d) in den Artikeln 33 bis 37 und 67 bis 70 des Disziplinar- und Strafgesetzbuches für die Handelsmarine und die Seefischerei,
- e) im Gesetz vom 29. Juli 1934 über das Verbot von Privatmilizen,
- f) im Gesetz vom 28. Mai 1956 über explosions- und zündfähige Stoffe und Gemische und damit geladene Geräte und in seinen Ausführungserlassen,
- g) im Gesetz vom 11. September 1962 über die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waren und von diesbezüglicher Technologie und in seinen Ausführungserlassen,
- h) in Artikel 5 Absatz 1 Nr. 1 und Artikel 6 Absatz 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 10. April 1990 zur Regelung der privaten und besonderen Sicherheit,
- i) in Artikel 3 § 1 Absatz 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 zur Regelung des Berufs des Privatdetektivs,
- j) im Gesetz vom 5. August 1991 über die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munition und eigens zu militärischen Zwecken dienendem Material und von diesbezüglicher Technologie,

3. juristischer Personen, die selbst verurteilt worden sind, und juristischer Personen, von denen ein Verwalter, Geschäftsführer, Kommissar oder eine mit der Verwaltung beziehungsweise Geschäftsführung beauftragte Person unter den in Nr. 1 und 2 vorgesehenen Bedingungen verurteilt worden ist oder Gegenstand einer Sicherheitsmaßnahme gewesen ist,

4. Personen, die im Ausland:

- a) zu einer Strafe verurteilt worden sind, die einer Internierung entspricht,
- b) Gegenstand einer Maßnahme gewesen sind, die einer Internierung entspricht, oder Gegenstand eines Beschlusses zur Anordnung einer Behandlung im Krankenhaus, wie im Gesetz vom 26. Juni 1990 über den Schutz der Person des Geisteskranken vorgesehen, gewesen sind,
- c) als Täter oder Komplizen wegen einer der in Nr. 1 und 2 festgelegten Straftaten verurteilt worden sind,

5. Minderjähriger und verlängerter Minderjähriger,

6. Staatsangehöriger von Staaten, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, und Personen, die ihren Hauptwohntort nicht in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union haben.

§ 5. Der Gouverneur kann im Falle einer Fusion, Aufspaltung oder Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Teilbetriebs oder im Falle einer Änderung der Rechtspersönlichkeit bestimmen, dass die neue juristische Einheit unter den von ihm festgelegten Bedingungen während des Zeitraums vor der Notifizierung des Beschlusses über den Zulassungsantrag die Tätigkeiten des ursprünglich zugelassenen Unternehmens fortführen kann».

«Art. 30. Ein Widerspruch kann beim Minister der Justiz oder bei seinem Beauftragten eingelegt werden, wenn der Gouverneur keinen Beschluss binnen den in Artikel 31 erwähnten Fristen gefasst hat oder gegen die Beschlüsse des Gouverneurs zur Verweigerung, Beschränkung, Aussetzung oder zum Entzug einer Zulassung, einer Erlaubnis, eines Waffenscheins oder eines Rechtes, mit Ausnahme der Beschlüsse über unzulässige Anträge.

[...].».

B.58.1. Im ersten Teil des Klagegrunds vertreten die klagenden Parteien die Auffassung, dass die in Artikel 5 §§ 2 und 3 vorgesehenen Bedingungen widersprüchlich und irrelevant seien. Im zweiten Teil des Klagegrunds vertreten die klagenden Parteien die Auffassung, dass Artikel 5 § 4 Nr. 6, indem er es verbiete, einen Staatsangehörigen eines Staates, der nicht Mitglied der Europäischen Union sei, als Waffenhändler oder Mittelsperson zuzulassen, eine Diskriminierung im Arbeitsrecht auf der Grundlage der Staatsangehörigkeit des Antragstellers auf Zulassung einführe und somit die Artikel 10, 11, 12, 14, 23 und 191 der Verfassung missachte. Diese Diskriminierung werde im Übrigen dadurch verstärkt, dass Artikel 30 Absatz 1 die Möglichkeit eines Widerspruchs beim Minister der Justiz oder bei seinem Beauftragten gegen Beschlüsse über unzulässige Anträge aufhebe.

B.58.2. Artikel 5 des angefochtenen Gesetzes verpflichtet die Waffenhändler und Mittelspersonen, eine Zulassung durch den für den Niederlassungsort zuständigen Gouverneur zu erlangen.

In den Vorarbeiten wurde dargelegt, dass Artikel 5 «es ermöglicht, die europäischen Vorschriften einzuhalten, indem von einer analogen Bestimmung in der Gesetzgebung über Wachunternehmen ausgegangen wird (Gesetz vom 10. Juni 2001 zur Abänderung des Gesetzes vom 10. April 1990)» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 22).

So führt Artikel 5 § 2 zwei neue Bedingungen für den Erhalt der Zulassung der Waffenhändler ein: den Nachweis der beruflichen Eignung und der Herkunft der finanziellen Mittel, die der Waffenhändler in seine Tätigkeit investiert.

Im Übrigen beinhaltet Artikel 5 «einige Änderungen der Zulassungskriterien, um die Gefahren für die öffentliche Ordnung auf ein Minimum zu verringern» (Ebenda).

B.58.3. Der Nachweis der beruflichen Eignung und der Herkunft der finanziellen Mittel (Artikel 5 § 2) hat also nicht zur Folge, dass die Zulassung automatisch erteilt werden muss. Auch wenn diese beiden Bedingungen notwendig sind, sind sie nämlich noch nicht ausreichend, da die Zulassung der Waffenhändler Bestandteil der Zielsetzung der öffentlichen Sicherheit ist.

In diesem Kontext der strikten Begleitung der Tätigkeit als Waffenhändler kann der Gouverneur aufgrund von Artikel 5 § 3 die Zulassung mit einer Begründung seiner Entscheidung verweigern «aus Gründen im Zusammenhang mit der Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung». Diese Möglichkeit der Verweigerung der Zulassung steht also nicht im Widerspruch zu Artikel 5 § 2, sondern soll ihn vielmehr ergänzen, indem dem Gouverneur eine auf die Wahrung der öffentlichen Ordnung begrenzte Ermessensbefugnis erteilt wird.

B.58.4. Artikel 7 § 2 Nr. 5 des Waffengesetzes sieht im Übrigen die Möglichkeit für den König vor, die Zulassung auszusetzen, zu entziehen oder zu begrenzen, wenn der Inhaber «Tätigkeiten ausübt, die die öffentliche Ordnung beeinträchtigen können, wenn sie zusammen mit den Tätigkeiten ausgeübt werden, die Gegenstand der Zulassung sind».

Diese Bestimmung beruht unmittelbar auf Artikel 17 Nr. 1 des Gesetzes vom 10. April 1990 «über Wachunternehmen, Sicherheitsunternehmen und interne Wachdienste», eine Gesetzgebung, die einem ähnlichen Zweck dient wie das Waffengesetz, nämlich einen Rahmen bilden durch eine spezifische und einschränkende Regelung für gewisse Tätigkeiten, die die öffentliche Sicherheit betreffen, angesichts der ersten Verantwortung der Obrigkeit für die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung (*Parl. Dok.*, Senat, 1988-1989, Nr. 775/1, S. 1).

Der Begriff der «Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung» im Sinne von Artikel 5 § 3 ist bei der Verweigerung der Erteilung der Zulassung also im Lichte von Artikel 7 § 2 Nr. 5 des Waffengesetzes auszulegen, wobei für den Gouverneur eine Verpflichtung zur Begründung gilt und gegen diesen Verweigerungsbeschluss eine Möglichkeit des Widerspruchs gemäß Artikel 30 des Waffengesetzes besteht.

Die in Artikel 5 §§ 2 und 3 vorgesehenen kumulativen Bedingungen sind im Übrigen relevant für die Zielsetzung, die Transparenz des Waffenmarktes zu gewährleisten und die öffentliche Sicherheit zu stärken.

B.58.5. Der erste Teil des Klagegrunds ist unbegründet.

B.59.1. Artikel 5 § 4 des Waffengesetzes sieht vor, dass die Anträge auf Zulassung, die durch Personen eingereicht werden, die als Täter oder Komplizen wegen gewisser Straftaten verurteilt wurden (Artikel 5 § 4 Nrn. 1 bis 4), Minderjährige und verlängerte Minderjährige (Artikel 5 § 4 Nr. 5) sowie Staatsangehörige von Staaten, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, und Personen, die ihren Hauptwohnsitz nicht in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union haben (Artikel 5 § 4 Nr. 6), unzulässig sind.

Im zweiten Teil des Klagegrunds wird nur Kritik an Artikel 5 § 4 Nr. 6 geübt, insofern er sich auf Staatsangehörige der Staaten, die nicht Mitglied der Europäischen Union sind, bezieht.

B.59.2. Der Umstand, gewisse Anträge für unzulässig zu erklären, entspricht der in B.58.3 in Erinnerung gerufenen Zielsetzung, einen strengen Rahmen für die Ausübung gewisser Tätigkeiten, die die öffentliche Sicherheit betreffen, vorzusehen.

In diesem Kontext muss die Wirksamkeit des Waffengesetzes durch konkrete Kontroll- und Sanktionsmöglichkeiten gewährleistet werden, die es rechtfertigen, dass die Zulassung als Waffenhändler Personen, die keine ausreichende Verbindung zu Belgien oder einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union aufweisen, verweigert wird.

Es ist nicht offensichtlich unvernünftig, grundsätzlich Staatsangehörigen eines Staates, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist, die Zulassung zu verweigern.

B.60.1. Artikel 30 Absatz 1 des Waffengesetzes führt eine administrative Beschwerde beim Minister der Justiz oder bei seinem Beauftragten gegen die Beschlüsse des Gouverneurs zur Verweigerung, Beschränkung, Aussetzung oder zum Entzug einer Zulassung, einer Erlaubnis, eines Waffenscheins oder eines Rechtes ein, «mit Ausnahme der Beschlüsse über unzulässige Anträge».

B.60.2. Es obliegt dem Gesetzgeber zu beurteilen, ob es opportun ist, eine administrative Beschwerde gegen einen Verwaltungsbeschluss einzuführen, unbeschadet der Nichtigkeitsklage beim Staatsrat.

Wenn der Gesetzgeber es als notwendig erachtet, eine administrative Beschwerde einzuführen, darf er sie jedoch nicht ohne vernünftige Rechtfertigung einer Kategorie von Bürgern vorenthalten.

B.60.3. Indem der Gesetzgeber die Möglichkeit eines Widerspruchs beim Minister der Justiz oder bei seinem Beauftragten gegen die Beschlüsse des Gouverneurs im Rahmen des Waffengesetzes eingeführt hat, hat er es den betroffenen Personen ermöglicht, durch den Minister der Justiz die Gründe für die Verweigerung, den Entzug, die Aussetzung oder die Beschränkung ihrer Rechte kontrollieren zu lassen.

Indem der Gesetzgeber beschlossen hat, dem Minister die unzulässigen Anträge nicht zu unterbreiten, hat er zwischen den betroffenen Personen einen Behandlungsunterschied eingeführt, der durch das Bemühen gerechtfertigt ist, den Minister der Justiz nicht mit Beschwerden zu überhäufen, die auf den im Gesetz vorgesehenen Unzulässigkeitsgründen beruhen.

Diese Maßnahme beeinträchtigt im Übrigen nicht die Rechte der Betroffenen, die beim Staatsrat eine Nichtigkeitsklage gegen die Entscheidung des Gouverneurs einreichen können, ohne vorher Widerspruch beim Minister der Justiz einlegen zu müssen.

B.60.4. Der zweite Teil des Klagegrunds ist unbegründet.

*In Bezug auf die Gültigkeitsdauer der Waffenscheine, Besitzerlaubnisscheine und Zulassungen*

B.61.1. Der dritte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4052 ist gegen die Artikel 14 und 32 des Waffengesetzes gerichtet, insofern diese Bestimmungen eine unterschiedliche Gültigkeitsdauer von Waffenscheinen für erlaubnispflichtige Waffen, Besitzerlaubnisscheinen und Zulassungen vorsehen. Im Übrigen verfügten die Gouverneure, da das Gesetz Höchstfristen vorsehe, über eine Ermessensbefugnis, die diskriminierende Behandlungen ermögliche.

B.61.2. Artikel 14 Absatz 3 dieses Gesetzes sieht vor, dass Waffenscheine für erlaubnispflichtige Waffen «für höchstens drei Jahre» ausgestellt werden.

Artikel 32 Absatz 1 sieht vor, dass die Zulassungen im Sinne von Artikel 5, nämlich die Zulassungen der Waffenhändler und der Mittelpersonen, «für eine Höchstdauer von sieben Jahren» ausgestellt werden.

Artikel 32 Absatz 2 sieht vor, dass «die in den Artikeln 6, 11, 17, 20, 21 und 31 erwähnten Zulassungen und Besitzerlaubnisscheine [...] für eine Höchstdauer von fünf Jahren» ausgestellt werden. Diese Bestimmung betrifft also die Zulassungen von Sammlern und Museen, die Erlaubnisse zum Besitz einer Waffe, zum Betrieb von Schießständen und zum Transport von Waffen.

Schließlich sieht Artikel 32 Absatz 3 ein vereinfachtes Verfahren für Erneuerungen vor.

B.62.1. In den Vorarbeiten zu Artikel 14 wurde präzisiert:

«An den Grundsätzen des Waffenscheins für Verteidigungswaffen werden nur einige geringfügige Änderungen vorgenommen. [...]

Die Hauptänderung betrifft jedoch die Einführung einer zusätzlichen Bedingung für den Erhalt dieser Erlaubnis. Die Antragsteller müssen nunmehr ebenfalls eine ärztliche Bescheinigung über das Fehlen von körperlichen oder geistigen Gegenindikationen für das Mitführen einer Waffe vorlegen. Dies ist ein notwendiges Erfordernis angesichts der Risiken des Mitführens einer Waffe. Dieses Dokument muss durch einen anerkannten Arzt erstellt werden. Es ist klar, dass eine Person, die wegen einer Depression behandelt wird, die ein Alkohol- oder Drogenproblem hat, die als aggressiv bekannt ist oder die mental sehr instabil ist, nicht in Frage kommen kann» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 28).

B.62.2. In den Vorarbeiten zu Artikel 32 wurde dargelegt:

«Um eine wirksame und reale Kontrolle zu ermöglichen, ist für die aufgrund der Artikel 5, 6, 11, 17, 20, 21 und 31 erteilten Zulassungen und Erlaubnisse eine Höchstdauer vorgesehen.

Ein vereinfachtes Verfahren ist jedoch für Erneuerungen vorgesehen.

Außerdem werden die etwaigen Auswirkungen des Entwurfs auf die Zunahme der Verwaltungsaufgaben der Gouverneure im Hinblick auf einen Vergleich bewertet.

Die Abgaben werden in einen getrennten, durch ein von diesem Gesetz getrenntes Gesetz geschaffenen Fonds eingezahlt, und die zusätzlichen Kosten der Provinzialverwaltungen werden durch diesen Fonds gedeckt, ohne dass er die Summe der Abgaben übersteigen darf» (ebenda, S. 34).

B.63.1. Durch die Begrenzung der Gültigkeitsdauer der Erlaubnisse und Zulassungen im Sinne der Artikel 14 und 32 des Waffengesetzes wollte der Gesetzgeber die Einhaltung der durch ihn mit der angefochtenen Gesetzgebung eingeführten Bedingungen sicherstellen, indem er eine reale und wirksame Kontrolle ihrer Inhaber gewährleistete (ebenda).

Um die Wirksamkeit seiner Kontrolle zu gewährleisten, hat der Gesetzgeber eine unterschiedliche Gültigkeitsdauer für die Erlaubnisse und Zulassungen festgelegt, damit regelmäßig geprüft wird, ob die durch das Gesetz eingeführten Bedingungen immer noch erfüllt sind unter Berücksichtigung der Art der Tätigkeit, die den Besitz oder das Mitführen einer Feuerwaffe beinhaltet.

Es ist in der Tat nicht unvernünftig, die Dauer der Erlaubnisse und Zulassungen der Sammler grundsätzlich auf fünf Jahre festzusetzen und gleichzeitig eine grundsätzlich kürzere Dauer - drei Jahre - für die Waffenscheine vorzusehen, da der Rahmen für die Fähigkeit zum Mitführen einer Waffe strenger sein muss als derjenige für deren Besitz, und gleichzeitig eine grundsätzlich längere Dauer - sieben Jahre - für die berufliche Tätigkeit als Waffenhändler oder Mittelsperson vorzusehen, da der Nachweis der beruflichen Eignung und der Herkunft der mit Tätigkeit verbundenen finanziellen Mittel eine gewisse Stabilität des Berufs belegen kann.

Die unterschiedliche Gültigkeitsdauer der Erlaubnisse und Zulassungen werden also durch den Unterschied zwischen den Tätigkeiten ihrer Inhaber gerechtfertigt.

B.63.2. Außerdem kann der Umstand, dass der Gesetzgeber Höchstfristen vorsieht, ebenfalls keine Diskriminierung zwischen den Inhabern der Erlaubnisse und Zulassungen herbeiführen.

Der Gouverneur kann nämlich zwar jede Erlaubnis oder Zulassung für eine geringere Dauer als die in den Artikeln 14 und 32 festgesetzte Gültigkeitsdauer erteilen, doch aus den in B.33.3 und B.33.4 angeführten Gründen kann er dies nur tun, insofern diese Einschränkung des Rechtes der Betroffenen durch Erwägungen der öffentlichen Sicherheit, die wegen ihrer Beschaffenheit individuell beurteilt und im Beschluss des Gouverneurs begründet werden müssen, gerechtfertigt wird.

Wenn die Bedingungen für den Erhalt der Erlaubnisse oder Zulassungen erfüllt sind, werden diese Titel also grundsätzlich für ihre maximale Dauer erteilt, um die Gleichheit zwischen den Inhabern dieser Erlaubnisse und Zulassungen zu gewährleisten, die die in den Artikeln 50 bis 58 des Waffengesetzes, die durch die Artikel 351 bis 360 des vorerwähnten Programmgesetzes (I) vom 27. Dezember 2006 eingefügt worden sind, vorgesehenen Gebühren gezahlt haben, und nur wenn ein Grund der öffentlichen Sicherheit vorliegt, kann der Gouverneur deren Dauer begrenzen.

B.63.3. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf das Inkrafttreten der Bestimmungen des Waffengesetzes und der Übergangsbestimmungen*

B.64. Im ersten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4032 wird Kritik an Artikel 48 Absatz 2 des Waffengesetzes geübt.

Angesichts der Erwägungen in B.4.2 ist der Klagegrund gegenstandslos geworden.

B.65. Im zweiten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4032 und im ersten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4088 wird Kritik an Artikel 44 § 2 Absatz 2 des Waffengesetzes geübt, insofern diese Bestimmung den 1. Januar 2006 als Referenzdatum nehme und somit einen «verdächtigen» Zeitraum für den Erwerb von Waffen einführe.

B.66.1. Artikel 44 § 2 sieht eine Übergangsbestimmung für die Personen vor, die eine erlaubnispflichtig gewordene Waffe besitzen.

Der nicht angefochtene Artikel 44 § 2 Absatz 1 des Gesetzes gewährt eine Frist zur Beantragung der erforderlichen Erlaubnis, ohne dass man für die Straftat bestraft werden kann, die im Besitz einer nunmehr erlaubnispflichtig gewordenen Waffe bestehen würde, und sieht vor, dass in dem Fall, wo der Betroffene nicht im Besitz eines Jagdscheins oder einer Sportschützenlizenz ist, ihm der Besitzerlaubnisschein ausgestellt wird, «sofern er volljährig ist und nicht verurteilt worden ist, wie in Artikel 5 § 4 erwähnt».

Diese Bestimmung ermöglicht es also Personen, die am Datum des Inkrafttretens des Waffengesetzes eine erlaubnispflichtig gewordene Waffe besitzen, eine Waffenbesitzerlaubnis zu erhalten, ohne die in Artikel 11 des Waffengesetzes vorgesehenen Bedingungen erfüllen zu müssen.

B.66.2. Der angefochtene Artikel 44 § 2 Absatz 2 bestimmt:

«Wenn die fortan erlaubnispflichtige Feuerwaffe nach dem 1. Januar 2006 erworben worden ist, wird der Besitzerlaubnisschein vorläufig für einen Zeitraum von einem Jahr ausgestellt».

B.67.1. Indem die angefochtene Bestimmung vom 1. Januar 2006 als Referenzdatum für den Erwerb der erlaubnispflichtig gewordenen Waffe ausgeht, führt sie einen Behandlungsunterschied zwischen den Personen ein, die eine erlaubnispflichtig gewordene Waffe vor dem Datum des Inkrafttretens des Waffengesetzes erworben haben; einerseits können die Personen, die diese Waffe vor dem 1. Januar 2006 erworben haben, einen Besitzerlaubnisschein für höchstens fünf Jahre erhalten, und andererseits können diejenigen, die die erlaubnispflichtig gewordene Waffe zwischen dem 1. Januar 2006 und dem 8. Juni 2006 erworben haben, nur eine vorläufige Erlaubnis von einem Jahr für den Besitz ihrer Waffe erhalten.

B.67.2. Die Wahl eines Datums kann an sich zwar als ein objektives Kriterium betrachtet werden, doch der Hof muss prüfen, ob der sich daraus ergebende Behandlungsunterschied vernünftig gerechtfertigt ist.

B.68.1. Bei der Besprechung des Abänderungsantrags, aus dem die angefochtene Bestimmung hervorgegangen ist, wurde in den Vorarbeiten Folgendes dargelegt:

«[Ein Mitglied] erklärt, dass die Personen, die vor dem 1. Januar 2006 eine Waffe gekauft haben, eine Erlaubnis für eine Dauer von fünf Jahren erhalten können. Man kann jedoch davon ausgehen, dass eine Person, die kürzlich eine Waffe erworben hat, vermuten konnte, dass eine Erlaubnis notwendig würde. Daher wird den Besitzern von kürzlich gekauften Waffen ein Vorrang eingeräumt, denn ihre vorläufige Erlaubnis ist nur ein Jahr lang gültig.

[Ein anderes Mitglied] ist über diesen Abänderungsantrag erstaunt. Es versteht nicht, warum das Datum des 1. Januar 2006 als Kriterium gewählt wird; dies erscheint ihm besonders willkürlich.

[...]

[Die Ministerin] erklärt, dass das neue Gesetz strenger ist als die bestehende Gesetzgebung. Man kann davon ausgehen, dass das Bevorstehen dieser strengeren Gesetzgebung bekannt war und dass viele Personen noch im Laufe der letzten sechs Monate eine Waffe erworben haben. Daher wird dieser Zeitraum als 'verdächtig' bezeichnet» (Parl. Dok., Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/003, SS. 44-45).

B.68.2. Der Ministerrat führt ebenfalls an, der Gesetzgeber habe mit der Annahme der angefochtenen Bestimmung bezweckt, die Zunahme des Waffenverkaufs Anfang 2006 zu begrenzen angesichts der öffentlichen Bekanntheit des Gesetzentwurfs noch vor der Hinterlegung des Entwurfs in der Kammer am 7. Februar 2006.

B.68.3. Es obliegt dem Gesetzgeber zu beurteilen, ob eine Gesetzesänderung mit Übergangsmaßnahmen einhergehen muss, um den rechtmäßigen Erwartungen der betroffenen Personen Rechnung zu tragen, und er hat zu bestimmen, unter welchen Bedingungen und innerhalb welcher Fristen zugunsten dieser Personen von den neuen Bestimmungen abgewichen werden kann.

Es obliegt ebenfalls dem Gesetzgeber zu beurteilen, ob ein Behandlungsunterschied zwischen den Personen, die in den Genuss der von der neuen Gesetzgebung abweichenden Übergangsregelung gelangen können, einzuführen ist.

Der Hof muss jedoch prüfen, ob dieser Behandlungsunterschied gerechtfertigt ist.

B.68.4. Die beanstandete Maßnahme ist gerechtfertigt durch die Einführung eines «verdächtigen» Zeitraums vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes, in dem man davon ausgehen kann, dass derjenige, der eine Waffe erwirbt, die Entwürfe zur Reform der Waffengesetzgebung kennt.

Angesichts der Zielsetzung der öffentlichen Sicherheit konnte dieser verdächtige Zeitraum nämlich eine Gefahr darstellen, die der Gesetzgeber bekämpfen wollte, um zu verhindern, dass Personen mit bösen Absichten in den vollen Genuss der in der neuen Gesetzgebung vorgesehenen Übergangsregelung gelangen könnten.

Da davon auszugehen war, dass diese Personen die laufenden Entwürfe kannten, hat der Gesetzgeber ihre rechtmäßigen Erwartungen nicht in unverhältnismäßiger Weise beeinträchtigt, indem er die Gültigkeitsdauer ihrer vorläufigen Waffenbesitzerlaubnis begrenzt hat.

B.68.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.69. In seinem dritten Klagegrund, der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung sowie gegen die allgemeinen Grundsätze der Verhältnismäßigkeit, der Nichtrückwirkung des Gesetzes und des Rechtes auf Rechtssicherheit abgeleitet ist, vertritt der Kläger in der Rechtssache Nr. 4089 die Auffassung, dass die Artikel 11, 32 Absatz 2 und 44 § 2 des Waffengesetzes, indem sie für den Besitz von Waffen unverzüglich eine zeitlich begrenzte Waffenbesitzerlaubnis auferlegten, ein besonders verunsicherndes System eingeführt hätten, dass den Beweis eines rechtmäßigen Grundes erfordere, ohne die Fälle der Sportschützen und Jäger zu berücksichtigen, die ihre Tätigkeit eingestellt hätten, und somit die unter der vorherigen Gesetzgebung endgültig erworbenen Rechte verletzen.

B.70.1. Vor dem Inkrafttreten des Waffengesetzes waren nur die sogenannten «Verteidigungs- und Kriegswaffen» (Artikel 5 ff. des Gesetzes vom 3. Januar 1933) erlaubnispflichtig, und wenn die Erlaubnis erteilt wurde, galt dies grundsätzlich unbegrenzt.

Die neue Waffengesetzgebung hat den Grundsatz übernommen, für alle nicht verbotenen oder frei verkäuflichen Waffen eine Waffenbesitzerlaubnis aufzuerlegen und diese Waffenbesitzerlaubnis zeitlich zu begrenzen.

B.70.2. Wenn nicht jede Gesetzesänderung unmöglich gemacht werden soll, kann nicht davon ausgegangen werden, dass eine neue Bestimmung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen würde, nur weil sie die Anwendungsbedingungen der vorherigen Gesetzgebung ändert und die Erwartungen derjenigen, die sich auf die vorherige Situation verlassen haben, durchkreuzen würde.

Es obliegt dem Gesetzgeber, das Inkrafttreten eines neuen Gesetzes zu regeln und gegebenenfalls Übergangsmaßnahmen vorzusehen. Gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung wird nur verstoßen, wenn durch das Datum des Inkrafttretens ein nicht vernünftig zu rechtfertigender Behandlungsunterschied eingeführt wird.

B.71.1. Indem der Gesetzgeber sich für den Grundsatz entschieden hat, dass der Waffenbesitz erlaubnispflichtig ist und dass diese Erlaubnis zeitlich begrenzt ist, wollte er unter Berücksichtigung der in B.11 in Erinnerung gerufenen Zielsetzungen einen Rahmen für den Waffenbesitz schaffen durch Bedingungen zur Gewährleistung der Sicherheit der Bürger.

Um die Einhaltung des Gesetzes zu gewährleisten, wollte der Gesetzgeber regelmäßig die Einhaltung dieser Bedingungen vor der Erneuerung der Erlaubnis prüfen können, damit eine wirksame und tatsächliche Kontrolle über deren Inhaber stattfinden kann (*Parl. Dok., Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 34*).

Die zeitliche Begrenzung der Waffenbesitzerlizenzen ist also gerechtfertigt.

B.71.2. Der Besitz einer Waffe unter der vorherigen Gesetzgebung kann nicht zur Folge haben, ein erworbenes Recht auf ihren bedingungslosen und unbegrenzten Besitz zu gewähren, und kann den Gesetzgeber also nicht daran hindern, im Hinblick auf die öffentliche Sicherheit ein System der zeitlich begrenzten Waffenbesitzerlizenzen einzuführen, das unter Einhaltung des Grundsatzes der Gleichheit auf alle Waffenbesitzer Anwendung findet.

Indem der Gesetzgeber ab dem 9. Juni 2006 grundsätzlich für den Waffenbesitz, auch für diejenigen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des neuen Gesetzes eine Waffe besaßen, eine zeitlich begrenzte Waffenbesitzerlaubnis auferlegt hat, ist er nicht rückwirkend gesetzgeberisch aufgetreten, da er sich darauf beschränkt hat, für die Zukunft die Bedingungen für den Besitz einer Waffe zu regeln, ohne vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes die Folgen dieses Besitzes zu ändern.

B.72.1. Zwar ist Artikel 11 des Waffengesetzes am 9. Juli 2006 in Kraft getreten aufgrund von Artikel 49 Absatz 2 desselben Gesetzes, doch im Übrigen ist gemäß Artikel 49 Absatz 1 aufgrund des königlichen Erlasses vom 29. Dezember 2006 «zur Ausführung bestimmter Bestimmungen des Gesetzes vom 3. Januar 1933 über die Herstellung und das Mitführen von Waffen und über den Handel mit Waffen und Munition und des Gesetzes vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen» Artikel 32 Absatz 2 am 9. Januar 2007 in Kraft getreten.

Im Gegensatz zu den Darlegungen des Klägers ist Artikel 32 Absatz 2 also nicht «unmittelbar» in Kraft getreten.

B.72.2. Obwohl Artikel 11 des Waffengesetzes am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft getreten ist, räumt Artikel 44 § 2 desselben Gesetzes eine Frist ein, um die notwendige Erlaubnis zu beantragen, ohne für die Straftat verfolgt werden zu können, die im Besitz einer fortan erlaubnispflichtigen Waffe bestehen würde.

Wenn der betroffene Inhaber eines Jagdscheins oder einer Sportschützenlizenz ist, sieht diese Bestimmung die Registrierung der Waffe auf seinen Namen vor, oder, wenn dies nicht der Fall ist, die Erteilung einer Erlaubnis unter der Bedingung, dass der Betroffene volljährig ist und keine Verurteilungen im Sinne von Artikel 5 § 4 erhalten hat.

Somit ermöglicht Artikel 44 § 2 es, wie in B.66.1 in Erinnerung gerufen wurde, den Personen, die am Datum des Inkrafttretens des Waffengesetzes eine erlaubnispflichtig gewordene Waffe besaßen, eine Waffenbesitzerlaubnis zu erhalten, ohne die in Artikel 11 des Waffengesetzes vorgesehenen Bedingungen erfüllen zu müssen. Erst bei der späteren Erneuerung der Besitzerlaubnis müssen also die in Artikel 11 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sein.

Artikel 44 § 2 stellt also eine Übergangsbestimmung dar mit dem Zweck, die Anwendung der in Artikel 11 des angefochtenen Gesetzes vorgesehenen Bedingungen auf die Personen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der neuen Waffengesetzgebung eine erlaubnispflichtig gewordene Waffe besaßen, hinauszuschieben.

Da die Situation der Personen, die vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes eine erlaubnispflichtig gewordene Waffe besaßen, durch die in Artikel 44 § 2 enthaltene Übergangsbestimmung berücksichtigt wird, konnte der Gesetzgeber davon ausgehen, dass es angesichts der in B.71.1 in Erinnerung gerufenen Zielsetzungen nicht gerechtfertigt war, zugunsten dieser Personen weiter vom System der zeitlich begrenzten Waffenbesitzerlaubnis abzuweichen.

B.72.3. Überdies ist nicht erkennbar, inwiefern Jäger oder Sportschützen, die ihre Tätigkeiten eingestellt haben, eine Kategorie von Waffenbesitzern darstellen würden, die von der Waffenbesitzerlaubnis befreit werden müssten oder die diese Erlaubnis zeitlich unbegrenzt erhalten müssten.

Wenn Personen, die einen Jagdschein oder eine Sportschützenlizenz besitzen, ihre Tätigkeiten ausüben, sind sie nämlich aufgrund von Artikel 12 des Waffengesetzes davon befreit, diese Erlaubnis zu erlangen. Artikel 13 Absatz 2 dieses Gesetzes erlaubt es im Übrigen, weiterhin ihre Waffe ohne Munition während drei Jahren nach dem Ablauf des Jagdscheins, der Sportschützenlizenz oder eines gleichwertigen Dokuments im Sinne von Artikel 12 zu behalten.

B.72.4. Die Übergangsregelung von Artikel 44 § 2 sieht für die Inhaber eines Jagdscheins oder einer Sportschützenlizenz die automatische Registrierung der Jagd- und Sportwaffen vor.

Wenn diese Personen ihre Tätigkeiten als Jäger oder als Sportschütze nicht mehr ausüben, aber zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des angefochtenen Gesetzes die Waffe besitzen, mit der sie ihre Tätigkeit als Jäger oder Sportschütze ausgeübt haben, ist es nicht gerechtfertigt, sie auf andere Weise zu behandeln als die anderen Besitzer von Waffen, die einer zeitlich begrenzten Erlaubnis unterliegen und die, wenn Artikel 44 § 2 auf sie anwendbar ist, eine grundsätzlich für höchstens fünf Jahre gültige Waffenbesitzerlaubnis erhalten können, ohne beweisen zu müssen, dass sie die Bedingungen von Artikel 11 erfüllen.

Folglich müssen sie erst bei der Erneuerung ihrer Waffenbesitzerlaubnis diesen Beweis erbringen, vorbehaltlich der Erwägungen in B.51.2 und B.51.3.

B.72.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.73.1. Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4089, der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Grundsätzen der Handels- und Gewerbefreiheit, der Verhältnismäßigkeit und der Rechtssicherheit abgeleitet ist, ist gegen die Artikel 10 und 49 Absatz 2 des Waffengesetzes gerichtet, insofern diese Bestimmungen unverzüglich ein Verbot zum Verkauf oder zur Überlassung einer erlaubnispflichtigen Waffe an eine Person ohne Zulassung oder Erlaubnis einführen.

B.73.2. Die Artikel 10 und 49 Absatz 2 dieses Gesetzes bestimmen:

«Art. 10. Eine erlaubnispflichtige Feuerwaffe darf nur Personen, die eine Zulassung gemäß den Artikeln 5 und 6 erhalten haben, oder Inhabern einer in Artikel 11 erwähnten Erlaubnis verkauft oder überlassen werden.

Jeder Verlust oder Diebstahl einer erlaubnispflichtigen Waffe muss der lokalen Polizei vom Inhaber der Besitzerlaubnis unverzüglich gemeldet werden».

«Art. 49. [...]

Alle anderen Artikel treten am Tag ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft».

B.74.1. Gemäß den Vorarbeiten übernimmt Artikel 10 eine bestehende analoge Bestimmung (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 25). Es handelt sich um Artikel 5 des vorerwähnten Gesetzes vom 3. Januar 1933.

Diese Bestimmung ist aufgrund von Artikel 49 Absatz 2 des Waffengesetzes am Tag ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft getreten, nämlich am 9. Juni 2006.

B.74.2. Das durch den Gesetzgeber eingeführte System der Waffenbesitzerlaubnis und der Waffenregistrierung schafft einen geschlossenen Kreislauf für die Übertragung erlaubnispflichtiger Waffen, um die Rückverfolgbarkeit der Feuerwaffen zu gewährleisten und ihren Umlauf innerhalb des Landes zu kontrollieren.

Dieser geschlossene Kreislauf setzt voraus, dass die in Artikel 11 des angefochtenen Gesetzes vorgesehene Waffenbesitzerlaubnis vor der Übertragung des Besitzes oder des Eigentums der erlaubnispflichtigen Waffe erfolgen muss und dass die in den Artikeln 5 und 6 des angefochtenen Gesetzes vorgesehene Zulassung ebenfalls vor dem Erwerb der Waffen im Rahmen der zugelassenen Tätigkeit erfolgen muss.

Da der Gesetzgeber für den Besitz gewisser Waffen eine vorherige Erlaubnis auferlegt, ist es gerechtfertigt, ebenfalls für die Überlassung der Waffe vorzuschreiben, dass der Übernehmer eine Erlaubnis oder eine Zulassung besitzt.

B.74.3. Das Verbot des Verkaufs oder der Überlassung einer erlaubnispflichtigen Waffe an eine Person ohne Zulassung oder Erlaubnis führt keineswegs zu Rechtsunsicherheit, sondern stellt im Gegenteil eine Maßnahme dar, die dazu dient, die Effizienz des Systems der vorherigen Besitzerlaubnis zu gewährleisten, und deren Inkrafttreten untrennbar mit dem Inkrafttreten von Artikel 11 des Waffengesetzes verbunden ist.

Das unmittelbare Inkrafttreten des in Artikel 10 des angefochtenen Gesetzes vorgesehenen Verbots ist nicht unvereinbar mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung.

B.74.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf die Unverletzlichkeit der Wohnung*

B.75. In ihrem sechsten Klagegrund vertritt die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 4040 die Auffassung, dass Artikel 29 § 1 Absatz 2 Nr. 1 des angefochtenen Gesetzes, indem es den Personen, die damit beauftragt seien, Verstöße gegen das angefochtene Gesetz zu ermitteln und festzustellen, erlaube, «sich jederzeit zu allen Orten Zugang zu verschaffen, wo die Zulassungsinhaber ihre Tätigkeiten ausüben», die durch Artikel 15 der Verfassung gewährleistete Unverletzlichkeit der Wohnung missachte.

B.76.1. Artikel 15 der Verfassung bestimmt:

«Die Wohnung ist unverletzlich; eine Haussuchung darf nur in den durch Gesetz bestimmten Fällen und in der dort vorgeschriebenen Form vorgenommen werden».

B.76.2. In Artikel 29 § 1 Absatz 1 des Waffengesetzes werden die Beamten aufgeführt, die mit der Ermittlung und Feststellung der Verstöße gegen die Rechtsvorschriften beauftragt sind; dies wird durchgeführt von

«1. den Mitgliedern der föderalen Polizei, der lokalen Polizei und des Zolls,

2. dem Direktor des Prüfstands für Feuerwaffen und den vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, bestimmten Personen,

3. den Sprengstoffinspektoren und -kontrolleuren und den Bediensteten der Verwaltung der Wirtschaftsinspektion».

In Artikel 29 § 1 Absatz 2 werden die Befugnisse dieser Personen für die Ausübung ihrer Aufgaben aufgezählt, insbesondere, «sich jederzeit zu allen Orten Zugang zu verschaffen, wo die Zulassungsinhaber ihre Tätigkeiten ausüben».

Artikel 29 § 2 erlaubt es auf Verlangen des Gouverneurs oder aus eigener Initiative «unter Achtung der Unverletzlichkeit der Privatwohnung», dass Gerichtspolizeioffiziere präventiv die von den Zulassungsinhabern ausgeübten Tätigkeiten und den tatsächlichen Waffenbesitz durch Personen mit einer Waffenbesitzerlaubnis gemäß Artikel 11 oder mit einer Befreiung von dieser Erlaubnis gemäß Artikel 12 kontrollieren.

B.76.3. In Bezug auf die angefochtene Bestimmung hatte die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates festgestellt:

«Absatz 2 Nr. 1 erlaubt es den Beamten und Bediensteten, die damit beauftragt sind, Verstöße gegen das geplante Gesetz zu ermitteln und festzustellen, sich zur Ausführung ihres Auftrags ' jederzeit ' Zugang zu den Orten zu verschaffen, an denen die Zulassungsinhaber ihre Tätigkeiten ausüben.

Auf diese Weise sieht er eine Ausnahme zu dem Grundsatz vor, der im Gesetz vom 7. Juni 1969 zur Bestimmung der Zeitspanne, in der keine Hausdurchsuchungen oder Haussuchungen vorgenommen werden können, festgelegt ist; darin heißt es:

' [...] es darf an einem nicht der Öffentlichkeit zugänglichen Ort keine Hausdurchsuchung und keine Haussuchung vor fünf Uhr morgens und nach neun Uhr abends durchgeführt werden '.

Eine solche Ausnahme ist nur annehmbar, wenn sie durch zulässige Gründe hinsichtlich des Verfassungsgrundsatzes der Gleichheit vor dem Gesetz gerechtfertigt ist» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 111).

B.77.1. Das Waffengesetz sieht aufgrund von Kapitel IV die Zulassung der Waffenhändler, der Mittelspersonen, der Waffensammler und jeder Person vor, die gewisse berufliche Tätigkeiten ausübt, die den Besitz von Feuerwaffen voraussetzen.

Die angefochtene Bestimmung bezieht sich auf die Befugnisse der mit der Ermittlung und Feststellung der gegebenenfalls durch Zulassungsinhaber begangenen Verstöße beauftragten Personen.

Diese Maßnahme ist durch die mit dem angefochtenen Gesetz angestrebte Zielsetzung der öffentlichen Sicherheit gerechtfertigt und setzt, um sich Zugang zu den Orten zu verschaffen, an denen Zulassungsinhaber ihre Tätigkeiten ausüben, das Bestehen von Indizien für einen Verstoß voraus.

B.77.2. Indem die angefochtene Bestimmung Hausdurchsuchungen oder Haussuchungen an sowohl privaten als auch öffentlichen Orten vorsieht, kann sie die in Artikel 15 der Verfassung vorgesehene Unverletzlichkeit der Privatwohnung, ausgelegt im Lichte von Artikel 8 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention, beeinträchtigen; der Begriff der «Wohnung» ist nämlich im weiten Sinne auszulegen und betrifft ebenfalls die Orte, an denen berufliche und kommerzielle Tätigkeiten ausgeübt werden (siehe EuGHMR, 16. Dezember 1992, *Niemietz* gegen Deutschland, 25. Februar 1993, *Funke, Crémiieux* und *Miaillhe* gegen Frankreich, und 15. Juli 2003, *Ernst u.a.* gegen Belgien).

Daher ist zu prüfen, ob die angefochtene Bestimmung nicht das vorerwähnte Recht auf unverhältnismäßige Weise verletzt.

B.77.3. Diesbezüglich ist daran zu erinnern, dass das Eingreifen eines unabhängigen und unparteiischen Richters sich als eine bedeutende Garantie für die Einhaltung der Bedingungen erweist, denen eine Beeinträchtigung der Unverletzlichkeit der Wohnung, die durch Artikel 15 der Verfassung und durch Artikel 8 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet wird, unterliegt.

In gewissen besonderen Angelegenheiten ist der Gesetzgeber jedoch von der gemeinrechtlichen Regelung abgewichen, die für die Hausdurchsuchung eine richterliche Ermächtigung vorschreibt.

Solche Abweichungen dürfen nur Ausnahmen darstellen und müssen durch Gründe gerechtfertigt werden, die mit den betreffenden Straftaten zusammenhängen. Der Entzug der Garantie eines vorherigen richterlichen Eingreifens muss auf das strikt Notwendige für das Erreichen des gesetzlichen Ziels begrenzt sein und durch andere, ausreichende Garantien zur Verhinderung von Missbräuchen ausgeglichen werden.

B.77.4. In den Vorarbeiten zu Artikel 29 wurde erklärt:

«Außerdem wird eine gesetzliche Grundlage für die durch Rundschreiben geregelte Durchführung präventiver Kontrollen bei Zulassungsinhabern und privaten Waffenbesitzern erteilt. Zweck dieser Kontrollen ist es zu überprüfen, ob diese Personen ihre Tätigkeiten auf gesetzmäßige Weise ausüben beziehungsweise die auf ihren Namen registrierte Waffe besitzen (sie kann verloren gegangen, gestohlen oder illegal verkauft worden sein) und unter welchen Bedingungen sie dies tun (Wurde die Waffe unter vernünftigen Bedingungen aufbewahrt?). Diese Kontrollen können sowohl auf Verlangen des Gouverneurs (oder des Ministers) als auch auf Initiative der zuständigen Dienststellen selbst erfolgen. Nach dem Beispiel dessen, was aufgrund von Artikel 6bis des Gesetzes vom 1921 in der durch das Gesetz vom 9. Juli 1975 abgeänderten Fassung in der Drogenbekämpfung vorgesehen ist, können die Kontrollen jederzeit durchgeführt werden. Selbstverständlich darf jedoch, wenn es sich um Privatpersonen handelt, nicht der verfassungsmäßige Schutz der Privatwohnung verletzt werden.

Die lokale Polizei ist ausdrücklich mit den Kontrollen bei den Zulassungsinhabern beauftragt.

Es bleibt selbstverständlich der föderalen Polizei möglich, unter Wahrung der Zuständigkeitsverteilung zwischen der lokalen Polizei und der föderalen Polizei, gezielte Kontrollen bei Zulassungsinhabern durchzuführen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, SS. 33-34).

Obwohl diese Erwägungen die präventiven Kontrollen im Sinne des nicht angefochtenen Artikels 29 § 2 betreffen, können sie jedoch die Tragweite der angefochtenen Bestimmung verdeutlichen.

B.77.5. Obwohl der in den Vorarbeiten erwähnte Artikel 6bis des Gesetzes vom 24. Februar 1921 «über den Handel mit Giftstoffen oder Schlaf-, Betäubungs-, Desinfektions- oder antiseptischen Mitteln» von der im Gesetz vom 7. Juni 1969 «zur Bestimmung der Zeitspanne, in der keine Hausdurchsuchungen oder Haussuchungen vorgenommen werden können» vorgesehenen Regel, wonach Hausdurchsuchungen oder Haussuchungen grundsätzlich zwischen fünf Uhr morgens und neun Uhr abends stattfinden, abweicht, wird in dieser durch das Gesetz vom 12. April 2004 eingefügten und durch Artikel 89 des Programmgesetzes vom 9. Juli 2004 abgeänderten Bestimmung jedoch zwischen den Orten des Verkaufs (zu denen man sich nur Zutritt verschaffen darf zu den Uhrzeiten, in denen sie öffentlich zugänglich sind), den Orten der Herstellung und Lagerung (jederzeit zugänglich) und den Orten, an denen Stoffe in Anwesenheit von Minderjährigen verwendet werden (ebenfalls jederzeit zugänglich) unterschieden.

In den Vorarbeiten zu Artikel 89 des Programmgesetzes vom 9. Juli 2004 wird ebenfalls hervorgehoben, dass eine Haussuchung «das Bestehen ernsthafter Indizien für das Begehen einer Straftat voraussetzt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2003-2004, DOC 51-1138/001 und 51-1139/001, S. 52).

Im Übrigen sieht der durch die Programmgesetze vom 31. Dezember 2003 und 9. Juli 2004 abgeänderte Artikel 7 desselben Gesetzes vor, dass die mit der Überwachung der Anwendung des Gesetzes beauftragten Beamten zwischen fünf Uhr morgens und neun Uhr abends frei die Orte des Verkaufs und der Herstellung besuchen können und dass sie außerhalb dieser Uhrzeiten diese Orte nur mit der vorherigen Genehmigung des Präsidenten des Gerichts erster Instanz besuchen dürfen.

Im Gegensatz zu dem, was in den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz dargelegt wurde, erlaubt das Gesetz vom 24. Februar 1921, das einem Ziel der Volksgesundheit und der öffentlichen Sicherheit durch die Drogenbekämpfung dient, es nicht, sich jederzeit zu allen Orten Zugang zu verschaffen, an denen sich illegale Stoffe befinden können.



B.77.6. Obwohl im Kontext des angefochtenen Gesetzes die Art der ermittelten Verstöße - die sich auf den illegalen Waffenbesitz beziehen - ein vom allgemeinen Recht der Hausdurchsuchungen oder Haussuchungen abweichendes System rechtfertigen kann, ist das Fehlen jeglicher Garantie - wie das Eingreifen eines Richters, die Unterscheidung zwischen den besuchten Orten oder die Angabe der Uhrzeiten dieser Besuche - für die Rechte der Zulassungsinhaber offensichtlich unverhältnismäßig gegenüber der Zielsetzung.

B.77.7. Der Klagegrund ist begründet.

*In Bezug auf das Recht auf Achtung vor dem Privat- und Familienleben*

B.78. Im vierten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4040 wird Kritik an Artikel 11 § 3 Nr. 8 des Waffengesetzes geübt, insofern diese Bestimmung volljährigen Personen, die mit dem Antragsteller auf eine Waffenbesitzerlaubnis zusammenwohnen, das Recht gewähre, Widerspruch gegen den Antrag einzulegen. Nach Darlegung des Klägers verletze dieses absolute Widerspruchsrecht, selbst ohne Begründung, das durch Artikel 22 der Verfassung garantierte Recht auf Achtung vor dem Privat- und Familienleben.

B.79.1. Artikel 22 der Verfassung bestimmt:

«Jeder hat ein Recht auf Achtung vor seinem Privat- und Familienleben, außer in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch Gesetz festgelegt sind.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet den Schutz dieses Rechtes».

B.79.2. In den Vorarbeiten zum angefochtenen Artikel 11 wurde präzisiert:

«Die Bedingungen an sich sind nicht neu, doch einige wurden noch unzureichend (korrekt) angewandt. So wurde noch immer nicht der Widerspruch durch volljährige Personen, die mit dem Betroffenen zusammenwohnen, gegen den Erwerb einer Waffe durch diesen berücksichtigt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 26).

B.79.3. Das Widerspruchsrecht, das den Personen gewährt wird, die mit einer Person zusammenwohnen, die eine Besitzerlaubnis für eine erlaubnispflichtige Waffe beantragt, soll die Sicherheit der Personen gewährleisten, aus denen sich der Haushalt zusammensetzt, angesichts der mit dem Besitz einer Feuerwaffe zusammenhängenden potentiellen Gefahren.

Diese Maßnahme soll also ein Gleichgewicht schaffen zwischen den Rechten derjenigen, aus denen sich der Haushalt zusammensetzt, indem den Personen, die unmittelbar vom Besitz der Waffe betroffen sind, weil diese Waffe sich in ihrer Wohnung befinden wird, das Recht gewährt wird, ihren Standpunkt dazu zu äußern und sich dagegen zu wehren.

B.79.4. Unter Berücksichtigung der Art der Feuerwaffen und der mit ihrem Vorhandensein in ihrer Wohnung verbundenen Gefahr ist es verständlich, dass derjenige, der mit dem Antragsteller auf eine Waffenbesitzerlaubnis zusammenwohnt, nicht verpflichtet ist, seinen Widerspruch zu begründen, und dass dieser Widerspruch die Erteilung der Erlaubnis verhindert.

B.79.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf die Achtung des Eigentumsrechts*

B.80. In verschiedenen Klagegründen wird angeführt, das Waffengesetz verletze das Eigentumsrecht der Waffenbesitzer und verstoße damit gegen Artikel 16 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit deren Artikeln 10 und 11 und mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, oder führe eine Vermögenskonfiskation im Sinne von Artikel 17 der Verfassung ein.

Die letztgenannte Bestimmung, die sich auf die allgemeine Vermögenskonfiskation bezieht, weist keinen Zusammenhang mit der durch die angefochtene Bestimmung geregelten Angelegenheit auf.

B.81. Artikel 16 der Verfassung bestimmt:

«Niemandem darf sein Eigentum entzogen werden, es sei denn zum Nutzen der Allgemeinheit, in den Fällen und in der Weise, die das Gesetz bestimmt, und gegen gerechte und vorherige Entschädigung».

Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«Jede natürliche oder juristische Person hat ein Recht auf Achtung ihres Eigentums. Niemandem darf sein Eigentum entzogen werden, es sei denn, dass das öffentliche Interesse es verlangt, und nur unter den durch Gesetz und durch die allgemeinen Grundsätze des Völkerrechts vorgesehenen Bedingungen.

Die vorstehenden Bestimmungen beeinträchtigen jedoch in keiner Weise das Recht des Staates, diejenigen Gesetze anzuwenden, die er für die Regelung der Benutzung des Eigentums im Einklang mit dem Allgemeininteresse oder zur Sicherung der Zahlung der Steuern oder sonstigen Abgaben oder von Geldstrafen für erforderlich hält».

B.82. Es ist zwischen den Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes, die allgemein neue Regeln für den Besitz von Feuerwaffen einführen, und den Übergangsbestimmungen, die nur die Personen betreffen, die am Datum des Inkrafttretens des angefochtenen Gesetzes Waffen besitzen, auf die die Regelung anwendbar ist, zu unterscheiden.

Es ist ebenfalls zwischen erlaubnispflichtigen Waffen und verbotenen Waffen zu unterscheiden.

*In Bezug auf die allgemeine Regelung für erlaubnispflichtige Waffen*

B.83. In ihrem zweiten Klagegrund vertreten die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4052 die Auffassung, dass Artikel 11, indem er eine Erbschaft nicht als rechtmäßigen Grund für den Besitz einer Waffe vorsehe, dazu führe, dass erlaubnispflichtige Waffen nicht durch Vererbung übertragbar würden, was eine substantielle Verletzung des Eigentumsrechtes darstelle. Im Übrigen müssten die Personen, die eine erlaubnispflichtige Waffe geerbt hätten und sie nicht benutzen, einen rechtmäßigen Grund für die Erlaubnis nachweisen, um die geerbte Waffe zu behalten; ihr Recht, sich nicht zu vereinigen, werde somit missachtet, weil die einzige Alternative zur Verletzung ihres Eigentumsrechtes von ihnen verlange, Mitglied eines Sportschützenvereins zu werden, um eine Tätigkeit auszuüben, die sie nicht ausüben möchten.

B.84.1. Wenn Waffen durch Vererbung übertragen werden, erfolgt der Erwerb der Waffe vor der Erteilung der Waffenbesitzerlaubnis und ist das durch Artikel 17 des Waffengesetzes eingeführte Verfahren anzuwenden, ohne dass jedoch, wie in B.56.1 in Erinnerung gerufen wurde, von den durch Artikel 11 des Waffengesetzes festgelegten allgemeinen Bedingungen abgewichen wird.

Indem der Gesetzgeber die Bedingungen für den Besitz von erlaubnispflichtigen Waffen geregelt und diese Bedingungen für jede Übertragung des Waffenbesitzes vorgeschrieben hat, verhindert er keineswegs die Übertragung der Waffen durch Vererbung, sondern macht ihren Besitz von einer Waffenbesitzerlaubnis unter den in Artikel 11 des Waffengesetzes vorgesehenen Bedingungen abhängig.

Wenn der Besitz der geerbten Waffen nicht diesen Bedingungen unterliegen würde, ergäbe sich daraus eine Diskriminierung zwischen den Waffenbesitzern je nach der Weise der Übertragung der Waffe und könnte die durch den Gesetzgeber angestrebte Zielsetzung der öffentlichen Sicherheit nicht voll verwirklicht werden.

B.84.2. Die durch die Kläger ins Auge gefasste Hypothese betrifft die im Todesfall erfolgte Übertragung von Waffen, die zum Zeitpunkt des Todes ihrer Besitzer rechtmäßig besessen wurden, was voraussetzt, dass diese Personen entweder eine Waffenbesitzerlaubnis gemäß den in Artikel 11 des Waffengesetzes vorgesehenen Bedingungen besaßen oder dass sie wegen ihrer Rechtsstellung als Jäger oder Sportschütze aufgrund von Artikel 12 des Waffengesetzes von dieser Besitzerlaubnis befreit waren.

Wenn Personen, die eine Waffe geerbt haben, die rechtmäßig besessen wurde, diese Waffe in ihrem Vermögen behalten möchten, obwohl sie weder Jäger noch Sportschütze noch Sammler sind, können sie eine Besitzerlaubnis für eine Waffe ohne Munition beantragen, da sie keinen Gebrauch von der Waffe machen möchten.

In einem solchen Fall besitzt, wie in B.51.2 und B.51.3 entschieden wurde, der Antragsteller auf eine Erlaubnis zum Besitz der Waffe ohne Munition einen rechtmäßigen Grund, insofern er die Waffe in seinem Vermögen behalten möchte.

Folglich liegt weder eine Verletzung des Eigentumsrechtes, noch des Rechtes, sich nicht zu vereinigen, bei den Personen vor, die eine Waffe geerbt haben, da die Regelung der Waffenbesitzerlaubnis unter Berücksichtigung der Erwägungen in B.51.2 und B.51.3 der Situation der Personen Rechnung tragen muss, die eine erlaubnispflichtige Waffe geerbt haben, die diese Waffe nicht benutzen möchten und die eine Erlaubnis zum Besitz der Waffe ohne Munition beantragen, um die Waffe in ihrem Vermögen zu behalten.

B.84.3. Vorbehaltlich der vorstehenden Erwägungen ist der Klagegrund unbegründet.

B.85. Im dritten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4040 wird Kritik an Artikel 11 § 1 des angefochtenen Gesetzes geübt; im ersten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4091 wird Kritik an den Artikeln 11 §§ 1 und 3 Nr. 9 und 18 des Waffengesetzes geübt. Nach Darlegung der klagenden Parteien führten diese Bestimmungen, wenn die Bedingungen für den Erhalt einer Besitzerlaubnis, insbesondere ein rechtmäßiger Grund, nicht oder nicht mehr erfüllt seien, zu einer Enteignung der erlaubnispflichtigen Waffe ohne gerechte und vorherige Entschädigung, so dass Artikel 16 der Verfassung missachtet werde.

B.86.1. Artikel 11 macht den Besitz von erlaubnispflichtigen Waffen vom vorherigen Erhalt einer Waffenbesitzerlaubnis abhängig.

Die Situation der Personen, die beim Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes eine erlaubnispflichtig gewordene Waffe besitzen, wird durch die Übergangsbestimmung von Artikel 44 § 2 des angefochtenen Gesetzes geregelt, durch die, wie in B.66.1 dargelegt wurde, von den Bedingungen von Artikel 11 abgewichen werden kann.

Der Hof kann den Klagegrund nur in Bezug auf die Situationen prüfen, in denen sich der Umstand, dass die in Artikel 11 vorgesehenen Bedingungen nicht oder nicht mehr erfüllt werden, auf Waffen bezieht, die gemäß dem Gesetz erworben wurden oder besessen werden.

B.86.2. Wenn die in Artikel 11 vorgesehenen Bedingungen sich auf Personen beziehen, die nach dem Inkrafttreten des Gesetzes eine erlaubnispflichtige Waffe erwerben möchten, schreibt das durch den Gesetzgeber eingeführte System vor, dass diese Erlaubnis vor dem Erwerb erteilt wird.

Artikel 11 ist nämlich in Verbindung mit Artikel 10 des angefochtenen Gesetzes zu verstehen, wonach erlaubnispflichtige Feuerwaffen nur Personen mit einer Zulassung oder Erlaubnis verkauft oder überlassen werden dürfen.

B.86.3. Das somit eingeführte System, mit dem die Rückverfolgbarkeit der Feuerwaffen gewährleistet werden soll, schafft also, wie in B.74.2 dargelegt wurde, einen geschlossenen Kreislauf für die Übertragung der erlaubnispflichtigen Waffen, was beinhaltet, dass die durch Artikel 11 festgelegten Bedingungen sich auf den Erhalt einer Waffenbesitzerlaubnis, die vor diesem Besitz erteilt werden muss, beziehen und dass ohne diese vorherige Waffenbesitzerlaubnis keine Übertragung des Besitzes oder des Eigentums der erlaubnispflichtigen Waffe stattfinden kann.

B.86.4. Der Umstand, dass die in Artikel 11 vorgesehenen Bedingungen nicht erfüllt werden, kann also grundsätzlich nicht einer Enteignung gleichkommen, da der Erwerb der Waffe in dem durch den Gesetzgeber entworfenen System erst nach dem Erhalt einer Waffenbesitzerlaubnis erfolgen darf.

B.87.1. Es gibt jedoch Fälle, in denen der rechtmäßige Erwerb oder Besitz der Waffe vor der Prüfung der in Artikel 11 vorgesehenen Bedingungen stattfindet.

Das gilt für Personen, die unter der vorherigen Gesetzgebung rechtmäßig eine angemeldete Waffe besaßen, die aber, weil Artikel 48 Absatz 2 nicht auf sie anwendbar ist, eine Waffenbesitzerlaubnis unter den in Artikel 11 vorgesehenen Bedingungen beantragen müssen. Das Gleiche gilt für Personen, die aufgrund des angefochtenen Gesetzes rechtmäßig eine Waffe besitzen, entweder wenn eine vorherige Waffenbesitzerlaubnis oder eine «Übergangserlaubnis» zum Besitz einer Waffe im Sinne von Artikel 44 § 2 erteilt worden ist oder erneuert werden muss, oder wenn die Waffenbesitzerlaubnis nicht notwendig war aufgrund von Artikel 12 und es nach der in Artikel 13 Absatz 2 vorgesehenen Frist von drei Jahren wird.

In diesen verschiedenen Fällen tritt die Nichterfüllung der Bedingungen für den Erhalt einer Waffenbesitzerlaubnis nämlich nach dem Erwerb und dem Besitz der Waffe ein.

B.87.2. Wenn die Waffenbesitzerlaubnis ausgesetzt oder entzogen oder wenn sie nicht erneuert wird, weil die in Artikel 11 vorgesehenen Bedingungen nicht oder nicht mehr erfüllt sind, regelt keine Bestimmung des angefochtenen Gesetzes ausdrücklich, was mit der erlaubnispflichtigen Waffe geschieht.

Der durch die Kläger angefochtene Artikel 18, der die Hinterlegung der Waffe bei einem Zulassungsinhaber oder ihre Überlassung an eine Person mit Zulassung oder Erlaubnis vorsieht, betrifft nämlich nur drei spezifische Fälle der Verweigerung, der Aussetzung oder des Entzugs der Waffenbesitzerlaubnis, ohne allgemein die Situation vorzusehen, in der die Bedingungen von Artikel 11 nicht mehr durch denjenigen erfüllt werden, der die Waffe gemäß Artikel 11 oder gemäß Artikel 12 des Waffengesetzes oder aber gemäß Artikel 44 § 2 dieses Gesetzes besaß.

Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4091 ist unbegründet, insofern er sich auf Artikel 18 dieses Gesetzes bezieht, da diese Bestimmung nicht mit der Kritik der Kläger zusammenhängt.

B.87.3. Obwohl das Gesetz nicht ausdrücklich regelt, was in den in B.87.1 erwähnten Fällen mit der Waffe geschieht, wenn die Waffenbesitzerlaubnis entzogen, ausgesetzt oder nicht erneuert wird, weil, vorbehaltlich der Erwägungen in B.51.2 und B.51.3 bezüglich des rechtmäßigen Grundes, die in Artikel 11 vorgesehenen Bedingungen nicht mehr erfüllt sind, wird der Besitz der erlaubnispflichtigen Waffe jedoch in Ermangelung einer Waffenbesitzerlaubnis illegal.

Dieser illegal gewordene Besitz hat zur Folge, dass der Besitzer der erlaubnispflichtigen Waffe diese erlaubnispflichtige Waffe nicht mehr weiter besitzen darf, bei Strafe der strafrechtlichen Verfolgung aufgrund von Artikel 23 des angefochtenen Gesetzes, gegebenenfalls mit der Einziehung der Waffe.

In einem solchen Fall kann der Besitzer der Waffe also nur deren Besitz oder Eigentum den in Artikel 10 des angefochtenen Gesetzes angeführten Personen übertragen, oder, wenn dies für diese Art von Waffen möglich ist, sich dafür entscheiden, die Feuerwaffe endgültig unbrauchbar zu machen gemäß den durch den König festgelegten Modalitäten, was zur Folge hat, dass sich die Kategorie der Waffe ändert und sie somit aufgrund von Artikel 3 § 2 Nr. 3 des angefochtenen Gesetzes als frei verkäufliche Waffe gilt.

Diese Alternative zwischen der Überlassung der Waffe oder ihrer Entschärfung wird im Übrigen durch die Vorarbeiten zu Artikel 13 Absatz 2 bestätigt, der vorsieht, dass eine Person, die ihre Rechtsstellung als Jäger oder Sportschütze verliert, ihre Waffe während drei Jahren behalten darf, ohne sie jedoch noch benutzen zu dürfen.

In den Vorarbeiten zu dieser Bestimmung wurde nämlich präzisiert:

«Nach dem Zeitraum von drei Jahren wird die betreffende Waffe erlaubnispflichtig. Folglich muss der Eigentümer entweder eine Erlaubnis auf der Grundlage eines neuen rechtmäßigen Grundes erhalten oder die Waffe durch den Prüfstand unschädlich machen oder sie abtreten» (*Parl. Dok., Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, SS. 27-28*).

B.88.1. Obwohl der Besitz einer Waffe sich nicht notwendigerweise mit ihrem Eigentum deckt, auch wenn der Besitzer der Waffe im Allgemeinen deren Eigentümer ist, hat der Entzug, die Aussetzung, die Nichterneuerung der Erlaubnis oder das Ende der Befreiung von der Waffenbesitzerlaubnis zur Folge, dass der Eigentümer die Waffe nicht weiter besitzen darf, was vorher legal war.

Wenngleich der Eigentümer einer Waffe, die er nicht mehr besitzen darf, nicht verpflichtet ist, deren Eigentum zu übertragen, so dass nicht davon ausgegangen werden kann, dass er Gegenstand einer Enteignung im Sinne von Artikel 16 der Verfassung ist, kann dennoch sein Eigentumsrecht verletzt werden, weil der Besitz der Waffe ihm verboten ist.

Wenn außerdem der Eigentümer der Waffe beschließt, sie zum Schießen unbrauchbar zu machen, sofern dies möglich ist, damit er sie weiter besitzen darf, sinkt der Vermögenswert der Waffe, weil mit der Waffe, deren Eigentümer er ist, endgültig nicht mehr geschossen werden kann.

B.88.2. Wenn der Besitzer der Waffe nicht deren Eigentümer ist, kann gewiss nicht davon ausgegangen werden, dass er Gegenstand einer Enteignung im Sinne von Artikel 16 der Verfassung ist, doch sein Besitzrecht, das der Eigentümer ihm verliehen hatte und das vorher legal war, wird verletzt.

B.88.3. Es ist also zu prüfen, ob diese Einschränkung der Ausübung des Eigentumsrechts vernünftig gerechtfertigt ist.

B.89.1. Das Recht auf Achtung des Eigentums hindert den Gesetzgeber nicht daran, die Benutzung des Eigentums im Einklang mit dem Allgemeininteresse zu regeln.

Die Regelung des Besitzes von Feuerwaffen dient einem rechtmäßigen Ziel, nämlich die Sicherheit der Bürger zu gewährleisten. Die durch Artikel 11 des angefochtenen Gesetzes eingeführten Bedingungen sind also durch die allgemeine Zielsetzung sowie durch die in B.11 in Erinnerung gerufenen Zielsetzungen gerechtfertigt.

B.89.2. Wenn der Besitzer einer erlaubnispflichtigen Waffe die Waffe, die er rechtmäßig besessen hatte, nicht mehr in seinem Vermögen behalten darf, kann er entscheiden, seine Waffe einer Person mit Zulassung oder Erlaubnis zu verkaufen oder zu überlassen; in diesem Fall kann er frei seinen Vertragspartner unter den Personen auswählen, die über eine Waffenbesitzerlaubnis oder eine Zulassung verfügen.

Die Überlassung des Besitzes der Waffe erfolgt zu einem durch die Parteien bestimmten Preis und kann also an sich keine unverhältnismäßige Beeinträchtigung des Eigentumsrechtes nach sich ziehen.

B.89.3. Wenn der Besitzer der erlaubnispflichtigen Waffe beschließt, seine Waffe endgültig zum Schießen unbrauchbar zu machen, um deren Einstufung zu ändern und sie als frei verkäufliche Waffe behalten zu dürfen, ist die hierdurch entstehende Beeinträchtigung des Vermögenswertes der Waffe, die er vorher rechtmäßig besessen hatte, nur die Folge der Entscheidung des Waffenbesitzers, sie nicht zu überlassen.

Die Möglichkeit, die Waffe endgültig zum Schießen unbrauchbar zu machen, kann also nicht als eine unverhältnismäßige Beeinträchtigung des Rechtes des Inhabers einer erlaubnispflichtigen Waffe, der sich somit dafür entscheiden kann, seine Waffe mittels Neutralisierung zu behalten, angesehen werden.

B.89.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.90. Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4089 ist gegen die Artikel 10 und 49 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes gerichtet, insofern diese Bestimmungen unverzüglich ein Verbot zum Verkauf oder zur Überlassung einer erlaubnispflichtigen Waffe an eine Person ohne Zulassung oder Erlaubnis einführen, was den Besitzer der Waffe daran hindert, sie an die Person seiner Wahl zu verkaufen.

B.91.1. Wie in B.74.2 und B.74.3 in Erinnerung gerufen wurde, schafft das durch den Gesetzgeber eingeführte System einen geschlossenen Kreislauf für die Übertragung des Besitzes einer erlaubnispflichtigen Waffe, um deren Rückverfolgbarkeit zu gewährleisten und ihren Umlauf innerhalb des Landes zu kontrollieren.

Da der Gesetzgeber für den Besitz gewisser Waffen eine vorherige Erlaubnis vorschreibt, ist es auch gerechtfertigt, für die Überlassung des Besitzes den Erhalt einer Erlaubnis oder Zulassung vorzuschreiben.

Das Verbot des Verkaufs oder der Überlassung einer erlaubnispflichtigen Waffe an eine Person ohne Zulassung oder Erlaubnis stellt also eine Maßnahme dar, die dazu dient, die Effizienz des Systems der vorherigen Erlaubnis zu gewährleisten, dessen Inkrafttreten untrennbar mit dem Inkrafttreten von Artikel 11 des Waffengesetzes verbunden ist.

Diese «unmittelbare» Anwendung der Einschränkung der Personen, denen die Waffe überlassen werden kann, beinhaltet keine Verletzung des Eigentumsrechtes, da der Eigentümer der Waffe, der sich dafür entscheidet, deren Besitz zu überlassen, nicht verpflichtet ist, ebenfalls deren Eigentum abzutreten, und wenn er es tut, steht es ihm frei, seinen Vertragspartner unter den Personen mit einer Erlaubnis oder Zulassung auszuwählen.

B.91.2. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf die Übergangsregelung für erlaubnispflichtige Waffen*

B.92. Der dritte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4089, der aus einem Verstoß gegen Artikel 16 der Verfassung abgeleitet ist, ist gegen die Artikel 11, 32 Absatz 2 und 44 § 2 des Waffengesetzes gerichtet. Der Kläger ist der Auffassung, dass die Einziehung, die eine Folge der unmittelbaren Anwendung des angefochtenen Gesetzes sein könnte, einer ungerechtfertigten Enteignung ohne gerechte und vorherige Entschädigung, welche durch eine kontradiktorische Expertise festgesetzt werde, gleichzusetzen sei.

B.93.1. Artikel 11 dieses Gesetzes macht den Besitz von erlaubnispflichtigen Waffen vom vorherigen Erhalt einer Waffenbesitzerlaubnis abhängig.

Artikel 32 Absatz 2 sieht vor, dass die insbesondere in Artikel 11 vorgesehenen Waffenbesitzerlaubnisse für eine Höchstdauer von fünf Jahren erteilt werden.

Artikel 44 § 2 sieht eine Meldepflicht für erlaubnispflichtig gewordene Waffen vor. Das vorerwähnte Gesetz vom 9. Januar 2007 hat die Frist von einem Jahr ersetzt durch die Verpflichtung, die Meldung «spätestens am 30. Juni 2007» vorzunehmen.

B.93.2. Im Waffengesetz sind Übergangsbestimmungen für Personen, die am Datum des Inkrafttretens des Gesetzes eine erlaubnispflichtige Waffe besitzen, vorgesehen.

So sieht Artikel 48 Absatz 2 die zeitweilige Aufrechterhaltung der Gültigkeit der aufgrund der früheren Regelung erteilten Erlaubnisse vor.

Im Übrigen sieht der angefochtene Artikel 44 § 2 eine Übergangsregelung für die erlaubnispflichtig gewordenen Feuerwaffen vor; diese Bestimmung beschränkt sich darauf, eine Meldepflicht für die erlaubnispflichtig gewordenen Feuerwaffen im Hinblick auf ihre Registrierung und die Erteilung einer Waffenbesitzerlaubnis vorzusehen, ohne die in Artikel 11 des angefochtenen Gesetzes vorgesehenen Bedingungen erfüllen zu müssen. Diese Meldepflicht hängt nicht mit dem Eigentumsrecht an den betroffenen Waffen zusammen und kann also nicht als eine Verletzung dieses Rechtes angesehen werden.

B.93.3. Im Übrigen kann, wie in B.86.1 bis B.89.4 in Erinnerung gerufen wurde, der Umstand, dass die in Artikel 11 festgelegten Bedingungen nicht oder nicht mehr erfüllt sind, keiner Enteignung gleichgestellt werden; die unmittelbare Anwendung der in Artikel 11 vorgesehenen Bedingungen kann also nicht zu einer Enteignung führen.

B.93.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.94. Im vierten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4087 wird Kritik an den Artikeln 11, 45 und 48 Absatz 2 des Waffengesetzes geübt, indem angeführt wird, diese Bestimmungen ließen demjenigen, der keine Erlaubnis zum Besitz einer erlaubnispflichtigen Waffe erhalten könne, nur die Wahl zwischen einer strafrechtlichen Verfolgung und einer Enteignung ohne vorherige Entschädigung.

B.95.1. Unter Berücksichtigung der Erwägungen in B.4.2 ist der Klagegrund unzulässig, insofern er sich auf Artikel 48 Absatz 2 bezieht.

B.95.2. Artikel 11 macht den Besitz von erlaubnispflichtigen Waffen vom vorherigen Erhalt einer Waffenbesitzerlaubnis abhängig. Die in dieser Bestimmung vorgesehenen Bedingungen betreffen also nur die Kategorie der erlaubnispflichtigen Waffen, so wie sie in Artikel 3 § 3 des angefochtenen Gesetzes vorgesehen ist.

Artikel 11 tritt aufgrund von Artikel 49 Absatz 2 am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft und findet also Anwendung auf jeden Erwerb von erlaubnispflichtigen Waffen nach dem 8. Juni 2006.

B.95.3. Artikel 45 sieht eine Übergangsregelung für die Kategorie der verbotenen Waffen vor, so wie sie in Artikel 3 § 1 des Waffengesetzes definiert ist. Artikel 45 § 1 betrifft ebenfalls durch Bezugnahme auf Artikel 44 § 1 die Waffen, die sich in Ermangelung der durch das genannte Gesetz vom 3. Januar 1933 in der durch das Gesetz vom 1991 abgeänderten Fassung vorgeschriebenen Erlaubnis in illegalem Besitz befanden und bezüglich deren der Besitzer sich dafür entscheidet, nicht die in Artikel 44 § 1 des angefochtenen Gesetzes vorgesehene Übergangsbestimmung in Anspruch zu nehmen.

Da Artikel 45 keineswegs die Situation einer Person betrifft, die nicht die in Artikel 11 für den Erhalt einer Erlaubnis für den Besitz einer erlaubnispflichtigen Waffe vorgesehenen Bedingungen erfüllen kann, fußt der Klagegrund, in dem eine Verletzung des Eigentumsrechts an diesen Waffen angeführt wird, auf einer falschen Auslegung der angefochtenen Bestimmungen.

B.95.4. Überdies wird hinsichtlich des Artikels 11 des angefochtenen Gesetzes auf die Erwägungen in B.86.1 bis B.89.4 verwiesen.

B.95.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf die in den Artikeln 44 und 45 des angefochtenen Gesetzes vorgesehene Übergangsregelung*

B.96. Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4052 ist gegen die Artikel 44 und 45 des Waffengesetzes gerichtet; der siebte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4040 ist gegen Artikel 45 § 3 des angefochtenen Gesetzes gerichtet. Nach Darlegung der klagenden Parteien führe die in diesen Bestimmungen vorgesehene Übergangsregelung zu einem Eigentumsentzug, der einer Enteignung ohne gerechte und vorherige Entschädigung gleichzusetzen sei.

B.97. Durch die Artikel 44 und 45 dieses Gesetzes werden zwei Übergangsbestimmungen eingeführt, deren Tragweite und Folgen jedoch eindeutig unterschiedlich sind.

B.98.1. Artikel 44 des Waffengesetzes bestimmt:

«§ 1. Wer am Tag des In-Kraft-Tretens des vorliegenden Gesetzes ohne Besitzerlaubnis eine Waffe oder Munition besitzt, für die gemäß dem Gesetz vom 3. Januar 1933 über die Herstellung und das Mitführen von Waffen und über den Handel mit Waffen und Munition eine Besitzerlaubnis für eine Verteidigungs- oder eine Kriegswaffe erforderlich war, kann während einer Frist von sechs Monaten und nach einem vom König festzulegenden Verfahren die erforderliche Erlaubnis beantragen, ohne für diese Straftat verfolgt werden zu können, sofern die betreffende Waffe nicht gesucht wird oder keine Meldung in Bezug auf diese Waffe vorliegt.

§ 2. Wer am Tag des In-Kraft-Tretens des vorliegenden Gesetzes eine Feuerwaffe besitzt, die aufgrund des vorliegenden Gesetzes erlaubnispflichtig geworden ist, muss sie binnen sechs Monaten über die lokale Polizei beim Gouverneur melden, der für seinen Wohnort zuständig ist. Ist der Betreffende Inhaber eines Jagdscheins oder einer Sportschützenlizenz, wird die Waffe automatisch unter seinem Namen registriert. Ist dies nicht der Fall, wird ihm ein Besitzerlaubnisschein ausgestellt, sofern er volljährig ist und nicht verurteilt worden ist, wie in Artikel 5 § 4 erwähnt.

Wenn die fortan erlaubnispflichtige Feuerwaffe nach dem 1. Januar 2006 erworben worden ist, wird der Besitzerlaubnisschein vorläufig für einen Zeitraum von einem Jahr ausgestellt».

B.98.2. Artikel 44 des Waffengesetzes sieht also eine Übergangsregelung für erlaubnispflichtige Waffen vor.

Artikel 44 § 1 sieht ein Verfahren zur Regularisierung der Waffen vor, die unter der früheren Gesetzgebung erlaubnispflichtig waren und sich in illegalem Besitz befanden.

Artikel 44 § 2 sieht, wie in B.66.1 in Erinnerung gerufen wurde, ein Verfahren zur Registrierung der aufgrund des angefochtenen Gesetzes erlaubnispflichtig gewordenen Waffen und zur Erteilung einer Erlaubnis vor, ohne dass die in Artikel 11 des angefochtenen Gesetzes vorgesehenen Bedingungen erfüllt werden müssen.

B.98.3. In den Vorarbeiten zu dem vorerwähnten Artikel 44 wurde Folgendes dargelegt:

«Dieser Artikel ist eine Übergangsbestimmung, die zwei unterschiedliche Situationen regelt, in denen Privatpersonen im Hinblick auf die vollständige Registrierung des Waffenbesitzes entweder eine Regularisierung oder eine Registrierung beantragen können.

Es handelt sich zunächst um Personen, die illegal eine bereits erlaubnispflichtige Feuerwaffe besitzen, weil sie 1991 nicht die im Rahmen der vorangegangenen Gesetzesänderung vorgesehene Übergangsperiode, in deren Verlauf die frei gekauften Waffen angemeldet werden mussten, genutzt haben. Sie können in den Genuss der Amnestie gelangen (dies bedeutet, nicht wegen illegalen Waffenbesitzes verfolgt zu werden) und den Besitz ihrer Waffe legalisieren, unter der Bedingung, sie innerhalb von sechs Monaten anzumelden und eine Erlaubnis gemäß dem durch den König festzulegenden Verfahren zu beantragen. Dieses wird die Erteilung einer Erlaubnis durch den Gouverneur an die Personen, die bereits einige Mindestbedingungen erfüllen, vorsehen. Es wird jedoch zu prüfen sein, ob die betreffenden Waffen nicht gesucht werden, weil sie benutzt wurden, um Straftaten zu begehen. Diese Bestimmung bezweckt, möglichst viele dieser Waffen ' wieder an die Oberfläche zu bringen ', damit sie den Polizeidiensten bekannt sind und damit deren Benutzung und Aufbewahrung kontrolliert werden kann.

Im zweiten Paragraphen ist die Registrierung aller derzeitigen Jagd- und Sportwaffen vorgesehen, die noch nicht bekannt sind, weil sie allgemein frei und vollkommen legal vor 1991 gekauft wurden, das heißt vor der Einführung des Systems der Registrierung bei Überlassung. Es handelt sich also nicht um eine Regularisierung, sondern um eine bloße Eintragung der Identität der Eigentümer. Angesichts der erwarteten großen Zahl von Waffen und zur Vereinfachung für die Bürger kann die Meldung beim Gouverneur einfach über die lokale Polizei erfolgen. Außerdem ist hierbei die für die Erklärung vorgesehene Frist länger, denn sie beträgt ein Jahr ab dem Inkrafttreten dieses Gesetzes. Die Registrierung erfolgt automatisch für die Inhaber eines Jagdscheins oder einer Sportschützenlizenz und wird im Übrigen nur verweigert, wenn der Anmeldende nicht volljährig ist oder gewisse Verurteilungen erhalten hat. Wichtig ist der Hinweis, dass durch diesen Paragraphen schließlich die europäische Richtlinie 91/477/EWG eingehalten wird, die die Registrierung aller Jagd- und Sportwaffen vorschreibt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 39).

B.98.4. Indem Artikel 44 ein Verfahren zur Regularisierung sowie ein Verfahren zur Registrierung und zur Erteilung einer Waffenbesitzerlaubnis vorsieht, bezweckt er einerseits, den Besitz von Waffen zu regularisieren, die sich wegen des Fehlens der Erlaubnis in illegalem Besitz befanden (Artikel 44 § 1), und andererseits, die Rechte der Besitzer von erlaubnispflichtig gewordenen Waffen zu wahren (Artikel 44 § 2).

Diese Bestimmung beeinträchtigt also keineswegs das Eigentumsrecht der Besitzer von erlaubnispflichtigen Waffen, da sie vielmehr dazu dient, den Besitz gewisser Waffen, die bereits erlaubnispflichtig waren (Artikel 44 § 1) oder die erlaubnispflichtig geworden sind (Artikel 44 § 2), zu legalisieren.

B.98.5. Der Klagegrund ist unbegründet, insofern er sich auf Artikel 44 bezieht.

B.99.1. Artikel 45 des Waffengesetzes bestimmt:

«§ 1. Wer am Tag des In-Kraft-Tretens des vorliegenden Gesetzes eine verbotene Waffe oder eine Waffe oder Munition besitzt, die in Artikel 44 § 1 erwähnt sind, kann sie während eines Zeitraums von sechs Monaten beim lokalen Polizeidienst seiner Wahl anonym abgeben, ohne auf der Grundlage des vorliegenden Gesetzes verfolgt zu werden, sofern die Waffe nicht gesucht wird oder keine Meldung in Bezug auf diese Waffe vorliegt. Der König regelt dieses Verfahren sowie die Hinterlegung und die Vernichtung dieser Waffen.

§ 2. Privatpersonen, die am Tag des In-Kraft-Tretens des vorliegenden Gesetzes eine vollautomatische Feuerwaffe besitzen, müssen diese Waffe binnen einem Jahr entweder vom Prüfstand für Feuerwaffen unumkehrbar zu einer halbautomatischen Feuerwaffe umbauen lassen oder unbrauchbar machen lassen oder sie einem zugelassenen Waffenhändler, einem zugelassenen Sammler, einer zugelassenen Mittelsperson oder einem in Artikel 6 § 2 erwähnten Zulassungsinhaber überlassen oder sie bei der lokalen Polizei ihres Wohnortes abgeben.

§ 3. Personen, die am Tag des In-Kraft-Tretens des vorliegenden Gesetzes Inhaber eines Besitzerlaubnisscheins für eine Waffe sind, die aufgrund des vorliegenden Gesetzes verboten wird, müssen sie binnen einem Jahr entweder vom Prüfstand für Feuerwaffen unumkehrbar zu einer nichtverbotenen Feuerwaffe umbauen lassen oder unbrauchbar machen lassen oder sie einer Person überlassen, die berechtigt ist, sie zu besitzen, oder sie gegen eine vom Minister der Justiz festzulegende gerechte Entschädigung bei der lokalen Polizei ihres Wohnortes abgeben».

B.99.2. Artikel 3 § 1 des Waffengesetzes listet die verbotenen Waffen auf. Ausgehend von der Feststellung, dass die Auflistung der verbotenen Waffen «bisher unvollständig und unklar war» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 19), sollte durch das angefochtene Gesetz der Klarheit halber eine möglichst vollständige Liste verbotener Waffen festgelegt werden.

Artikel 8 desselben Gesetzes bestimmt:

«Niemand darf verbotene Waffen herstellen, instand setzen, zum Verkauf auslegen, verkaufen, überlassen, befördern, lagern, besitzen oder mit sich führen.

Bei Verstoß gegen den vorangehenden Absatz werden die Waffen beschlagnahmt, eingezogen und vernichtet, selbst wenn sie nicht dem Verurteilten gehören».

In den Vorarbeiten zu Artikel 8 wurde Folgendes dargelegt:

«Bisher war die Regelung über ' verbotene Waffen ' ungeeignet, weil deren Besitz nicht unter Strafe gestellt war. Dies hat zu der Situation geführt, in der eine bestimmte Waffe gegebenenfalls legal im Ausland gekauft, und anschließend importiert und transportiert werden konnte, und zwar einfach und illegal, wegen der Abschaffung der Grenzkontrollen, und in der der Käufer nach der Rückkehr zu Hause keine Verfolgung mehr zu befürchten brauchte. Wenn eine solche Waffe, beispielsweise ein Gewehr mit einem Schalldämpfer, bei einer Hausdurchsuchung vorgefunden wurde, konnte nichts unternommen werden. Daher ist in diesem Artikel vorgesehen, dass der Besitz verbotener Waffen strafbar ist, damit künftig die vorstehend beschriebenen Situationen nicht mehr eintreten können» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 24).

B.99.3. Mit dem Waffengesetz wurde ein grundsätzliches, strafrechtlich geahndetes Verbot jeglichen Vorgehens, einschließlich des Besitzes, mit verbotenen Waffen eingeführt.

Vorher waren nämlich nur der Erwerb und die Einfuhr verbotener Waffen untersagt und wurden sie strafrechtlich verfolgt.

Die Kategorie der verbotenen Waffen betrifft somit Waffen, die an sich oder wegen konkreter Umstände, die eindeutig eine Absicht zur körperlichen Bedrohung oder Verletzung von Personen erkennen lassen, eine ernste Gefahr für die Sicherheit von Personen darstellen.

«Verbotene Waffen», die jemand zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des angefochtenen Gesetzes besitzt und auf die sich Artikel 45 bezieht, sind die in Artikel 3 § 1 Nrn. 1 bis 15 des angefochtenen Gesetzes aufgelisteten verbotenen Waffen, nämlich Waffen, die an sich eine ernste Gefahr für die Sicherheit von Personen darstellen.

B.100.1. Artikel 45 § 1 des Waffengesetzes bezieht sich auf die verbotenen Waffen sowie, durch Bezugnahme auf Artikel 44 § 1, auf Waffen, die sich unter dem vorherigen Gesetz in Ermangelung der erforderlichen Erlaubnis in illegalem Besitz befanden und bezüglich deren der Besitzer sich dafür entscheidet, seine Situation nicht zu regularisieren durch Beantragen der Inanspruchnahme der in Artikel 44 § 1 desselben Gesetzes vorgesehenen Übergangsmaßnahme.

Da die durch die einzelnen Paragraphen von Artikel 45 eingeführten Regelungen unterschiedlich sind, ist im Übrigen davon auszugehen, dass der in Artikel 45 § 1 enthaltene Begriff «verbotene Waffen» sich auf andere verbotene Waffen als diejenigen, die in Artikel 45 §§ 2 und 3 vorgesehen sind, bezieht.

Artikel 45 § 1 ermöglicht es also Besitzern von anderen verbotenen Waffen als denjenigen im Sinne der Paragraphen 2 und 3 sowie den Besitzern von Waffen, die unter der vorherigen Gesetzgebung wegen des Fehlens einer Erlaubnis illegal geworden waren, sie beim lokalen Polizeidienst ihrer Wahl anonym abzugeben, ohne sich einer Verfolgung auszusetzen, vorausgesetzt, dass die betreffende Waffe nicht gesucht wird oder keine Meldung in Bezug auf diese Waffe vorliegt.

B.100.2. In Bezug auf Artikel 45 § 1 wurde in den Vorarbeiten Folgendes dargelegt:

«Eine zweite Übergangsbestimmung sieht einen Zeitraum von einem Jahr vor, in dem die Besitzer verbotener Waffen sie abgeben können, denn in Anwendung dieses Gesetzes ist auch deren Besitz strafbar geworden. Es ist ebenfalls wünschenswert, dass die freiwillige Abgabe anderer Waffen ermöglicht wird, beispielsweise von Waffen, die sich in illegalem Besitz befinden und deren Eigentümer sich davon trennen wollen, oder von Waffen, deren Regularisierung oder Registrierung sie nicht wünschen. Diese Abgabe kann sogar anonym erfolgen, um ein möglichst gutes Ergebnis zu erzielen. Präzedenzfälle im Ausland haben gezeigt, dass die Anonymität eine Voraussetzung zur Gewährleistung des Erfolgs der Maßnahme ist. Die Modalitäten dieser Amnestie werden hinsichtlich des konkreten Verfahrens, des Einsammelns und der zeitweiligen Lagerung dieser Waffen sowie ihrer endgültigen Vernichtung ebenfalls durch den König festgelegt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 40).

B.100.3. Artikel 45 § 1 betrifft also Situationen, die unter der vorherigen Regelung unerlaubt waren wegen der Illegalität des Erwerbs oder des Besitzes der betreffenden Waffen. Diese Bestimmung betrifft nämlich verbotene Waffen, die illegal erworben wurden, und erlaubnispflichtige Waffen, die sich unter dem vorherigen Gesetz in illegalem Besitz befanden und deren Besitzer sich dafür entscheidet, sie nicht regularisieren zu lassen.

Während die Illegalität des Erwerbs oder des Besitzes grundsätzlich zu strafrechtlichen Sanktionen führen müsste, also zur Einziehung der Waffen, hat der Gesetzgeber ein System vorgesehen, das einen Anreiz dazu bietet, illegale Waffen vom Markt zu nehmen, indem man sich von ihnen trennt.

Die in Artikel 45 § 1 vorgesehene Abgabe stellt also eine Gunstmaßnahme dar, durch die strafrechtliche Verfolgungen und Einziehung sich vermeiden lassen, weshalb sie also nicht als eine Enteignung im Sinne von Artikel 16 der Verfassung ausgelegt werden kann.

B.100.4. Insofern der Klagegrund sich auf Artikel 45 § 1 bezieht, ist er unbegründet.

B.101.1 Artikel 45 §§ 2 und 3 des Waffengesetzes führt eine Übergangsregelung ein für Personen, die am Datum des Inkrafttretens des angefochtenen Gesetzes eine verboten gewordene Waffe besitzen.

Artikel 45 § 2 betrifft vollautomatische Feuerwaffen, die für Privatpersonen verboten geworden sind, während Artikel 45 § 3 die (nicht vollautomatischen) Waffen betrifft, die aufgrund des angefochtenen Gesetzes verboten geworden sind und bezüglich deren der Besitzer Inhaber einer Besitzerlaubnis war.

B.101.2. Artikel 45 § 2 schreibt den Besitzern vollautomatischer Waffen vor, innerhalb der vorgesehenen Frist entweder die Waffe durch den Prüfstand unwiderruflich zu einer halbautomatischen Waffe umzubauen oder sie neutralisieren zu lassen, wenn sie diese Waffe weiter besitzen möchten, oder sie einem zugelassenen Waffenhändler, einem zugelassenen Sammler, einer zugelassenen Mittelsperson oder einem Zulassungsinhaber im Sinne von Artikel 6 § 2 zu überlassen, oder sie bei der lokalen Polizei ihres Wohnortes abzugeben.

Artikel 45 § 3 sieht vor, dass die Personen, die am Tag des Inkrafttretens des angefochtenen Gesetzes Inhaber eines Besitzerlaubnisscheins für eine verboten gewordene Waffe sind, diese innerhalb der vorgesehenen Frist durch den Prüfstand entweder in eine nicht verbotene Waffe umbauen oder neutralisieren lassen oder einer Person mit Besitzerlaubnis überlassen oder sie bei der lokalen Polizei ihres Wohnortes gegen eine durch den Minister der Justiz festzulegende gerechte Entschädigung abgeben müssen.

B.102.1. In Bezug auf Artikel 45 § 2 wurde in den Vorarbeiten Folgendes dargelegt:

«Paragraph 2 enthält die Übergangsbestimmung für die Besitzer vollautomatischer Feuerwaffen, die Zulassungsinhabern vorbehalten sind. Innerhalb eines Jahres müssen die privaten Besitzer sich zwischen dem Umbau ihrer Waffe oder deren Überlassung entscheiden. Zum Umbau ist nur der Prüfstand befugt, damit die erforderlichen Garantien geboten werden. Es ist nämlich bekannt, dass der Umbau einer vollautomatischen Waffe in eine halbautomatische Waffe (mit der also nur noch einzelne Schüsse abgegeben werden können) im Allgemeinen leicht rückgängig zu machen ist, indem wieder ein Teil eingesetzt wird. Es ist eine Tatsache, dass der Prüfstand nicht imstande sein wird, für alle Waffenmodelle das Notwendige zu tun und dass dann die anderen Optionen geeignet sind (Neutralisierung, Verkauf, Überlassung)» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 40).

In Bezug auf Artikel 45 § 3 wurde in den Vorarbeiten Folgendes dargelegt:

«Der letzte Paragraph regelt die Situation der Besitzer einer erlaubnispflichtigen Waffe, die zu einer verbotenen Waffe geworden ist. In gewissen Fällen könnten sie enteignet werden, wenn sie ihre Waffe nicht umbauen lassen können. In einem solchen Fall haben sie Anspruch auf eine vorherige gerechte Entschädigung aufgrund der Verfassung. Der Betrag wird in der Praxis durch den Minister der Justiz zu bestimmen sein. In der Praxis dürfte es nur einige Fälle von Privatpersonen mit einer Erlaubnis zum Besitz von Militärgerät geben, das als Kriegswaffe betrachtet wurde und nicht neutralisiert worden ist. Man kann davon ausgehen, dass solche Geräte zu neutralisieren sind. Wer beispielsweise einen Panzer besitzt, muss lediglich dafür sorgen, dass damit nicht mehr geschossen werden kann, um die Notwendigkeit einer Enteignung zu vermeiden» (ebenda).

B.102.2. Das Inkrafttreten des Verbots zum Besitz vollautomatischer Feuerwaffen durch nicht zugelassene Privatpersonen hat zur Folge, dass gewisse Personen, die zuvor ordnungsgemäß diese Waffen besaßen, in einem Aspekt - dem Besitz - des Eigentumsrechtes beeinträchtigt werden können.

B.102.3. Wenn der Besitzer einer vollautomatischen Feuerwaffe im Sinne von Artikel 45 § 2 beschließt, seine Waffe einem Zulassungsinhaber zu überlassen, kann er frei seinen Vertragspartner unter den Personen, die über eine Zulassung verfügen, auswählen.

Das Gleiche gilt für die in Artikel 45 § 3 erwähnten Personen; wenn der Inhaber einer Erlaubnis zum Besitz einer verboten gewordenen Waffe beschließt, seine Waffe einer Person mit einer Erlaubnis zu deren Besitz zu überlassen, kann er sie zwar grundsätzlich nur Personen überlassen, die in den Genuss der in Artikel 27 des angefochtenen Gesetzes vorgesehenen Abweichung gelangen können, doch er kann unter diesen Personen frei seinen Vertragspartner auswählen.

Die Überlassung des Besitzes der in Artikel 45 §§ 2 und 3 vorgesehenen Waffen erfolgt also zu einem durch die Parteien bestimmten Preis und kann an sich nicht zu einer Verletzung des Eigentumsrechts führen.

Im Übrigen erlaubt nichts die Annahme, dass diese Waffen keinen Käufer auf dem Markt, auch wenn dieser begrenzt ist, finden würden.

B.102.4. Wenn der Besitzer einer vollautomatischen Feuerwaffe oder einer anderen verboten gewordenen Waffe beschließt, sie unwiderruflich in eine halbautomatische Waffe umbauen oder sie endgültig zum Schießen unbrauchbar machen zu lassen, ist die sich daraus ergebende Verringerung ihres Vermögenswertes nur die Folge der Entscheidung des Waffenbesitzers, sie nicht zu überlassen.

Die Möglichkeit, die Waffe umzubauen oder zu neutralisieren, kann also nicht als eine Verletzung des Rechtes des Besitzers einer verboten gewordenen Waffe angesehen werden, der sich somit dafür entscheiden kann, seine Waffe zu behalten.

B.102.5. Wenn der Besitzer einer verboten gewordenen Waffe beschließt, sie bei der lokalen Polizei abzugeben, stellt diese Weise, sich von ihr zu trennen, nur eine der sich ihm bietenden Alternativen dar, neben dem Behalten der neutralisierten Waffe oder ihrer Überlassung gegen Bezahlung.

Dies kann also nicht als ein Eigentumsentzug oder als eine Enteignung angesehen werden, auf die die in Artikel 16 der Verfassung vorgesehene Garantie der gerechten und vorherigen Entschädigung angewandt werden müsste.

B.102.6. Insofern sich die Klagegründe auf Artikel 45 §§ 2 und 3 des Waffengesetzes beziehen, sind sie unbegründet.

B.103. Der fünfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4040 ist gegen Artikel 24 Absatz 2 des Waffengesetzes gerichtet. Nach Darlegung des Klägers führe diese Bestimmung eine Enteignung ohne gerechte und vorherige Entschädigung ein, indem sie es dem Direktor des Prüfstands erlaube, zu entscheiden, aus historischen, wissenschaftlichen oder didaktischen Gründen nicht die aufgrund von Artikel 42 des Strafgesetzbuches eingezogenen Waffen zu vernichten und die unbrauchbar gemachten Waffen der Sammlung eines öffentlichen Museums, einer wissenschaftlichen Einrichtung oder eines vom Minister bestimmten Polizeidienstes hinzuzufügen.

B.104.1. Artikel 24 dieses Gesetzes bestimmt:

«Waffen, die aufgrund von Artikel 42 des Strafgesetzbuches eingezogen worden sind, werden beim Direktor des Prüfstands oder bei seinem Vertreter abgegeben, um vernichtet zu werden. Die Kosten für die Aufbewahrung und die Beförderung der Waffen bis zum Ort ihrer Vernichtung und für die Vernichtung selbst gehen zu Lasten des Verurteilten.

Mit Zustimmung des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Justiz gehört, kann der Direktor des Prüfstands beschließen, die eingezogenen Feuerwaffen aus historischen, wissenschaftlichen oder didaktischen Gründen nicht zu vernichten. In diesem Fall werden die Waffen schussunfähig gemacht, bevor sie in die Sammlung eines öffentlichen Museums, einer wissenschaftlichen Einrichtung oder eines vom Minister bestimmten Polizeidienstes aufgenommen werden».

In den Vorarbeiten zu Artikel 24 wurde Folgendes dargelegt:

«Die strafrechtlichen Bestimmungen werden durch diesen Artikel ergänzt, der die Vernichtung der eingezogenen Waffen auf Kosten des Verurteilten verfügt. Durch diese Bestimmung soll künftig verhindert werden, dass diese Waffen für Rechnung des Domänenamtes (also des Staates) versteigert werden und somit wieder auf den Markt gelangen.

Eine Ausnahme ist jedoch vorgesehen für Waffen von historischem oder wissenschaftlichem Interesse, die einem Museum oder einer wissenschaftlichen Einrichtung, die der Minister bestimmt, übergeben werden» (*Parl. Dok., Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 32*).

B.104.2. Artikel 23 letzter Absatz des Waffengesetzes bestimmt:

«Unbeschadet der Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 wird die Einziehung gemäß Artikel 42 des Strafgesetzbuches ausgesprochen. [...]».

Artikel 42 des Strafgesetzbuches bestimmt:

«Die Sondereinziehung wird angewandt:

1. auf die Sachen, die Gegenstand der Straftat waren, und auf diejenigen, die zu ihrer Begehung gedient haben oder dazu bestimmt waren, sofern sie Eigentum des Verurteilten sind;
2. auf die durch die Straftat hervorgebrachten Sachen,
3. auf die Vermögensvorteile, die unmittelbar aus der Straftat gezogen wurden, auf die Güter und Werte, die an ihre Stelle getreten sind, und auf die Einkünfte aus diesen investierten Vorteilen».

Artikel 8 Absatz 2 des Waffengesetzes sieht vor, dass im Falle eines Verstoßes gegen das Verbot jeglichen Vorgehens mit verbotenem Waffen diese Waffen beschlagnahmt, eingezogen und vernichtet werden, selbst wenn sie nicht dem Verurteilten gehören.

B.105.1. Die Kritik des Klägers betrifft die Möglichkeit des Direktors des Prüfstands, die eingezogene Waffe der Sammlung eines öffentlichen Museums, einer wissenschaftlichen Einrichtung oder eines Polizeidienstes, die durch den Minister bestimmt werden, hinzuzufügen, was jedoch nur eine Alternative zur Vernichtung der Waffe auf Kosten des Verurteilten darstellt.

Da diese Möglichkeit, die eingezogene Waffe einer Sammlung hinzuzufügen, nach der Einziehung besteht, mit der die Eigentumsübertragung vorgenommen wurde, kann sie als solches keine Enteignung oder keinen Eigentumsentzug darstellen. Diese Möglichkeit erlaubt es außerdem der verurteilten Person, die Übernahme der Kosten für die Aufbewahrung und den Transport der Waffe bis zu ihrem Vernichtungsort und ihre Vernichtung gemäß dem nicht angefochtenen Artikel 24 Absatz 1 zu vermeiden.

B.105.2. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf die Zusammensetzung des Beirates für Waffen*

B.106. Der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4088 ist aus einem Verstoß von Artikel 37 des Waffengesetzes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitet, insofern diese Bestimmung die Zusammensetzung des Beirates für Waffen vorsehe, ohne einerseits einen Vertreter der Bürger, die Waffenliebhaber seien, ohne Sammler, Sportschütze oder Jäger zu sein, und ohne andererseits einen Vertreter der deutschsprachigen Bürger Belgiens einzubeziehen, so dass diese Personen nicht ihre Interessen innerhalb des Beirates für Waffen vertreten könnten.

B.107.1. Durch Artikel 37 des Waffengesetzes wird ein Beirat eingesetzt, «in dem die betroffenen Sektoren und Behörden vertreten sind», «um eine technische Stellungnahme zu gewissen, in Artikel 35 vorgesehenen Punkten abzugeben» und, wenn der Minister der Justiz den Beirat zu Rate ziehen möchte, «über vorgesehene Abänderungen dieses Gesetzes oder seiner Ausführungserlasse» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2263/001, S. 37).

Der Beirat für Waffen ist also ein Organ ohne Entscheidungsbefugnis, das die Interessen des Waffensektors vertritt und die Aufgabe hat, den Gesetzgeber und die Exekutive über technische Aspekte der Waffenregelung aufzuklären.

B.107.2. Die Einsetzung eines rein beratenden Organs durch den Gesetzgeber bedeutet nicht, dass jede Person, auf die ein Gesetz anwendbar sein kann, die Garantie haben müsste, darin vertreten zu sein.

B.107.3. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf die Tragweite der Nichtigkeitsklärung*

B.108.1. Der Hof hat die Klagegründe für begründet befunden, insofern sie gegen die Artikel 11 § 3 Nr. 9 und 29 § 1 Absatz 2 Nr. 1 des Waffengesetzes gerichtet sind.

Diese Bestimmungen sind nicht untrennbar mit anderen Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes verbunden, und ihre Nichtigkeitsklärung innerhalb der im Urteilstenor präzisierten Grenzen kann nicht seiner globalen Kohärenz schaden.

B.108.2. Der Antrag der klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 4032 und 4088 auf völlige Nichtigkeitsklärung des Gesetzes ist also zurückzuweisen.

B.109. Um die übermäßigen Folgen einer Rückwirkung des Nichtigkeitsurteils zu vermeiden, sind in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 die Folgen des für nichtig erklärten Artikels 29 § 1 Absatz 2 Nr. 1 in dem im Urteilstenor angegebenen Sinne aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

1. erklärt im Gesetz vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen - Artikel 11 § 3 Nr. 9 insofern, als er die Beibehaltung einer legal vorhandenen Waffe in einem Vermögen nicht als einen rechtmäßigen Grund erwähnt, wenn sich der Antrag auf Erlangung einer Waffenbesitzerlaubnis auf eine erlaubnispflichtige Waffe ohne Munition bezieht, für die die Besitzerlaubnis erteilt worden war oder für die keine Besitzerlaubnis erforderlich war, und

- Artikel 29 § 1 Absatz 2 Nr. 1

für nichtig;

2. weist die Klagen im Übrigen zurück, vorbehaltlich des in B.22.5, B.30.3 und B.84.2 Erwähnten;

3. erhält die Folgen der in Ausführung von Artikel 29 § 1 Absatz 2 Nr. 1 auferlegten Maßnahmen bis zur Veröffentlichung des vorliegenden Urteils im *Belgischen Staatsblatt* aufrecht.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 19. Dezember 2007.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

**PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE,  
ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE**

N. 2008 — 206 [C — 2008/11040]

7 JANUARI 2008. — **Wet strekkende tot een verruiming van de doelgroep die een toelage van het Sociaal Stookkoliefonds kan genieten en tot verhoging van de hoeveelheid stookolie die recht geeft op die toelage (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** In hoofdstuk III van titel VI van de programmawet van 27 augustus 2004, wordt artikel 215, opgeheven bij de wet van 20 juli 2005, hersteld in volgende lezing :

« Art. 215. De in artikel 205 bedoelde bedragen worden opgetrokken overeenkomstig de nadere voorwaarden die zijn opgenomen in een na 30 november 2007 en na overleg in de Ministerraad vastgesteld koninklijk besluit. Voorts behelst dat koninklijk besluit de optrekking van de momenteel op grond van het in artikel 207 bedoelde koninklijk besluit vastgestelde bedragen. »

**Art. 3.** Voor de stookperiode van 1 september 2007 tot 30 april 2008 mogen de aanvragen worden ingediend tot twee maanden na de stookperiode.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE,  
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE**

F. 2008 — 206 [C — 2008/11040]

7 JANVIER 2008. — **Loi visant à élargir le public-cible pouvant bénéficier d'une allocation de chauffage du Fonds social Mazout et à augmenter la quantité de mazout donnant droit à cette allocation (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans le chapitre III du titre VI de la loi-programme du 27 décembre 2004, l'article 215, abrogé par la loi du 20 juillet 2005, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 215. Les montants visés à l'article 205 seront relevés selon les modalités prévues par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres après le 30 novembre 2007. Par ailleurs, ce dernier augmentera également les montants prévus actuellement sur la base de l'arrêté royal visé à l'article 207. »

**Art. 3.** Pour la période de chauffe du 1<sup>er</sup> septembre 2007 au 30 avril 2008, les demandes pourront être introduites jusqu'à deux mois après la période de chauffe.